



RAPPORT ANNUEL
1992

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Chiffres Clés

(en millions d'écus)

Financements

Montant total	17 032,5	15 393,3
Sur ressources propres	16 904,0	15 219,6
dont prêts	16 830,3	15 219,6
dont garanties	73,7	—
Sur d'autres ressources	128,5	173,7

Dans la Communauté	16 139,7	14 477,3
Dans les pays ACP et les PTOM	252,0	389,5
Dans les pays du bassin méditerranéen	320,8	241,5
Dans les pays d'Europe centrale et orientale	320,0	285,0

Ressources collectées	12 973,6	13 672,3
En monnaies communautaires	9 057,7	10 001,9
En monnaies non communautaires	3 915,9	3 670,4

Versements effectués	14 897,7	15 508,8
Sur ressources propres	14 797,5	15 315,8
Sur d'autres ressources	100,2	193,0

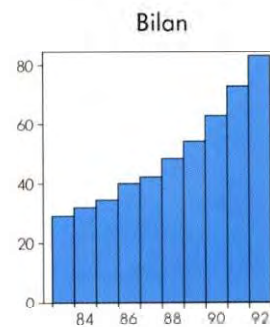
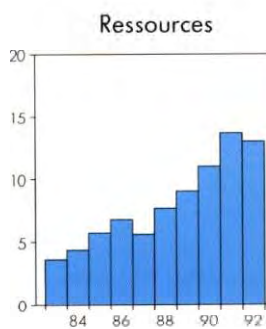
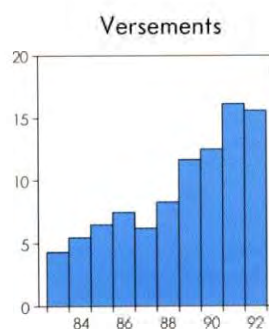
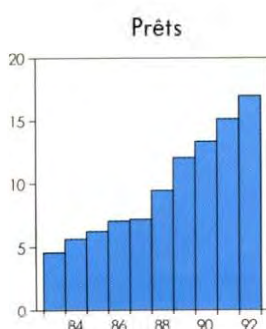
Encours total		
Financements sur ressources propres et garanties	84 273,5	72 713,3
Financements sur d'autres ressources	5 413,8	6 337,6
Emprunts à long, moyen et court terme	67 783,5	58 892,6

Capital souscrit	57 600,0	57 600,0
dont versé et à verser	4 320,9	4 320,9

Réserves et résultats de gestion	7 838,0	6 718,9
---	----------------	----------------

Total du bilan	84 666,7	74 290,7
-----------------------	-----------------	-----------------

<i>Effectifs de la Banque</i>	785	751
-------------------------------	-----	-----



Nota: les montants de ces graphiques sont exprimés en milliards d'écus.

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Institution financière de la Communauté européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), créée par le Traité de Rome, a vu son rôle confirmé par le Traité sur l'Union européenne. Ses statuts constituent un protocole annexé au Traité.

Institution de droit public, autonome au sein de la Communauté, la BEI a pour membres les Etats formant la Communauté. Ceux-ci ont souscrit conjointement son capital.

*Comme **institution communautaire**, la BEI adapte en permanence son action à l'évolution des politiques communautaires; elle œuvre en faveur du renforcement de la cohésion économique et sociale et de la réalisation du marché unique.*

*Comme **Banque**, elle travaille en étroite collaboration avec la communauté bancaire, tant pour ses emprunts sur les marchés des capitaux, que pour le financement d'investissements.*

La BEI accorde des prêts pour l'essentiel à partir de ressources empruntées. Celles-ci, auxquelles s'ajoutent les fonds propres (capital versé et réserves), constituent ses ressources propres.

Hors Communauté, la BEI intervient sur ses ressources propres ainsi que sur mandat à partir de ressources budgétaires de la Communauté ou des Etats membres.

Dans la Communauté

La BEI a pour vocation première de contribuer, de manière concrète, par le financement d'investissements, au développement équilibré de la Communauté, tout en respectant les règles d'une gestion bancaire rigoureuse.

Comme le prescrit l'article 20 de ses statuts, elle attache la plus grande attention «à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté».

transport et de télécommunication d'intérêt européen;

- la protection de l'environnement et du cadre de vie ainsi que la sauvegarde du patrimoine architectural ou naturel;
- l'aménagement urbain;
- la réalisation des objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie;
- le renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie et de son intégration au plan communautaire;
- le soutien de l'activité des petites et moyennes entreprises.

duels conclus directement ou avec divers intermédiaires financiers.

Les investissements de petite ou moyenne dimension relèvent le plus souvent des **prêts globaux**.

Les prêts globaux s'apparentent à des lignes de crédit temporaires ouvertes à des banques ou à des institutions financières opérant au niveau européen, national ou régional. Celles-ci les utilisent pour financer, selon les critères de la BEI, des investissements du secteur productif, le plus souvent de petites et moyennes entreprises, et des projets d'infrastructures notamment de communication ou d'environnement, réalisés par des collectivités locales.

LES OBJECTIFS

Conformément aux orientations fixées par les traités et compte tenu de l'évolution des politiques communautaires, les investissements pouvant être pris en considération par la BEI doivent contribuer à un ou plusieurs des objectifs suivants:

- le développement économique des régions moins favorisées;
- l'amélioration des infrastructures de

LES INVESTISSEMENTS

Les prêts de la BEI peuvent être octroyés à des emprunteurs publics ou privés. Ils concernent tous les secteurs de l'économie, qu'il s'agisse:

- des infrastructures de communication, d'environnement et d'énergie,
- de l'industrie, des services et de l'agriculture.

La BEI finance les investissements de grande dimension par des **prêts indivi-**

Dans tous les cas, la BEI ne finance qu'une partie du coût des investissements, en complément des fonds propres de l'emprunteur et d'autres sources de financement. Le montant du prêt ne peut pas, normalement, dépasser 50 % du coût des investissements ⁽¹⁾. La BEI

⁽¹⁾ Ce plafond a été relevé pour le mécanisme de prêt décidé à Edimbourg cf. encadré page 20.

facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des Fonds structurels et des autres instruments financiers de la Communauté; les prêts peuvent être utilisés conjointement avec des subventions nationales ou communautaires.

L'instruction du projet, menée par les services de la BEI, vérifie l'intérêt économique des investissements concernés et leur viabilité. Elle porte aussi sur leur cohérence avec ses propres critères d'intervention, les orientations des politiques communautaires et le respect des réglementations en matière de protection de l'environnement et d'appels à la concurrence. De même, la situation financière du promoteur, les perspectives de cash-flow et les garanties offertes sont examinées.

A l'issue de l'instruction et sur proposition du Comité de direction de la BEI, le Conseil d'administration décide de l'octroi du prêt en tenant compte des avis formulés par l'Etat membre concerné et par la Commission des Communautés européennes.

LES CARACTÉRISTIQUES DES PRÊTS

La durée

La BEI octroie des prêts à long terme dont la durée dépend du type et de la vie technique du projet. La durée des prêts est généralement comprise entre 7 et 12 ans pour les projets industriels; elle peut aller jusqu'à 20 ans, voire plus, pour les infrastructures.

Un différé de remboursement du principal peut être accordé, dont la durée varie généralement de 2 à 5 ans.

Les monnaies

Le prêt est décaissé au pair:

- en une seule monnaie, en particulier dans les monnaies des Etats membres et l'écu;
- en plusieurs monnaies, soit dans des assortiments-types dont la durée, la composition et le taux sont préétablis, soit dans des assortiments modulés selon les préférences des emprunteurs de la BEI et ses disponibilités.

Le taux d'intérêt

Sa cote de crédit de premier ordre («AAA») permet à la BEI d'emprunter aux meilleures conditions du moment.

Ne poursuivant pas de but lucratif, la BEI reprête les fonds qu'elle a empruntés sur les marchés à un taux qui, adapté d'une façon continue, reflète pour chaque monnaie le coût du marché, majoré d'une marge de 0,15 % destinée à couvrir ses frais de fonctionnement.

Les taux peuvent être fixés, soit à la signature du contrat, soit lors de chaque décaissement (contrat à taux ouvert). Les prêts sont principalement accordés à taux fixe; ils peuvent être à taux révisable, après une période déterminée, de 4 à 10 ans en règle générale. Ils peuvent être aussi à taux variable, éventuellement convertible en taux fixe.

Le mode de fixation des taux est identique pour l'ensemble des pays et secteurs. La BEI n'accorde pas de bonifications d'intérêt; celles-ci peuvent toutefois être consenties par des instances tierces.

A l'extérieur de la Communauté

La BEI accorde également des financements pour des projets à l'extérieur de la Communauté sur autorisation de son Conseil des gouverneurs. Cette disposition est appliquée:

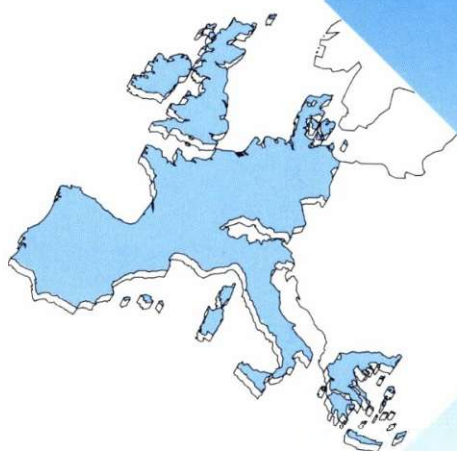
- cas par cas, pour autoriser le financement de certains investissements présentant un intérêt particulier pour la Communauté notamment dans les domaines des communications et de l'approvisionnement en énergie;
- globalement, à concurrence d'un montant déterminé par pays ou groupe de pays dans le cadre d'accords, conventions ou décisions organisant la coopération financière de la Communauté.

Dans ce dernier contexte, le champ d'activité de la BEI s'étend:


- aux pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique signataires de la Convention de Lomé (Etats ACP), ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM);
- aux pays signataires d'accords de coopération ou d'association avec la Communauté;

- dans le bassin méditerranéen
- en Europe centrale et orientale
- en Amérique latine et en Asie

Des modalités particulières sont appliquées à ces financements dont les conditions sont déterminées par les différents accords de coopération financière.



RAPPORT ANNUEL 1992



Ce rapport est également disponible
dans les langues suivantes:

DA	ISBN	92-861-0277-1
DE	ISBN	92-861-0278-X
EN	ISBN	92-861-0280-1
ES	ISBN	92-861-0276-3
GR	ISBN	92-861-0279-8
IT	ISBN	92-861-0282-8
NL	ISBN	92-861-0283-6
PT	ISBN	92-861-0284-4

ISBN 92-861-0281-X
Rédaction achevée le 23 mars 1993

35^e RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Les organes de direction	Pages
Conseil des gouverneurs	4
Comité de vérification	4
Conseil d'administration	5
Comité de direction - structure des services	6
Avant-propos	9
La BEI, institution financière de la Communauté	11
L'activité	11
L'environnement économique	14
Le contexte communautaire	17
La BEI en 1992	
Les financements dans la Communauté	25
<i>Présentation par objectif de politique communautaire</i>	28
<i>Présentation des financements par pays</i>	38
Les financements à l'extérieur de la Communauté	47
<i>États ACP et PTOM</i>	47
<i>Pays de la Méditerranée</i>	51
<i>Pays d'Europe centrale et orientale</i>	53
Les ressources empruntées	55
<i>L'évolution des marchés des capitaux</i>	55
<i>Les opérations d'emprunt sur les marchés financiers</i>	57
Les résultats de l'exercice	62
Le fonctionnement de la BEI	63

Encadrés

Le Fonds européen d'investissement (p. 18) — La BEI et le Traité sur l'Union européenne (p. 19) — Le mécanisme de prêt d'Edimbourg (p. 20) — Coopération internationale et assistance technique en faveur de l'environnement (p. 22) — La BEI en Europe centrale et orientale (p. 24) — Les prêts globaux dans la Communauté (p. 26) — Eligibilité: une spécificité de la BEI (p. 30) — Les transports en milieu urbain (p. 33) — Le développement du gaz naturel (p. 35) — Les prêts APEX (p. 50) — Versements et encours (p. 60).

DEUXIÈME PARTIE

États financiers	68
Liste des financements	84
Tableaux statistiques	97
Notes au lecteur	115

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Situation au 1^{er} juin 1993

Président

Piero BARUCCI (Italie)

Guido CARLI (Italie)

jusqu'au 28 juin 1992

Bertie AHERN (Irlande)

jusqu'au 9 juin 1992

BELGIQUE

Philippe MAYSTADT, Ministre des Finances

DANEMARK

Mogens LYKKETOFT, Finansminister

Henning DYREMOSE, Finansminister

jusqu'en janvier 1993

ALLEMAGNE

Theo WAIGEL, Bundesminister der Finanzen

GRÈCE

Stephanos MANOS, Ministre de l'Économie Nationale

Efthymios CHRISTODOULOU, Ministre de l'Économie Nationale

jusqu'en février 1992

ESPAGNE

Carlos SOLCHAGA CATALÁN, Ministro de Economía y Hacienda

FRANCE

Edmond ALPHANDÉRY, Ministre de l'Économie

Michel SAPIN, Ministre de l'Économie et des Finances

jusqu'en mars 1993

Pierre BÉRÉGOVOY, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget

jusqu'en avril 1992

IRLANDE

Bertie AHERN, Minister for Finance

ITALIE

Piero BARUCCI, Ministro del Tesoro

Guido CARLI, Ministro del Tesoro

jusqu'en juin 1992

LUXEMBOURG

Jacques SANTER, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre du Trésor

PAYS-BAS

Wim KOK, Vice Premier en Minister van Financiën

PORTUGAL

Jorge BRAGA DE MACEDO, Ministro das Finanças

ROYAUME-UNI

Kenneth CLARKE, Chancellor of the Exchequer

Norman LAMONT, Chancellor of the Exchequer

jusqu'en mai 1993

COMITÉ DE VÉRIFICATION

Situation au 1^{er} juin 1993

Président

João PINTO RIBEIRO, Juiz Conselheiro, Tribunal de Contas, Lisbonne

Albert HANSEN, Secrétaire général du Conseil du gouvernement, Luxembourg

jusqu'en juin 1992

Membres

João PINTO RIBEIRO

Constantin THANOPOULOS, Vice-Gouverneur, Banque Nationale de Crédit Foncier de Grèce, Athènes

Albert HANSEN

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Situation au 1^{er} juin 1993

Président: Sir Brian UNWIN

Vice-Présidents:

Lucio IZZO

Alain PRATE

Ludovicus MEULEMANS

Hans DUBORG

José de OLIVEIRA COSTA

Wolfgang ROTH

M. Ernst-Günther BRÖDER et M. Roger LAVELLE ont exercé les fonctions, respectivement, de Président et de Vice-Président jusqu'en mars 1993. Ils ont été nommés, depuis, Président honoraire et Vice-Président honoraire

Administrateurs

Luigi ARCUTI	Presidente dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome
Bruno BIANCHI	Condirettore Centrale, Banca d'Italia, Rome
Richard BRANTNER	Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Francfort
Corneille BRÜCK	Président du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg
Jos de VRIES	Plaatsvervangend Directeur, Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministerie van Financiën, La Haye
Mario DRAGHI	Direttore Generale del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome
Huw P. EVANS	Deputy Secretary (Overseas Finance), HM Treasury, Londres
Vicente J. FERNÁNDEZ	Subdirector General del Tesoro y Política Financiera, Ministerio de Economía y Hacienda, Madrid
Manuel E. FRANÇA E SILVA	Director-Geral do Tesouro, Ministério das Finanças, Lisbonne, <i>jusqu'en juillet 1992</i>
Winfried HECK	Ministerialdirigent, Bundesministerium der Finanzen, Bonn
Philippe JURGENSEN	Directeur Général de la Caisse Française de Développement, Paris
Yves LYON-CAEN	Président Directeur Général du Crédit National, Paris
Rudolf MORAWITZ	Ministerialdirigent, Bundesministerium für Wirtschaft, Bonn
Miguel MUÑIZ DE LAS CUEVAS	Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid
Ariane BOLENSKY	Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris, <i>à partir de septembre 1992</i>
Maurice O'CONNELL	Second Secretary, Department of Finance, Dublin
Manuel PINHO	Director-Geral do Tesouro, Ministério das Finanças, Lisbonne, <i>à partir de septembre 1992</i>
Giovanni RAVASIO	Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission des Communautés européennes, Bruxelles
Alexander J. O. RITCHIE	Former Chairman, The Union Discount Company of London, plc, Londres
Denis SAMUEL-LAJEUNESSE	Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris, <i>jusqu'en juillet 1992</i>
Lars TYBJERG	Membre du Conseil d'administration, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, Londres
Jan H. G. VANORMELINGEN	Directeur-generaal van de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles
Roy WILLIAMS	Deputy Secretary, Department of Trade and Industry, Londres
Dimitrios ZACHARIADIS-SOURAS	Ancien Conseiller du Ministre de l'Économie Nationale, Ministère de l'Économie Nationale, Athènes
Suppléants	
David BOSTOCK	Under Secretary, Head of European Community Group (Overseas Finance), HM Treasury, Londres
Pierre DUQUESNE	Sous-Directeur des Affaires Multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris
L. Fernanda FORCIGNANO	Direttore Generale dei Servizi Speciali e del Contenzioso del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome
M.J.L. JONKHART	President-Directeur, De Nationale Investeringsbank N.V., La Haye
Eberhard KURTH	Ministerialdirektor, Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit, Bonn
Eneko LANDÁBURU ILLARRAMENDI	Directeur Général pour les Politiques Régionales, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, <i>à partir de mai 1993</i>
Thomas O'DWYER	Directeur Général de la Coordination des Politiques Structurelles, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, <i>jusqu'en mai 1993</i>
Oliver PAGE	Head of the Developing World Division, Banque of England, Londres
Eckard PIESKE	Ministerialdirigent, Bundesministerium der Finanzen, Bonn
Hélène PLOIX	Directeur Général adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris
Giovanni SACCO	Dirigente Superiore, Direzione Generale del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome
Michael J. SOMERS	Chief Executive, National Treasury Management Agency, Dublin
J. I. C. TOSCANO	Subdirector-Geral do Tesouro, Ministério das Finanças, Lisbonne

COMITÉ DE DIRECTION

Situation au 1^{er} juin 1993

Président: Sir Brian UNWIN

Vice-présidents: Lucio IZZO
Alain PRATE
Ludovicus MEULEMANS
Hans DUBORG
José de OLIVEIRA COSTA
Wolfgang ROTH

M. Ernst-Günther BRÖDER et M. Roger LAVELLE ont exercé les fonctions, respectivement, de Président et de Vice-Président jusqu'en mars 1993. Ils ont été nommés, depuis, Président honoraire et Vice-Président honoraire

Structure des services

Situation au 1^{er} juin 1993

Groupe consultatif: Dieter HARTWICH, Eugenio GREPPI, Philippe MARCHAT, Herbert CHRISTIE

DIRECTIONS

Secrétaire Général
Dieter HARTWICH
Direction de l'Administration Générale

DÉPARTEMENTS

Personnel

Ronald STURGES

Audit interne
Information, Relations Publiques
Coordination

Secrétariat et Affaires générales

Bruno EYNARD

Secrétariat
Traduction
Services Intérieurs

Services de management

Roger ADAMS

Organisation et Méthodes
Budget

Technologie de l'information

Rémy JACOB

Études et Développement

Bureau de représentation à Bruxelles

Joachim MÜLLER-BORLE

DIVISIONS

Jean-Claude CARREAU
Karl Georg SCHMIDT
Andrew ALLEN

Gerlando GENUARDI
Daphne VENTURAS
Jörg-Alexander UEBBING

Peter HELGER
Christopher SIBSON
Adriaan ZILVOLD

Dominique de CRAYENCOUR
Hugo WOESTMANN

Albert BRANDT

Financements dans la Communauté

Direction 1

Eugenio GREPPI (1)

Opérations en Italie, Rome

Giorgio RATTI, Directeur Central
Ernest LAMERS

Filippo MANZI
Agostino FONTANA
Caroline REID

Opérations en Espagne

José OLIVA MARIN

Bureau de Madrid

Jos VAN KAAM
Francisco DOMINGUEZ
Fernando DE LA FUENTE
(Chef du bureau)

Opérations au Danemark et en Allemagne

Fridolin WEBER-KREBS

Henk DELSING
Paul DONNERUP

Direction 2

Pitt TREUMANN

Opérations en France, Grèce, Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas

Gérard d'ERM

Bureau d'Athènes

Konstantin ANDREOPOULOS
Alain BELLAVOINE
Christian CAREAGA
Arghyro YARMENITOU
(Chef du bureau)

Opérations au Royaume-Uni et en Mer du Nord, en Irlande et au Portugal

Francis CARPENTER

Bureau de Lisbonne
Bureau de Londres

Richard POWER
Andreas VERYKIOS
Filipe CARTAXO
Thomas BARRETT
(Conseiller de direction)

.....
Guy BAIRD
(Chef du bureau)

Unités organisationnelles référant aux Directions 1 et 2

Coordination

Administration des Financements

Thomas HALBE

André DUNAND

Manfred KNETSCH
Alessandro MORBILLI
Brian FEWKES
José Manuel MORI

(1) Préside également le groupe de coordination pour l'ensemble des opérations dans la Communauté.

Structure des services (suite)

DIRECTIONS

Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté
Thomas OURSIN

DÉPARTEMENTS

Coordination
Appui au contrôle des financements

ACP 1/ALA
Rex SPELLER

ACP 2
Jean-Louis BIANCARELLI

Pays Méditerranéens
Pietro PETTOVICH

Europe de l'Est
Terence BROWN

DIVISIONS

Martin CURWEN
Alfred KAWAN

Claudio CORTESE
Patrick THOMAS
Jacqueline NOËL

Nicolas URMES
Guy BERMAN
Justin LOASBY

.....
Robert WILSON

Walter CERNOIA
Christopher KNOWLES

Direction des Finances et de la Trésorerie
Philippe MARCHAT

Marchés des Capitaux
Ulrich DAMM

Trésorerie
Luc WINAND

Comptabilité générale
François ROUSSEL

Coordination

Henri-Pierre SAUNIER

Jean-Claude BRESSON
Ulrich MEIER
Thomas HACKETT
Joseph VOGTEN

Lucio RAGUSIN
Eberhard UHLMANN
Ralph BAST
Iain JAMIESON
Ernest ERPELDING

Charles ANIZET
Luis BOTELLA MORALES

Direction des Études
Herbert CHRISTIE

Coordination
Études économiques dans la Communauté
Michel DELEAU

Études économiques à l'extérieur de la Communauté
Luigi GENAZZINI

Études financières
Alfred STEINHERR

Documentation et Bibliothèque

Jacques GIRARD

Patrice GÉRAUD
Carlo BOLATTI
Horst FEUERSTEIN
Mateu TURRO CALVET

Stephen McCARTHY
Daniel OTTOLENGHI
Henri BETTELHEIM
(Conseiller de direction)

Pier Luigi GILIBERT
Marie-Odile KLEIBER

Direction des Affaires juridiques

Xavier HERLIN ⁽¹⁾

Giannangelo MARCHEGIANI
Roderick DUNNETT
Marc DUFRESNE
Robert WAGENER
Hans-Jürgen SEELIGER

Corps des Conseillers Techniques

CHEFS DE GROUPE

Agribusiness
Jean-Jacques SCHUL ⁽²⁾

Industrie manufacturière, électronique et télécommunications
J. Garry HAYTER

Péto-énergie, industrie chimique, aéronautique, tourisme
Hemming JØRGENSEN

Énergie électrique, mines, gestion de déchets
Günter WESTERMANN
Infrastructure
Peter BOND

CONSEILLERS TECHNIQUES

Peder PEDERSEN

Patrick MULHERN
Bernard BÉLIER

Jean-Jacques MERTENS
Constantin CHRISTOFIDIS
Richard DEELEY

René VAN ZONNEVELD

Barend STOFKOPER
Jean-Pierre DAUBET
Philippe OSTENC
Luis LOPEZ RODRÍGUEZ

⁽¹⁾ Faisant fonction de directeur depuis le 1. 1. 1991.

⁽²⁾ Assure la coordination des activités du corps des CT.



AVANT-PROPOS

Année difficile pour la construction européenne comme pour l'économie mondiale, 1992 aura vu la Banque européenne d'investissement confirmer sa vocation d'institution financière au service du renforcement de la cohésion économique et sociale dans la Communauté. Amplifiant et diversifiant son action, la Banque a accordé plus de 17 milliards d'écus de prêts.

Près des deux tiers de ces financements ont été consacrés à des investissements localisés dans les régions les moins favorisées ou dans des zones d'activité qui réalisent un effort de conversion économique. Ces financements, en progression de quelque 40 % par rapport à l'année précédente, portent à plus de 50 milliards d'écus le total des concours accordés par la BEI, ces huit dernières années, en faveur du développement régional communautaire. Cette action a été étroitement associée à celle des fonds structurels, dans le cadre de la coordination établie entre la Banque et la Commission afin de parvenir à la meilleure synergie des deux formes de financements communautaires. Toutefois, cette priorité ne s'est pas exercée au détriment du soutien accordé aux autres politiques communautaires.

Ainsi, ces dernières années, la Banque a constamment amplifié son action en faveur des réseaux transeuropéens de transport, de télécommunication et de transfert d'énergie, dont la réalisation conditionne le plein exercice des libertés de circulation des personnes, des marchandises et de l'information. Parallèlement, la BEI a poursuivi son soutien à des investissements de protection ou de gestion de l'environnement, pour lesquels ses concours ont, en 1992, plus que doublé.

Pour assurer, aux meilleures conditions du moment, les versements qu'appellent ces investissements, la BEI a emprunté, en 1992, la contre-valeur de quelque 13 milliards d'écus. En dépit de fortes turbulences monétaires, elle a su confirmer sa position de tout premier ordre sur les marchés des capitaux et a continué ainsi à remplir pleinement sa mission d'intermédiaire financier au service de l'intégration européenne.

L'exercice 1993 marque la 35^{ème} année d'activité de la BEI; celle-ci saura, comme par le passé, favoriser la transition de la Communauté vers une Union économique et monétaire. La Banque s'attache à répondre à ces attentes, à la fois en amplifiant ses activités traditionnelles et en développant de nouvelles modalités d'intervention dans la ligne tracée par le Conseil européen d'Edimbourg des 11-12 décembre 1992.

Dans le cadre de l'initiative européenne de croissance, la BEI a ainsi rapidement mis en place un mécanisme additionnel de prêt de cinq milliards d'écus destiné à accélérer le financement d'infrastructures s'insérant dans les réseaux transeuropéens ou participant à la protection de l'environnement. Dès le mois de février 1993, le Conseil d'administration de la Banque adoptait une série de décisions de financement portant sur près d'un milliard d'écus et intéressant une quinzaine de projets dans sept Etats membres de la Communauté.

Depuis lors, la Banque poursuit l'identification de projets viables pouvant bénéficier de ce mécanisme, tout comme elle œuvre à la mise en place du Fonds européen d'investissement (FEI). Ce Fonds aura pour principale tâche l'octroi de garanties financières en faveur de grandes infrastructures communautaires et d'investissements des petites et moyennes entreprises.

Au terme de près de neuf années de présidence, je confie à mon successeur une institution performante, capable de soutenir les défis que notre temps impose à la construction européenne. Avec mes collègues du Comité de direction et l'ensemble du personnel, nous avons, pendant cette période, élargi le champ d'activité de la Banque tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté, soutenu la diversification des politiques communautaires et, à ces fins, fait de notre maison la plus importante institution financière multilatérale au monde.

Mes remerciements vont à ceux qui ont rendu cette évolution possible.

Ernst-Günther BRODER
Président

LA BEI, INSTITUTION FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ

L'activité en 1992

Institution financière de la Communauté, la Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer au développement équilibré, à l'intégration et à la cohésion économique et sociale de l'ensemble des pays membres. A cette fin, elle met en œuvre des moyens bancaires pour faciliter le financement

d'investissements. Elle intervient également pour des projets dans les pays tiers avec lesquels la Communauté a conclu des accords de coopération économique et financière.

Pour remplir sa mission, la BEI accorde des prêts sur ses ressources propres et

des garanties (cf. note 5e page 115). Elle intervient aussi, principalement en dehors de la Communauté, sur mandat et sur ressources budgétaires de la Communauté ou des Etats membres; ces financements sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale (cf. page 70).

Les contrats de financements signés en 1992 atteignent un montant total de 17 033 millions ⁽¹⁾ (15 393 millions en 1991), soit une augmentation de 11 % aux prix courants et 9 % en termes réels (cf. note 7 page 116). Ils portent sur 16 830 millions de prêts sur ressources

⁽¹⁾ Toutes les données de ce rapport sont exprimées, sauf indications contraires, en écu et ont été arrondies au million.

propres, 74 millions de garanties et 129 millions d'opérations financées sur d'autres ressources (174 millions en 1991).

Afin de répondre aux demandes de décaissement (14 798 millions contre 15 320 millions en 1991), la BEI a opéré des emprunts **sur les marchés des capitaux**, pour un montant de 12 974 millions (13 672 millions en 1991). Envi-

ron 69 % ont été collectés à long et moyen terme à taux fixe et 31 % à taux variable.

Ces emprunts sont constitués à raison de près des trois quarts par des monnaies communautaires. L'écu occupe, pour la quatrième année, le premier rang (1 937 millions et près de 15 % du total des emprunts).

Tableau 1: **Montant des contrats signés en 1992, de 1988 à 1992 et de 1973 à 1992**
Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

	1992		1988 -1992		1973-1992	
	millions d'écus	%	millions d'écus	%	millions d'écus	%
Prêts sur ressources propres et garanties	16 904,0	99,2	66 917,1	98,4	117 551,8	93,5
à l'intérieur de la Communauté	16 139,7	94,8	63 715,7	93,7	110 093,3	87,5
dont prêts	16 066,0	94,3	63 404,5	93,2	109 552,2	87,1
dont garanties	73,7	0,5	311,2	0,5	541,1	0,4
à l'extérieur de la Communauté	764,3	4,5	3 201,4	4,7	7 458,5	5,9
Financements sur d'autres ressources	128,5	0,8	1 102,6	1,6	8 217,6	6,5
à l'intérieur de la Communauté	—	—	497,6	0,7	6 386,4	5,1
à l'extérieur de la Communauté	128,5	0,8	605,0	0,9	1 831,2	1,5
Total général	17 032,5	100,0	68 019,7	100,0	125 769,4	100,0
à l'intérieur de la Communauté	16 139,7	94,8	64 213,3	94,4	116 479,7	92,6
à l'extérieur de la Communauté	892,8	5,2	3 806,4	5,6	9 289,7	7,4

Les prêts pour des investissements **dans la Communauté** s'élèvent à 16 140 millions (cf. liste page 84). Ce résultat traduit une augmentation de 12 % en un an.

Des investissements ont été financés dans tous les pays de la Communauté; l'activité a particulièrement progressé en Espagne, au Portugal, au Royaume-Uni et en Allemagne, où l'accroissement des prêts est associé au développement des concours dans les Länder orientaux. L'action de la BEI en faveur du dévelop-

pement équilibré de la Communauté s'est poursuivie. Les financements en faveur du développement régional, objectif prioritaire de la BEI, constituent 70 % du total. Plus des neuf dixièmes du montant correspondant concernent des investissements localisés dans les zones éligibles aux actions structurelles de la Communauté.

La BEI contribue également au renforcement de la cohésion économique et sociale de la Communauté en soutenant

le développement de réseaux d'infrastructures assurant les communications entre ses diverses régions et facilitant les liaisons d'intérêt communautaire. Elle accorde des financements aux investissements nécessaires pour protéger l'environnement et améliorer le cadre de vie ou destinés à l'exploitation des ressources en énergie de la Communauté et à la diversification de son approvisionnement.

Activité de la BEI selon la localisation ⁽¹⁾

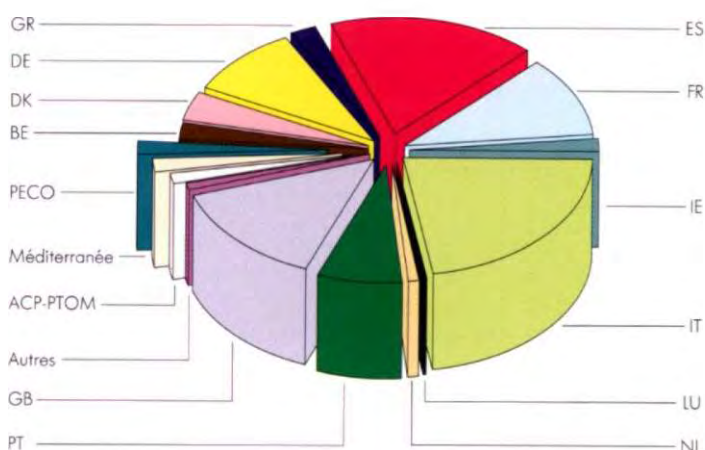
Montant des contrats signés

(millions d'écus)

Répartition

(1992)

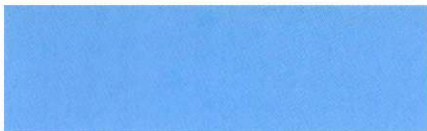
1992: 17 032,5		1991: 15 393,3	
montant	%	montant	%
396,6	2,5	Belgique	115,6 0,8
690,8	4,3	Danemark	538,6 3,7
1 663,9	10,3	Allemagne	1 300,1 9,0
377,5	2,3	Grèce	366,9 2,5
3 020,6	18,7	Espagne	2 342,5 16,2
1 895,1	11,7	France	1 924,4 13,3
303,5	1,9	Irlande	237,0 1,6
3 796,9	23,5	Italie	4 000,7 27,6
42,8	0,3	Luxembourg	28,6 0,2
154,4	1,0	Pays-Bas	175,4 1,2
1 230,4	7,6	Portugal	1 002,1 6,9
2 407,2	14,9	Royaume-Uni ⁽²⁾	2 145,0 14,8
159,7	1,0	Autres ⁽³⁾	300,4 2,1
16 139,7	100,0	Communauté	14 477,3 100,0
252,0	28,2	ACP-PTOM	389,5 42,5
320,8	35,9	Méditerranée	241,5 26,4
320,0	35,8	PECO	285,0 31,1
892,8	100,0	Hors Communauté	916,0 100,0



⁽¹⁾ Pour les abréviations cf. pages 115 et 116.

⁽²⁾ Début 1992 est intervenue une modification contractuelle d'un prêt signé en 1991 qui a entraîné une augmentation du montant pour le Royaume-Uni se répercutant sur l'ensemble des données de l'exercice 1991.

⁽³⁾ Projets d'intérêt communautaire situés en dehors du territoire des Etats membres. (cf. note 5d page 115).



Dans ses interventions en faveur d'investissements des secteurs productifs, la BEI attache une importance particulière au renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie communautaire et au développement des petites et moyennes entreprises, dont le rôle économique est très important, notamment au niveau régional.

L'orientation des financements de la Banque européenne d'investissement témoigne de son engagement pour la réalisation des objectifs communautaires

et de sa capacité à proposer des conditions de prêts adaptées aux besoins des investisseurs.

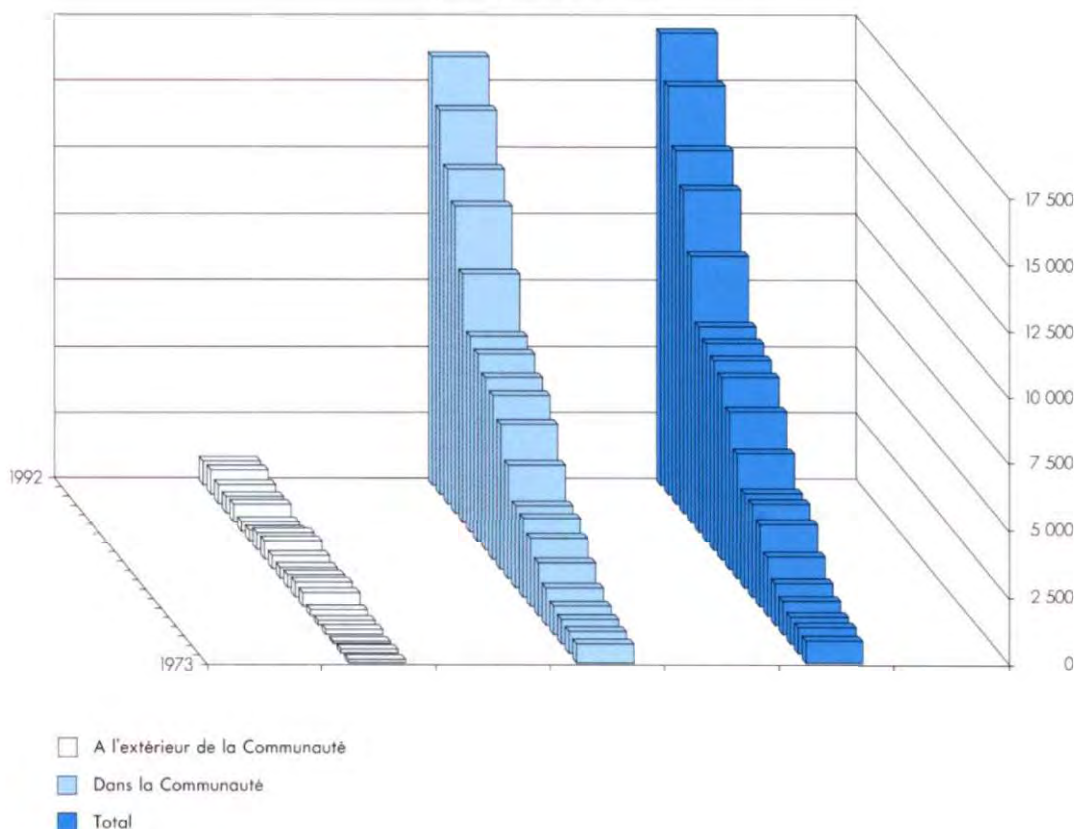
A l'extérieur de la Communauté, les concours, accordés dans le cadre de la coopération communautaire avec des pays tiers, s'élèvent à 893 millions (916 millions en 1991), soit 764 millions sur ressources propres et 129 millions sur ressources budgétaires (cf. liste page 94).

Dans les pays du sud de la Méditerranée,

l'activité au titre des protocoles financiers a été complétée par de premiers prêts hors protocole s'inscrivant dans le cadre de la Politique méditerranéenne renouvelée (321 millions). Les financements en Europe centrale et orientale ont été étendus à tous les pays (PECO) éligibles aux prêts de la Banque (320 millions). Enfin, les interventions dans les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP) ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) ont atteint 252 millions.

Montant des contrats signés de 1973 à 1992

(millions d'écus courants)



L'environnement économique

1992: CROISSANCE FAIBLE ET DÉGRADATION DE L'EMPLOI

Dans la Communauté, comme dans tous les grands pays industrialisés, la croissance de l'économie a été faible, s'inscrivant dans un processus de décélération continue depuis 1989. Il en est résulté une nouvelle aggravation du chômage.

Dans la Communauté, la croissance du PIB, en 1992, a de nouveau fléchi, s'établissant à + 1,1 % contre 1,4 % en 1991, 2,8 % en 1990, 3,4 % en 1989 et 4,1 % en 1988. Cette dégradation a été sensible dans presque tous les pays, à l'exception de l'Irlande et de la France.

Pour la première fois depuis la récession du début des années 80, l'investissement global, mesuré par le FBCF, a décliné en termes réels (— 0,3 %) hors nouveaux Länder. La prise en compte des investis-

Dans de nombreux Etats membres, cette dégradation de l'environnement économique a été de pair avec une stagnation ou un déclin de l'investissement.

En dehors de la Communauté, la plupart des grands pays ont dû faire face à des difficultés diverses, reprise hésitante et persistance du déficit aux Etats-Unis, ralentissement économique au Japon,

détérioration globale de la situation dans l'ex-URSS.

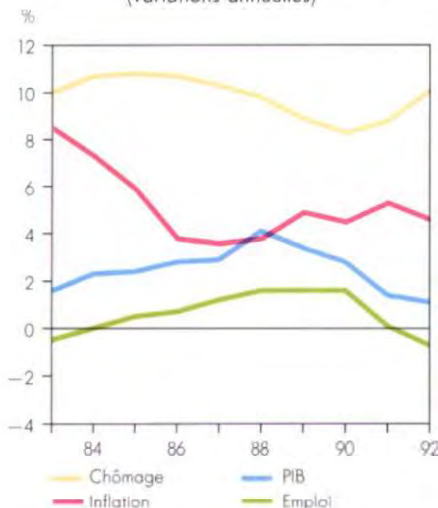
Ces difficultés, s'ajoutant à des tensions entre partenaires commerciaux, ont abouti à une faible croissance de l'économie mondiale malgré les bonnes performances de différents pays nouvellement industrialisés ⁽¹⁾.

sements dans ces régions conduit à une valeur légèrement positive (+ 0,4 %).

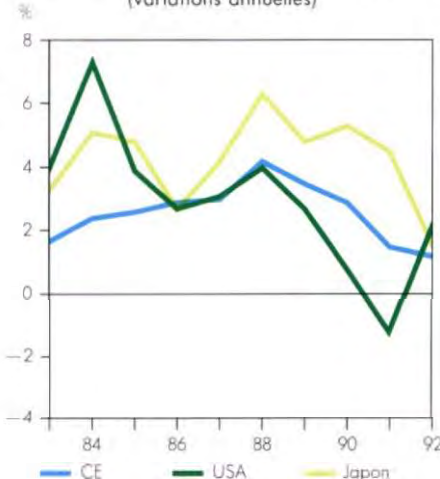
Au sein de l'investissement global, le repli des dépenses d'équipement s'est accentué: — 1,5 % (— 0,7 % avec les nouveaux Länder), contre — 0,2 % en 1991, 4,8 % de croissance en 1990 et 9 %, 10,6 %, 8,5 % au cours des trois années précédentes.

Ce mouvement a notamment été observé au Danemark (— 12 %), en France (— 4,3 %), dans la partie occidentale de l'Allemagne (— 2 %), aux Pays-Bas (— 0,8 %), et en Italie (— 0,7 %).

PIB, inflation, emploi, chômage
(variations annuelles)



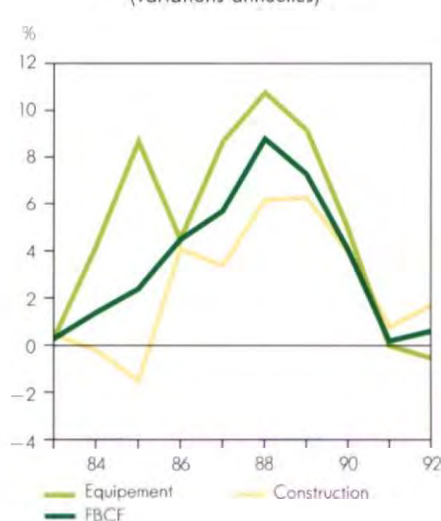
PIB/PNB comparaisons internationales
(variations annuelles)



(¹) Les statistiques macro-économiques de ce chapitre sont extraites des budgets économiques 1992-1993 publiés, début 1993, par la Commission et des Perspectives économiques de l'OCDE. Elles présentent encore un caractère provisoire. Les taux de croissance relatifs aux agrégats physiques sont en volume. L'inflation est mesurée par l'indice des prix de la consommation privée.

Les données graphiques relatives à l'Allemagne prennent en compte les nouveaux Länder allemands depuis 1992, et 1991 pour celles portant sur les balances commerciales et courantes.

FBCF et ses composantes
(variations annuelles)



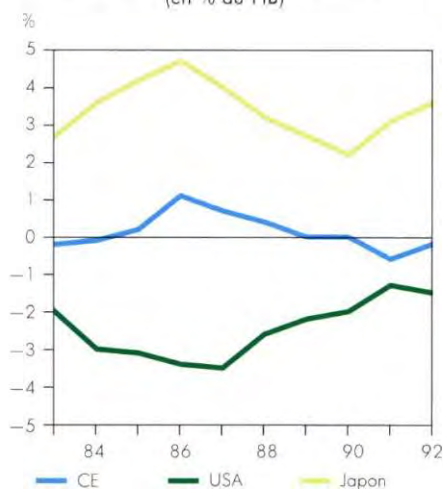


La dégradation de la situation économique et le niveau élevé des taux d'intérêt ont également pesé sur l'investissement dans la construction qui néanmoins semble avoir enregistré une faible reprise. Dans ces conditions, la situation de l'emploi s'est fortement dégradée.

Le chômage s'est aggravé dans presque tous les Etats membres. Il touche 9,5 % de la population active (10,1 % avec les régions orientales d'Allemagne) contre 8,8 % en 1991. L'emploi total a diminué pour la première fois depuis une dizaine d'années.

Malgré la hausse des prix à l'importation, l'inflation s'est quelque peu rallen-

Balances commerciales fob/fob : comparaisons internationales (en % du PIB)

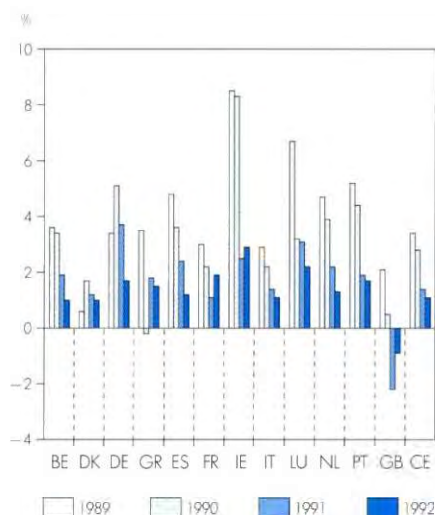


Au Japon, la croissance économique s'est fortement ralentie. Le PNB progresse de 1,5 % contre 4,4 % en 1991.

Pour la première fois depuis 1983, l'investissement global a décliné (- 0,7 %) et la consommation privée enregistre son plus faible taux de croissance depuis 1981.

Compte tenu d'une faible croissance des importations (faisant suite à une diminution en 1991), en particulier pour les produits industriels, les excédents commerciaux et courants devraient augmenter, pour approcher respectivement + 3,6 % et + 3,2 % du PIB.

PIB 1989-1992 (taux de croissance)



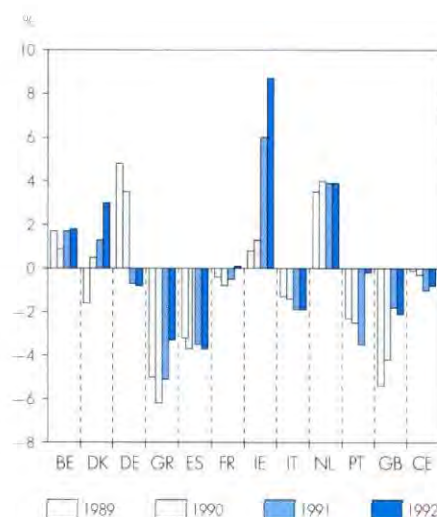
tie (4,5 % contre 5,3 %) avec la persistance de taux élevés en Grèce (16 %), et au Portugal (9,1 %).

Compte tenu notamment du ralentissement des importations, la balance commerciale de la Communauté est excédentaire hors régions orientales d'Allemagne (+ 1,2 % du PIB) et légèrement déficitaire si l'on prend en compte ces régions. On observe une quasi-stabilité du déficit de la balance courante.

Aux Etats-Unis, après la récession de 1991, le taux de croissance du PIB est redevenu positif (+ 2 % contre - 1,3 %). L'inflation s'est ralentie. On observe une nouvelle aggravation du déficit du budget fédéral. Enfin, la situation de l'emploi s'est à nouveau dégradée.

La relance des importations a conduit, après l'amélioration de 1991, à un nouveau creusement du déficit de la balance commerciale (- 1,5 % du PIB contre - 1,3 % en 1991) et de celui de la balance des paiements courants (- 1 % du PIB).

Balances courantes 1989-1992 (par rapport au PIB)





En **Afrique**, le processus de démocratisation et de réformes structurelles s'est poursuivi dans quelques pays, avec une légère résorption des déséquilibres financiers, mais souvent sans effets réels significatifs à ce jour.

Certains pays se trouvent dans des situations particulièrement instables, ou de crise ouverte, ayant des conséquences graves sur leur économie.

Dans l'ensemble, l'environnement international défavorable, en particulier la dégradation des termes de l'échange et la quasi-stagnation des marchés à l'exportation, a contribué à aggraver les difficultés internes. Comme précédemment, le taux de croissance demeure inférieur à celui de la démographie.

Pour les pays du **bassin méditerranéen**, l'année 1992 a été contrastée selon les pays.

Au Moyen-Orient, la reprise de l'activité économique a permis de réduire le déficit budgétaire sans toutefois atténuer les tensions inflationnistes.

Au Maghreb, les réformes économiques ont connu un rythme soutenu au

Maroc, qui a, par ailleurs, souffert de mauvaises récoltes, et en Tunisie, où les rendements agricoles ont été excellents. L'Algérie est restée confrontée à des difficultés politiques et économiques croissantes.

Dans l'ensemble, et compte tenu de la contrainte que représente la demande déprimée des pays développés, les pays de cette zone ont enregistré un redressement relatif avec un maintien global des équilibres en terme de prix, de finances publiques et de balance des paiements.

Dans les pays d'**Europe centrale et orientale**, l'évolution des situations

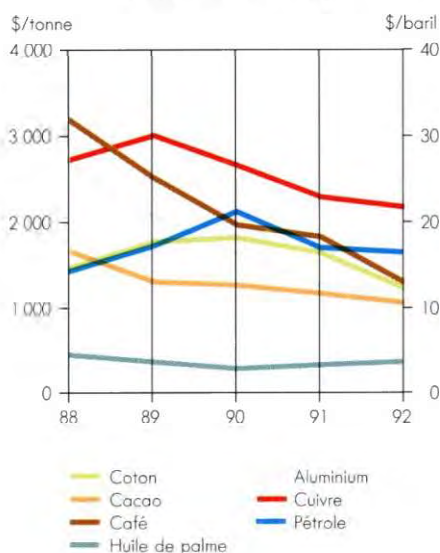
économiques est étroitement liée à l'avancement des réformes.

En Pologne, Hongrie et dans l'ex-République fédérative tchèque et slovaque, l'inflation s'est de nouveau ralentie tandis que la contraction de la production atteignait un plancher. Ces pays ont connu une croissance forte de leurs exportations, stimulées par les Accords conclus avec la Communauté. Compte tenu des importants flux d'investissements contribuant à l'accroissement des réserves de change, la contrainte de financement extérieur a diminué. En Bulgarie et surtout en Roumanie, les indicateurs sont plus défavorables. La stabilisation semble difficile à atteindre malgré la mise en place de politiques macro-économiques rigoureuses.

Dans l'ensemble de ces pays, l'emploi s'est à nouveau fortement dégradé.

Dans les nouveaux Etats indépendants de l'ex-URSS, la production a continué de baisser et l'inflation de s'aggraver. Ces pays se heurtent à de sérieux problèmes financiers dus à la difficulté d'emprunter auprès de banques étrangères et au volume limité des investissements étrangers.

Évolution des prix de certaines matières premières
(dollars constants 1990)



Le contexte communautaire

1992: UNE ANNÉE DE TURBULENCES

1992 aura été une année fertile en événements, favorables ou contraires, pour la construction européenne.

Après la signature, le 7 février à Maastricht, du Traité sur l'Union européenne, la procédure de ratification a connu un échec au Danemark et a progressé plus lentement que prévu au Royaume-Uni. Fin 1992, elle avait été conduite à son terme par dix pays.

Au second semestre, la crise monétaire a provoqué d'importantes tensions au sein du Système monétaire européen, nécessitant des réajustements de parités et conduisant des monnaies à suspendre leur participation au mécanisme de change.

Suite aux premières conclusions atteintes au Conseil européen de Lisbonne les 26 et 27 juin, l'accord intervenu à Edimbourg le 12 décembre marque la résolu-

tion des Etats membres d'aller de l'avant en dépit des difficultés rencontrées. La poursuite de la mise en place de l'Espace économique européen, l'ouverture, en février 1993, des négociations d'adhésion avec l'Autriche, la Suède et la Finlande, démontrent l'attraction que la Communauté continue d'exercer.

Le 1^{er} janvier 1993 n'aura pu voir l'entrée en vigueur du Traité sur l'Union européenne. Il marque l'instauration du marché unique européen, trente-cinq ans après la mise en œuvre du Traité de Rome, vingt ans après l'adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni.

Au cours de cette année de turbulences, la Banque européenne d'investissement a tenu son rôle d'institution financière de la Communauté. Elle a renforcé son action en faveur de la cohésion économique et sociale et soutenu les investissements dans les régions moins favorisées. En coopération avec la Commission et les Etats membres, elle a œuvré

à l'institution d'un Fonds européen d'investissement dont le Conseil européen d'Edimbourg a préconisé la création rapide, concurremment à celle d'un mécanisme de prêt destiné à accélérer le financement des infrastructures européennes. Enfin, le champ d'activité de la BEI s'étend désormais à l'Amérique latine et à l'Asie ainsi qu'à plusieurs pays d'Europe centrale.

A l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté, la BEI contribue à la mise en œuvre des grandes orientations communautaires sur la base de réalisations concrètes ; elle y travaille en étroite coopération avec les instances et partenaires concernés, institutions européennes, nationales et régionales, communauté bancaire, promoteurs de projets.

Dans les années à venir, elle continuera de mettre ses capacités professionnelles au service d'un développement équilibré de la Communauté, tout en veillant à la qualité de ses interventions.

Le Traité sur l'Union européenne met l'accent sur le rôle assigné à la BEI en faveur de la **cohésion économique et sociale**. La Banque s'est attachée, durant l'exercice, à répondre à cette attente à la fois en développant ses activités traditionnelles et en préparant de nouvelles modalités d'interventions. Cette double approche a été appuyée par le Conseil européen d'Edimbourg. Ses conclusions renforcent le rôle de la BEI en sa qualité d'institution financière de la Communauté.

Afin de favoriser la **reprise économique** en Europe, le Conseil européen d'Edimbourg a souhaité la mise en place de mesures nationales et communautaires visant à améliorer les perspectives de croissance, à créer des emplois durables et s'inscrivant dans le cadre de la convergence des économies définie dans le Traité sur l'Union européenne.

Pour ce qui est des **actions communautaires** en faveur de la reprise économique, deux conclusions concernent directement la BEI:

— la BEI est invitée à mettre en œuvre, en consultation avec la Commission, un

mécanisme temporaire de prêt de 5 milliards d'écus pour accélérer le financement de projets d'infrastructures notamment ayant trait aux réseaux transeuropéens (cf. encadré page 20);

— par ailleurs, le Fonds européen d'investissement (FEI), destiné à faciliter le financement de réseaux transeuropéens et des PME, doit être établi aussi rapidement que possible (cf. encadré page 18).

LE FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT (FEI)

Dans sa déclaration sur la reprise économique en Europe, le Conseil européen d'Edimbourg «a invité ... le Conseil ECOFIN et la BEI à envisager d'urgence et d'un œil favorable la création, le plus rapidement possible, d'un Fonds européen d'investissement disposant d'un capital de 2 milliards d'écus, apporté par la BEI, d'autres institutions financières et la Commission.» Cette résolution fait suite à des travaux engagés en étroite concertation par la Banque et la Commission puis conduits au sein d'un groupe de travail du Conseil d'administration de la Banque. Après consultation du Parlement européen, une conférence intergouvernementale, tenue le 25 mars, a approuvé un acte additionnel au protocole sur les statuts de la BEI habilitant le Conseil des gouverneurs de la Banque à créer un Fonds européen d'investissement. Cet acte additionnel est soumis à ratification selon les procédures propres à chaque Etat membre.

* * *

Créé par une décision du Conseil des gouverneurs de la BEI, le FEI fonctionnera sur une **base autonome**; il sera doté d'une personnalité juridique propre et ses comptes seront séparés de ceux de la BEI. Sa gestion au jour le jour sera assurée par la BEI sur la base d'un mandat.

Le **capital souscrit** initial s'élèvera à 2 milliards d'écus dont 20 % seront libérés. Selon de premières estimations, il couvrirait initialement entre 6 et 10 milliards d'écus de garanties. Le capital initial sera souscrit à concurrence de 40 % par la BEI, de 30 % par la Commission et le solde, soit 30 %, par d'autres institutions financières. La BEI financera sa quote-part sur ses excédents annuels.

Le FEI aura principalement pour objet de contribuer à la consolidation du marché intérieur et au renforcement de la cohésion économique et sociale. Il ciblera ses interventions : — sur de **grands projets d'infrastructure** dans le cadre des réseaux transeuropéens (RTE), dont la mise en place sera bé-

néfique pour l'activité communautaire et facilitera les relations transfrontières;

— sur les **petites et moyennes entreprises** (PME).

Les interventions du FEI revêtiront essentiellement la forme de **garanties financières**. La fourniture de **capitaux propres** pourra être envisagée à un stade ultérieur. Avec les études de faisabilité et les bonifications d'intérêt, les garanties d'emprunt sont l'un des trois instruments prévus dans le Traité sur l'Union (titre XII, article 129C) pour soutenir financièrement les projets à réaliser dans le domaine des réseaux transeuropéens.

La focalisation des interventions sur les PME, correspond, pour sa part, aux objectifs définis au titre XIII (industrie) et au titre XIV (cohésion économique et sociale) du même Traité.

Les interventions du FEI seront coordonnées, le cas échéant, avec d'autres formes de concours communautaires.

Le FEI fonctionnera sur la base de critères bancaires. L'existence du FEI facilitera ainsi le financement privé des infrastructures en complétant ou en se substituant, en partie, aux garanties des pouvoirs publics. En ce qui concerne les PME, le critère de viabilité sera aussi un élément d'appréciation essentiel.

* * *

Le FEI constitue une structure originale par la composition de son actionnariat. Il permettra d'associer partenaires publics et privés, communautaires et nationaux, pour soutenir, par de nouveaux moyens, des investissements importants pour la reprise économique et le développement équilibré de la Communauté.



En ce qui concerne les **actions structurelles** de la Communauté, le Conseil européen a noté que le financement de projets et de programmes d'investissement par des fonds empruntés sur les marchés des capitaux peut jouer un rôle complémentaire important et contribuer à un renforcement de la cohésion économique et sociale sur une base économiquement saine. Il a rappelé les dispositions du Protocole de Maastricht sur la cohésion suivant lesquelles «la BEI doit continuer à consacrer la majorité de ses ressources à la promotion de la cohésion et que le capital dont elle a besoin devrait être réexaminé dès que cela sera nécessaire à cet effet.»

Le Conseil européen «reconnait l'ampleur des efforts que la BEI déploie déjà dans ce domaine»; il demande à la Banque «sous réserve des exigences du Traité et de ses statuts, de développer encore les prêts dans les Etats membres bénéficiant du Fonds de cohésion et dans les régions de la Communauté relevant de l'objectif 1».

L'action de la BEI est ainsi mise en valeur dans la plupart de ses domaines d'intervention.

C'est le cas, en premier lieu, du **développement régional**. En 1992, la BEI a consacré 11,8 milliards, soit 70 % de ses financements, au soutien d'investissements dans les régions moins favorisées de la Communauté.

Plus des neuf dixièmes de ces concours concernent les zones bénéficiant des actions structurelles de la Communauté. En particulier, plus de la moitié porte sur

des investissements dans les régions en retard de développement (objectif 1).

Dans ces diverses régions, l'appui communautaire se trouvera renforcé par la mise en œuvre des décisions prises en 1992.

L'accord sur les perspectives financières de la Communauté à l'horizon 1999 prévoit de consacrer aux actions structurel-

les, prises dans leur ensemble, des ressources budgétaires de 177 milliards sur sept ans (aux prix 1992). Les subventions accordées seront, plus encore que dans le passé, concentrées dans les zones objectif 1 au travers des actions des fonds structurels et du Fonds de cohésion.

Comme indiqué plus haut, le Conseil européen a demandé à la BEI de développer ses prêts dans ces régions et souligné l'importance de leur rôle complémentaire. Il a également souhaité que la BEI examine «avec le Conseil et la Commission, comment elle peut contribuer, avec les Etats membres, à améliorer le fonctionnement des fonds structurels et du Fonds de cohésion».

Pour le Fonds de cohésion, le Conseil européen a indiqué que, dans les cas appropriés, la BEI pourra être invitée par la Commission à contribuer à l'évaluation des projets.

Enfin, dans le cadre de **l'accord sur l'Espace économique européen (EEE)** conclu entre la Communauté et les pays de l'AELE, ces derniers ont décidé de créer un mécanisme visant à fournir une assistance financière pour promouvoir le développement et l'ajustement structurel en Grèce, dans l'île d'Irlande, au Portugal et dans les régions objectif 1 d'Espagne. La gestion de ce mécanisme a été confiée à la BEI aux termes d'un Accord de coopération signé en juin 1992 par le Président de la BEI et les ambassadeurs des pays de l'AELE; un accord complémentaire entre la BEI et la Commission assure la coordination entre ce mécanisme et les fonds structurels communautaires. Un protocole ad-

LA BEI ET LE TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Traité sur l'Union européenne, signé le 7 février 1992 et dont le processus de ratification se poursuivait début 1993, amende et complète le Traité de Rome (cf. Rapport annuel 1991 pages 17-18).

Plusieurs articles portent sur la BEI:

- l'Article 4B (ancien Article 3 du Traité de Rome) concerne l'institution de la Banque européenne d'investissement;
- l'Article 198D (ancien Article 129) définit la BEI;
- l'Article 198E (ancien Article 130) rappelle les objectifs qui lui sont assignés. Outre le financement de projets, il prévoit que la BEI puisse faciliter le financement de programmes d'investissement, en liaison avec les interventions des fonds structurels et des autres instruments financiers de la Communauté. Sa contribution aux politiques de la Communauté ressort également du rôle qui lui est confié pour aider à la cohésion économique et sociale et qui est précisé dans le protocole annexé au Traité;
- l'Article 104C par. 11 précise le rôle de la BEI dans la recherche de la convergence des économies;
- enfin, l'Article 130W porte sur sa contribution dans la coopération au développement.

Les articles 198D et 198E figurent dans la partie V du Traité consacré aux institutions de la Communauté.

ditionnel qui devrait permettre l'entrée en vigueur, en milieu d'année, de l'accord et du mécanisme financier avec les pays de l'AELE, autres que la Suisse, a été paraphé fin février.

Le choix fait par le Conseil européen d'Edimbourg d'appuyer les efforts de reprise économique sur des actions nationales et communautaires en faveur des **infrastructures** peut être rapproché du soutien continu apporté par la Banque à de tels investissements. Ils correspondent traditionnellement à une part ma-

jeure de ses financements. En 1992, les financements en faveur des infrastructures en général (transport, télécommunication, énergie, environnement) ont représenté 73 % du total, ceux concernant des investissements plus directement liés aux réseaux transeuropéens, 27 %.

Cette action pourra être renforcée par les décisions d'Edimbourg, compte tenu de la synergie visée entre actions nationales et communautaires. Par ailleurs, une fois mis en place, le Fonds européen

d'investissement sera à même d'apporter sa garantie au financement de certains projets et de faciliter ainsi leur réalisation.

* * *

La décision d'inclure les infrastructures de **protection de l'environnement** dans les mécanismes financiers, créés ou confirmés à Edimbourg, apporte un appui à la mise en œuvre du cinquième

LE MÉCANISME DE PRÊT D'EDIMBOURG

Dans la «Déclaration sur la promotion de la reprise économique en Europe», le Conseil européen d'Edimbourg a invité «le Conseil et la BEI, en pleine concertation avec la Commission, à envisager de toute urgence et d'un œil favorable la création d'un nouveau mécanisme temporaire de prêt de 5 milliards d'écus au sein de la BEI, ... afin d'accélérer le financement de projets d'infrastructures, notamment ceux ayant trait aux réseaux transeuropéens».

* * *

Le Conseil des gouverneurs de la BEI a approuvé, début février, les critères de mise en œuvre de ce nouveau mécanisme qui pourra soutenir:

- le financement d'investissements de réseaux transeuropéens en matière de transports, de télécommunications et d'énergie;
- le financement d'autres investissements dans ces mêmes secteurs (transports, télécommunications, énergie) permettant d'améliorer l'accès des régions concernées aux réseaux transeuropéens précédemment visés;
- le financement d'investissements dans le secteur de l'environnement.

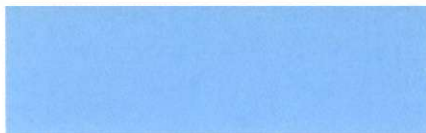
Des projets associant des pays d'Europe centrale et orientale ou d'autres pays européens, membres de l'AELE, pourront être pris en considération, pour autant qu'ils contribuent

à la réalisation de réseaux transeuropéens ou qu'ils les complètent.

La BEI maintiendra ses critères usuels pour l'évaluation des qualités techniques, économiques et financières des investissements concernés. Elle définira les formes de financement les plus adaptées aux caractéristiques des projets et des promoteurs, qu'il s'agisse notamment des conditions de durée ou de délai de grâce. En fonction des besoins de financement, la Banque pourra procéder à un relèvement des plafonds par rapport au coût total (de 50 % à 75 % pour le prêt BEI, de 70 % à 90 % pour le financement communautaire cumulé).

L'accélération souhaitée des financements pourra s'effectuer d'autant plus rapidement que les prêts de la Banque seront insérés dans des plans de financement appropriés pouvant mobiliser des ressources d'origines diverses, nationale ou communautaire, et adaptés aux caractéristiques spécifiques des investissements et des promoteurs.

Dès la fin février, le Conseil d'administration de la BEI a approuvé de premiers financements au titre du mécanisme de prêt d'Edimbourg pour un montant total de près d'un milliard d'écus concernant des investissements dans sept pays. En conformité avec les conclusions du Conseil européen d'Edimbourg, le plein impact de ce nouveau mécanisme nécessite une étroite concertation entre les Etats membres, la Commission et la Banque, afin que les actions de la responsabilité de chaque partenaire concourent à l'objectif commun recherché.



programme communautaire pour l'environnement, adopté en décembre 1992.

Ce programme invite à un développement durable et respectueux de l'environnement. Il met l'accent sur l'intégration et la coordination avec les autres politiques communautaires. Les interactions entre, d'une part, l'environnement et, d'autre part, les transports, la compétitivité industrielle ou la politique régionale, ont fait l'objet de travaux tant à la Commission qu'au Parlement européen.

En développant ses financements en faveur de la protection de l'environnement et du cadre de vie (4,5 milliards en 1992), la BEI rejoint ces préoccupations.

De même, elle joue un rôle actif dans diverses initiatives de coopération internationale (cf. encadré page 22) et accorde une attention particulière aux investissements contribuant à un développement durable à l'extérieur de la Communauté. Elle peut mettre en œuvre, dans le cadre de la politique méditerranéenne renouvée, des financements à conditions privilégiées pour de tels investissements, notamment ceux visant à assurer une meilleure gestion des ressources hydrauliques dans les pays du bassin méditerranéen.

* * *

L'instauration du marché unique le 1^{er} janvier 1993, le niveau élevé d'adoption des mesures correspondantes et,

dans une large mesure, leur transcription nationale, doivent contribuer à renforcer la **compétitivité internationale des entreprises** européennes et favoriser ainsi la reprise de la croissance économique.

L'importance réaffirmée des PME pour la création d'emplois et la croissance, de même que les suites données aux programmes présentés par la Commission en faveur de la compétitivité des entreprises ou en matière de recherche, développement et technologie, correspondent aux actions engagées par la Banque.

Dans ces divers domaines, les financements de la BEI se sont élevés en 1992 à 2,6 milliards, dont plus de la moitié pour des investissements dans les zones moins favorisées.

* * *

Durant l'année 1992, le mécanisme de change du système monétaire européen a été soumis à des turbulences impor-

Variation des monnaies par rapport à l'écu de 1982 à 1992

(sur base du taux de conversion statistique - 1^{er} trimestre 1982 = 100)



tantes qui ont conduit à des réajustements de parités et à la suspension de la participation de la lire italienne et de la livre britannique.

L'écu, qui avait bénéficié de la dynamique créée par l'accord de Maastricht, a lui aussi été affecté par cette crise. Sur l'ensemble de l'année, le montant des émissions internationales en écu a diminué d'un tiers.

Afin de renforcer l'usage de l'écu dans les transactions commerciales, la Commission a recensé les obstacles juridiques qu'il convenait de surmonter dans les différents Etats membres.

Dans cet environnement difficile, l'écu est resté la première monnaie empruntée par la BEI (près de 2 milliards et de 15 % du total).

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE TECHNIQUE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis 1988, la BEI s'est engagée avec différents partenaires ⁽¹⁾ dans des actions de coopération internationale dont l'objectif est de favoriser l'émergence puis la réalisation de projets contribuant à la protection de l'environnement et à la mise en œuvre d'un développement durable. Ces actions complètent celles menées au titre de ses activités de financement tant à l'intérieur de la Communauté qu'à l'extérieur: 18 % ont concerné au cours des cinq dernières années des investissements visant la protection ou la gestion de l'environnement.

* * *

Cette orientation est cohérente avec les dispositions du Traité sur l'Union européenne qui met l'accent sur «la promotion au plan international de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement».

La principale activité de la BEI dans ce domaine continue à être sa participation au **programme d'assistance technique pour l'environnement dans la Méditerranée (METAP)** qui associe également la BIRD, la Commission ainsi que le PNUD. Le premier cycle de cette initiative est en cours d'achèvement. A ce jour, une soixantaine d'activités diverses, concernant la plupart des pays riverains de la Méditerranée, couvrent notamment des études de préféabilité d'investissements. Parmi les activités pilotées par la BEI et achevées, figurent des études sur les différentes options pour des collecteurs d'égouts au Caire, sur les problèmes de stockage et de traitement des déchets dangereux en Israël, sur le fonctionnement de stations de traitements des eaux usées dans le bassin du Pô. Plusieurs de ces études doivent donner lieu à la

définition et, ultérieurement, au financement d'investissements concrets.

1993 verra l'ouverture d'un deuxième cycle du METAP (1993-1995), avec un programme d'activités renforcé et élargi à des pays comme le Liban ou l'Albanie. Deux domaines feront l'objet d'une attention particulière: l'amélioration de l'environnement urbain et l'efficacité dans l'utilisation et la gestion de l'eau.

Une autre initiative, à laquelle participe la BEI, concerne la **protection de la Mer Baltique**. Tous les pays du bassin versant en sont parties prenantes ainsi que la Commission, la BERD, la BIRD et la NIB. La BEI, en coopération avec la Commission, a supervisé l'exécution d'une étude visant à définir un programme d'investissements prioritaires dans le bassin de l'Oder, qui couvre un tiers de la Pologne ainsi que certaines régions d'Allemagne et de la République tchèque. Les possibilités d'améliorer l'environnement en Baltique ont fait l'objet d'un rapport général soumis à une conférence ministérielle, tenue à Helsinki en avril 1992. La mise en œuvre des conclusions de ce rapport soulève notamment la question de moyens financiers appropriés, un sujet évoqué par la conférence ministérielle de Gdansk en mars 1993.

Une autre étude, en cours d'achèvement, porte sur la **protection de l'Elbe**. Supervisée par la BEI en coopération avec la Commission et avec la Commission internationale pour la protection de l'Elbe, elle a permis d'identifier les investissements prioritaires localisés dans le bassin supérieur. Elle complète ainsi l'analyse menée sur l'ensemble du bassin de l'Elbe.

Enfin, la BEI a participé aux travaux préparatoires à la Conférence ministérielle sur l'environnement en Europe, tenue en avril 1993 à Luzern, et à la mise en place d'un programme environnemental pour le bassin du Danube. Ces initiatives bénéficient de l'expérience acquise pour le cas de la Méditerranée et de la Mer Baltique.

(1) Commission des Communautés européennes, Banque mondiale (BIRD), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque nordique d'investissement (NIB).



La BEI demeure un des principaux émetteurs en écu sur les marchés internationaux. L'encours de ses emprunts en écu s'élevait fin 1992 à 10,5 milliards, soit 15,5 % du total, contre 15,7 % un an plus tôt. En 1992, les versements sur prêts effectués en écu ont représenté près de 18 % du total. L'encours des prêts versés en écu a atteint, en fin d'année, 13,4 milliards.



Le Conseil européen, réuni à Edimbourg, a donné son accord pour engager, dès 1993, des négociations avec les pays de l'AELE, candidats à l'adhésion.

La perspective d'adhésion de l'Autriche, de la Suède, de la Finlande, de la Norvège, a été prise en compte lors de la création de l'**Espace économique eu-**

ropéen (EEE). Cet accord comporte un mécanisme financier destiné à renforcer la cohésion économique et sociale, qui a été confié à la BEI (cf. page 19).

La coopération avec les pays **d'Europe centrale et orientale** devrait être étendue à l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, pays signataires d'accords de commerce et de coopération économique avec la Communauté (cf. encadré page 24). Après décision du Conseil des gouverneurs, la BEI pourra intervenir dans ces pays.

Dans **les pays du bassin méditerranéen**, l'année 1992 a été marquée par la mise en œuvre effective de la politique méditerranéenne rénovée. Les protocoles financiers, conclus avec chaque pays, ont été complétés par un volet de coopération financière hors protocole destiné notamment à soutenir la coopération régionale et la protection de l'environnement. Les investissements correspondant à ce dernier objectif peuvent ainsi bénéficier de prêts de la BEI assortis d'une bonification d'intérêt sur fonds communautaires.

L'aggravation des conflits dans l'ancienne Yougoslavie a conduit à maintenir la suspension de la coopération financière. Un accord de coopération comportant

un volet financier incluant des interventions de la BEI est en voie de conclusion.

Le champ d'activité de la BEI a été étendu aux pays d'**Amérique latine et d'Asie**, signataires d'accords de coopération avec la Communauté. Répondant à une demande en ce sens du Conseil des ministres, le Conseil des gouverneurs de la BEI a décidé, le 22 février 1993, d'autoriser dans ces pays le financement de projets d'intérêt mutuel, dans la limite d'un plafond de 750 millions sur trois ans.

Pour conforter la garantie du budget de la Communauté accordée aux prêts, notamment de la BEI, pour des projets dans des pays à l'extérieur de la Communauté, les Etats membres ont décidé d'instaurer un **Fonds de garantie** concernant les prêts communautaires et les garanties accordés à des pays tiers.

LA BEI EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Ces trois dernières années, des prêts BEI, d'un montant total de 820 millions, ont contribué à faciliter la transition des pays d'Europe centrale et orientale vers l'économie de marché.

La Banque a financé des projets relevant des secteurs de l'énergie, des télécommunications et des transports, dont plusieurs s'insèrent dans le cadre plus vaste des réseaux trans-européens contribuant ainsi à l'intégration européenne.

La BEI a également soutenu des projets industriels, notamment de petites et moyennes entreprises, et cette activité représente une part importante des financements dans ces pays. Des firmes de la Communauté peuvent intervenir dans ces investissements, par exemple au travers de «joint-ventures», mécanisme qui devrait prendre de l'importance avec les progrès des réformes et l'entrée en vigueur des Accords européens d'association. Il faut souligner, par ailleurs, la priorité élevée accordée à l'amélioration de l'environnement, que ce soit dans le domaine des infrastructures ou dans celui de l'industrie.

L'activité de la BEI fait partie intégrante de l'assistance fournie par la Communauté et par ses Etats membres. Grâce à son savoir-faire spécifique et à sa connaissance des banques, des entreprises et des marchés européens, la BEI enrichit la gamme des instruments dont dispose la Communauté, amplifiant ainsi l'impact de l'aide communautaire. Elle exerce ses activités en coordination avec la Commission et a instauré une coopération étroite avec d'autres institutions intervenant en Europe centrale et orientale, en particulier la BERD dont elle est membre fondateur.

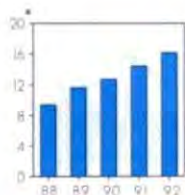
L'accès aux financements de la BEI constitue une composante importante de l'aide de la Communauté aux pays tiers et les dispositions du Traité de Maastricht renforcent son rôle

dans la mise en œuvre des interventions communautaires, une approche soutenue par le Parlement européen. Pour les six pays dans lesquels la BEI peut intervenir, la ratification des accords d'association marquera le début d'une nouvelle phase de coopération plus structurée incluant la poursuite de l'accès aux financements de la BEI. En outre, la Banque devrait être invitée par le Conseil à étendre ses activités à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie, les trois Etats baltes (⁽¹⁾). La zone d'intervention de la BEI, en Europe centrale et orientale, correspondrait ainsi sensiblement avec celle du programme communautaire PHARE (subventions financées sur le budget de la Communauté). Enfin, le Conseil devrait être appelé à décider, après avis du Parlement européen, un nouveau plafond de garantie globale couvrant l'ensemble des prêts de la BEI en Europe centrale et orientale de manière à assurer la continuité de l'action de la Communauté dans la région.

Les nouvelles orientations du programme PHARE adoptée par le Conseil, vont par ailleurs permettre l'association étroite des subventions communautaires et des prêts de la BEI assurant une efficacité accrue de l'aide communautaire. En outre, à la suite des Conclusions du Conseil européen de Lisbonne de juillet 1992, le mécanisme EURATOM pourrait être étendu au financement de l'amélioration du degré d'efficacité et de sûreté du parc nucléaire des pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants. Sous réserve d'une décision favorable du Conseil, le mandat dont la Banque est investie pour la gestion des prêts EURATOM serait ainsi élargi.

(⁽¹⁾) La Slovénie est couverte par le programme PHARE et par l'Accord d'échange et de coopération, conclu entre la CEE et la Slovénie, dont le protocole financier prévoit des financements de la BEI.

LES FINANCEMENTS DANS LA COMMUNAUTÉ



Les contrats de prêts signés: La BEI a signé des contrats de prêts pour un montant total de 16 140 millions en 1992

contre 14 477 millions en 1991. Ce montant se répartit entre 12 882 millions pour les prêts individuels (y compris 74

millions de garanties accordées pour un prêt) et 3 258 millions pour les prêts globaux conclus avec des banques et des instituts financiers.

Les financements accordés: Afin d'apprécier l'activité de façon plus opérationnelle, la présentation, ci-après, des interventions de la BEI porte d'une part, sur les prêts individuels signés

(12 882 millions) et d'autre part, sur les crédits accordés sur les prêts globaux en cours (4 071 millions) répartis par secteur et objectif de politique communautaire lors de leur affectation finale (cf. encadré page 26).

Ainsi évaluée, l'activité de financement dans la Communauté, s'établit à 16 953 millions contre 13 710 millions en 1991.

* Les montants de ces graphiques sont exprimés en milliards d'écus.

RÉPARTITION PAR SECTEUR

L'exercice 1992 est marqué par la forte progression des financements (aussi bien des prêts individuels que des crédits sur prêts globaux) en faveur des infrastructures de transport, de traitement des eaux usées et des déchets solides, un fléchissement des concours pour le secteur de l'énergie et une stabilisation des financements à l'industrie (cf. tableau E page 99).

Les **infrastructures** prises dans leur ensemble représentent 73 % des financements de l'exercice (66 % en 1991).

Les financements d'infrastructures de communication enregistrent un vif accroissement (6 543 millions contre 4 515 millions en 1991) et représentent 38 % du montant total. Les prêts pour les transports (4 553 millions) concernent les réseaux routiers et autoroutiers, les chemins de fer, les transports urbains - en forte progression -, ainsi que les transports aériens et maritimes. Les interventions en faveur des réseaux télé-

phoniques ainsi que des **télécommunications** par câbles internationaux et satellites s'élèvent à 1 990 millions.

Les concours pour la **gestion des eaux et des déchets** atteignent 2 149 millions, soit le double de 1991, avec notamment

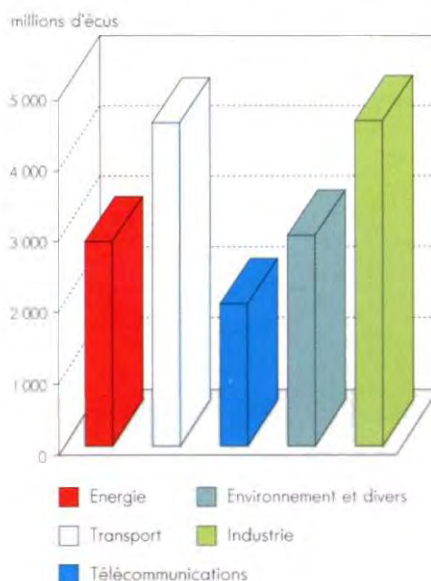
848 millions pour des équipements de petite ou moyenne dimension.

Enfin, des **infrastructures** urbaines et des équipements divers réalisés par des collectivités locales ont bénéficié de 808 millions de financements.

Dans le secteur de l'**énergie**, après la très forte reprise constatée en 1991, les financements se sont établis à 2 872 millions (17 % de l'activité) contre 3 102 millions en 1991 et 1 582 millions en 1990. Ils concernent essentiellement le renforcement des capacités de production et de transport à haute et moyenne tension (1 767 millions), ainsi que l'exploitation des ressources en hydrocarbures et les réseaux de transport et de distribution de gaz (1 074 millions).

Dans l'**industrie, les services et l'agriculture**, les financements s'élèvent, comme en 1991, à 4 582 millions (27 % de l'activité). Les prêts individuels représentent 47 % du total (2 152 millions). Ils portent sur une large gamme d'investissements principalement dans l'industrie.

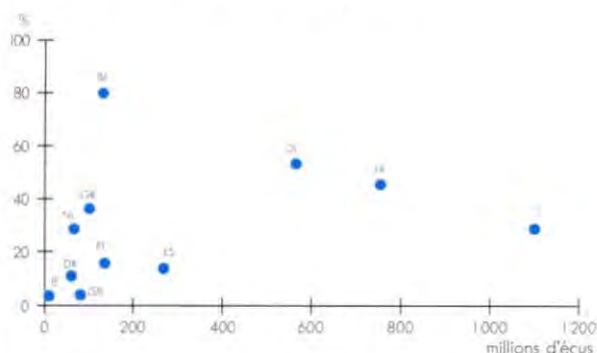
Financements en 1992: répartition par secteur



LES PRÊTS GLOBAUX DANS LA COMMUNAUTÉ

La BEI a recours aux prêts globaux pour soutenir des investissements de petite ou moyenne dimension qu'il ne serait pas possible, pour des raisons d'efficacité de gestion, de financer par prêts individuels. Les prêts globaux sont conclus avec des intermédiaires financiers, opérant au niveau national, régional ou même local, qui les utilisent en accord avec la Banque et selon ses critères économiques, techniques et financiers ⁽¹⁾. Les prêts globaux ont progressivement vu s'étendre leur champ d'application afin de s'adapter à l'évolution des besoins et à la diversification des politiques communautaires.

Prêts globaux: montants annuels et part relative dans l'activité par pays
(moyennes 1988-1992)



Une large gamme d'interventions...

Les prêts globaux répondent le plus souvent à plusieurs objectifs de politique communautaire. Ils concernent:

- dans les zones moins favorisées, des petites et moyennes entreprises dans l'industrie, les services (le tourisme notamment) et l'agriculture ainsi que de petites infrastructures;
- en dehors de ces zones, des investissements de petites et moyennes entreprises industrielles et touristiques;
- en outre, quelle que soit leur localisation, des investissements de petite ou moyenne dimension contribuant aux objectifs communautaires dans les domaines de protection de l'environnement, de l'énergie, des transports et des technologies avancées.

La collaboration avec le système bancaire s'est régulièrement élargie et des relations existent avec près d'une centaine de partenaires, institutions financières ou banques commerciales.

En 1992, la BEI a conclu des prêts globaux d'un montant total de 3 258 millions (3 758 millions en 1991 et 3 296 millions en 1990).

Au total, 8 788 crédits pour un montant total de 4 071 millions ont été accordés en 1992 (10 271 crédits pour 2 991 millions en 1991) sur les prêts globaux en cours ⁽²⁾.

... pour de petites infrastructures...

Une des caractéristiques de l'exercice est l'importance des crédits accordés pour des investissements de petite ou moyenne dimension dans le secteur des infrastructures et réalisés le plus souvent par des collectivités locales. Au nombre de 1 384 pour un montant de 1 642 millions (475 millions en 1991), ils représentent 30 % du volume des crédits sur prêts globaux. Plus de la moitié du montant (848 millions) concerne des équipements pour la gestion des eaux et des déchets, un tiers environ le secteur des transports, principalement routiers, et urbains ; le solde se répartit entre des infrastructures diverses et de petites unités de production d'électricité.

... et surtout des PME

Pour les trois cinquièmes de leur montant, les crédits soutiennent des petites et moyennes entreprises localisées dans la plupart des pays et majoritairement dans les régions moins développées. La ventilation des PME en fonction des effectifs employés fait ressortir une concentration sur les entreprises de moins de 50 salariés (plus de la moitié du montant et près des trois quarts du nombre des crédits). Au total, depuis 1988, près de 36 500 PME ont bénéficié de crédits d'un montant total de plus de 9,7 milliards, ce qui représente plus de la moitié des financements à l'industrie et aux services.

⁽¹⁾ La période d'engagement des prêts globaux peut s'échelonner sur plusieurs exercices ; il en résulte une différence entre le montant des prêts globaux signés en 1992 et celui des crédits affectés la même année. Par ailleurs, de nombreux prêts globaux ayant un caractère multisectoriel et multiobjectif, seule l'analyse des affectations finales permet de prendre en compte le secteur des investissements concernés et l'objectif auquel ils répondent.

⁽²⁾ La répartition des crédits par pays, par région, par secteur et par objectif figurent dans les tableaux E, F, G, H, I et L (cf. page 99 et suivantes).

Les financements d'investissements de petite ou moyenne dimension, émanant le plus souvent de PME, ont quant à eux légèrement fléchi. Au total, 7 404 crédits (2 430 millions) ont été accordés sur des prêts globaux en cours pour de tels investissements, principalement dans l'industrie (5 103 crédits pour 1 905 millions), mais aussi pour les services (2 264 crédits pour 518 millions).

* * *

Les financements pour des projets dans la Communauté ont contribué à soute-

nir, à raison de 30 % en moyenne de leur coût total, des investissements dont le montant global peut être estimé, sur base des devis prévisionnels, à quelque 58 milliards, ce qui correspond au niveau de la Communauté à quelque 5,3 % de l'investissement global.

Le secteur privé a assuré près de la moitié des investissements financés en 1992. Les investissements du secteur de l'énergie et des infrastructures émanent du privé à raison de 25 %.

Les concours pour des projets de l'industrie et des services relèvent du secteur

privé à raison de 80 % et en totalité pour ce qui est des crédits sur prêts globaux.

Globalement, les investissements dans l'industrie et les services ayant bénéficié de financements de la BEI pourraient, sur base des données disponibles, contribuer directement à la création de 36 500 emplois permanents, dont près des deux tiers dans les régions moins favorisées; les trois quarts des emplois devraient provenir des investissements de petites et moyennes entreprises.

Tableau 2: **Financements accordés dans la Communauté en 1992**
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par pays et par secteur (millions d'écus)								
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux	Infrastructures				
				Transport	Télécommunication	Environnement et divers	Énergie	Industrie Services Agriculture
Belgique	318,6	131,3	187,2	47,9	—	4,2	83,4	183,1
Danemark	702,0	636,6	65,4	342,7	61,2	45,0	200,3	52,9
Allemagne	2 164,1	791,3	1 372,7	263,9	97,9	842,1	104,0	856,1
Grèce	391,9	311,8	80,2	182,2	—	82,7	74,9	52,1
Espagne	3 195,3	2 948,4	246,9	1 386,3	659,6	491,5	316,8	341,1
France	2 039,8	1 159,2	880,6	1 231,6	—	130,4	9,5	668,4
Irlande	291,1	290,4	0,6	64,9	46,0	106,3	23,9	50,0
Italie	3 772,1	2 724,6	1 047,5	69,4	737,6	280,1	1 050,4	1 634,6
Luxembourg	42,8	42,8	—	—	30,9	—	—	11,9
Pays-Bas	165,0	67,7	97,3	—	—	—	67,7	97,3
Portugal	1 303,6	1 210,5	93,1	512,1	268,2	28,8	184,1	310,5
Royaume-Uni	2 407,2	2 407,2	—	451,9	—	945,6	685,7	324,0
Autres (1)	159,7	159,7	—	—	88,6	—	71,1	—
Total	16 953,1	12 881,5	4 071,6	4 552,7	1 990,0	2 956,7	2 871,7	4 582,0

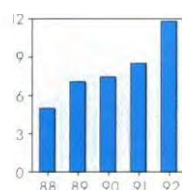
(1) Financements assimilés à des opérations dans la Communauté (cf. note au lecteur 5d page 115)

Présentation par objectif de politique communautaire

Institution financière de la Communauté, la BEI a pour mission de financer des investissements devant contribuer à un ou plusieurs objectifs correspondant aux orientations générales fixées par le Traité de Rome, précisées par le Traité sur l'Union européenne, ainsi qu'aux politiques communautaires spécifiques décidées au cours des années.

La présentation des financements accordés par la BEI selon les différentes politiques communautaires, auxquelles se rattachent les investissements soutenus, constitue des éclairages successifs de son activité.

Nombre de projets financés répondent simultanément à plusieurs objectifs de politique communautaire comme le montre le graphique ci-contre; les données chiffrées, notamment des tableaux de ce chapitre, ne peuvent donc faire l'objet de cumul.



Développement régional: Les prêts individuels et les crédits sur prêts globaux pour des investissements

contribuant au développement régional atteignent 11 793 millions, contre 8 492 millions en 1991, soit une progression de près de 40 %. Sur cinq ans, ces financements ont plus que doublé et leur part est passée d'environ 60 % du montant total à près de 70 %.

En 1992, comme au cours des années précédentes, plus des neuf dixièmes de

Tableau 3: **Développement régional**

	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux	
	millions d'écus	millions d'écus	millions d'écus	nombre
Montant total	11 792,8	9 246,2	2 546,6	5 902
Energie	1 475,0	1 406,5	68,5	37
Transports	3 444,2	2 940,6	503,6	624
Télécommunications	1 552,7	1 552,7	—	—
Eau, assainissement	1 181,2	795,3	385,9	405
Autres infrastructures	708,4	582,3	126,1	55
Industrie, agriculture	2 989,9	1 911,4	1 078,5	3 056
Services	441,4	57,4	384,0	1 725

ses concours en faveur du développement régional, soit 10 925 millions, ont porté sur des investissements localisés dans les régions éligibles à l'action des fonds structurels de la Communauté. Dans les régions en retard de développement (objectif 1), les financements ont atteint 6 372 millions.

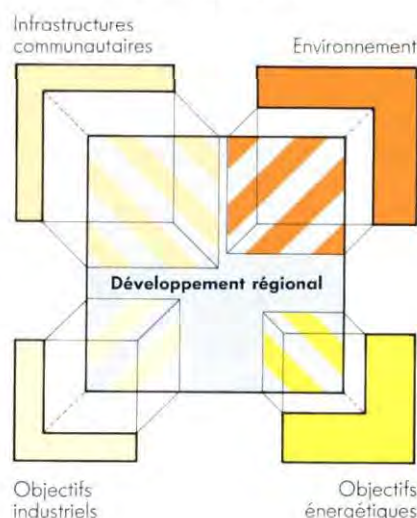
Dans les zones affectées par le déclin industriel ou de reconversion rurale (ob-

jectifs 2 et 5b), les interventions de la BEI se sont élevées à 4 553 millions. Enfin, 246 millions ont été accordés pour des investissements conformes à diverses autres actions communautaires spécifiques de développement régional (notamment les programmes intégrés méditerranéens).

Depuis la mise en œuvre de la réforme des fonds structurels, en 1989, les financements de la BEI dans les zones éligibles aux actions structurelles communautaires ont atteint 30,7 milliards. Plus d'un cinquième de ce montant a été associé à une subvention communautaire identifiée sur tout ou partie du projet. Dans les régions objectif 1, les concours se sont élevés à 17,9 milliards.

Les concours en faveur du développement régional, en 1992, montrent que la BEI a maintenu et renforcé la priorité donnée au financement de projets situés dans les zones d'actions structurelles de la Communauté. L'adaptation continue de ses interventions en faveur des autres politiques communautaires ne s'est pas exercée au détriment de cette priorité.

Financements par objectif en 1992



On notera, à cet égard, que de nombreux investissements, situés dans les zones de développement régional et financés par la BEI, contribuent à satisfaire d'autres objectifs communautaires spécifiques (cf. graphique page précédente).

Ainsi, environ un tiers des concours dans les régions objectif 1 soutiennent la réalisation d'infrastructures de communication d'intérêt communautaire, 15 % répondent à des objectifs de la politique énergétique et 10 % à des objectifs liés à l'environnement.

Les financements d'intérêt régional représentent une part d'activité variable selon les secteurs et les pays comme le montrent les graphiques ci-après.

La part élevée de ces concours pour les transports et les télécommunications s'explique par le moindre niveau d'équi-

Tableau 4: Développement régional et action des fonds structurels (1)

	1989	1990	1991	1992	Total
Financements dans la Communauté sur ressources propres (millions d'écus)	11 020	12 174	13 585	16 936	53 715
dont développement régional	7 071	7 440	8 492	11 793	34 795
soit %	64	61	63	70	65
Décomposition du développement régional en %					
Zones d'actions communautaires	89	89	92	95	92
<i>Zones d'actions des fonds structurels</i>	84	84	87	93	88
dont objectif 1	48	46	51	54	50
dont objectifs 2 et 5b	36	38	36	39	38
<i>Zones d'actions spécifiques</i>	5	5	5	2	4
Autres (zones d'aides nationales additionnelles et projets concernant plusieurs régions)	11	11	8	5	8

(1) Cf. présentation par pays tableau G page 101.

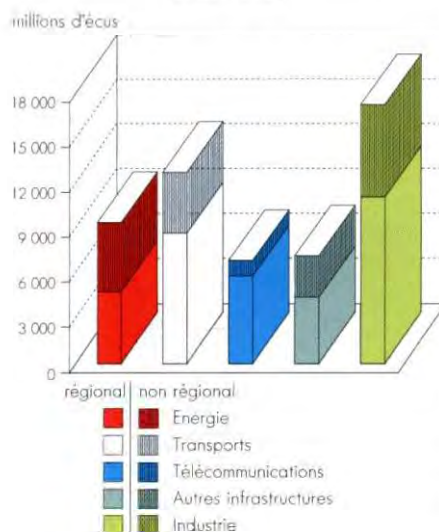
pement des régions en retard et, également, par le fait que la plupart des réseaux de communication d'intérêt européen desservent aussi bien des régions assistées que des régions non assistées.

En ce qui concerne la répartition par pays, la part des financements d'intérêt régional dans l'activité totale va du quart au tiers dans les pays du Benelux pour atteindre la totalité des opérations dans les pays éligibles, dans leur ensemble, aux interventions au titre de l'objectif 1 de l'action des fonds structurels.

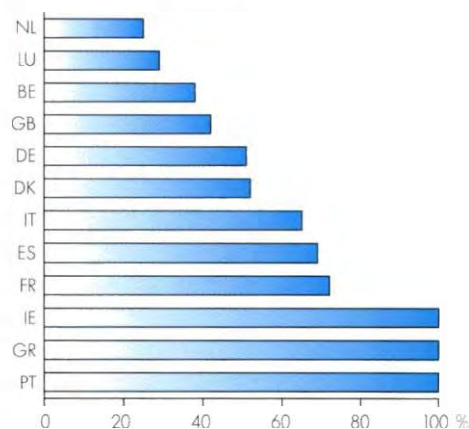
Ces différences, selon les pays, se retrouvent lorsqu'on rapporte les financements de la BEI au montant de l'investissement global (qui comporte des secteurs, tel le logement, non éligibles aux financements de la Banque). Ainsi en 1992, on peut estimer que le montant cumulé des prêts individuels et des crédits surprêts globaux correspond à environ 1,5 % de la formation brute de capital fixe dans l'ensemble de la Communauté. Ce pourcentage est nettement plus élevé pour les pays ou régions

moins prospères: de l'ordre de 8 % au Portugal, 4,7 % en Irlande, 3,6 % en Grèce, 3,2 % en Espagne, 3,5 % dans le Mezzogiorno italien (2 % pour l'ensemble du pays) et 1,4 % dans les régions orientales d'Allemagne (0,6 % pour l'ensemble du pays).

Part des financements d'intérêt régional par secteur (1989-1992)



Part des financements d'intérêt régional par pays (1989-1992)



ÉLIGIBILITÉ: UNE SPÉCIFICITÉ DE LA BEI

Contribuer au développement équilibré de la Communauté tout en respectant les règles d'une gestion bancaire rigoureuse, constitue la mission assignée à la BEI. Son action s'est constamment adaptée à l'évolution du contexte et des politiques communautaires.

A cette fin, et c'est une spécificité de la BEI par rapport aux autres institutions financières, seuls peuvent faire l'objet de financements des investissements concourant à un objectif communautaire.

«L'éligibilité», c'est-à-dire la possibilité pour un projet de bénéficier d'un prêt de la BEI, impose que l'investissement envisagé contribue au **développement régional**, vise la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché commun ou présente un **intérêt commun** (Article 130 du Traité de Rome devenu Article 198E du Traité sur l'Union européenne).

Le développement régional

Fixé par le Traité de Rome comme objectif principal de l'activité de la BEI, le financement de projets contribuant à la mise en valeur des régions moins développées demeure sa première priorité (cf. page 28). Le Traité sur l'Union européenne confirme les objectifs de la BEI et précise en effet qu'elle «doit continuer à consacrer la majeure partie de ses ressources à la promotion de la cohésion économique et sociale».

La BEI mène ainsi une action continue en faveur des investissements dans les régions en retard de développement ou en conversion des différents pays de la Communauté. Au cours des dernières années, en liaison avec les interventions des fonds structurels communautaires, elle y a consacré les deux tiers de ses financements notamment dans les zones les plus défavorisées considérées comme prioritaires par la Communauté (principalement: Grèce, Irlande, Portugal, Mezzogiorno italien, la plupart des régions d'Espagne et les Länder orientaux d'Allemagne).

L'intérêt commun

La notion d'intérêt commun correspond à la prise en compte par la BEI d'objectifs reconnus comme importants au plan communautaire, faisant l'objet de politiques ou de mesures communes.

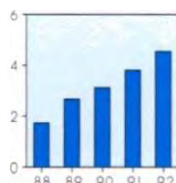
Ainsi, le développement rapide des échanges entre pays membres et avec l'extérieur, la réduction de la dépendance énergétique de la Communauté, le souci de protéger l'environnement et la nécessité de renforcer la compétitivité de l'industrie européenne se sont traduits par la définition progressive de telles orientations ou politiques communautaires. Dans le cadre de ses procédures et en accord avec ses conseils, la BEI a ainsi pu disposer de références conduisant à élargir sa gamme d'interventions en faveur des investissements concernés.

La réalisation de **grandes infrastructures européennes de transport** et de télécommunication a été ainsi soutenue par des financements de la BEI qui ont plus que quadruplé depuis 1987. Ces grandes infrastructures contribuent à la constitution de réseaux d'un intérêt majeur pour la Communauté.

Les trois axes de la **politique énergétique de la Communauté** constituent les critères d'éligibilité de la BEI dans ce domaine: développement des ressources internes, diversification des importations et utilisation plus rationnelle de l'énergie. La réalisation du marché intérieur conduit à mettre également l'accent sur l'interconnexion des réseaux gaziers et électriques tant dans la Communauté qu'avec l'extérieur.

La BEI s'assure que les investissements qu'elle finance n'ont pas d'impact dommageable sur **l'environnement**. Ses interventions ont été étendues également aux investissements ayant une action positive dans ce domaine: réseaux de collecte et de traitement pour les eaux usées ou les déchets solides, équipements pour la réduction de la pollution atmosphérique. Elle prend également en compte les besoins liés au cadre de vie en finançant des projets de transport et d'aménagement urbains.

Le développement régional équilibré, comme le renforcement de la capacité concurrentielle de l'économie européenne, implique un soutien approprié aux **objectifs industriels**, qu'il s'agisse des investissements de grandes entreprises localisées dans les zones défavorisées ou contribuant, en dehors de ces zones, au renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie communautaire et à son intégration, ou du soutien aux PME, en collaboration avec le système bancaire.



Infrastructures européennes de communication:

La constitution progressive de grands réseaux de communication couvrant

l'ensemble du territoire européen répond notamment aux besoins du marché unique. L'importance de tels réseaux transeuropéens a été réaffirmée par le Conseil d'Edimbourg (cf. encadré page 20).

Les financements de la BEI accordés pour de tels investissements ont régulièrement progressé atteignant 4 533 millions en 1992 (3 803 millions en 1991). Au cours des cinq dernières années, les concours ont atteint près de 16 milliards et ont contribué à des investissements d'environ 65 milliards (respectivement 6 milliards et 23 milliards pour les seuls transports terrestres).

En 1992, les financements pour des infrastructures de **transport** d'intérêt communautaire se sont élevés à 2 543 millions. Ils concernent surtout des axes routiers et ferroviaires (en Espagne, France, Portugal, Danemark, Royaume-Uni, Grèce, Italie) avec la présence de grands ouvrages : tunnel sous la Man-

che, ponts sur le Storebælt et sur la Severn, liaisons autoroutières, lignes de trains à grande vitesse.

Dans le domaine du *transport aérien*, l'essentiel des prêts a été consacré au renforcement des capacités aéroportuaires en Allemagne, au Portugal, et à la modernisation de flottes (Royaume-Uni, Irlande, Italie). Plusieurs opérations ont également concerné le contrôle et la sécurité du trafic dans l'espace aérien européen. Enfin, des concours ont été accordés pour le renforcement d'infrastructures portuaires (Italie, Espagne, Danemark, Irlande, France).

Concernant les **télécommunications**, les prêts s'élèvent à 1 990 millions. Ils portent sur la poursuite des programmes de renforcement des liaisons téléphoniques internationales, en Italie, Espagne, Danemark, Irlande, Allemagne, Portugal, sur des satellites diffusant des signaux de télécommunication et/ou de télévision, ou encore assurant des liai-

Tableau 5: Infrastructures de communication d'intérêt communautaire

(millions d'écus)

Montant total ⁽¹⁾	4 533,1
Transports	2 543,1
Chemins de fer	937,2
Routes et autoroutes	1 097,2
Transports aériens	415,4
Autres	93,3
Télécommunications	1 990,0
Equipements classiques	1 481,9
Réseaux spécialisés	229,8
Satellites et câbles internationaux	278,2

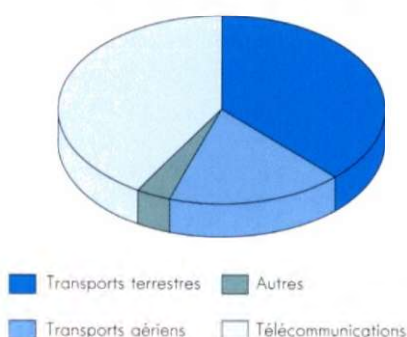
(¹) Dont crédits sur prêts globaux: 5,8 millions

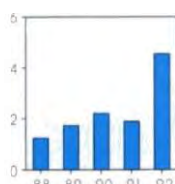
sons à travers le monde avec des navires et des véhicules terrestres (satellites de l'organisation internationale Inmarsat).

Environ 70 % de ces financements d'intérêt communautaire concernent des investissements localisés ou desservant des régions moins développées de la Communauté, notamment à sa périphérie. Ils contribuent ainsi à leur essor économique et à leur meilleure intégration dans la Communauté.

Infrastructures de communication d'intérêt communautaire

(1988-1992: 15 986 millions)





Protection de l'environnement:

La reconnaissance croissante du coût économique et social des pollutions se traduit par une

augmentation et une diversification des investissements de protection et d'amélioration de l'environnement.

La BEI a soutenu cette évolution au travers d'un volume de financements de 4 548 millions (contre 1 888 millions en 1991) couvrant une plus large gamme de projets, notamment ceux visant à améliorer le cadre de vie urbain ou ceux réalisés par des collectivités locales.

Dans de nombreux cas, l'attention portée à la protection de l'environnement va de pair avec d'autres objectifs communautaires. Ainsi, plus de 65 % des financements concernent des projets localisés dans les régions moins favorisées de la Communauté et 12 % portent sur des investissements dans le secteur de l'énergie.

Les projets visant à l'amélioration de l'approvisionnement en *eau potable* ou de la collecte et du *traitement des eaux usées* bénéficient de la moitié des financements (2 261 millions). Ils concernent

souvent d'importants programmes, couvrant de vastes bassins hydrauliques, au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal, en Grèce et en Italie.

En Allemagne et en France, de nombreux investissements réalisés par des collectivités locales ont fait l'objet de crédits sur prêts globaux.

Les financements portent également sur des activités de collecte et de traitement de déchets solides domestiques et industriels ainsi que sur divers investissements de lutte contre l'érosion des sols et les inondations.

Des concours ont été accordés pour la mise en place d'équipements destinés à réduire les *émissions de fumées* et de cendres provenant de centrales électriques au charbon, d'installations d'incinérations et d'entreprises industrielles (760 millions).

En 1992, les financements visant à améliorer l'*environnement urbain* ont fortement augmenté (968 millions). Ils concernent principalement des investissements de transports collectifs ainsi que certai-

nes opérations de voirie urbaine. Des prêts ont ainsi porté sur des lignes de métro, traditionnel ou léger, de tramways ou de bus à Athènes, Lisbonne, Valencia, Rouen, Nantes, Strasbourg et Manchester, ainsi que sur des aménagements de voirie, tunnels, parkings, roca-des dans plusieurs autres villes.

En outre, des concours ont facilité des aménagements de centres urbains, dont certains présentent un intérêt historique et architectural, comme à Barcelone, Dublin, Ferrara et Savona.

On peut rappeler que, d'une manière générale, la BEI vérifie le respect des réglementations nationales et communautaires en matière d'environnement pour tous les projets qui sont proposés à ses financements.

Tableau 6: **Environnement et cadre de vie**

(millions d'écus)

	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
Montant total	4 548,2	3 458,0	1 090,2
Protection et gestion des eaux	2 261,3	1 556,7	704,6
Gestion des déchets	132,7	39,5	93,2
Lutte contre la pollution atmosphérique	760,3	683,5	76,8
Aménagements urbains	968,2	922,1	46,1
Autres actions	425,7	256,2	169,5



LES TRANSPORTS EN MILIEU URBAIN

«Le Livre vert sur l'environnement urbain», établi par la Commission, de même qu'une résolution du Parlement européen sur «l'encombrement et les transports urbains» ont souligné les conséquences environnementales du développement de la circulation automobile et la nécessité de prendre des mesures appropriées.

Soutenir une approche intégrée ...

Si le constat de la situation est relativement simple à établir, les conséquences à en tirer et les solutions à y apporter sont moins évidentes. Il convient en effet de faciliter l'accès aux grands centres urbains tout en évitant que cela n'engendre des congestions coûteuses. Les politiques d'aménagement et les investissements qui en résultent doivent donc couvrir à la fois, de manière cohérente et équilibrée, les transports individuels et les transports collectifs, comme la circulation et le stationnement au sein des villes.

En répondant favorablement à des demandes croissantes de prêts dans ces différents domaines, la BEI a pour objectif premier l'amélioration de l'environnement urbain et du cadre de vie des habitants. Elle soutient les projets permettant d'éviter que la circulation automobile de transit, en particulier les poids lourds, ne vienne s'ajouter au trafic local, ainsi que ceux favorisant les modes de transports collectifs les mieux adaptés ou les ouvrages de voirie et de stationnement propres à améliorer les conditions de circulation et à réduire les nuisances associées.

Une attention particulière est portée à l'insertion de tels investissements dans une planification intégrée des différents modes de transport pour l'agglomération dans son ensemble.

De 1988 à 1992, les financements de la Banque pour des investissements de transport en milieu urbain ont fortement

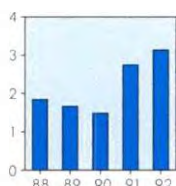
progressé, atteignant au total quelque 2 milliards sur la période.

... des modes de transports urbains

Plusieurs prêts (363 millions) ont porté sur la construction de routes de contournement et de périphériques : Athènes et Thessalonique, Barcelone, Bilbao et Valence, Lyon, Athlone et Dublin, Naples, Lisbonne et Porto. D'autres ont soutenu des aménagements de voirie visant principalement à réduire la circulation de surface dans les centres villes, qu'il s'agisse de tunnels comme à Caserte et à Marseille, de pont comme à Copenhague, de parkings comme à Athènes, Lyon et Catanzaro ou d'investissements divers de collectivités locales (463 millions).

Par ailleurs, la BEI soutient, de façon croissante ces dernières années, le développement des transports collectifs. Ceux-ci prennent des formes diverses dépendant notamment de la dimension et de la géographie des agglomérations, des équipements déjà existants et de choix technologiques ou politiques. Elle a ainsi financé (près de 200 millions) des lignes de chemins de fer de banlieue ou de desserte régionale à Barcelone, Madrid et Valence, Naples et Rome, Lisbonne et Porto, ou de liaison avec des aéroports.

Plus récemment, elle a concouru à la mise en place de métros classiques à Athènes, Madrid et Valence, Naples, Lisbonne (477 millions), de lignes de métro léger, le plus souvent automatisé, à Toulouse, Londres et Manchester (225 millions), de tramways à Stuttgart, Strasbourg et Nantes, de lignes alliant métro et bus comme à Rouen, utilisant les funiculaires comme à Naples et Orvieto, ainsi que de réseaux de bus dans des villes de moindre importance (275 millions).



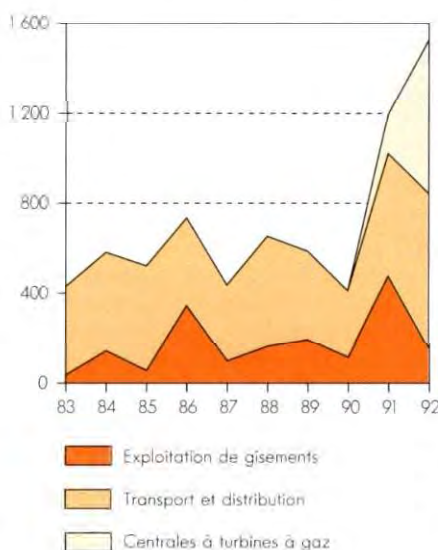
Objectifs énergétiques: Les financements d'investissements répondant aux objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie,

s'élèvent à 3 132 millions contre 2 743 millions en 1991 et environ 1 900 millions, en moyenne, les cinq années précédentes.

Cet accroissement, alors même que les financements pour le secteur de l'énergie proprement dit diminuent, résulte du nombre particulièrement élevé d'investissements industriels de toutes tailles financés en raison de leur contribution aux économies d'énergie.

L'ensemble des concours accordés pour des projets permettant une utilisation

Financements d'investissements dans le secteur du gaz
(en millions d'écus)



plus rationnelle de l'énergie s'élève en effet à 1 553 millions, dont 166 millions pour de nombreux investissements de petite ou moyenne dimension. Ils portent sur des centrales de production combinée d'électricité et de chaleur, des réseaux de distribution d'électricité, de chaleur et de gaz ainsi que sur des équipements dans plusieurs raffineries. Il faut noter que nombre de projets financés comportent des équipements visant à limiter les impacts négatifs sur l'environnement.

La BEI a poursuivi son soutien au développement des ressources internes de la Communauté. Les prêts (947 millions) ont concerné, d'une part, l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz produits en Italie, en Mer d'Irlande et dans les zones britannique, danoise et norvégienne de la Mer du Nord, et leur transport, ainsi que, d'autre part, la mise en valeur, en Italie, en Grèce et en Espagne, de sites hydrauliques.

Tableau 7: Objectifs énergétiques

	(millions d'écus)		
	Total	Prêts individuels	Crédits sur prêts globaux
Montant total	3 132,4	2 966,8	165,6
Ressources internes	946,6	946,6	—
Hydroélectricité	383,6	383,6	—
Nucléaire	11,9	11,9	—
Hydrocarbures	551,1	551,1	—
Diversification des importations	632,4	632,4	—
Gaz naturel	433,5	433,5	—
Charbon	198,9	198,9	—
Utilisation rationnelle	1 553,4	1 387,8	165,6
Production d'électricité/chaleur	746,6	726,6	19,8
Transport et distribution d'électricité/chaleur	233,4	218,3	15,1
Distribution de gaz naturel	88,3	39,2	49,1
Traitement des déchets, autres	30,6	6,5	24,1
Rationalisation de la consommation	454,7	397,2	57,5

Pour renforcer la diversification de l'approvisionnement énergétique de la Communauté, des prêts (632 millions) ont été accordés pour le transport de gaz naturel.

Ils concernent surtout l'Italie, pour des tronçons du nouveau gazoduc reliant les gisements algériens à ce pays et l'Allemagne pour les réseaux des régions orientales.

Par ailleurs, plusieurs centrales pouvant fonctionner au gaz naturel ont été financées en Italie, au Royaume-Uni, en Grèce et aux Pays-Bas ainsi que certaines autres utilisant du charbon importé.



LE DÉVELOPPEMENT DU GAZ NATUREL

Le gaz naturel s'affirme comme un combustible dont les potentialités de développement sont importantes en Europe. Son utilisation pour la production d'électricité devrait, en particulier, connaître une forte croissance.

Le gaz naturel présente en effet plusieurs avantages:

- le recours au gaz naturel peut être intéressant du point de vue environnemental, par exemple en ce qui concerne la réduction de la pollution atmosphérique;

- les ressources gazières sont importantes. De nombreux gisements existent dans la Communauté ou sur son plateau continental, surtout en Mer du Nord et des réserves sont disponibles à proximité: Norvège, Algérie, Europe orientale, Moyen-Orient. En outre, des réseaux de gazoducs interconnectés ont été mis en place ou sont en construction en Europe.

A ces éléments, favorisant le recours au gaz, s'ajoutent les progrès techniques qui ont permis de développer de nouvelles technologies utilisant des turbines à gaz pour la production d'électricité. Ces technologies ont un rendement énergétique élevé, un coût d'installation inférieur à celui d'équipements alternatifs et sont moins polluants.

L'emploi des turbines à gaz pour la production d'électricité était limité, dans le passé, à la couverture des pointes en raison du coût d'exploitation élevé. L'introduction des centrales à gaz à cycle combiné (turbine à gaz combinée avec une chaudière à récupération et une turbine à vapeur), comme l'évolution du prix du gaz par rapport à celui des autres ressources, ont rendu compétitive l'utilisation du gaz pour la production électrique de base. Dans l'avenir, ces turbines pour-

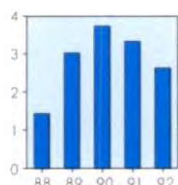
ront fonctionner avec d'autres combustibles comme le charbon gazéifié.

La BEI a financé ainsi de nombreux investissements dans le secteur gazier. Ses concours en faveur de l'exploitation et du transport/stockage/distribution du gaz naturel ont atteint 3 514 millions au cours des cinq dernières années.

En ce qui concerne l'utilisation du gaz pour la production d'énergie, ses financements, d'un total de 867 millions durant cette période, ont suivi l'évolution technologique. La BEI a ainsi financé de nombreuses centrales de cogénération électricité/chaaleur à turbines à gaz, en Italie à Gènes et Milan et aux Pays-Bas à Ede. Mais surtout elle soutient, de façon croissante, la construction de centrales de production d'électricité.

Ainsi, au Royaume-Uni, depuis la privatisation du secteur de l'électricité, de nombreux projets comportent l'installation de centrales à turbines à gaz; deux d'entre elles ont bénéficié de prêts : Barking dans le sud-est et Teesside dans le nord-est. En Italie, les centrales financées utilisent désormais le gaz naturel, soit comme seul combustible (centrales de Levante et Azotati, près de Venise, Turbigio, près de Milan), soit en complément ou en alternative du charbon (centrales Fusina près de Venise, La Spezia sur la côte Ligure). La BEI a en outre financé des centrales pouvant fonctionner au gaz en Grèce, à Lavrion (près d'Athènes) et Chania (en Crète) et aux Pays-Bas, à Buggenum dans le Limbourg.

Les programmes d'investissement font apparaître une croissance significative de ces équipements dans plusieurs pays de la Communauté. Il devrait en être de même dans plusieurs pays d'Europe centrale dotés de réseaux gaziers et dans certains pays en développement disposant de ressources gazières.



Objectifs industriels: Le ralentissement des investissements dans les secteurs productifs a pesé sur le montant des concours visant

à renforcer la compétitivité internationale des entreprises et leur intégration européenne, d'autant plus que de nombreuses entreprises avaient anticipé l'entrée en vigueur du marché unique et adapté en conséquence leur outil de production.

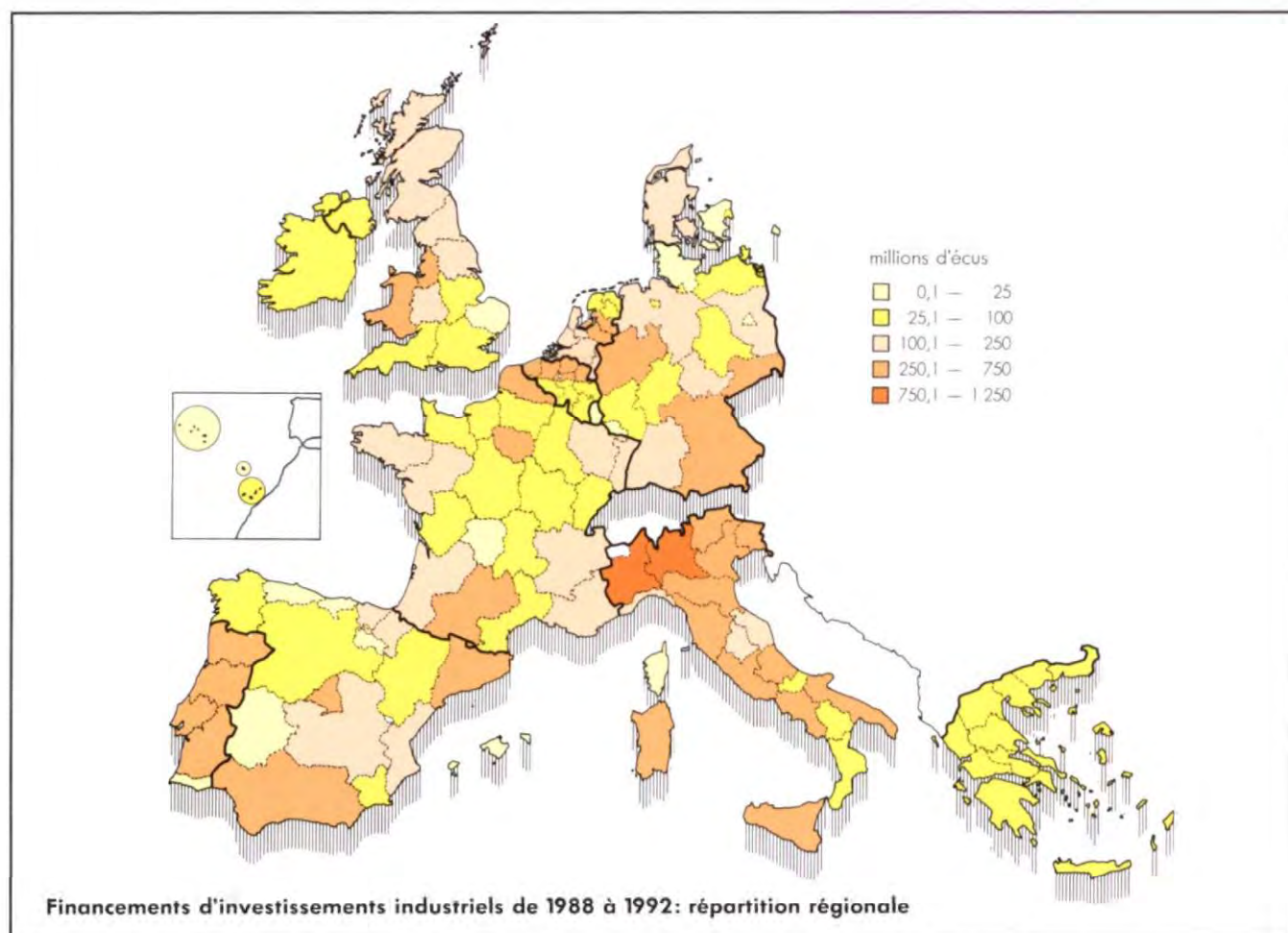
Dans ce contexte, les financements se sont établis à 2 623 millions (3 332 millions en 1991) dont 64 % pour des projets localisés dans les zones moins développées.

Les investissements des petites et moyennes entreprises ont fait l'objet, dans l'ensemble de la Communauté, de financements sur des prêts globaux en cours s'élevant à 2 138 millions pour 7 223 crédits (2 354 millions pour 9 548 crédits en 1991 et 1 976 millions en 1990 pour 7 447 crédits); 1 335 millions (57 %)

Tableau 8: Objectifs industriels

(millions d'écus)

Montant total	2 622,8
Compétitivité internationale et intégration européenne des grandes entreprises	477,1
Investissements de petite dimension développant des technologies avancées	7,5
Investissements de petites et moyennes entreprises	2 138,2
zones assistées	1 334,9
hors zones assistées	803,3





ont été accordés pour 4 693 investissements d'entreprises de petite ou moyenne dimension implantées dans les zones bénéficiant d'aides au développement régional.

Les petites et moyennes entreprises constituent un élément essentiel de l'appareil productif dans tous les pays de la Communauté. Leur poids économique, notamment celui des plus petites d'entre elles, est particulièrement élevé dans de nombreuses régions en retard de développement et des liens multiples unissent soutien aux PME et développement régional.

Ainsi, les PME, employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 20 millions, ont bénéficié

de 1 700 millions de crédits, soit 80 % du total. Environ les quatre cinquièmes des PME financées emploient moins de 50 personnes; elles ont fait l'objet d'environ 60 % des crédits accordés.

Les prêts individuels pour des investissements destinés à renforcer la **compétitivité internationale d'entreprises** de plus grande dimension ou leur **intégration européenne** s'élèvent à 477 millions, contre 924 millions en 1991. Ils portent sur les secteurs de la construction automobile et aéronautique, de la pharmacie, de l'électronique et des services.

Environ 62 % du montant de ces prêts concernent des investissements localisés dans des zones bénéficiant d'aides au

développement régional; près des deux tiers correspondent à des investissements menés en coopération entre entreprises de plusieurs pays membres et associant parfois des partenaires de pays tiers; il s'agit le plus souvent de projets introduisant ou diffusant des techniques ou des processus innovants pour le secteur concerné.

En outre, quelques projets de petite dimension développant des technologies avancées dans divers secteurs ont bénéficié de 7 millions de crédits sur prêts globaux.

Tableau 9: **Financements des petites et moyennes entreprises**
Crédits accordés en 1992 sur des prêts globaux en cours

Pays	Total		Développement régional		Hors zones assistées	
	nombre	millions d'écus	nombre	millions d'écus	nombre	millions d'écus
Total	7 223	2 138,2	4 694	1 334,9	2 529	808,3 ⁽¹⁾
Belgique	287	183,1	92	48,5	195	134,6
Danemark	155	52,0	43	24,1	112	27,9
Allemagne	403	320,8	351	276,2	52	44,6
Grèce	44	48,1	44	48,1	—	—
Espagne	661	162,0	440	101,6	221	60,4 ⁽¹⁾
France	3 557	317,9	2 234	214,2	1 323	103,7
Irlande	1	0,6	1	0,6	—	—
Italie	1 855	913,0	1 385	552,9	470	360,1
Pays-Bas	202	97,2	46	25,2	156	72,0
Portugal	58	43,5	58	43,5	—	—

⁽¹⁾ Dont 16,8 millions sur ressources du NIC

Présentation des financements par pays

Prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours (cf. tableau H page 101)

BELGIQUE

Prêts signés en 1992: 396,6 millions (1991: 115,6 millions)

Prêts individuels: 131,3 millions - Prêts globaux: 265,3 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 187,2 millions

En Belgique, les financements se répartissent entre des crédits aux **petites et moyennes entreprises**, des prêts individuels pour l'énergie et des installations de contrôle aérien.

Durant l'exercice, 287 PME ont été financées sur des prêts globaux. Dans le secteur de l'**énergie**, des prêts d'un

montant total de 83 millions soutiennent la construction d'un terminal gazier à Zeebrugge et d'un gazoduc qui transportera vers la France, et ultérieurement l'Espagne et l'Italie, du gaz naturel de la mer du Nord. En outre, a été financé un centre de traitement de déchets faiblement radioactifs provenant principalement de l'industrie.

Par ailleurs, la BEI a poursuivi son soutien du renforcement du **contrôle aérien** (48 millions) en finançant, à proximité de l'aéroport de Bruxelles, des installations du centre national de contrôle aérien et du centre opérationnel d'Eurocontrol, qui a également bénéficié d'un prêt pour la mise au point de systèmes harmonisés de contrôle du trafic.

DANEMARK

Prêts signés en 1992: 690,8 millions (1991: 538,6 millions)

Prêts individuels: 636,6 millions - Prêts globaux: 54,2 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 65,4 millions

Les financements au Danemark portent principalement sur les infrastructures de communication et l'énergie.

Dans le domaine des *transports* (343 millions), la BEI a poursuivi le finance-

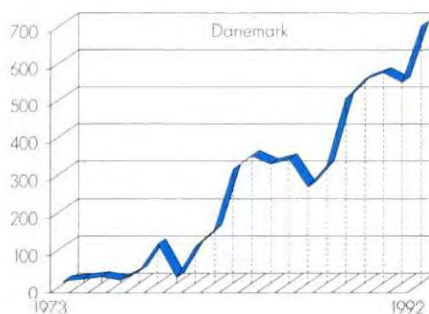
ment de la réalisation du pont sur le Storebælt et de son raccordement avec Copenhague ainsi que de plusieurs tronçons de l'axe autoroutier nord-sud (E45). Elle a également soutenu le programme de modernisation des chemins de fer.

L'achat de transbordeurs assurant la liaison avec la Suède, au travers du détroit d'Øresund, l'aménagement du port d'Aarhus (sur prêt global) ont été financés, de même que la réfection d'un pont entre Copenhague et l'île d'Amager.

Danemark: 1973-1992.

Le total des prêts signés au Danemark depuis son adhésion à la Communauté atteint 5 150 millions d'écus (40 852 millions de couronnes danoises). Ces prêts ont favorisé la réalisation d'investissements d'un montant d'environ 14 milliards (113 milliards de couronnes danoises). Plus de la moitié des concours concernent des investissements localisés dans les zones moins favorisées comme le nord du Jutland.

Une part importante des prêts a contri-



bué à la valorisation des ressources en pétrole et surtout en gaz naturel, approvisionnement, stockage, réseaux de transport et de distribution, ainsi qu'au développement du chauffage urbain.

Les infrastructures de communication financées concernent l'amélioration des télécommunications et le renforcement des principaux axes routiers et ferrés. Les interventions en faveur de l'industrie ont été relativement limitées et surtout orientées en direction des PME.



La modernisation des *télécommunications* a fait l'objet d'un prêt de 61 millions.

Des prêts individuels d'un montant total de 155 millions portent sur de nouveaux ouvrages du réseau de *stockage, transport et distribution du gaz* de la mer du Nord.

Des financements concernent la production combinée de chaleur et d'électricité à partir, éventuellement, de l'incinération de déchets ; d'autres portent sur la collecte et le traitement des eaux usées et des déchets urbains (notamment dans les communes d'Odense, Amager et Århus).

Ces investissements, qui contribuent, pour la plupart, à la protection de l'environnement, ont bénéficié de concours totalisant 90 millions.

Enfin, quelque 155 **petites et moyennes entreprises industrielles** ont bénéficié de concours sur prêts globaux pour un montant total de 53 millions. Les investissements financés en 1992 intéressent, pour un peu plus de la moitié d'entre eux, des zones éligibles au titre du développement régional, notamment à forte dominante rurale.

ALLEMAGNE

Prêts signés en 1992: 1 663,9 millions (1991: 1 300,1 millions)

Prêts individuels: 791,3 millions - Prêts globaux: 872,6 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 1 372,8 millions

L'activité en Allemagne s'est fortement accrue par suite d'une demande soutenue de financements pour des investissements dans les Länder orientaux (713 millions) et dans le domaine de l'environnement.

Dans les Länder orientaux, les prêts individuels ont principalement soutenu **l'industrie et les services** (319 millions) : usines de moteurs et lignes d'assemblage automobile, installations de production de papier recyclé, fabriques de matériaux de revêtement pour le réseau routier. Par ailleurs, 350 crédits (279 millions) ont permis de financer des petits projets industriels ou de services, notamment touristiques.

En matière d'**infrastructures**, les prêts individuels (49 millions) ont concerné une opération de conversion au gaz naturel et la collecte des eaux usées dans les zones de Bitterfeld et Wolfen. En

outre, des crédits sur prêts globaux totalisant 66 millions ont été accordés pour la réalisation d'installations visant à traiter les eaux usées, collecter et stocker les déchets solides, réduire les émissions et les fumées.

Dans les autres parties du territoire, les financements **d'infrastructures** s'élèvent à 1 089 millions. D'importants concours (739 millions) contribuent à la *protection de l'environnement*. Il s'agit d'ouvrages d'assainissement à Cologne, près d'Aix-la-Chapelle, dans le Breisgau, et de près de 300 équipements de petite ou moyenne dimension (632 millions) destinés à améliorer l'approvisionnement en eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées ainsi que des déchets urbains ou industriels, et à réduire les pollutions et les nuisances provenant d'installations industrielles.

Par ailleurs, des prêts individuels ont

porté sur le renforcement des *infrastructures aéroportuaires* de Hambourg, Munich, Francfort. De plus, la BEI a financé l'installation du système Kopernikus de *transmission par satellite* qui assurera les liaisons radio-télévision sur l'ensemble du pays.

Dans le domaine de *l'énergie* (104 millions), des prêts individuels ont financé l'installation d'une nouvelle chaudière de production combinée chaleur/électricité dans la centrale de Mannheim, et le réseau de chauffage urbain en Sarre.

Enfin, dans les **secteurs de la production** (258 millions), outre un projet visant à moderniser et à doter d'équipements antipollution une raffinerie à Gelsenkirchen, 167 investissements de petite ou moyenne dimension ont fait l'objet de crédits sur prêts globaux (238 millions).



GRECE

Prêts signés en 1992: 377,5 millions (1991: 366,9 millions)

Prêts individuels: 311,8 millions - Prêts globaux: 65,8 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 80,2 millions

En Grèce, pays entièrement éligible au titre du développement régional (zone objectif 1), les financements de la BEI ont principalement concerné des infrastructures de transport, des équipements de production d'électricité et le secteur industriel.

Pour l'essentiel, ces financements s'inscrivent dans les mesures retenues dans le Cadre communautaire d'appui ou s'insèrent dans des programmes spécifiques d'action structurelle. Plus de la moitié des investissements financés a bénéficié de subventions communautaires.

Les concours pour les **infrastructures** portent essentiellement sur les *transports* (182 millions): aménagement autoroutier de l'axe Athènes-Katerini, renforcement et modernisation du réseau ferré entre Athènes et Thessalonique, amélioration des installations de contrôle aérien et première phase de la réalisation du métro d'Athènes.

Des prêts individuels (54 millions) ont

également été accordés pour l'irrigation de périmètres agricoles, pour des *réseaux d'assainissement* des eaux dans plusieurs villes grecques, pour l'amélioration en eau potable d'Athènes et pour la poursuite du programme de reconstruction de la zone de Kalamata, sinistrée en 1986 (sous forme de prêts bonifiés sur les ressources du budget général des Communautés).

En outre, deux prêts globaux, totalisant 50 millions, s'inscrivant dans les **initiatives communautaires** Interreg et Envireg, relatives respectivement au développement des zones frontalières de la Communauté et à la protection de l'environnement, permettront de contribuer au financement de nombreuses petites infrastructures améliorant les communications et l'environnement en complément à des subventions communautaires.

Au titre du prêt cadre «CCA Grèce», signé en 1991, six crédits totalisant 27 millions ont été accordés pour des pro-

jets de petite ou moyenne dimension dans les domaines des transports, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement ainsi que pour des équipements touristiques et des établissements d'enseignement professionnel. Dans le cadre du prêt global infrastructures, au titre des Programmes intégrés méditerranéens, quelque 280 aménagements dans le secteur de l'eau et des transports ont été financés.

Dans le domaine de l'*énergie*, les prêts individuels (75 millions) concernent trois centrales à turbines à gaz à Chania, en Crète et Lavrion, près d'Athènes; hydro-électricité à Pournari, en Epire, ainsi que l'installation de filtres pour les fumées dans plusieurs centrales et l'amélioration du système de gestion de la production et du transport d'électricité.

Enfin, concernant le **secteur industriel**, les financements (52 millions) ont porté sur une fabrique de panneaux de particules de bois et sur 44 petites et moyennes entreprises.

ESPAGNE

Prêts signés en 1992 : 3 020,6 millions (1991 : 2 342,5 millions)

Prêts individuels : 2 948,4 millions - Prêts globaux : 72,2 millions

Crédits sur prêts globaux en cours : 246,9 millions

Les concours pour des projets contribuant au développement régional (2 970 millions) représentent plus des neuf dixièmes des financements en Espagne. Les investissements localisés

dans les zones d'intervention des fonds structurels (2 929 millions) représentent ainsi la quasi-totalité de ces financements avec une part prépondérante (2 023 millions) dans les zones objectif 1.

Environ la moitié des projets correspondant a fait l'objet de subventions communautaires.

Les **infrastructures** bénéficient de l'es-



sentiel des financements : 2 854 millions dont 1 386 millions pour les *transports*. Les concours pour ce secteur concernent en premier lieu des investissements autoroutiers et routiers : autoroutes Castelldefels-Sitges au sud de Barcelone, voies express sur divers axes prioritaires, nouvel axe Madrid-Valencia, aménagements routiers divers en Andalousie, Murcie, Castille-Léon, Extramadura. Ils portent également sur la ligne de chemins de fer à grande vitesse Madrid-Séville ainsi que, à Barcelone, sur la construction d'un centre intermodal pour le fret et sur l'aménagement de terminaux pour conteneurs au port autonome.

Une part importante des prêts contribue par ailleurs à l'amélioration des transports urbains soit par des aménagements routiers, autoroute de contournement

de Barcelone et jonction avec l'autoroute de Sitges, soit par la construction du métro de Valence.

Dans le domaine des *télécommunications*, la Banque a financé la poursuite de la modernisation du réseau téléphonique et la mise en service de satellites assurant également la transmission de programmes de radio et de télévision (660 millions).

Des concours (491 millions) ont également été accordés pour des ouvrages d'adduction d'eau, de collecte et d'*assainissement des eaux usées* notamment à Madrid, en Andalousie, en Catalogne, en Galice, dans les Asturies, en Castille-La Manche et pour des travaux d'aménagement et de rénovation urbains dans le centre et sur le vieux port de Barcelone.

Dans le secteur de l'*énergie*, les financements (317 millions) portent sur la modernisation et l'extension des réseaux de transport/distribution d'électricité et sur le développement de petites centrales hydro-électriques.

Dans l'*industrie* (341 millions), l'essentiel des prêts individuels concerne la modernisation de raffineries de pétrole et leur adaptation pour la production d'essence sans plomb. Les autres prêts ont porté sur une unité de fractionnement pour la production de gaz industriels et sur la modernisation de six fabriques d'appareils électroménagers. En outre, quelque 660 investissements de petite et moyenne dimension de l'industrie et du tourisme ont bénéficié de crédits sur prêts globaux.

FRANCE

Prêts signés en 1992: 1 895,1 millions (1991: 1 924,4 millions)

Prêts individuels: 1 159,2 millions - Prêts globaux: 735,9 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 880,6 millions

Les concours intéressant les zones éligibles au développement régional (1 371 millions) représentent plus des deux tiers des financements en France. Ils concernent principalement des investissements localisés dans les zones 2 et 5b de l'action des fonds structurels ainsi que divers projets de petite ou moyenne dimension réalisés en Corse ou dans les départements d'outre-mer éligibles à l'objectif 1.

D'un point de vue sectoriel, les concours en faveur des **infrastructures** atteignent 1 372 millions, dont la moitié

pour des projets concernant les régions aidées. Ils portent sur trois catégories d'investissements:

— des grandes *infrastructures ferroviaires et routières*, nécessaires tant aux dessertes régionales qu'aux grandes liaisons d'intérêt européen (488 millions). Il s'agit, d'une part, de la poursuite de deux grands projets, le tunnel sous la Manche et le TGV-Nord et, d'autre part, de sections du réseau autoroutier;

— des projets de *transports urbains*, en

rapide développement, avec un montant total de 302 millions, et concernant des lignes de métro ou de tramway à Rouen, Nantes et Strasbourg ainsi que la construction d'ouvrages de voirie et de stationnement à Lyon;

— des *investissements de plus petite dimension* (582 millions) financés principalement sur prêts globaux et réalisés par des collectivités locales. Ils portent sur des aménagements routiers, sur des réseaux d'assainissement et sur une centrale de production de chaleur et d'électricité à Grenoble.



Les autres financements ont été destinés à l'**industrie** et aux services (668 millions). Des prêts individuels à l'industrie ont été accordés pour une usine automobile franco-italienne et une unité de production d'édulcorants de synthè-

se, dans le Nord-Pas-de-Calais, ainsi que pour des usines de construction aéronautique en Midi-Pyrénées et dans la région parisienne. En outre, 2 233 investissements de petite ou moyenne dimension ont bénéficié de crédits sur prêts globaux s'élevant à 197 millions.

Dans les **services**, les concours ont soutenu la réalisation du parc de loisirs d'Eurodisneyland et 1 350 investissements de PME, notamment dans les services aux entreprises et dans le tourisme.

IRLANDE

Prêts signés en 1992: 303,5 millions (1991: 237 millions)

Prêts individuels: 290,4 millions - Prêts globaux: 13 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 0,6 million

Les financements en Irlande, pays entièrement éligible à l'action des fonds structurels au titre de l'objectif 1, ont porté principalement sur des **infrastructures** (241 millions).

Ces concours ont concerné les **transports** routiers sur un grand nombre de tronçons, aériens, avec le renouvellement de la flotte assurant les liaisons avec les autres pays de la Communauté, et maritimes, par la mise en place d'un terminal pour conteneurs dans le port de Waterford.

La BEI a contribué à la poursuite du renforcement des **télécommunications** intérieures et internationales. Elle a également soutenu la rénovation et l'aménagement du district de Temple Bar, à Dublin.

Par ailleurs, de nombreux petits aménagements dans le domaine des transports et visant à améliorer l'adduction d'eau ainsi que la collecte et le traitement des effluents ont bénéficié de concours.

Dans le domaine de l'**énergie**, un prêt contribue au développement du réseau

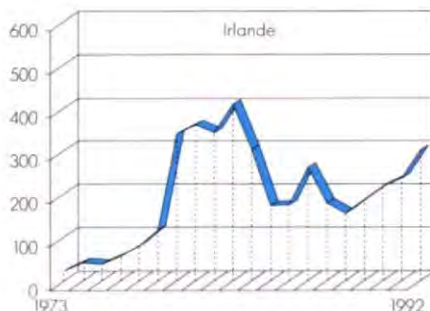
de transport et de distribution d'électricité.

Enfin, des prêts ont été accordés pour la modernisation et l'extension de plusieurs instituts de formation technique supérieure (49 millions).

La majeure partie (96 %) des concours en Irlande concerne des investissements correspondant à des mesures figurant dans les programmes de mise en œuvre des fonds structurels. Plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de subventions communautaires.

Irlande: 1973-1992.

Les prêts signés depuis l'accession de l'Irlande à la Communauté totalisent 4 milliards d'écus (plus de 2,8 milliards de livres irlandaises), dont près de la moitié de 1979 à 1983 sous forme de prêts bonifiés sur ressources de la Communauté. Ils ont soutenu des investissements d'un montant total de 9,2 milliards d'écus (6,5 milliards de livres irlandaises).



Ces investissements concernent principalement les infrastructures nécessaires au développement du pays ou à ses liaisons avec le Royaume-Uni et la Communauté: routes, téléphone, adduction d'eau, réseaux électriques et gaziers mais aussi centres de formation. Ils ont également permis le financement de quelque 1 700 entreprises, généralement de petite dimension.



ITALIE

Prêts signés en 1992: 3 796,9 millions (1991: 4 000,7 millions)

Prêts individuels: 2 724,6 millions - Prêts globaux: 1 072,4 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 1 047,5 millions

En Italie, les investissements contribuant au développement des zones moins favorisées ont bénéficié de plus des trois cinquièmes du montant des prêts individuels et des crédits sur prêts globaux (2 386 millions sur 3 772 millions). Les financements dans ces zones concernent des investissements industriels (1 169 millions dont 48 % pour des PME) et des infrastructures énergétiques (1 217 millions).

Près de 75 % de ces concours contribuent à des investissements localisés dans le *Mezzogiorno* (1 754 millions). Sur ce montant, 1 559 millions sont localisés dans les zones objectif 1 des fonds structurels, 94 % correspondent à des axes prioritaires figurant dans les cadres communautaires d'appui. Environ 22 % du montant portent sur des projets bénéficiant également de subventions communautaires.

Dans les zones du *Centre-Nord*, les financements consentis au titre du développement régional s'élèvent à 632 millions.

* * *

Par grand secteur, les financements se répartissent entre **l'industrie et les services** (1 635 millions) et les **infrastructures** (2 137 millions).

Dans l'industrie et les services, les prêts individuels (639 millions) concernent no-

tamment la construction aéronautique et automobile (moteurs d'avions, véhicules deux roues et atelier de peinture), les industries liées à la communication (fabriques de tubes cathodiques, d'imprimantes, de câbles en fibres optiques, d'appareils de télécommunication) et celles du secteur de la chimie, de la pharmacie et de la pétrochimie.

Par ailleurs, la BEI a financé, sur des prêts globaux en cours, environ 1 850 investissements de plus petite dimension (996 millions) relevant le plus souvent de petites et moyennes entreprises.

Dans le secteur des infrastructures de communication (807 millions), les concours portent principalement sur la poursuite du renforcement des réseaux de *télécommunications* dans le *Mezzogiorno* et dans plusieurs régions du Centre-Nord ; pour les *transports*, ils concernent l'achat d'avions pour les liaisons aériennes et la protection civile, de nouveaux tronçons de l'autoroute des tunnels en direction de la Suisse et le renforcement du port de Livourne.

Par ailleurs, la BEI a poursuivi le financement d'investissements visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable, à développer les réseaux de *collecte et de traitement des eaux usées* ainsi que des déchets solides urbains et industriels ; ces projets comportent également des travaux pour lutter contre l'érosion et les crues (consolidation de terrains, reboisement, endiguement ...).

Les concours (265 millions) portent le plus souvent sur de grands bassins hydrauliques (Pô, Tibre, Arno), d'importantes zones urbaines (Rome, Aoste, Gênes, Livourne) ou de grands ensembles naturels (côte adriatique, lac de Garde, lac Majeur, lagune de Venise).

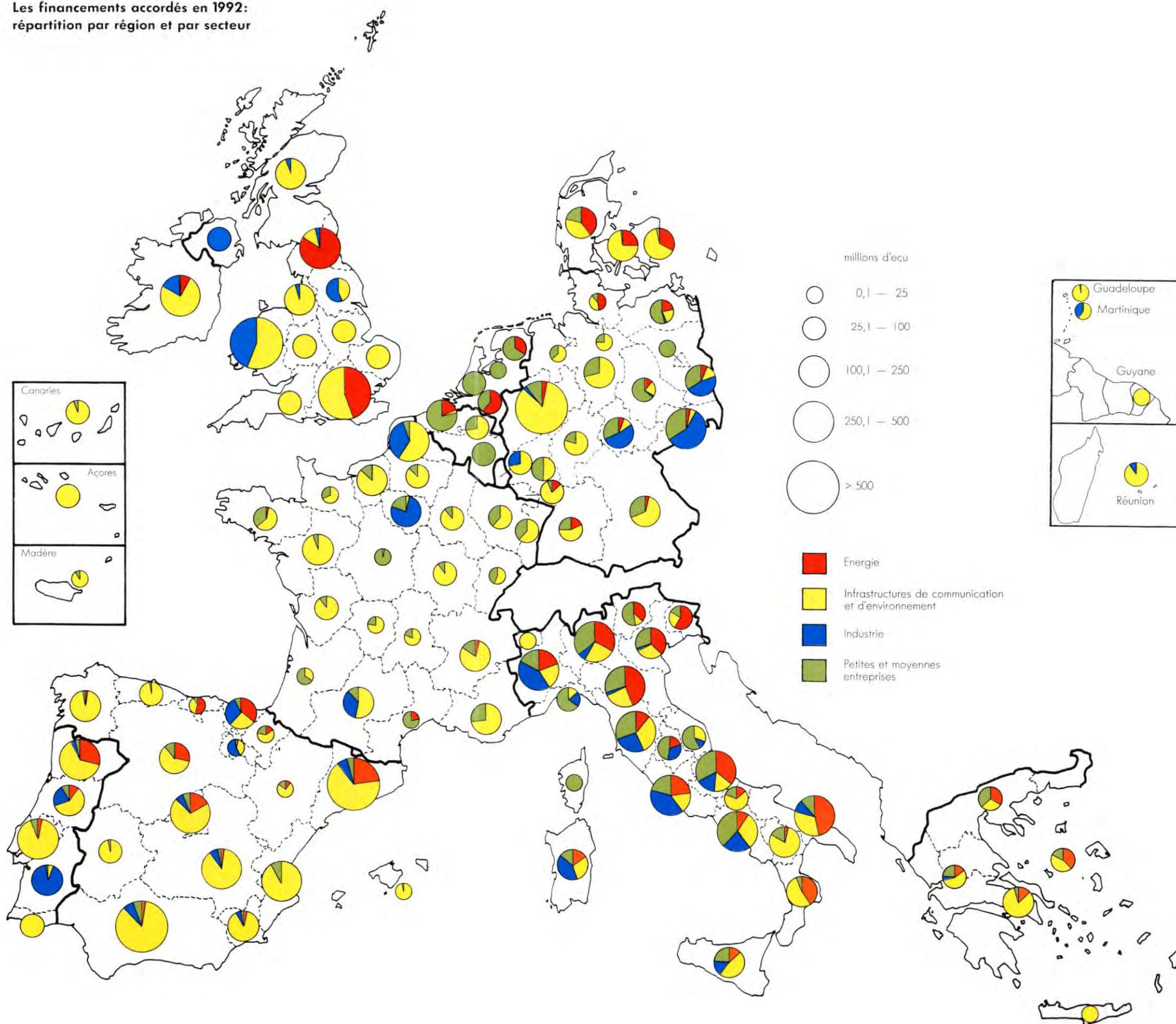
Enfin, des opérations d'aménagement de centres urbains historiques ont été soutenues à Ferrare, Bologne et Macerata (15 millions).

Dans le domaine de *l'énergie* (1 050 millions), les concours ont visé à renforcer les capacités de production d'électricité (centrales thermiques, hydroélectriques, de cogénération électricité/vapeur ou à turbines à gaz), avec une préoccupation environnementale marquée. Ils ont également porté sur des lignes de transport et de distribution d'électricité.

Les autres prêts ont contribué à développer les gisements terrestres et marins d'hydrocarbures ainsi que les réseaux de transport et distribution du gaz naturel avec notamment des tronçons du second gazoduc Algérie-Tunisie-Italie.

Près d'un cinquième du montant des financements (671 millions dont 450 millions dans les régions aidées) concerne des investissements contribuant à la protection de l'environnement et du cadre de vie, gestion des eaux et des déchets, mais aussi des équipements dans des centrales électriques et dans de nombreuses unités industrielles.

Les financements accordés en 1992:
répartition par région et par secteur





LUXEMBOURG

Prêts signés en 1992: 42,8 millions (1991: 28,6 millions)

Deux prêts ont porté sur la construction d'une usine de bandes magnétiques audio et vidéo, implantée dans une zone de reconversion industrielle du sud du pays et sur l'achat et le lancement d'un satellite de télédiffusion dont les

canaux sont utilisés par plusieurs compagnies européennes.

PAYS-BAS

Prêts signés en 1992: 154,5 millions (1991: 175,4 millions)

Prêts individuels: 67,7 millions - Prêts globaux: 86,8 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 97,3 millions

Aux Pays-Bas, les prêts individuels (68 millions) concernent le secteur de l'**énergie**. La BEI a financé la construction de deux centrales au gaz naturel, l'une à Ede, à turbines à gaz, assurant la production combinée de chaleur et d'élec-

tricité, l'autre à Buggenum, pouvant utiliser comme combustible du charbon gazeifié. Un prêt a également été accordé pour un gazoduc reliant à la côte le gisement de Markham, sur le plateau continental néerlandais.

Par ailleurs, 202 petites et moyennes **entreprises industrielles** ont bénéficié de crédits sur prêts globaux totalisant 97 millions dont 46 (25 millions) localisées dans les zones moins développées du pays.

PORTUGAL

Prêts signés en 1992 : 1 230,4 millions (1991 : 1 002,1 millions)

Prêts individuels : 1 210,5 millions - Prêts globaux : 19,9 millions

Crédits sur prêts globaux en cours : 93,1 millions

Les financements au Portugal, pays entièrement éligible au titre du développement régional (zone objectif 1), correspondent pour l'essentiel à des projets s'inscrivant dans le cadre communautaire d'appui. La moitié d'entre eux a bénéficié de subventions communautaires.

Près des trois quarts du montant des concours portent sur les **infrastructures** (993 millions) principalement de *transport* et de *télécommunication*. Ces divers investissements contribueront à renforcer la dotation du pays en équipements de base et amélioreront les liaisons avec les autres pays de la Communauté. Ils portent sur des tronçons des autoroutes A1, Lisbonne-Porto, A3, Cruz-Braga, A7, Braga-Famalicão, sur

divers aménagements routiers à travers tout le pays, sur la poursuite de la rénovation et l'amélioration des chemins de fer, ainsi que sur le renforcement du système de contrôle du trafic aérien. Toujours dans le domaine des transports, la BEI a financé la construction du métro de Lisbonne.

Concernant les télécommunications, outre de nouveaux prêts pour le réseau téléphonique, notamment dans les zones de Lisbonne et Porto, la BEI a financé la mise en place d'un système de téléphone mobile.

Les autres financements soutiennent, d'une part, le renforcement de la *production d'électricité* d'origine hydraulique

et du réseau de transport et de distribution d'électricité et, d'autre part, des réseaux *d'adduction d'eau et d'assainissement*, notamment dans le cadre de prêts globaux en cours.

Les concours à l'**industrie** (311 millions) intéressent principalement la modernisation d'une raffinerie de pétrole à Sines pour la production de produits légers et la réduction des émissions polluantes. Par ailleurs, ont été financés des équipements de production de pâte à papier sans chlore, conforme aux réglementations environnementales, deux usines de composants pour l'automobile et d'équipements électriques, ainsi qu'une cinquantaine de petites et moyennes entreprises.



ROYAUME-UNI

Prêts individuels signés en 1992: 2 407,2 millions (1991: 2 090,5 millions)

Les prêts au Royaume-Uni concernent, pour près des deux tiers des montants accordés, des investissements dans des zones de développement régional (1 472 millions contre 700 millions en 1991) ; localisés en quasi-totalité dans les zones objectif 2, ils répondent dans leur majeure partie aux mesures figurant dans les cadres communautaires d'appui.

Les prêts pour les **infrastructures** (2 083 millions) portent pour près de la moitié du total sur des programmes d'investissements dans le domaine de *l'environnement*, intéressant les réseaux d'approvisionnement en eau potable ainsi que les équipements de collecte et de traitement des eaux usées et des déchets (946 millions).

Au total, les concours dans le secteur de l'eau, dans les différentes régions du pays, atteignent 2 230 millions depuis 1989, dont 690 millions pour 1992.

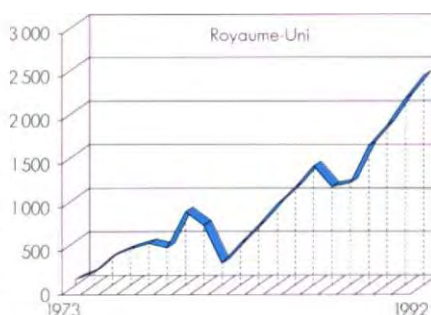
Dans le domaine des *transports*, les prêts (452 millions) contribuent à la poursuite de la construction du tunnel sous la Manche, à la réalisation d'un pont autoroutier assurant une nouvelle jonction au-dessus de l'estuaire de la Severn et à divers aménagements routiers, notamment au Pays de Galles. A Manchester, la BEI a accordé un prêt pour la réalisation d'une ligne de métro léger dans le centre-ville. Enfin, elle a apporté un soutien à la modernisation de la flotte aérienne.

Les prêts pour des équipements du secteur de *l'énergie* (686 millions) portent essentiellement sur la production d'électricité dans deux centrales équipées de turbines à gaz à Teesside, dans le nord-est, et Barking, dans le sud-est. En outre, un financement a été accordé pour l'exploitation de gisements de pétrole et gaz en mer du Nord.

Dans **l'industrie et les services**, les concours (324 millions) concernent principalement la modernisation d'usines automobiles, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, et la chimie, avec notamment des unités de production de gaz industriels et une fabrique de plaquettes de silicium pour semi-conducteurs.

Royaume-Uni: 1973-1992.

Le total des prêts signés au Royaume-Uni depuis son adhésion à la Communauté a atteint 18 600 millions d'écus (12 300 millions de livres) dont les deux tiers depuis 1985. Ces concours ont soutenu la réalisation d'investissements d'un montant d'environ 71 milliards d'écus (47 milliards de livres) dont la moitié située dans les zones moins développées du pays. Ils ont soutenu d'importants programmes visant à amé-



liorer la qualité des eaux, leur distribution et leur traitement. Ils ont aussi contribué au renforcement des réseaux de transports dont le tunnel sous la Manche. D'importants montants ont été accordés pour faciliter la mise en valeur des ressources d'hydrocarbures de la mer du Nord et pour renforcer la disponibilité en électricité.

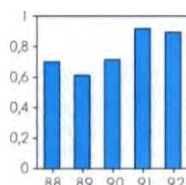
Dans l'industrie et les services, les financements ont concerné une gamme très diversifiée d'entreprises.

En dehors du territoire des Etats membres, la BEI a soutenu la réalisation de projets présentant un intérêt pour la Communauté en application de l'Article 18, paragraphe 1, alinéa 2 de ses statuts.

Dans le secteur des **télécommunications**, elle a accordé un prêt de 15 millions et consenti une garantie de 74 millions à la société INMARSAT pour un programme de quatre satellites assurant les transmissions sur l'ensemble du globe vers les navires, les avions et les véhicules terrestres.

La BEI a par ailleurs financé, dans le domaine de **l'énergie**, la mise en valeur de gisements d'hydrocarbures de Snorre et Veslefrikk dans le secteur norvégien de la mer du Nord (71 millions).

LES FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ



A l'extérieur de la Communauté:

D'un montant total de 892,8 millions, les financements portent sur 764,3 millions de prêts sur

ressources propres qui bénéficient tous d'une garantie des Etats membres ou du budget communautaire, et 128,5 millions d'opérations de capitaux à risques sur des ressources budgétaires de la Communauté ou des Etats membres.

Dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP) et dans les Pays et Territoires d'outre-mer (PTOM), les financements atteignent 252 millions (389,5 millions en 1991) dont 130,5

millions sur ressources propres, assortis de bonifications d'intérêt, et 121,5 millions de capitaux à risques, sur ressources budgétaires des Etats membres par l'intermédiaire du Fonds européen de développement (FED).

Dans les pays du bassin méditerranéen, l'année a été marquée par la mise en œuvre effective de la Politique méditerranéenne rénovée comportant, notamment, la conclusion de la quatrième génération de protocoles financiers avec la plupart des pays. Les concours s'élèvent à 320,8 millions (241,5 millions en 1991) dont 313,8 millions sur ressources propres et 7 millions de capitaux à risques sur ressources du budget de la Communauté.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), la BEI a accordé un montant total de 320 millions (285 millions en 1991).

La plupart des projets d'investissements financés ont fait l'objet de cofinancements avec des institutions financières bilatérales des pays membres, la Commission, la Banque mondiale et d'autres institutions d'aide au développement; avec la BERD s'est engagée une coopération très étroite visant à coordonner les activités de financement dans les pays d'Europe centrale et orientale concernés.

ÉTATS ACP ET PTOM

La BEI est intervenue dans 26 pays ACP et 4 PTOM. Ces financements ont été effectués, pour partie, dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (130,5 millions sur ressources propres et 110,4 millions sur capitaux à risques) ainsi que, pour partie, au titre de la troisième Convention (11,1 millions sur capitaux à risques) (cf. aussi le bilan sommaire de cette Convention dans le Rapport annuel 1991 page 46).

Dans quatre pays, la BEI est intervenue exclusivement sur ressources propres (97 millions et 39 % du total). Tous les autres pays ont bénéficié de concours sur capitaux à risques, soit exclusivement pour 22 d'entre eux (118 millions et 47 %), soit en combinaison avec des prêts sur ressources propres dans 4 autres (37 millions et 14 %).

Les financements concernent pour 60 % l'industrie et les services, notamment les petites et moyennes entreprises qui ont bénéficié de 143 crédits (72 millions) sur des prêts globaux que la BEI met en œuvre en collaboration avec des banques de développement nationales ou régionales. Les prêts pour des équipements énergétiques de production/distribution d'électricité représentent 22 %

du total et ceux pour des infrastructures de transport, de télécommunication ou d'approvisionnement en eau et d'assainissement 18 %.

Près des trois cinquièmes des financements portent sur des investissements relevant du secteur privé, dont le rôle dans le processus de développement s'est accru ces dernières années. Par ailleurs, la BEI a poursuivi ses contributions à la réhabilitation d'industries et d'infrastructures existantes.

Tableau 10: Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociées au 31 mars 1993

(millions d'écus)

		(millions d'euros)				
Type d'accord	Période d'application	Prêts sur ressources propres de la BEI (1)	Sur ressources budgétaires		Total	
			Opérations sur capitaux à risques (2)	Aides non remboursables (3)		
États ACP-PTOM						
ACP	Convention de Lomé IV	1990—1995	1 200	825	9 975 (4)	12 000
PTOM	Décision du Conseil	1990—1995	25	25	115 (4)	165
Bassin méditerranéen (5)						
Turquie	4 ^{ème} protocole financier non encore mis en vigueur		225	—	50	600 (6)
Slovénie	Protocole financier non encore mis en vigueur		150	—	20 (7)	170
Algérie	4 ^{èmes} protocoles financier	1992—1996	280	18	52	350
Maroc		1992—1996	220	25	193	438
Tunisie		1992—1996	168	15	101	284
Égypte		1992—1996	310	16	242	568
Jordanie		1992—1996	80	2	44	126
Israël		1992—1996	82	—	—	82
Liban	aide exceptionnelle à la reconstruction		50	—	—	50
Liban	2 ^{ème} protocole financier		34	—	—	34
Liban	3 ^{ème} protocole financier		53	1	19	73
Liban	4 ^{ème} protocole financier	1992—1996	45	2	22	69
Syrie	3 ^{ème} protocole financier	1987—1991	110	2	34	146
Syrie	4 ^{ème} protocole financier non encore mis en vigueur		115	2	41	158
Malte	3 ^{ème} protocole financier	1988—1993	23	2,5	12,5	38
Chypre	3 ^{ème} protocole financier	1988—1993	44	5	13	62
Volet horizontal hors protocole	Décision du Conseil	1992—1996	1 800	25	205 (8)	2 030
Pays d'Europe centrale et orientale (9)						
Pologne, Hongrie	Décisions du Conseil	1990—1993	1 000			1 000
Rép. tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie		1991—1993	700			700
Estonie, Lettonie, Lituanie	En cours de négociation	1993—1996	200			200
Pays d'Amérique Latine et d'Asie						
	Décision du Conseil non encore mis en vigueur	1993—1996	750			750

⁽¹⁾ Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets dans les États ACP et les PTOM et sur celles du budget général des Communautés pour les projets dans certains pays du bassin méditerranéen. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

⁽²⁾ Accordées et gérées par la BEI.

⁽³⁾ Accordées et gérées par la Commission des CE.

⁽⁴⁾ Y compris les montants destinés aux bonifications d'intérêt sur prêts de la BEI.

⁽⁵⁾ Les montants disponibles au titre des protocoles financiers précédents pourront être utilisés simultanément, qu'il s'agisse de la totalité des dotations prévues (Liban, Syrie) ou de reliquats.

⁽⁶⁾ dont 325 millions de prêts à conditions spéciales sur ressources budgétaires.

⁽⁷⁾ Uniquement pour les bonifications d'intérêt pour les prêts de la BEI en faveur des projets de transport d'intérêt commun.

⁽⁸⁾ Dont environ 100 millions de bonifications d'intérêt pour des prêts de la BEI dans le secteur de l'environnement.

⁽⁹⁾ Crédits budgétaires accordés par la Commission des CE (PHARE) d'un montant total de 2 270 millions pour la période 1990-1992 et d'environ un milliard pour 1993.



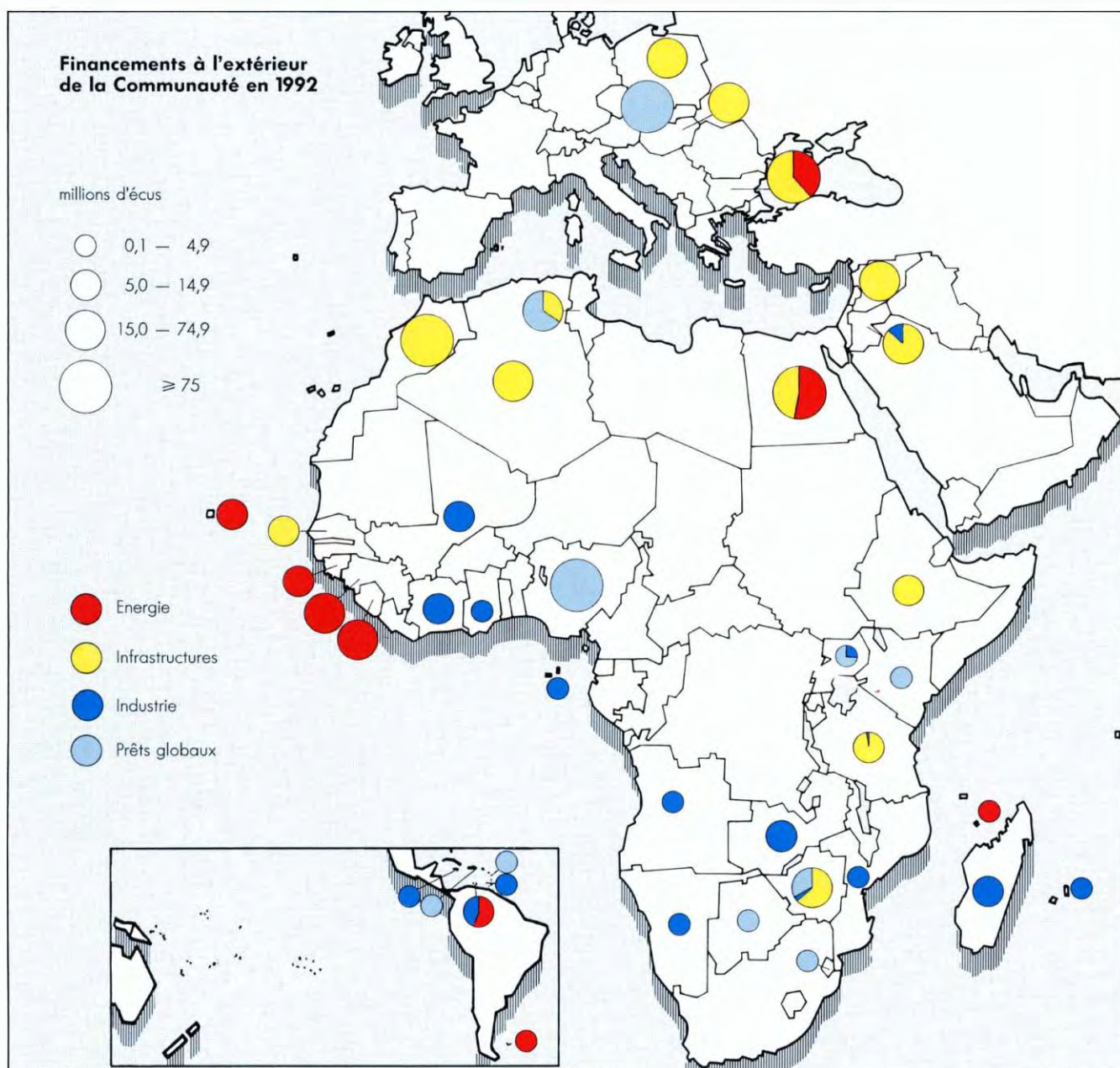
En **Afrique**, les financements ont concerné 24 pays pour un montant total de 235,6 millions (121 millions sur ressources propres et 114,6 millions de capitaux à risques). Parmi les projets fi-

nancés figurent de premières interventions en Sierra-Léone et en Namibie.

Près des deux tiers des concours ont été consentis en **Afrique occidentale**

(152,6 millions).

L'amélioration de l'approvisionnement en électricité sera facilitée par des concours, en **Guinée** (20 millions) pour le renforcement de la centrale de Tombo





LES PRÊTS APEX

Les prêts globaux de type «APEX» sont, depuis quelques années, utilisés par la BEI pour le financement de ses opérations à l'extérieur de la Communauté. Octroyés au départ dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé, ils ont été étendus au Bassin méditerranéen et, récemment, aux pays d'Europe centrale et orientale.

Ces prêts ont pour objet de soutenir le financement de petites et moyennes entreprises productives, par l'intermédiaire d'instituts de crédit nationaux. Cette forme de prêt nécessite la présence d'intermédiaires financiers solides, et vise également à soutenir et à promouvoir de tels intermédiaires.

Alors que le prêt global classique est acheminé par l'intermédiaire d'un seul institut de crédit, souvent une banque de développement, le prêt APEX est mis à la disposition d'un organisme du gouvernement (généralement la Banque centrale ou le Ministère des finances) qui le rétrocède à des «banques participantes» répondant aux conditions requises; celles-ci peuvent alors accorder des crédits à des entreprises produc-

trices ou autres, en fonction de la viabilité des projets présentés et des critères d'éligibilité convenus avec la BEI. En raison de cette procédure à plusieurs niveaux, ces prêts sont aussi appelés «pyramidaux», l'apex étant la pointe d'une pyramide.

Les avantages d'un prêt «pyramidal» sont, d'une part, une plus grande efficacité grâce à une concurrence accrue au sein du système financier local et une répartition plus large des financements sur l'ensemble de l'économie ainsi que, d'autre part, la possibilité pour la BEI d'acquérir une meilleure connaissance du secteur financier local, lui permettant d'être plus efficace.

Seule une plus longue expérience permettra de confirmer ces avantages, mais les premiers résultats sont encourageants. Un certain nombre d'autres institutions financières multilatérales, dont la BIRD, appliquent également des techniques de prêt pyramidal, parfois à l'occasion de financements conjoints avec la BEI.

à Conakry, pour la remise en état de celle de King Tom, à Freetown en **Sierra-Léone** (15,5 millions) et d'installations de production en **Guinée-Bissau** (7 millions) et au **Cap-Vert** (5,4 millions). Dans le nord du **Sénégal**, la BEI a contribué à la modernisation des télécommunications (13 millions).

Les autres financements concernent l'industrie avec un important prêt global qui soutiendra les investissements de petites et moyennes entreprises au **Nigeria** (75 millions), des concours pour

l'égrenage du coton au **Mali** (10 millions), des conserveries de poisson, en **Côte-d'Ivoire** (6,5 millions) et la fabrication d'aluminium au **Ghana** (0,2 million).

En **Afrique australe**, (59,1 millions), mis à part un prêt de 15 millions pour la collecte des eaux usées de Harare, la capitale du **Zimbabwe**, les concours ont tendu à soutenir des projets dans les secteurs de la production: usines de produits pharmaceutiques et filature de coton en **Zambie** (11 millions), installations d'élevage de crevettes à **Madagascar** (6,5 millions), carrières de granit noir en **Angola** (3,1 millions), usines de traitement de noix de cajou au **Mozambique** (3 millions) et de produits laitiers à **l'île Maurice** (2,6 millions), tanneries

en **Namibie** (2,5 millions) ainsi que des prêts globaux à des banques de développement et des prises de participation au Zimbabwe, au **Botswana**, au **Swaziland** principalement pour des petites et moyennes entreprises (15 millions).

Enfin, des crédits (0,65 million) ont été consentis pour deux études de faisabilité concernant une centrale électrique utilisant les chutes du Lac Victoria (Zambie) et les possibilités d'exploitations des ressources de cuivre et de zinc de Sanyati, au Zimbabwe.



En **Afrique orientale et équatoriale**, les concours (23,9 millions) portent d'une part, sur l'extension du port de Dar es-Salaam, en **Tanzanie** (11 millions) et sur la remise en état d'une partie du réseau de télécommunication **éthiopien** (6 millions) et d'autre part, sur des prêts à des banques de développement (6 millions) en **Ouganda** et au **Kenya** pour des investissements de petite dimension principalement dans l'industrie.

Enfin, des études de faisabilité ont été financées (0,9 million) en Ouganda pour

un élevage pilote d'anguilles et à **São Tomé** pour le plan directeur de l'électricité.

Dans les **Caraïbes**, des prêts globaux ont été conclus avec des banques de la **République dominicaine** (3 millions) et de La **Dominique** (2,5 millions) ainsi que pour une étude en vue de la construction d'une usine de soude caustique à la **Jamaïque** (0,3 million).

Enfin, des prêts ont concerné quatre **PTOM**: les **Antilles Néerlandaises**

(7 millions) pour le renforcement d'une centrale électrique sur l'île de Bonaire et pour des équipements à l'aéroport de Curaçao destinés à la restauration, les **Iles Falkland**, avec l'installation de réservoirs pour le fuel (2,5 millions), **l'Île de Mayotte** pour le renforcement des installations de production d'électricité (1 million) et **Montserrat** pour une étude dans le secteur de l'énergie (0,15 million).

PAYS MÉDITERRANÉENS

Les prêts dans les pays riverains du bassin méditerranéen ont atteint 321 millions, dont 7 millions sur ressources budgétaires.

Ces concours s'inscrivent pour l'essentiel dans le cadre des protocoles financiers. Toutefois, pour la première fois, deux projets ont été financés au titre du volet horizontal hors protocole, destiné à apporter un soutien additionnel à l'activité menée dans le cadre des protocoles financiers. Institué par la nouvelle politique méditerranéenne de la Communauté, ce volet est composé de prêts BEI, dans la limite d'un plafond de 1 800 millions, et de fonds budgétaires, à hauteur de 230 millions ⁽¹⁾.

Les prêts sont destinés principalement à des projets présentant un intérêt commun, notamment dans les transports, l'énergie, les télécommunications et l'environnement, ces derniers bénéficiant

de bonifications d'intérêt sur fonds budgétaires.

Une large part des financements dans ces pays porte sur des investissements destinés à valoriser leurs ressources en eau pour améliorer l'approvisionnement des populations et de l'industrie, l'irrigation des terres agricoles mais aussi afin d'assurer des conditions de collecte et de traitement des eaux usées plus satisfaisantes.

L'accent mis par l'action communautaire sur le développement durable dans le bassin méditerranéen est cohérent avec les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement et l'environnement qui s'est tenue à Rio de Janeiro, en juin 1992 (cf. encadré page 22).

Les autres projets financés concernent des infrastructures de base, transport, télécommunication, électricité et le soutien aux investissements d'entreprises privées notamment dans le cadre du partenariat avec des entreprises de pays de la Communauté. En 1992, de tels investissements ont bénéficié de 214

crédits sur des prêts globaux en cours pour un montant de 29 millions.

Algérie

La fourniture en eau de la capitale, ainsi qu'à l'est, de quatre villes de la zone de Tizi-Ouzou, sera renforcée par la construction d'un barrage à Taksebt sur l'Oued Aïssi à proximité de Tizi-Ouzou. Ce barrage s'inscrit dans un projet visant à assurer l'approvisionnement en eau potable et à usage industriel d'Alger et de villes de Kabylie ainsi qu'à développer l'irrigation dans la plaine de la Mitidja (53 millions).

Maroc

Un prêt de 80 millions au titre du volet hors protocole a été accordé pour le renforcement des télécommunications

⁽¹⁾ 205 millions d'aides non remboursables dont 105 millions pour les bonifications d'intérêt et 25 millions pour des opérations de partenariat sur capitaux à risques.



indispensable au développement de l'économie marocaine.

Le projet comporte le renforcement des liaisons avec l'Europe par de nouveaux câbles optiques (projet déjà financé pour sa partie européenne, cf. Rapport annuel 1991 page 29), entre les sept principaux centres économiques du pays ainsi que l'amélioration du réseau local.

Tunisie

Les financements contribuent, d'une part, au soutien des investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et du tourisme à travers deux prêts globaux (32 millions dont 7 millions sur ressources budgétaires) et, d'autre part, à une intervention hors

protocole pour des réseaux de collecte et des stations d'épuration dans trois villes côtières (17 millions).

Egypte

Les prêts (95,4 millions) portent, d'une part, sur la mise en place de réseaux d'égouts destinés à recevoir les eaux usées d'une partie de la population de la ville du Caire de la rive orientale et, d'autre part, sur le renforcement de la capacité de transport d'électricité dans le nord de la Haute-Egypte par la construction d'une nouvelle ligne et de sous-stations.

Jordanie

Les concours (23 millions) portent sur la

remise en état et l'élargissement d'un tronçon de l'autoroute entre la capitale, Amman et Akaba, seul débouché maritime du pays, sur la remise en état des réseaux d'adduction d'eau de deux importantes villes du nord et sur l'extension d'une zone industrielle, près d'Amman.

Syrie

Afin de mettre en valeur plus de 10 000 ha de terres agricoles sur le bassin côtier dans le district de Lattakia, un prêt de 20,4 millions, sur le solde du deuxième protocole financier, a été accordé pour la construction du barrage d'Al Thawra sur le fleuve Snobar et pour des travaux d'irrigation.

Tableau 11: **Financements à l'extérieur de la Communauté**

(millions d'écus)

	Total	Ressources propres	Ressources budgétaires	Prêts individuels				
				Energie	Transports Télécommu- nications	Eau	Industrie, Agriculture, Services	Prêts globaux
ACP-PTOM	252,0	130,5	121,5	55,4	30,0	15,0	49,3	102,3
Afrique	235,6	121,0	114,6	47,9	30,0	15,0	45,9	96,8
Caraïbes	5,8	—	5,8	—	—	—	0,3	5,5
PTOM	10,6	9,5	1,1	7,5	—	—	3,1	—
Méditerranée	320,8	313,8	7,0	50,4	95,0	140,4	3,0	32,0
Algérie	53,0	53,0	—	—	—	53,0	—	—
Maroc	80,0	80,0	—	—	80,0	—	—	—
Tunisie	49,0	42,0	7,0	—	—	17,0	—	32,0
Égypte	95,4	95,4	—	50,4	—	45,0	—	—
Jordanie	23,0	23,0	—	—	15,0	5,0	3,0	—
Syrie	20,4	20,4	—	—	—	20,4	—	—
Europe centrale et orientale (PECO)	320,0	320,0	—	45,0	190,0	—	—	85,0
Bulgarie	115,0	115,0	—	45,0	70,0	—	—	—
Hongrie	70,0	70,0	—	—	70,0	—	—	—
Pologne	50,0	50,0	—	—	50,0	—	—	—
Ex-R. f. tchèque et slovaque	85,0	85,0	—	—	—	—	—	85,0
Total	892,8	764,3	128,5	150,8	315,0	155,4	52,3	219,3



PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Avec de premières interventions en Bulgarie et dans l'ex-République fédérative tchèque et slovaque, des concours ont désormais été accordés dans les différents pays concernés par les accords en cours.

En 1992, les prêts ont principalement porté sur les infrastructures de base, 235 millions sur un total de 320 millions. En outre, 17 crédits ont été autorisés sur des prêts globaux en cours pour 42 millions.

Bulgarie

Les deux prêts (115 millions) concernent d'une part, l'amélioration des télécommunications internationales grâce à la mise en place d'un réseau destiné aux

plus gros utilisateurs, opérateurs économiques et industriels. Ce réseau décongestionnera en outre les circuits locaux. D'autre part, l'achèvement d'une unité de la centrale électrique de Maritsa améliorera la disponibilité énergétique du pays. Cette centrale au lignite sera dotée d'équipements anti pollution.

Ex-République fédérative tchèque et slovaque

Un prêt global de 85 millions soutiendra la réalisation, dans les différentes régions, d'investissements d'entreprises industrielles, des services ou du tourisme, y compris ceux destinés à la protection de l'environnement ou à des économies d'énergie.

Début 1993, ce prêt a été subdivisé en deux prêts distincts afin de tenir compte de la création des deux républiques tchèque et slovaque avec lesquelles la BEI poursuit désormais ses interventions dans le cadre des accords en cours.

Hongrie

Les prêts (70 millions) tendent à l'amélioration des infrastructures de transport: construction de contournements et aménagements de divers tronçons routiers; mise en place d'installations modernes garantissant un niveau de sécurité adéquat du trafic aérien et permettant l'intégration de la Hongrie dans le système européen de gestion et de contrôle aérien.

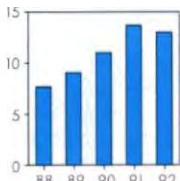
Pologne

L'amélioration des installations de l'aéroport de Varsovie a fait l'objet d'un prêt de 50 millions. De nouveaux bâtiments et équipements d'accueil des passagers, l'extension des pistes d'atterrissage et le renforcement des installations permettront de faire face à un doublement du trafic passagers prévu d'ici à 2005.



2 La mise en place de réseaux transeuropéens de
 1 communication joue un rôle essentiel pour la
 3 réalisation du Marché unique; en 1992, la BEI a
 4 financé notamment des infrastructures de transport
 qui permettent de surmonter les obstacles naturels:
 Tunnel sous la Manche (1: «Transmanche Speed Train»)
 et parachèvement du franchissement du Storebælt, au
 Danemark (2: fondations du pont Est autoroutier).
 A l'extérieur de la Communauté, 60 % des financements
 ont concerné en 1992 l'industrie et les services
 (3: laiterie à l'Île Maurice; 4: usine d'égrénage de coton
 à Koutiala, au Mali).

LES RESSOURCES EMPRUNTÉES EN 1992



Les ressources empruntées: L'ensemble des fonds empruntés sur les marchés atteint 12 920 millions, contre 13 671 mil-

lions en 1991. Cette diminution est en relation avec le ralentissement des décaissements sur prêts intervenu durant l'année (14 798 millions contre 15 316 millions en 1991).

Dans un environnement monétaire particulièrement agité durant le second semestre, la BEI s'est efforcée de répondre de façon appropriée aux demandes de décaissement par une présence active sur les marchés et en procédant à des opérations d'échanges d'un montant élevé (3 194 millions contre 1 334 millions en 1991).

La **collecte des ressources** s'établit ainsi, après échanges, à 12 974 millions,

principalement à taux fixe, à long et moyen terme (8 886 millions). Le montant des ressources à taux variable atteint 4 087 millions, soit le tiers du total.

La répartition de la **collecte par monnaie** fait apparaître un recul des monnaies communautaires, qui représentent toutefois 70 % du total après échanges ; l'écu demeure au premier rang des monnaies empruntées devant le Deutsche Mark et le dollar.

L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

Les taux d'intérêt dans les principaux pays de l'OCDE ont suivi des tendances différenciées. En dépit du fort relâchement, en 1992 comme en 1991, de la politique monétaire, l'économie américaine est demeurée atone durant la majeure partie de l'année. Les taux d'intérêt à court terme sont restés à un niveau historiquement bas. En revanche, les taux obligataires à long terme sont demeurés élevés, sous l'effet conjoint d'une forte demande de capitaux et des craintes d'une reprise de l'inflation. Durant le second semestre, une légère décrue des taux obligataires est toutefois apparue, les opérateurs estimant que les tensions

inflationnistes seraient contenues par la faiblesse de l'activité économique mondiale et la gravité du déficit fédéral américain.

Au Japon, malgré un relâchement progressif de la politique monétaire, le climat économique n'a cessé de se dégrader. Un repli des taux d'intérêt obligataire s'en est suivi.

Dans la Communauté européenne, les taux d'intérêt sont restés élevés. Les tensions apparues au sein du système monétaire européen traduisant les difficultés de plusieurs pays ont été amplifiées par le rejet danois du Traité de Maastricht et ont conduit à de fortes perturbations sur les marchés financiers. La convergence des taux d'intérêt à court et à long terme des années précédentes a fait place à un élargissement des différentiels de taux d'intérêt.

Dans cette situation, plusieurs pays scandinaves ont mis fin à la liaison entre leur monnaie et l'écu. L'Espagne et le

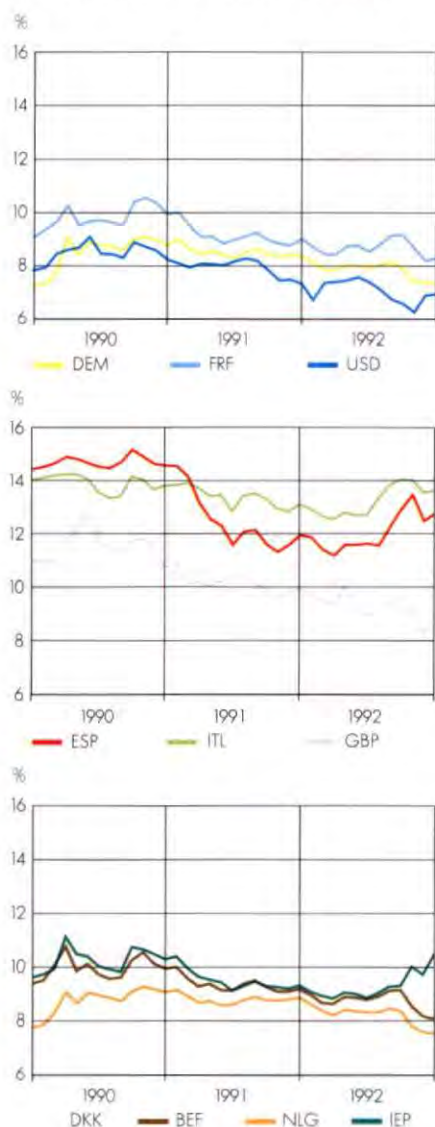
Portugal ont été contraints de dévaluer leur monnaie, tandis que le Royaume-Uni et l'Italie suspendaient leur participation au mécanisme de change du système monétaire européen.

Poursuivant la tendance enregistrée l'année précédente, le volume d'émissions obligataires sur les marchés internationaux et étrangers a continué de progresser. Le montant total des fonds levés par le biais d'émissions publiques d'obligations classiques et de notes à taux variables a augmenté de 12 % en 1992 pour atteindre 334 milliards de dollars.

Le faible niveau de taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis et l'attente d'une

Taux de rendement brut des obligations d'Etat à 10 ans

Pour faciliter les comparaisons, tous les rendements sont exprimés sur une base annuelle.



décru, à brève échéance, des taux d'intérêt en Europe ont entraîné une forte progression des émissions de notes à taux variables qui ont représenté 13 % des nouvelles émissions. Les turbulences sur le marché des changes ont entraîné un fort accroissement de la collecte de fonds par plusieurs pays soucieux de reconstituer leurs réserves de change.

La part des émissions d'entités résidentes dans la zone OCDE s'est accrue sensiblement bien que le retour des emprunteurs latino-américains et de certains pays d'Europe orientale se soit confirmé.

Prolongeant une tendance apparente depuis plusieurs années, la part de l'activité d'intermédiation bancaire internationale dans la collecte de fonds a encore diminué. Le montant total des facilités bancaires transnationales s'est toutefois stabilisé à 125 milliards de dollars. Cela résulte, à la fois, de la réticence des organismes bancaires, confrontés à des normes de solvabilité plus contraignantes, d'augmenter leurs crédits transnationaux et du désir des emprunteurs d'obtenir des conditions de financement plus avantageuses.

La répartition par monnaie de l'activité obligataire a connu de profonds changements en 1992. Suite à la libéralisation continue de nombreux marchés financiers, les émissions réalisées dans des monnaies auparavant moins utilisées, telles que l'écu, le franc français, la lire italienne, la peseta espagnole, ont continué de s'accroître significativement dans la première moitié de l'année. Par la suite, la crise monétaire a orienté les émetteurs vers les monnaies plus tra-

ditionnelles. Le dollar américain, le Deutsche Mark et le franc suisse ont été les principaux bénéficiaires de ce mouvement de recentrage.

Sur l'ensemble de 1992, le dollar américain a conforté sa prééminence sur le marché des émissions obligataires transnationales. Le total des fonds levés en dollar s'est accru de 40 % et sa part relative, qui avait eu tendance à s'effriter, a représenté environ 38 % du total du marché. Le montant des fonds collectés en yen japonais est demeuré stable et cette monnaie a maintenu son second rang avec une part relative du marché de 12 %.

La hiérarchie des monnaies européennes s'est profondément modifiée. L'écu dont l'utilisation avait augmenté très fortement dans les années précédentes a enregistré un recul de plus de 30 % sur l'ensemble de l'année. Le Deutsche Mark, au contraire, a enregistré un net regain d'intérêt et, avec une progression de près de 70 %, est devenu la troisième monnaie la plus utilisée dans les émissions transnationales, suivi par le franc français, la livre britannique et le franc suisse.

La tendance à émettre des obligations de taille plus importante (telles que les émissions «mondiales»), susceptibles de bénéficier d'une plus grande liquidité sur les marchés secondaires, a été confirmée en 1992. Toutefois, la crise du second semestre a freiné cette évolution sur certains marchés européens.

LES OPÉRATIONS D'EMPRUNT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

En 1992, la Banque, par suite d'une légère diminution des décaissements sur prêts, a réduit le montant de ses **appels aux marchés financiers** qui s'élève à 12 920 millions contre 13 671 millions l'année précédente. En raison des difficultés rencontrées sur certains marchés des capitaux, notamment pendant le dernier trimestre de 1992, la part des fonds empruntés sur les marchés communautaires a diminué d'une façon substantielle au profit des monnaies non communautaires.

Les emprunts à long et moyen terme ont constitué l'essentiel des fonds empruntés (12 808 millions contre 12 538 millions en 1991).

Afin de disposer de ressources adaptées à ses besoins, alors que l'accès à certains marchés de capitaux s'avérait dif-

ficile, la Banque a dû procéder à des échanges et le montant des **ressources collectées** en 1992, compte tenu des ajustements inhérents à ce genre d'opération, s'établit en 1992 à 12 974 millions contre 13 672 millions en 1991, soit une diminution de 5 %.

Ces ressources ont été en majeure partie collectées à **taux fixe** (8 886 millions). La collecte de ressources à **taux variable** a continué sa progression et représente un tiers du total contre un quart en 1991. Cette collecte s'est effectuée principalement par la conclusion d'échanges, de taux fixe contre du taux variable, et l'émission d'emprunts à taux variable; le recours au papier commercial (112 millions) n'a donné lieu qu'à une nouvelle tranche, émise en ITL.

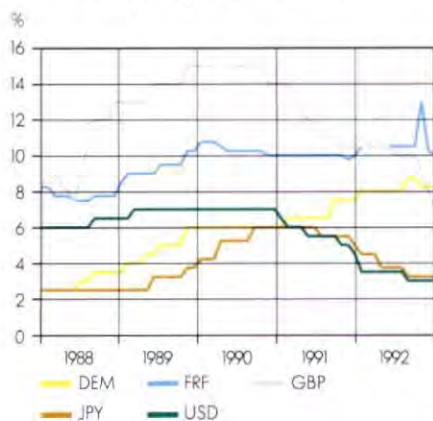
Les **échanges** de devises et/ou de taux d'intérêt ont représenté une part importante de l'activité de la Banque. Ces échanges poursuivent différents objectifs : obtenir des ressources à des conditions avantageuses, collecter des monnaies non disponibles sur les marchés des capitaux, offrir des émissions à taux fixe à partir d'emprunts à taux variable ou vice-versa et assurer la couverture des emprunts à taux fixe contre la volatilité des taux. L'ensemble de ces opérations d'échanges a représenté un montant total de 3 671 millions; toutefois, compte tenu des renversements des échanges utilisés à des fins de couverture, leur montant effectif s'élève à 3 194 millions.

Les besoins liés aux versements sur prêts représentent la majeure partie des échanges (2 781 millions). Ces échanges ont notamment permis de disposer de monnaies tels l'écu, le DEM, le GBP, l'ITL, l'ESP et l'USD à des conditions favorables. En particulier, après la modi-

fication du régime fiscal italien des euro-obligations émises par l'Etat et les entités assimilées dont la BEI, il a été nécessaire de saisir les opportunités du marché tendant à abaisser le coût des ressources. Dans un environnement marqué par la détérioration de la solidité financière d'un bon nombre d'institutions financières, la BEI, dans son activité d'échanges, ne s'est pas départie de sa politique rigoureuse, notamment dans le choix des contreparties.

Face à l'extrême volatilité des taux des marchés à long terme qui a prévalu en 1992, et particulièrement au dernier trimestre, la Banque a utilisé dans toute la mesure du possible ses **instruments de couverture** habituels: le contrat de détermination de taux d'intérêt différé et l'échange de taux fixe contre du taux variable avec possibilité de renversement. Ces opérations de couverture utilisées pour de nombreuses monnaies (ECU, DEM, FRF, GBP, ITL, NLG, ESP,

Taux d'intérêt officiel des principales monnaies



Evolution par rapport à l'écu d'un dollar et de 100 yen



Tableau 12: Ressources collectées

	Avant échanges		Échanges montant	Après échanges	
	Montant	%		Montant	%
1. OPÉRATIONS À LONG ET MOYEN TERME					
Emprunts à taux fixe	11 156,0	86,3	— 2 453,7	8 702,3	67,1
Communauté	6 701,5	51,9	— 739,5	5 961,9	46,0
FRF	1 461,0	11,3	— 72,2	1 388,7	10,7
DEM	1 436,5	11,1	— 183,4	1 253,2	9,7
ECU	1 130,0	8,7	—	1 130,0	8,7
GBP	953,3	7,4	— 254,0	699,3	5,4
ITL	798,3	6,2	— 129,7	668,6	5,2
ESP	463,5	3,6	— 100,3	363,3	2,8
BEF	237,9	1,8	—	237,9	1,8
NLG	86,6	0,7	—	86,6	0,7
PTE	85,2	0,7	—	85,2	0,7
LUF	49,3	0,4	—	49,3	0,4
Pays tiers	4 454,5	34,5	— 1 714,2	2 740,3	21,1
CHF	946,8	7,3	—	946,8	7,3
USD	1 233,6	9,5	— 309,6	924,0	7,1
JPY	1 228,3	9,5	— 358,9	869,4	6,7
CAD	716,9	5,5	— 716,9	—	—
AUD	194,7	1,5	— 194,7	—	—
SEK	134,2	1,0	— 134,2	—	—
Emprunts à taux variable	1 432,1	11,1	2 543,3	3 975,4	30,6
ECU	500,0	3,9	306,5	806,5	6,2
GBP	—	—	728,9	728,9	5,6
ITL	—	—	545,2	545,2	4,2
DEM	146,4	1,1	183,4	329,8	2,5
ESP	—	—	284,9	284,9	2,2
NLG	216,5	1,7	—	216,5	1,7
FRF	—	—	72,2	72,2	0,6
JPY	211,6	1,6	358,9	570,4	4,4
USD	357,7	2,8	63,4	421,1	3,2
Notes à moyen terme en USD	219,8	1,7	— 35,8	184,0	1,4
TOTAL	12 807,8	99,1	53,8	12 861,7	99,1
2. OPÉRATIONS A COURT TERME					
Papier commercial					
ITL	111,9	0,9	—	111,9	0,9
TOTAL (1+2)	12 919,7	100,0	53,8 ⁽¹⁾	12 973,6	100,0

(¹) Ajustements d'échange

Tableau 13: Évolution des ressources collectées

	(millions d'écus)				
	1988	1989	1990	1991	1992
Opérations à long et à moyen terme (après échanges)	7 413,6	8 764,9	9 804,3	12 539,7	12 861,7
Emprunts publics	5 772,0	7 791,3	8 217,7	11 614,9	12 103,4
Emprunts privés	1 274,9	973,6	1 230,3	575,5	535,9
Opérations interbancaires	311,2	—	—	—	—
Notes à moyen terme	55,5	—	356,3	349,3	222,3
Opérations à court terme	—	200,0	1 145,7	1 132,6	111,9
Papier commercial	—	200,0	1 145,7	1 132,6	111,9
Participation de tiers au financement des prêts	—	32,1	35,6	—	—
Total	7 666,1	9 034,5	10 995,6	13 672,3	12 973,6
dont certificats de dépôt	252,5	37,5	10,0	—	—

USD et JPY) ont permis de couvrir, selon les monnaies, entre 50 et 100 % du montant des ressources destinées aux décaissements sur prêts à taux fixe.

Grâce à l'utilisation de ces instruments de couverture, la BEI a pu dissocier, dans le temps et pour une grande partie des monnaies, la collecte des fonds des décaissements sur prêts; par ailleurs, elle a constitué dans sa trésorerie un portefeuille d'obligations pouvant être utilisé pour la création ultérieure de liquidités, disponibles pour les versements sur prêts. Ainsi, pendant l'ensemble de l'année 1992, la BEI a été en mesure de continuer à offrir aux promoteurs la plupart des devises qu'ils désiraient.

La baisse des taux à long terme qui a prévalu, notamment pour le BEF, le USD et le JPY, a incité la BEI à procéder à de nouveaux remboursements anticipés d'emprunts par la mise en jeu des clauses de remboursement anticipé, dont sont assortis certains de ses emprunts. Au total, 1 107 millions ont été recueillis

à cette fin, par l'émission de titres dans le cadre d'un programme de «Medium-Term Notes» en USD sur le marché américain et par la conclusion de nouveaux emprunts.

* * *

La collecte en monnaies communautaires s'est élevée à 9 058 millions. Elle s'est effectuée dans un climat difficile, en particulier pour les monnaies les plus attaquées lors de la tourmente monétaire du second semestre.

Jusqu'au rejet danois du Traité de Maastricht, l'écu a été fortement demandé par les investisseurs, qui espéraient en la convergence des monnaies européennes par rapport à l'écu. La Banque a pu placer facilement deux émissions importantes, l'une de 500 millions à taux variable, et l'autre de 400 millions à taux fixe, ainsi que, pour 180 millions, deux placements privés réservés aux investisseurs italiens.

Les possibilités ont ensuite été beaucoup plus réduites et, à part une émission à taux fixe de 300 millions portée ensuite à 550 millions, lancée juste après les ré-

sultats positifs du référendum irlandais sur le Traité de Maastricht, l'essentiel de la collecte s'est effectué par voie d'échanges à partir de devises non-communautaires. En effet, durant cette période, la BEI a été un des rares débiteurs en mesure de prendre des engagements futurs en écu. Malgré les difficultés croissantes du marché, elle n'a cessé d'être un intervenant actif, notamment en continuant d'émettre des titres à court terme par l'intermédiaire de ses programmes de papier commercial libellés en écus. Au total, en 1992, l'écu est resté, pour la quatrième année consécutive, la monnaie la plus collectée par la BEI (1 937 millions).

Bénéficiant d'un marché porteur tout au long de l'année, le **Deutsche Mark** a retrouvé sa position de seconde monnaie collectée, avec un montant de 1 583 millions empruntés, en majeure partie pendant le deuxième semestre. Les six premiers mois, le recours au marché fut donc relativement modeste, avec deux emprunts totalisant 393 millions. Par la suite, la reprise des décaisse-

ments, au moment où la Bundesbank libéralisait le marché international du Deutsche Mark, a permis une activité accrue des émissions. En particulier, deux emprunts d'un milliard DEM chacun ont été lancés. La taille de ces émissions visait à accroître les liquidités du marché et, ainsi, à améliorer les conditions des appels futurs de la Banque. Une fraction importante d'une de ces émissions à taux fixe a fait l'objet d'échange contre du taux variable.

Le total des fonds levés en **franc français** atteint 1 461 millions, provenant de cinq émissions réparties régulièrement sur toute l'année. Le marché le plus sollicité a été celui de l'eurofranc. En particulier, la Banque a été la première à rouvrir ce marché après les attaques contre le franc sur le marché des changes au dernier trimestre. Elle a par ailleurs continué sa politique de constitution de souches permettant d'accroître la liquidité des marchés, en adjoignant de nouvelles tranches fongibles à des émissions déjà existantes. En revanche, la BEI n'est venue qu'une seule fois sur le marché intérieur pour une émission de 2 milliards FRF (289 millions).

Le total des fonds collectés en **livre sterling** a atteint 1 428 millions. Quatre émissions sur le marché de l'eurosterling ont permis de lever 953 millions. Trois d'entre elles ont été lancées pendant le premier semestre, bénéficiant de l'amélioration de l'écart entre le rendement des obligations de la Banque et de celles du gouvernement britannique. Après la sortie de la GBP du Système Monétaire Européen, la diminution des taux qui a suivi a permis de réaliser une dernière

émission en eurosterling. Le complément des ressources en GBP a été obtenu, par des échanges, à partir du dollar australien et du dollar canadien.

La collecte en **lire italienne** s'est établie à 1 326 millions. Pendant les trois premiers trimestres, la BEI s'est orientée principalement vers le secteur de l'euro-lire, où elle a pu émettre deux emprunts de taille importante (500 milliards ITL chacun), totalisant 647 millions. La modification du régime fiscal des euro-obligations et les secousses monétaires ont temporairement limité les possibilités d'accès à ce marché. Néanmoins, la Banque est revenue sur le marché de l'euro-lire en fin d'année avec une opération de taille plus réduite. Elle a en outre augmenté son programme de papier commercial en liras. Le complément des ressources a été fourni, pour 416

millions, par l'échange de devises à partir d'émissions en dollars américain et canadien, et par un placement privé en début d'année sur le marché de l'eurolire.

La collecte en **peseta** a été freinée par les difficultés rencontrées par la Banque de venir sur le marché des capitaux réservé aux émetteurs étrangers (marché du «matador»). La totalité de l'activité qui a atteint 648 millions s'est effectuée pendant le premier semestre. Trois emprunts, de montants compris entre 15 et 25 milliards ESP, ont permis de récolter l'équivalent de 464 millions. Par la suite, la Banque a recouru aux échanges de devises pour se procurer les ressources nécessaires en ESP; soit à partir du USD, les fonds provenant d'euro-émissions ou de «Medium-Term Notes», soit du dollar canadien.

La collecte dans les pays du Benelux, sans grand changement par rapport à l'année précédente, a atteint 590 millions. Sur le marché **néerlandais**, deux emprunts ont été lancés, l'un à taux fixe et l'autre à taux variable, pour un montant total de 303 millions. Sur le marché **belge**, la Banque n'a procédé qu'à une émission publique d'un montant assez important, 238 millions (10 milliards BEF). Au **Luxembourg**, la Banque a lancé une émission publique de 49 millions, montant supérieur à celui des années précédentes.

Au Portugal, sur le marché des obligations étrangères libellées en **escudo** (marché du «navegador»), la BEI, tout en ne réalisant pas le chiffre de l'année précédente, a maintenu sa présence;

VERSEMENTS ET ENCOURS

Les versements effectués en 1992 au titre des prêts sur ressources propres atteignent 14 798 millions, dont 14 384 millions dans la Communauté et 414 millions hors Communauté.

L'encours total des prêts sur ressources propres et des garanties est passé de 72 713 millions au 31 décembre 1991 à 84 273 millions au 31 décembre 1992.

Les versements effectués en 1992 au titre des financements sur les ressources de la Communauté ou des Etats membres s'élèvent à 100 millions, dont 9 millions pour les prêts au titre du NIC et 91 millions pour les opérations dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans certains pays du bassin méditerranéen. L'encours des opérations de la section spéciale est passé de 6 338 millions à 5 414 millions fin 1992.

Tableau 14: Répartition par monnaie des ressources collectées

	ECU	DEM	FRF	GBP	ITL	ESP	NLG	BEF	PTE	LUF	USD	JPY	CHF	Total
(millions d'écus)														
1992														
montant	1 937	1 583	1 461	1 428	1 326	648	303	238	85	49	1 529	1 440	947	12 974
%	14,9	12,2	11,3	11,0	10,2	5,0	2,3	1,8	0,7	0,4	11,8	11,1	7,3	100,0
1991														
montant	2 500	1 198	1 378	1 837	1 466	813	369	166	250	24	2 262	627	782	13 672
%	18,3	8,8	10,1	13,4	10,7	5,9	2,7	1,2	1,8	0,2	16,5	4,6	5,7	100,0

une émission à taux fixe de 85 millions (15 milliards PTE) a été lancée au deuxième trimestre. Par la suite, là encore, les difficultés monétaires ont empêché une poursuite de la collecte.

En 1992, le **dollar américain** se tient au troisième rang dans la collecte de ressources ; une part importante des 1 811 millions empruntés a été utilisée dans des opérations d'échange. De ce fait, le montant utilisé pour les versements sur prêts et des remboursements d'emprunts par anticipation, s'est établi à 1 529 millions. Pendant le premier trimestre, la baisse des taux en dollar et une certaine stabilité de valeur par rapport aux monnaies européennes a entretenu une demande importante tant en taux fixe qu'en taux variable.

Deux émissions totalisant 775 millions ont ainsi été lancées sur le marché de l'eurodollar qui offraient, compte tenu de durées inférieures à 10 ans, de meilleures conditions que le marché intérieur (Yankee bond market). En fin d'année le dollar, qu'il s'agisse de l'international et, pour une moindre mesure, du marché américain, a servi de support aux opérations d'échanges. Une émission de 400 millions USD à taux variable

assortie d'un taux maximum et minimum (emprunt avec «collar») a été échangée contre de l'écu à taux variable; cette même émission a ensuite été augmentée par une tranche de 100 millions échangée contre des liras italiennes à taux variable. Il en fut de même d'une émission de 120 millions USD échangée contre des pesetas à taux variable. Par ailleurs, la BEI a tiré parti des conditions favorables que lui procuraient les marchés de la couronne suédoise et du dollar canadien pour se procurer du dollar US à taux variable par voie d'échange.

Sur le marché du **yen japonais**, relativement porteur et qui a enregistré une baisse substantielle des taux, la Banque a pu collecter 1 440 millions. Six emprunts ont été lancés sur le marché de l'euroyen. Ils ont été répartis sur toute l'année pour des montants relativement élevés entre 20 milliards et 60 milliards de yen, avec l'adjonction, lorsque cela était possible, de tranches fongibles qui ont permis la constitution d'émissions de référence pouvant se comparer, quant à la liquidité, aux emprunts globaux d'émetteurs importants. Une fraction importante de ces emprunts a été destinée au refinancement d'emprunts remboursés par anticipation.

La BEI a fortement accru sa collecte en **franc suisse**, la portant à 947 millions. Elle a ainsi pu répondre à une demande

importante des investisseurs pendant la deuxième partie de l'année, moment où les taux fixes se sont montrés attractifs. La presque totalité des fonds a été recueillie par quatre émissions publiques, pour des montants nominaux compris entre 200 et 500 millions CHF, et un placement privé pour 150 millions CHF.

Le marché du **dollar canadien** a apporté une contribution appréciable à la collecte. Trois émissions internationales pour un montant total de 717 millions ont permis à la Banque de se procurer des monnaies communautaires par voie d'échange.

Sur le marché intérieur des capitaux **australien**, la BEI a procédé à une émission de 195 millions (350 millions AUD) sur le programme mis en place en 1991. Le produit de cette collecte a fait l'objet d'un échange contre des livres sterling à taux variable.

Enfin, au début de l'année, la Banque a fait son entrée sur le marché de la **couronne suédoise** par une émission publique de 134 millions, échangée contre du dollar US à taux variable.



Les résultats de l'exercice

Afin de maintenir la comparabilité des chiffres avec ceux des années précédentes et d'en faciliter la compréhension, il s'est avéré opportun, dans la présentation des résultats de l'exercice, d'extraire des différents postes du compte de profits et pertes, ceux des résultats reflétant le mieux possible l'activité de la Banque.

Une dotation de 150 millions, en provenance du compte de profits et pertes, a été affectée à un fonds pour risques bancaires généraux.

En 1992, comme par le passé, les fonds propres demeurent les principales sources de revenus de la BEI. Le montant des intérêts et commissions sur prêts perçus en 1992 a atteint 6 596 millions contre

5 724 millions en 1991, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 5 780 millions, contre 5 020 millions en 1991. Les commissions de gestion d'un montant de 16 millions sont identiques à celles de 1991.

Les revenus au titre des intérêts et commissions sur placements passent de 496 millions en 1991 à 548 millions en 1992, en raison de l'augmentation du volume des capitaux engagés.

La différence entre les produits et les frais financiers se traduit par un résultat positif d'un million contre 36 millions en 1991.

Compte tenu des différences de change et après imputation de l'annuité d'amortissement sur frais d'émission et primes de remboursement (105 millions), des dépenses et charges administratives ainsi que des amortissements sur immeubles et matériel, le résultat prove-

nant des activités de la Banque s'élève à 1 175,3 millions. Après l'imputation de l'incidence des modifications des taux de conversion vis-à-vis de l'écu (— 56,2 millions), et de la dotation de 150 millions au fonds pour risques bancaires généraux, le résultat de l'exercice atteint 969,1 millions en 1992 contre 1 083 millions en 1991.

Le Conseil d'administration a décidé de recommander au Conseil des gouverneurs d'affecter à la réserve supplémentaire le résultat de l'exercice, soit 969,1 millions.

Le total du bilan a atteint 84 667 millions au 31 décembre 1992 contre 74 290 millions au 31 décembre 1991, soit une augmentation de plus de 14 %.

LE FONCTIONNEMENT DE LA BEI

ORGANES DE DÉCISION

(Situation au 1^{er} juin 1993)

Conseil des gouverneurs:

M. Bertie AHERN a assuré la présidence du Conseil des gouverneurs jusqu'à sa séance annuelle du 9 juin 1992, date à laquelle, selon le système de rotation annuelle, M. Guido CARLI, gouverneur pour l'Italie, lui a succédé.

M. Guido CARLI ayant été remplacé par M. Piero BARUCCI, en tant que gouverneur pour l'Italie, celui-ci lui a succédé dans les fonctions de Président du Conseil des gouverneurs à dater du 28 juin 1992.

Conseil d'administration:

Depuis la publication du dernier Rapport annuel, ont été nommés administrateurs Mme Ariane OBOLENSKY et M. Manuel PINHO en remplacement, respectivement, de M. Denis SAMUEL-LAJEUNESSE et de M. Manuel E. FRANÇA E SILVA, qui ont quitté le Conseil en juillet 1992.

Le Conseil d'administration remercie les collègues qui ont quitté leur fonction, de leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

Comité de direction:

Le Conseil des gouverneurs a nommé Sir Brian UNWIN Président de la Banque européenne d'investissement, avec effet au 1^{er} avril 1993. Sir Brian UNWIN qui, de 1983 à 1985, fut administrateur de la Banque, était Président de l'Office gouvernemental britannique des douanes et des accises. Il succède à M. Ernst-Günther BRÖDER, Président depuis 1984.

Le Conseil des gouverneurs a aussi nommé Vice-Président, à partir du 1^{er} avril 1993, M. Wolfgang ROTH, économiste, et porte-parole pour les questions de politique économique du groupe social-démocrate au Bundestag. Il remplace M. Roger LAVELLE, Vice-Président depuis 1989.

Le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration ont manifesté leurs sentiments de vive reconnaissance à M. Ernst-Günther BRÖDER et à M. Roger LAVELLE, respectivement Président et Vice-Président de la BEI.

Pour l'œuvre qu'ils ont accomplie au service de la Banque, le Conseil des gouverneurs a conféré à M. BRÖDER, le titre de Président honoraire et à M. LAVELLE celui de Vice-Président honoraire.

Comité de vérification:

Lors de sa séance annuelle, le Conseil des gouverneurs a procédé au renouvellement du mandat du membre du Comité de vérification dont le mandat s'achevait. M. Albert HANSEN a ainsi été re-

nommé membre du Comité de vérification pour les exercices 1992, 1993 et 1994. La présidence qui, jusqu'à la séance du Conseil des gouverneurs de juin 1992, fut assurée par M. Albert HANSEN, est passée, selon le système habituel de rotation annuelle, à M. João PINTO RIBEIRO jusqu'à l'approbation, à la séance annuelle de 1993, des comptes de fin d'année.

En 1992, le Comité a poursuivi son travail habituel de vérification des livres et comptes, avec l'appui des services de contrôle de la Banque, en particulier des analystes de l'Audit interne, et des réviseurs externes, Price Waterhouse. Dans le cadre de ses investigations, le Comité a visité des projets d'investissement financés dans plusieurs pays.

L'Accord tripartite de 1989 entre la Commission, la Cour des comptes et la Banque a été renouvelé en décembre 1992. Il concerne les aspects pratiques du contrôle des opérations bénéficiant de la garantie du budget communautaire ainsi que celles gérées par la Banque sur mandat de la Commission, représentant les Communautés européennes.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Structure organisationnelle

Les modifications intervenues dans la structure organisationnelle par la création de départements reflètent l'accroissement quantitatif et qualitatif des activités de financement en Allemagne et au Danemark ainsi qu'en Europe de l'Est, de même qu'en matière de gestion, l'importance du rôle joué par les technologies informatiques.

Personalia

Depuis la publication du dernier rapport annuel, des mouvements ont concerné :

— la *direction des Financements à l'extérieur de la Communauté*: M. Jacques SILVAIN, directeur est parti à la retraite; ses responsabilités ont été confiées à M. Thomas OURSIN, directeur du département ACP1 qui a été remplacé dans ses fonctions par M. Rex SPELLER, directeur du département ACP2. M. Jean-Louis BIANCARELLI, chef de la division France, Direction 2 des Financements dans la Communauté, a été nommé directeur du département ACP2 en remplacement de M. Rex SPELLER;

— la *direction de l'Administration générale*: M. MÜLLER-BORLE, responsa-

ble du Bureau de Représentation de Bruxelles, a été promu au rang de directeur de département.

Les nominations intervenues suite aux modifications dans l'organisation structurelle sont les suivantes dans :

— la *direction des Financements à l'extérieur de la Communauté*: M. Terence BROWN, chef de la division de l'Unité pays de l'Est, a été nommé directeur du département Europe de l'Est;

— la *direction 1 des Financements dans la Communauté*: M. Fridolin WEBER-KREBS, chef de la division Allemagne/Danemark, du département Allemagne/Danemark/Espagne, a été nommé directeur du département Allemagne/Danemark;

— la *direction de l'Administration générale*: M. Remy JACOB, chef de la division Administration du Personnel, département du Personnel, a été nommé directeur du département Technologie de l'Information.

En 1992, la Banque a été endeuillée par la disparition prématurée d'un membre de son personnel, Monsieur Roland FOUSS.

Effectifs

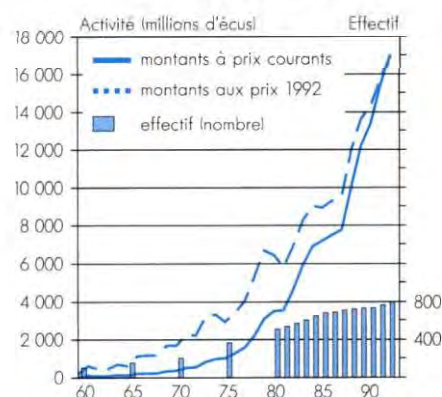
Au 31 décembre 1992, les effectifs regroupaient 785 personnes soit une augmentation de 4,5 % par rapport à la fin 1991. Sur les cinq dernières années, la croissance annuelle moyenne a été de 2,3 %. La part relative des cadres s'est progressivement accrue, passant de 50 % du personnel en 1988 à 54 % en 1992. La croissance du personnel a été concentrée sur les besoins des directions chargées de l'octroi et de la gestion des

prêts ainsi que de la collecte et de la gestion des ressources.

En effet, au cours des cinq dernières années, le rythme moyen annuel de croissance des financements a été de 14 % dans un contexte d'élargissement du champs géographique d'intervention et de diversification des politiques communautaires.

	Effectifs	Cadres	Secrétaires Techniciens
1988	710	357	353
1989	718	366	352
1990	724	368	356
1991	751	400	351
1992	785	424	361

Evolution des effectifs et de l'activité totale de la Banque





Politique du personnel

Les aménagements apportés au système de rémunération et d'avancement au mérite, introduit en 1988, et qui ont fait l'objet d'un examen approfondi et constructif de la part des Représentants du Personnel, permettent de considérer que le principe est entré dans la culture de la Banque.

La formation dispensée en 1992 s'élève à 5 900 journées, soit une moyenne de 7,5 jours par personne. L'effort a particulièrement porté sur la mise à jour et l'adaptation des connaissances techniques ainsi que sur les méthodes de management. Ce dernier type de formation a été concentré, en 1992, sur l'encadrement (chefs de division). Le nombre de jours de formation consacré aux langues et aux technologies informatiques représente les deux tiers du total et concerne l'ensemble du personnel.

La continuité des efforts dans le domaine de la formation se manifeste par l'octroi de moyens supplémentaires notamment en effectifs et expertise.

Le processus de sélection des nouveaux cadres se fait depuis 1992 dans le cadre de la concertation interdirectionnelle en vue d'une sélection de profils multidisciplinaires. Cette approche fournit un potentiel accru d'adaptation des ressource

ces humaines aux besoins et contribue au renforcement de la concertation interdirectionnelle.

Représentants du personnel

Le Collège des Représentants du Personnel est composé de 11 personnes dont 3 élues par l'ensemble du personnel et 8 par les différentes catégories du personnel. Il est habilité, dans le cadre d'une Convention passée avec l'administration à examiner toutes les questions concernant les intérêts du personnel.

QUESTIONS GÉNÉRALES

Siège de la Banque:

Au Conseil européen d'Edimbourg du 11 décembre 1992, les Représentants des gouvernements des Etats membres ont fixé les sièges définitifs des institutions existantes. La localisation de la BEI au Grand-Duché de Luxembourg a ainsi été confirmée.

Extension du bâtiment

Depuis 1980, la BEI occupe un bâtiment construit sur le plateau du Kirchberg à Luxembourg. Afin de répondre aux besoins prévisibles d'espaces, la décision de son extension a été prise. Les travaux de construction ont démarré en 1992. Le programme prévoit la mise à disposition des locaux supplémentaires pour la fin de l'année 1994.

Bourses BEI

Depuis 1978, la BEI accorde chaque année **trois bourses** à des étudiants de troisième cycle de l'Institut Universitaire Européen de Florence afin de stimuler la recherche sur les questions européennes.

Une **bourse d'études «Erling Jørgensen»**, créée en 1990 en mémoire de l'ancien Vice-Président de la BEI et administrée par les Instituts d'Economie et de Statistiques de l'Université de Copenhague, aide chaque année un(e) étudiante(e) à préparer une étude sur des aspects politiques et économiques communautaires

Prix BEI

Le Prix BEI, d'un montant de 12 000 écus, est attribué tous les deux ans afin d'encourager, dans les établissements universitaires des Etats membres de la Communauté, l'étude de l'investissement et de son financement sous ses divers aspects. La prochaine attribution aura lieu en 1993.

* * *

Le Conseil d'administration exprime ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance, la rigueur et la qualité du travail qu'il a accompli avec compétence et dévouement au cours de l'année et l'encourage à poursuivre dans cette voie.

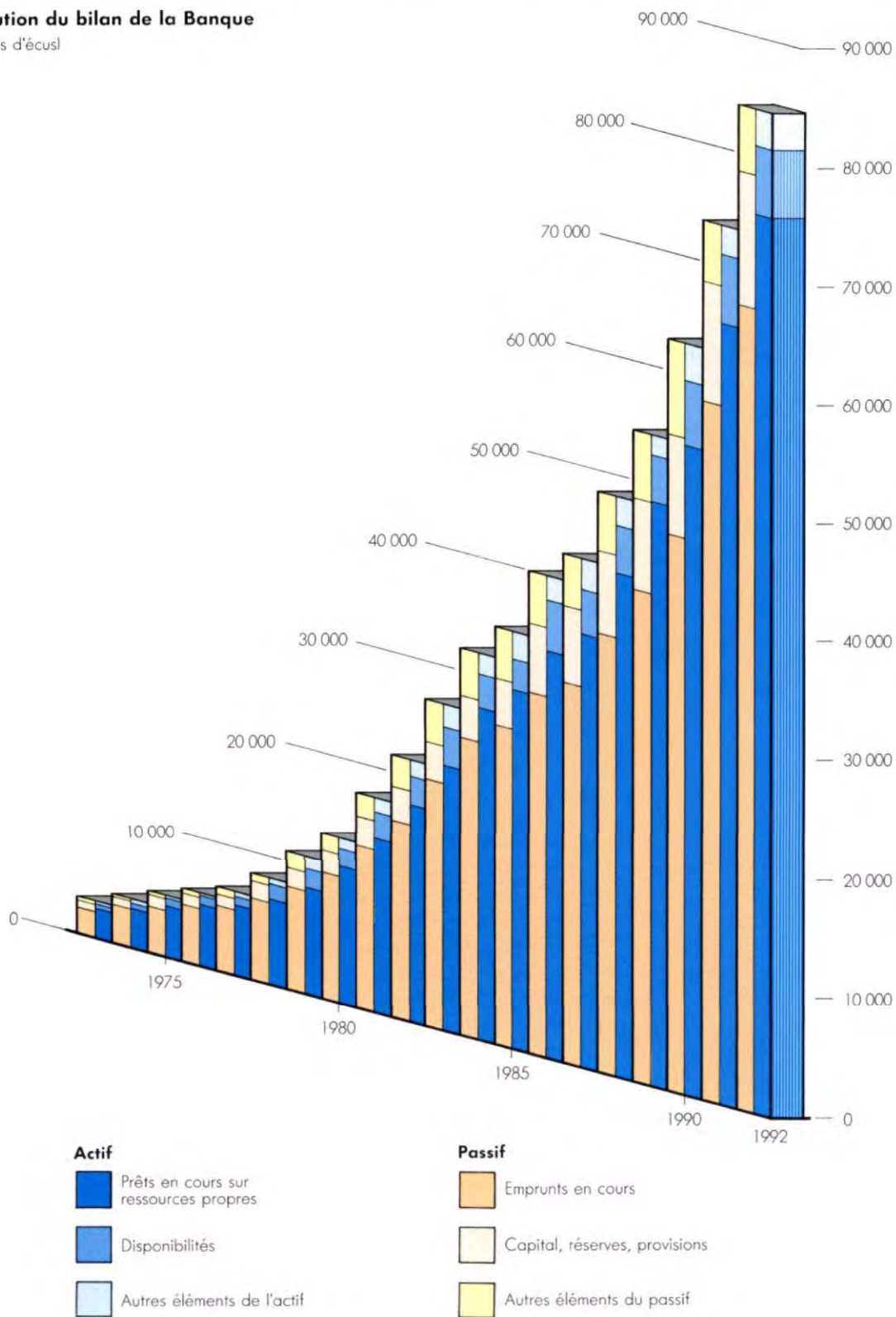
Luxembourg, le 23 mars 1993

Le Président
du Conseil d'administration
Ernst-Günther Bröder



Évolution du bilan de la Banque

(millions d'écus)



États financiers

Compte tenu de la détérioration continue de l'environnement financier, la Banque a estimé prudent de constituer, à partir du 31 décembre 1992, un fonds pour risques bancaires généraux, créé en conformité avec la directive du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers (art. 38) — voir note A point 7 sur les états financiers, page 78.

	Pages
Bilan	68
Situation de la section spéciale	70
Compte de profits et pertes	72
Annexes	73
Rapport de l'auditeur externe	82
Déclaration du Comité de vérification	83
 Activité de financement	
Liste des prêts dans la Communauté	84
Liste des financements à l'extérieur de la Communauté	94
 Tableaux statistiques	
Montants des contrats signés	
<i>Tableaux A et B</i>	97
Financements dans la Communauté	
<i>Tableaux C à L</i>	98
Financements à l'extérieur de la Communauté	
<i>Tableaux M à Q</i>	110
Ressources collectées	
<i>Tableaux R à T</i>	113
 Notes au lecteur	115

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1992

En écus, voir les notes sur les états financiers

<i>ACTIF</i>	<i>31. 12. 1992</i>	<i>31. 12. 1991</i>
1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	31 894 470	72 139 050
2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B)	405 641 824	584 582 489
3. Créances sur les établissements de crédit		
a) à vue	151 377 992	230 160 840
b) autres créances (Note C)	3 018 069 613	2 665 819 898
c) prêts: encours total ⁽¹⁾	32 467 485 044	27 715 581 211
moins partie non décaissée	<u>3 270 697 646</u>	<u>2 879 684 704</u>
	29 196 787 398	24 835 896 507
	32 366 235 003	27 731 877 245
4. Créances sur la clientèle		
prêts: encours total ⁽¹⁾	51 414 713 209	44 627 157 601
moins partie non décaissée	<u>4 898 512 139</u>	<u>3 748 624 562</u>
	46 516 201 070	40 878 533 039
5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Note B)		
a) des émetteurs publics	1 152 736 286	898 111 571
b) d'autres émetteurs	<u>345 129 998</u>	<u>679 630 753</u>
	1 497 866 284	1 577 742 324
6. Actions et autres titres à revenu variable (Note N)	36 000 000	18 000 000
7. Actifs incorporels		
frais d'émission et primes de remboursement à amortir	419 818 095	460 475 440
8. Actifs corporels (Note D)	40 698 530	37 626 019
9. Autres actifs		
a) créances sur les États membres pour ajustement du capital (Note E)	2 136 945	624 797
b) à recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME (Note F)	99 511 291	117 734 891
c) débiteurs divers (Note G)	<u>335 190 352</u>	<u>71 604 290</u>
	436 838 588	189 963 978
10. Capital souscrit, appelé mais non versé ⁽³⁾	664 437 500	828 875 000
11. Comptes de régularisation	2 251 050 800	1 910 879 819
	<u>84 666 682 164</u>	<u>74 290 694 403</u>

EN ANNEXE, ÉTATS RÉSUMÉS SUIVANTS:

⁽¹⁾ Prêts et garanties, page 74.

⁽²⁾ Dettes représentées par un titre, page 77.

⁽³⁾ Souscriptions au capital, page 77.

1. Dettes envers des établissements de crédit

a) à vue	7 455 422	—	
b) à terme ou à préavis (Note O)	<u>158 445 225</u>	<u>219 714 068</u>	219 714 068
		165 900 647	

2. Dettes représentées par un titre ⁽²⁾

a) bons et obligations en circulation	63 286 462 026	53 488 145 602	
b) autres	<u>4 497 057 937</u>	<u>5 404 480 400</u>	58 892 626 002
		67 783 519 963	

3. Autres passifs

a) dettes envers les États membres pour ajustement du capital (Note E)	5 105 351	3 806 371	
b) bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note F)	365 462 195	403 964 798	
c) créiteurs divers (Note G)	978 957 238	938 116 893	
d) divers (Note G)	<u>20 961 011</u>	<u>40 176 489</u>	1 386 064 551
		1 370 485 795	

4. Comptes de régularisation

fonds de pension du personnel (Note H)		3 005 306 473	2 597 808 716
--	--	----------------------	---------------

5. Provisions pour risques et charges

fonds de pension du personnel (Note H)		182 523 862	154 641 051
--	--	--------------------	-------------

6. Fonds pour risques bancaires généraux

(Note I)		150 000 000	—
--------------------	--	--------------------	---

7. Capital ⁽³⁾

souscrit	57 600 000 000	57 600 000 000	
non appelé	<u>— 53 279 061 724</u>	<u>— 53 279 061 724</u>	4 320 938 276
		4 320 938 276	

8. Réserves (Note M)

a) fonds de réserve	5 760 000 000	5 635 440 641	
b) réserve supplémentaire	<u>958 901 739</u>	<u>—</u>	5 635 440 641
		6 718 901 739	

9. Résultat de l'exercice

	969 105 409	1 083 461 098	
	<u>84 666 682 164</u>	<u>74 290 694 403</u>	

POSTES HORS BILAN

31. 12. 1992

31. 12. 1991

Garanties ⁽¹⁾

— au titre de prêts accordés par des tiers	287 465 625	244 804 996	
— au titre de participation des tiers au financement des prêts de la Banque	<u>103 834 432</u>	<u>125 765 279</u>	370 570 275
		391 300 057	

Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note Q)

	4 120 218 348	2 114 215 479
--	----------------------	---------------

Contrats d'échange (Note R)

— de devises	267 800 000	186 400 000	
— d'intérêt	<u>70 600 000</u>	<u>45 700 000</u>	232 100 000
		338 400 000	

Portefeuille-titres

— achats à terme	17 031 792	93 966 821	
— ventes à terme (Note S)	988 449 545	153 881 997	

SITUATION DE LA SECTION SPÉCIALE (1) AU 31 DÉCEMBRE 1992

En écus — voir les notes sur les états financiers

ACTIF

31. 12. 1992

31. 12. 1991

Pays de la Communauté

Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique

Prêts en cours

— versés (2)	1 336 307 924	1 558 849 764
------------------------	---------------	---------------

Sur ressources de la Communauté économique européenne (nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)

Prêts en cours

— à verser	61 033 724	94 926 971
— versés	2 384 923 215	3 128 791 824
Total (3)	2 445 956 939	3 223 718 795

Turquie

Sur ressources des États membres

Prêts en cours

— à verser	17 178 562	18 592 626
— versés	194 280 016	207 981 236
Total (4)	211 458 578	226 573 862

Pays du bassin méditerranéen

Sur ressources de la Communauté économique européenne

Prêts en cours

— à verser	1 852 441	6 550 804
— versés	283 769 730	285 772 856
	285 622 171	292 323 660

Opérations sur capitaux à risques

— montants à verser	20 756 760	23 099 707
— montants versés	31 419 766	22 723 114
Total (5)	52 176 526	45 822 821
	337 798 697	338 146 481

Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer

Sur ressources de la Communauté économique européenne

Conventions de Yaoundé I et II

Prêts versés	71 727 475	73 181 999
Contribution à la formation de capitaux à risques		
Montants versés	1 274 779	1 222 427
Total (6)	73 002 254	74 404 426

Conventions de Lomé I, II, III et IV

Opérations sur capitaux à risques

— montants à verser	378 700 860	338 669 590
— montants versés	630 529 654	577 235 317
Total (7)	1 009 230 514	915 904 907
Total général	5 413 754 906	6 337 598 235

Pour mémoire:

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CEE:

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III: au 31. 12. 1992: 1 250 415 521; au 31. 12. 1991: 1 107 352 302

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen: au 31. 12. 1992: 137 166 091; au 31. 12. 1991: 133 502 076

(1) La section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963; son but a été redéfini par décision du 4 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

(2) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977, (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 et (85/537/EURATOM) du 5 décembre 1985 à con-

currence d'un montant total de trois milliards en vue d'une contribution au financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique: 2 773 167 139

A ajouter: ajustements de change + 170 447 417

A déduire: remboursements — 1 607 306 632

1 336 307 924

Fonds en gestion fiduciaire*Sur mandat des Communautés européennes*

Communauté européenne de l'énergie atomique	1 336 307 924	1 558 849 764	
Communauté économique européenne :			
— Nouvel instrument communautaire	2 384 923 215	3 128 791 824	
— Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen	315 189 496	308 495 970	
— Conventions de Yaoundé I et II	73 002 254	74 404 426	
— Conventions de Lomé I, II, III et IV	630 529 654	577 235 317	
	4 739 952 543		5 647 777 301
<i>Sur mandat des États membres</i>	194 280 016		207 981 236
Total	4 934 232 559		5 855 758 537

Fonds à verser

Sur prêts nouvel instrument communautaire	61 033 724	94 926 971	
Sur prêts à la Turquie, protocole complémentaire	17 178 562	18 592 626	
Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen	22 609 201	29 650 511	
Sur opérations sur capitaux à risques Conventions de Lomé I, II, III et IV	378 700 860	338 669 590	
Total	479 522 347		481 839 698
Total général	5 413 754 906		6 337 598 235

(3) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982, (83/200/CEE) du 19 avril 1983 et (87/182/CEE) du 9 mars 1987 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne: 6 399 144 856

A ajouter: ajustements de change + 55 434 709
A déduire: annulations 187 976 280
remboursements 3 820 646 346 — 4 008 622 626
2 445 956 939

(4) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des États membres: 417 215 000

A ajouter: ajustements de change + 6 111 825
A déduire: annulations 215 000
remboursements 211 653 247 — 211 868 247
211 458 578

(5) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Machrek, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 000 accordés avant son adhésion à la CEE le 1^{er} janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne: 364 209 000

A déduire: annulations 6 939 157
remboursements 19 263 804
ajustements de change 207 342 — 26 410 303
337 798 697

(6) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les États africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts à conditions spéciales 139 483 056
— contributions à la formation de capitaux à risques 2 502 615 141 985 671
A ajouter:
— intérêts capitalisés 1 178 272
— ajustements de change 9 803 543 + 10 981 815
A déduire:
— annulations 1 573 610
— remboursements 78 391 622 — 79 965 232
73 002 254

(7) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts conditionnels et subordonnés 1 177 157 000
— prises de participation 16 516 855 1 193 673 855
A ajouter:
— intérêts capitalisés + 1 602 927
A déduire:
— annulations 89 161 580
— remboursements 90 281 688
— ajustements de change 6 603 000 — 186 046 268
1 009 230 514

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1992

En écus — voir les notes sur les états financiers

	31. 12. 1992	31. 12. 1991
1. Intérêts et produits assimilés (Note J)	7 163 685 217	6 221 537 252
2. Intérêts et charges assimilés	— 5 793 738 694	— 5 031 397 497
3. Commissions perçues (Note K)	15 938 655	16 119 506
4. Commissions versées	— 5 692 086	— 4 749 467
5. Résultat provenant d'opérations financières	14 016 664	60 450 325
6. Autres produits d'exploitation	179 582	198 627
7. Frais généraux administratifs (Note L)	— 106 510 146	— 94 242 745
a) frais de personnel	87 903 715	77 291 920
b) autres frais administratifs	18 606 431	16 950 825
8. Corrections de valeur	— 112 607 794	— 108 934 203
a) sur frais d'émission et sur primes de remboursement . . .	104 563 489	102 017 382
b) sur immeubles et sur achats nets installations et matériel (Note D)	8 044 305	6 916 821
9. Dotations au fonds pour risques bancaires généraux	— 150 000 000	—
10. Résultat provenant des activités ordinaires	1 025 271 398	1 058 981 798
11. Moins-value/Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts (Note A §1)	— 56 165 989	+ 24 479 300
12. Résultat de l'exercice (Note M)	<u>969 105 409</u>	<u>1 083 461 098</u>

ÉTAT DES VARIATIONS DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 1992

En écus — voir les notes sur les états financiers

31. 12. 1992

31. 12. 1991

A. Variations provenant des activités d'exploitation:

Résultat de l'exercice	969 105 409	1 083 461 098
Ajustements permettant de rapprocher le résultat de l'exercice des variations nettes provenant des activités d'exploitation:		
— Dotations au fonds pour risques bancaires généraux	150 000 000	—
— Amortissements	112 607 794	108 934 203
— Augmentation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	407 497 757	556 993 037
— Augmentation des intérêts et commissions à recevoir	— 340 170 981	— 336 519 115

Variations nettes (1)	1 299 039 979	1 412 869 223
--	----------------------	----------------------

B. Variations provenant des opérations d'investissement:

Prêts:

Versements nets	— 15 103 250 505	— 15 328 918 805
Remboursements	5 516 839 187	4 458 128 303
Ajustements de change	— 412 147 604	— 181 873 299

Portefeuille-titres:

Ventes	8 881 456 190	8 485 021 935
Achats	— 8 958 055 844	— 8 803 597 199
Variation nette de la provision pour dépréciation	— 1 611 195	— 42 937 806
Ajustements de change	— 1 942 217	— 1 060 794

Autres:

Variation nette des postes terrains, immeubles et installations	— 11 116 816	— 10 015 641
Autres variations d'actifs	1 273 596	18 750 026

Variations nettes (2)	— 10 088 555 208	— 11 406 503 280
--	-------------------------	-------------------------

C. Variations provenant des opérations de financement:

Dettes représentées par un titre

Emprunts à moyen et long terme:

Produits d'émissions	12 328 159 206	12 811 209 268
Remboursements	— 4 572 976 770	— 3 407 203 063
Ajustements de change	935 037 438	174 262 763
Augmentation nette des frais d'émission et primes de remboursement	— 63 906 144	— 91 602 216
Variation nette des échanges de devises	— 269 390 967	— 75 999 674

Emprunts à court terme:

Variation nette	— 278 996 224	1 128 062 736
---------------------------	---------------	---------------

Autres passifs

Capital versé par les États membres	164 437 500	164 437 500
Variation nette des dettes envers les établissements de crédit	— 53 813 421	— 513 468 026
Autres variations de passifs	33 546 816	— 36 009 677

Variations nettes (3)	8 222 097 434	10 153 689 611
--	----------------------	-----------------------

État de la Trésorerie

Disponibilités en début d'exercice	3 541 953 019	3 381 897 465
--	---------------	---------------

Variations nettes en provenance:

(1) des activités d'exploitation	1 299 039 979	1 412 869 223
(2) des opérations d'investissement	— 10 088 555 208	— 11 406 503 280
(3) des opérations de financement	8 222 097 434	10 153 689 611

Total des variations nettes	— 567 417 795	160 055 554
--	----------------------	--------------------

Disponibilités en fin d'exercice	2 974 535 224	3 541 953 019
---	----------------------	----------------------

Analyse des disponibilités

Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	31 894 470	72 139 050
Effets dont l'échéance à l'émission est de trois mois au plus	409 886 657	730 856 428
Créances sur les établissements de crédit:		
— comptes à vue	151 377 992	230 160 840
— comptes de dépôts à terme	2 381 376 105	2 508 796 701

2 974 535 224	3 541 953 019
----------------------	----------------------

ÉTAT RÉSUMÉ DES PRÊTS ET DES GARANTIES AU 31 DÉCEMBRE 1992

En écus — voir les notes sur les états financiers

1. Encours total des prêts (*)

Montant total des prêts accordés depuis l'origine, calculé sur la base des parités appliquées au jour de la signature 120 034 957 627

A ajouter:
ajustements de change + 1 049 156 891
121 084 114 518

(*) L'encours des prêts englobe aussi bien la partie décaissée des prêts accordés que celle restant à décaisser.

A déduire:

résiliations et annulations 1 459 378 438

remboursements en principal 35 638 703 395

participations attribuées à des tiers 103 834 432

— 37 201 916 265

Encours total des prêts **83 882 198 253**

2. Limite statutaire relative aux opérations de prêts et de garanties

En vertu de l'article 18 alinéa 5 des statuts, l'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne peut excéder 250 % du capital souscrit.

Au niveau du capital actuel, le plafond se situe à 144 milliards et se compare à l'encours total des prêts et des garanties de 84 273 498 310, qui se répartit comme suit:

— encours total des prêts 83 882 198 253

— encours total des garanties (postes hors bilan):

au titre de prêts accordés par des tiers 287 465 625

au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque 103 834 432

391 300 057

Encours total des prêts et des garanties **84 273 498 310**

3. Décomposition de l'encours total des prêts

Encours des prêts décaissés 29 196 787 398

Partie non décaissée 3 270 697 646

Encours total des prêts **32 467 485 044**

à des établissements de crédit comme intermédiaire	directement au bénéficiaire final	Prêts accordés
		Total

29 196 787 398 46 516 201 070 75 712 988 468

3 270 697 646 4 898 512 139 8 169 209 785

32 467 485 044 51 414 713 209 83 882 198 253

4. Ventilation de la partie non décaissée par type de taux d'intérêt

à taux d'intérêt et assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement 58 701 369

102 746 458

161 447 827

à taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser 391 603 500

955 925 473

1 347 528 973

à taux d'intérêt ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et assortiment de devises à décaisser 2 684 726 491

3 006 105 291

5 690 831 782

à taux d'intérêt variable 37 825 566

375 272 624

413 098 190

à taux d'intérêt révisable 97 840 720

458 462 293

556 303 013

Partie non décaissée **3 270 697 646**

4 898 512 139

8 169 209 785

5. Échéancier de l'encours des prêts décaissés

Période restant à courir jusqu'à l'échéance finale

Jusqu'à trois mois 466 475 188

634 078 998

1 100 554 186

Plus de trois mois à un an 2 566 193 317

3 322 783 661

5 888 976 978

Plus d'un an à cinq ans 14 872 839 341

18 863 553 624

33 736 392 965

Plus de cinq ans 11 291 279 552

23 695 784 787

34 987 064 339

Encours des prêts décaissés **29 196 787 398**

46 516 201 070

75 712 988 468

6. Ventilation de l'encours des prêts décaissés par monnaie de remboursement

Monnaies des États membres et l'écu 24 133 142 657

34 314 938 447

58 448 081 104

Autres monnaies 5 063 644 741

12 201 262 623

17 264 907 364

Encours des prêts décaissés **29 196 787 398**

46 516 201 070

75 712 988 468

7. Décomposition des prêts par pays de localisation des projets

Localisation des projets	Nombre	Encours total des prêts	Partie non décaissée	Encours des prêts décaissés	% en- cours total
7.1 Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (*)					
Allemagne	264	6 144 258 263	10 168 235	6 134 090 028	7,32
France	413	10 698 687 653	1 346 917 713	9 351 769 940	12,75
Italie	2 159	24 994 189 607	1 085 763 838	23 908 425 769	29,80
Royaume-Uni	370	9 670 708 002	1 345 666 903	8 325 041 099	11,53
Espagne	233	10 428 360 336	529 959 105	9 898 401 231	12,43
Belgique	44	1 019 287 351	198 185 324	821 102 027	1,22
Pays-Bas	37	1 308 709 703	130 803 391	1 177 906 312	1,56
Danemark	193	3 915 694 551	—	3 915 694 551	4,67
Grèce	197	2 521 150 327	283 478 465	2 237 671 862	3,01
Portugal	210	5 051 884 983	1 046 676 958	4 005 208 025	6,02
Irlande	220	2 657 735 176	70 577 280	2 587 157 896	3,17
Luxembourg	7	109 535 548	—	109 535 548	0,13
Prêts assimilés *	26	945 876 828	16 516 641	929 360 187	1,13
Total	4 373	79 466 078 328	6 064 713 853	73 401 364 475	94,74
7.2 Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté					
7.2.1 Pays du bassin méditerranéen					
Ex-Yougoslavie	20	630 071 265	195 235 000	434 836 265	
Egypte	19	396 335 357	184 099 000	212 236 357	
Algérie	13	355 081 336	219 094 000	135 987 336	
Maroc	13	334 491 610	151 000 000	183 491 610	
Tunisie	25	261 692 917	109 153 000	152 539 917	
Jordanie	22	106 963 730	40 663 500	66 300 230	
Syrie	5	73 577 023	20 400 000	53 177 023	
Chypre	5	47 602 431	8 571 500	39 030 931	
Malte	3	39 661 491	—	39 661 491	
Turquie	7	30 574 193	—	30 574 193	
Liban	3	6 437 848	—	6 437 848	
Sous-total	135	2 282 489 201	928 216 000	1 354 273 201	2,72
7.2.2 Pays d'Europe centrale et orientale					
Hongrie	7	307 344 698	250 900 000	56 444 698	
Pologne	6	295 260 482	207 055 140	88 205 342	
Bulgarie	2	115 000 000	115 000 000	—	
Ex-R. f. tchèque et slovaque	1	85 000 000	85 000 000	—	
Roumanie	1	25 101 667	23 000 000	2 101 667	
Sous-total	17	827 706 847	680 955 140	146 751 707	0,99
7.2.3 Pays ACP/PTOM					
Nigeria	8	310 939 955	205 109 458	105 830 497	
Zimbabwe	11	125 668 656	64 203 442	61 465 214	
Côte-d'Ivoire	14	118 064 716	24 373 452	93 691 264	
Kenya	12	116 109 827	23 069 300	93 040 527	
Trinité et Tobago	5	68 565 821	40 711 290	27 854 531	
Cameroun	8	65 411 445	—	65 411 445	
Îles Fidji	10	49 952 677	11 952 228	38 000 449	
Jamaïque	6	46 776 401	25 458 765	21 317 636	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6	41 164 281	2 880 000	38 284 281	
Ghana	4	40 822 703	20 000 000	20 822 703	
Botswana	9	34 809 977	2 500 000	32 309 977	
Île Maurice	7	30 233 493	2 000 000	28 233 493	
Sénégal	4	24 245 027	10 588 547	13 656 480	
Mauritanie	2	21 926 078	12 500 000	9 426 078	
Guinée	2	18 577 603	12 000 000	6 577 603	
Antilles néerlandaises	5	17 506 131	7 480 000	10 026 131	
Gabon	3	15 917 804	—	15 917 804	
Bahamas	2	15 651 819	—	15 651 819	
Régional — Afrique	1	14 000 000	14 000 000	—	
Malawi	6	11 771 639	70 310	11 701 329	
Barbade	5	11 002 133	4 121 000	6 881 133	
Zaire	1	10 686 603	—	10 686 603	
Polynésie française	3	10 046 000	—	10 046 000	
Zambie	1	9 720 309	—	9 720 309	
Swaziland	4	9 416 481	1 345 320	8 071 161	
Congo	3	7 534 841	—	7 534 841	
Îles Caïmans	3	6 204 189	1 225 709	4 978 480	
Afrique de l'Est	1	6 140 189	—	6 140 189	
Sainte-Lucie	2	5 995 931	—	5 995 931	
Niger	2	4 792 113	—	4 792 113	
Nouvelle-Calédonie	1	4 358 883	—	4 358 883	
Afrique de l'Ouest	2	4 258 272	—	4 258 272	
Afrique Centrale	1	3 704 423	1 580 000	2 124 423	
Aruba	2	3 300 000	3 300 000	—	
Îles Vierges britanniques	1	3 150 513	1 106 971	2 043 542	
Saint-Vincent	1	2 975 787	—	2 975 787	
Togo	1	2 929 676	—	2 929 676	
Falklands	1	2 500 000	2 500 000	—	
Tonga	1	2 010 089	1 109 000	901 089	
Belize	2	1 941 867	—	1 941 867	
Burkina Faso	1	1 700 124	—	1 700 124	
Seychelles	1	1 680 261	140 000	1 540 261	
Libéria	2	1 265 123	—	1 265 123	
Montserrat	1	494 017	—	494 017	
Sous-total	168	1 305 923 877	495 324 792	810 599 085	1,55
Total	320	4 416 119 925	2 104 495 932	2 311 623 993	5,26
Total général	4 693	83 882 198 253	8 169 209 785	75 712 988 468	100,00

(*) Les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des États membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des prêts dans la Communauté.

8. Ventilation des prêts selon les garanties principales dont ils sont assortis (a)

8.1 Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (b)

Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie	38 523 141 110 (c-d)	
Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci	3 768 353 875	
Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances)	24 665 603 247	(c)
Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'États membres ou d'institutions publiques dans la Communauté	2 063 951 069	(c)
Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles	258 131 580	
Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé	8 483 380 037	
Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés	1 703 517 410	
Sous-total	79 466 078 328	

8.2 Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté

8.2.1 Afrique, Caraïbes, Pacifique — Pays et territoires d'outre-mer

Prêts accordés aux États signataires des conventions de coopération ou bénéficiant de leur garantie:

Première Convention de Lomé	48 542 584
Deuxième Convention de Lomé	257 243 160
Troisième Convention de Lomé	591 585 875
Quatrième Convention de Lomé	298 366 851
	<u>1 195 738 470</u>

Prêts bénéficiant d'autres garanties:

Première Convention de Lomé	4 358 883
Deuxième Convention de Lomé	18 610 788
Troisième Convention de Lomé	37 585 365
Quatrième Convention de Lomé	49 630 371
	<u>110 185 407</u>
Total ACP/PTOM	1 305 923 877 (e)

8.2.2 Pays tiers du bassin méditerranéen bénéficiaires de la coopération financière avec la CEE

Protocoles financiers

Prêts accordés aux pays signataires desdits protocoles ou bénéficiant de leur garantie ou contre-garantie	2 185 489 201
---	---------------

Coopération horizontale

Prêts accordés aux pays bénéficiaires de ladite coopération ou bénéficiant de leur garantie	97 000 000
Total Méditerranée	2 282 489 201 (c)

8.2.3 Pays tiers d'Europe centrale et orientale (PECO)

Prêts accordés aux pays signataires des accords de coopération financière ou bénéficiant de leur garantie	827 706 847 (f)
Sous-total	<u>4 416 119 925</u>

Encours total des prêts **83 882 198 253**

(a) Pour une partie des prêts, il y a concours de plusieurs types de garanties ou de sûretés.

(b) Les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des États membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des prêts dans la Communauté.

(c) Le montant du cautionnement global donné par la CEE atteint ECU 3 734 088 393 au 31 décembre 1992 comparé à ECU 3 312 030 500 au 31 décembre 1991. Ce cautionnement est donné pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers dans les pays du bassin méditerranéen ainsi que d'engagements financiers en Grèce, en Espagne et au Portugal relatifs aux prêts accordés avant leur entrée dans la CEE, dont l'encours total s'élève à ECU 639 746 532 au 31 décembre 1992.

(d) L'encours total des prêts bénéficiant de la garantie de la CEE s'élève à ECU 5 466 091 au 31 décembre 1992.

(e) Les montants du cautionnement donné par les États membres pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers au titre des Conventions de Lomé, en ce qui concerne les ACP, et des décisions du Conseil y relatives, en ce qui concerne les PTOM, s'élèvent respectivement à:

- ECU 52 901 467 pour la première Convention;
- ECU 275 853 948 pour la deuxième Convention;
- ECU 485 895 800 pour la troisième Convention;
- ECU 261 000 000 pour la quatrième Convention.

(f) Les prêts accordés aux pays tiers d'Europe centrale et orientale (PECO) bénéficient de la garantie totale de la CEE.

ÉTAT RÉSUMÉ DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE AU 31 DÉCEMBRE 1992

En écus — voir les notes sur les états financiers

Paya- bles en	Encours au 31. 12. 1991	Encours au 31. 12. 1992	Taux moyen	Échéances	Emprunts			Échanges de monnaies			Montant net	
								Montants à payer (+) ou à recevoir (—)				
					31. 12. 1991	31. 12. 1992	Taux moyen	31. 12. 1991	31. 12. 1992	Taux moyen	Encours au 31. 12. 1991	Encours au 31. 12. 1992
ECU	9 269 862 502	10 472 732 820	9,32	1993/2004	458 276 406 +	764 789 816 +	9,47	9 728 138 908	11 237 522 636			
DEM	8 532 030 479	10 169 218 655	7,35	1993/2016	92 875 074 —	91 301 902 —	9,61	8 439 155 405	10 077 916 753			
FRF	5 447 796 673	6 784 552 734	9,59	1993/2003	439 264 031 +	458 076 212 +	9,00	5 887 060 704	7 242 628 946			
GBP	5 894 383 771	5 833 303 742	9,75	1993/2011	492 936 210 +	858 754 762 +	10,99	6 387 319 981	6 692 058 504			
ITL	4 698 392 243	4 657 631 981	11,96	1993/2004	—	366 461 156 +	16,04	4 698 392 243	5 024 093 137			
BEF	2 067 759 261	2 170 817 394	8,86	1993/2002	—	—	—	2 067 759 261	2 170 817 394			
NLG	4 019 196 018	4 018 749 894	7,86	1993/2009	—	—	—	4 019 196 018	4 018 749 894			
DKK	72 892 824	76 305 746	11,34	1994/1997	—	—	—	72 892 824	76 305 746			
IEP	97 868 809	100 920 801	9,30	1993/1996	—	—	—	97 868 809	100 920 801			
LUF	420 116 001	431 449 535	8,13	1993/1998	—	—	—	420 116 001	431 449 535			
ESP	2 218 295 956	2 416 632 768	11,93	1993/2002	76 577 105 +	255 957 163 +	13,99	2 294 873 061	2 672 589 931			
PTE	486 419 177	576 620 162	13,46	1993/1999	—	—	—	486 419 177	576 620 162			
USD	6 921 392 523	8 709 946 587	8,05	1993/2008	284 630 120 —	642 952 964 —	6,62	6 636 762 403	8 066 993 623			
CHF	3 234 382 135	3 901 960 784	6,06	1993/2004	320 857 380 +	330 786 639 +	7,37	3 555 239 515	4 232 747 423			
JPY	4 721 994 760	5 599 232 093	5,65	1993/2008	692 334 780 —	767 906 792 —	6,33	4 029 659 980	4 831 325 301			
ATS	76 795 264	79 951 738	6,86	1995/1996	—	—	—	76 795 264	79 951 738			
CAD	479 113 736	1 232 397 805	9,04	1995/2002	479 113 736 —	1 232 397 805 —	9,04	—	—			
AUD	226 828 093	426 252 614	9,08	1999/2001	226 828 093 —	426 252 614 —	9,08	—	—			
SEK	—	116 973 293	10,00	1999/1999	—	116 973 293 —	10,00	—	—			
Total	58 885 520 225	67 775 651 146										
Prime	7 105 777	7 868 817										
Total	58 892 626 002	67 783 519 963										

Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts.

	Bons et obligations	Autres	Total
Échéances: Jusqu'à trois mois	3 742 220 121	184 102 387	3 926 322 508
Plus de trois mois à un an	3 316 997 269	424 409 602	3 741 406 871
Plus d'un an à cinq ans	24 107 092 702	1 922 812 195	26 029 904 897
Plus de cinq ans	32 120 151 934	1 965 733 753	34 085 885 687
Total	63 286 462 026	4 497 057 937	67 783 519 963

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 1992

En écus — voir les notes sur les états financiers

Pays membres	Capital souscrit ⁽¹⁾	Capital non appelé ⁽²⁾	Capital libéré		
			versé au 31. 12. 1992	à verser ⁽²⁾	Total
Allemagne	11 017 450 000	10 189 970 950	702 357 400	125 121 650	827 479 050
France	11 017 450 000	10 189 970 950	702 357 400	125 121 650	827 479 050
Italie	11 017 450 000	10 189 970 950	694 482 400	132 996 650	827 479 050
Royaume-Uni	11 017 450 000	10 189 970 950	702 357 400	125 121 650	827 479 050
Espagne	4 049 856 000	3 747 237 310	255 902 090	46 716 600	302 618 690
Belgique	3 053 960 000	2 825 758 011	192 973 420	35 228 569	228 201 989
Pays-Bas	3 053 960 000	2 825 758 011	192 973 420	35 228 569	228 201 989
Danemark	1 546 308 000	1 430 762 746	97 708 016	17 837 238	115 545 254
Grèce	828 380 000	766 479 995	52 344 331	9 555 674	61 900 005
Portugal	533 844 000	493 953 399	33 732 514	6 158 087	39 890 601
Irlande	386 576 000	357 689 755	24 426 952	4 459 293	28 886 245
Luxembourg	77 316 000	71 538 697	4 885 433	891 870	5 777 303
Total	57 600 000 000	53 279 061 724	3 656 500 776	664 437 500	4 320 938 276

⁽¹⁾ Par décision du Conseil des gouverneurs du 11 juin 1990, le capital souscrit de la Banque a été porté à partir du 1^{er} janvier 1991 de 28 800 000 000 écus à 57 600 000 000. Ce doublement résulte à la fois de l'incorporation en tant que capital souscrit et libéré d'un montant de 1 225 000 000 par transfert de la réserve supplémentaire, et de l'augmentation de la contribution des États membres pour un montant de 27 575 000 000 écus libéré à concurrence de 1,81323663 %.

⁽²⁾ Dans le cadre de l'augmentation décidée le 11 juin 1990, les États membres verseront en ECU ou dans leur monnaie nationale, à eux tous 500 000 000 écus, en dix montants semestriels égaux commençant le 30 avril 1994 et s'achevant le 31 octobre 1998. Pour la partie restant encore à verser au titre de l'augmentation décidée le 11 juin 1985, les États membres verseront le montant de 164 437 500 écus en deux tranches égales de 82 218 750 le 30 avril 1993 et le 31 octobre 1993.

⁽³⁾ Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 1992 — en écus

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

1. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie, comme unité de mesure des comptes de capital des États membres et pour la présentation de ses états financiers, l'écu utilisé par les Communautés européennes.

La valeur de l'écu est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des États membres:

DEM	0,6242	NLG	0,2198	IEP	0,008552
GBP	0,08784	BEF	3,301	GRD	1,440
FRF	1,332	LUF	0,13	ESP	6,885
ITL	151,8	DKK	0,1976	PTE	1,393

Les taux de conversion entre les monnaies des États membres et l'écu, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journalièrement dans le Journal officiel des Communautés européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses États membres et l'écu que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1992 et au 31 décembre 1991:

1 écu =	31. 12. 1992	31. 12. 1991
Deutsche Mark	1,95560	2,03553
Francs français	6,66782	6,95338
Livre Sterling	0,798221	0,716117
Lires italiennes	1 787,42	1 542,40
Pesetas espagnoles	138,648	129,668
Francs belges	40,1777	41,9308
Florins néerlandais	2,19669	2,29352
Couronnes danoises	7,57479	7,92945
Drachmes	260,198	235,065
Escudos portugais	177,760	179,886
Livre irlandaise	0,743157	0,766332
Francs luxembourgeois	40,1777	41,9308
Dollar des États-Unis	1,21090	1,34093
Francs suisses	1,76307	1,81763
Livres libanaises	2 225,10	1 179,35
Yen japonais	151,060	167,549
Schillings autrichiens	13,7583	14,3238
Dollar Canadien	1,53603	1,55078
Dollar australien	1,75952	1,76345
Francs CFA	333,391	347,669
Couronne suédoise	8,54896	7,45020

Les actifs et passifs de la Banque sont convertis en écus. Les profits ou pertes résultant de la conversion sont crédités ou débités au compte de profits et pertes.

Sont exclus de la base d'évaluation de cette conversion, les avoirs correspondant à la quote-part de capital versé par les États membres dans leur monnaie nationale, qui fait l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des statuts.

2. Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe

Les bons de trésor nationaux, les bons de caisse et les obligations sont couramment évalués à leur valeur d'achat, au nominal si cette valeur d'achat est supérieure à la valeur nominale du titre ou encore à la valeur boursière chaque fois que cette dernière valeur est inférieure à la valeur d'achat.

3. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leurs montants décaissés nets.

4. Actifs corporels

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée des immeubles de Luxembourg-Kirchberg et de Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé respectivement sur une période de 30 et de 25 années. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

5. Actifs incorporels

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

6. Fonds de pension

La Banque a constitué un fonds de pension pour son personnel. Toutes les contributions versées par la Banque et par son personnel sont investies dans les actifs de la Banque. Une évaluation actuarielle est effectuée sur une base triennale.

7. Fonds pour risques bancaires généraux

Ce poste comprend les montants que la Banque décide d'affecter à la couverture des risques sur opérations de prêts, eu égard aux risques particuliers inhérents à ces opérations représentant l'activité principale de la Banque.

La dotation à cette provision apparaît de manière distincte dans le compte de profits et pertes sous la rubrique «Dotations au fonds pour risques bancaires généraux».

8. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

9. Opérations d'échange de taux d'intérêt ou de monnaies (swaps)

La BEI conclut des opérations d'échange de monnaies de sorte que le produit d'un emprunt en une monnaie donnée puisse être converti en une autre monnaie. Elle effectue simultanément une opération de change à terme afin d'obtenir les montants nécessaires au service financier de l'emprunt dans la monnaie d'origine. La BEI conclut également des opérations d'échange de taux d'intérêt. Ces opérations ont pour effet de remplacer une obligation à taux fixe par une obligation à taux variable libellée dans une même monnaie, ou inversement.

10. Opérations sur instruments financiers à terme

Utilisées exclusivement à la Banque comme instrument de protection du prix des obligations qu'elle détient, les opérations fermes sur marchés organisés non dénouées à la date de clôture des comptes, sont réévaluées à ladite date. De la sorte, par dérogation au principe de l'évaluation du portefeuille, la partie concernée par cette couverture se trouve valorisée à sa valeur boursière. Les résultats sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes de manière symétrique à l'élément couvert.

Note B —

	Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales		Obligations et autres titres à revenu fixe	
	31. 12. 1992	31. 12. 1991	31. 12. 1992	31. 12. 1991
La répartition selon les échéances est la suivante:				
jusqu'à trois mois	148 218 957	236 915 780	322 649 209	569 800 898
plus de trois mois à un an	34 073 840	21 410 451	44 610 696	89 106 784
plus d'un an à cinq ans	91 400 962	157 929 945	428 136 416	434 967 418
plus de cinq ans	131 948 065	168 326 313	702 469 963	483 867 224
	<u>405 641 824</u>	<u>584 582 489</u>	<u>1 497 866 284</u>	<u>1 577 742 324</u>
Valeur boursière:	407 698 152	585 923 611	1 503 459 499	1 582 717 137

Note C — Créances sur les établissements de crédit (autres créances):

	31. 12. 1992	31. 12. 1991	Dépôts à terme	
Produits d'emprunts à recevoir			La répartition, selon les échéances, est la suivante:	
			jusqu'à trois mois	2 358 547 158 2 462 953 465
La répartition, selon les échéances, est la suivante:			plus de trois mois à un an	20 084 538 45 835 572
jusqu'à trois mois	636 693 508	—	plus d'un an à cinq ans	2 744 409 7 664
plus de trois mois à un an	—	157 023 197		2 381 376 105 2 508 796 701
	<u>636 693 508</u>	<u>157 023 197</u>		<u>3 018 069 613</u> <u>2 665 819 898</u>

Note D — Actifs corporels

	Terrain	Immeuble Kirchberg	Immeuble Lisbonne	Installations et matériel	Total
Valeur d'acquisition nette en début d'année	3 265 713	34 095 800	264 506	—	37 626 019
Acquisitions durant l'année	12 030	4 741 481	—	6 363 305	11 116 816
Amortissements durant l'année	—	1 667 000	14 000	6 363 305	8 044 305
Valeur nette comptable 1992	<u>3 277 743</u>	<u>37 170 281</u>	<u>250 506</u>	<u>—</u>	<u>40 698 530</u>

Note E — Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A conduit à un ajustement des montants versés par les États membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

	31. 12. 1992	31. 12. 1991
Créances sur:		
l'Italie	1 954 065	—
l'Espagne	40 386	246 687
la Grèce	142 494	353 467
l'Irlande	—	24 643
	<u>2 136 945</u>	<u>624 797</u>

Dettes envers:

l'Allemagne	3 577 177	2 382 092
l'Italie	—	248 682
la Belgique	200 206	479 124
les Pays-Bas	1 327 968	696 473
	<u>5 105 351</u>	<u>3 806 371</u>

Conformément à la décision du Conseil des gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année dans la mesure où la différence entre le taux de conversion comptable et le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement excédera 1,5 %. Lorsque la différence est inférieure à 1,5 % vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêts.

Note F — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) Une partie des montants reçus dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contrepartie à l'actif dans le poste 9 b. «A recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME».

b) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance» (poste 3 b.) au passif comprennent:

— les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de la Communauté au titre des conventions signées avec les États ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen, ainsi que les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque dans la Commu-

nauté, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979;

— les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CEE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

Note G — Comptes divers

Débiteurs divers:	31. 12. 1992	31. 12. 1991
les prêts à la construction et avances accordés au personnel	50 463 021	44 546 767
autres	36 579 125	27 057 523
opérations d'échange de monnaies	248 148 206	—
	<u>335 190 352</u>	<u>71 604 290</u>

Créditeurs divers:
les comptes de la Communauté économique européenne:

— pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser	822 991 570	839 854 889
— les comptes de dépôts	39 710 979	47 845 230
autres	116 254 689	50 416 774
	<u>978 957 238</u>	<u>938 116 893</u>
Divers au passif:		
opérations d'échange de monnaies	—	21 242 761
autres	20 961 011	18 933 728
	<u>20 961 011</u>	<u>40 176 489</u>

Note H — Provisions pour risques et charges (fonds de pension du personnel)

Le solde qui figure dans le bilan au 31 décembre 1992 de 182 523 862 (31. 12. 1991: 154 641 051) reflète le résultat de l'évaluation actuarielle des droits acquis suivant le règlement du Fonds de pension augmenté des contributions salariales et patronales, des rémunérations et diminué des retraits interve-

nus depuis cette évaluation.

Les charges du régime de pension du personnel supportées par la Banque, y compris les intérêts pour l'année 1992, s'élèvent à 23 404 194 contre 20 017 142 pour l'année 1991.

Note I — Fonds pour risques bancaires généraux

La Banque a affecté 150 000 000 à la couverture des risques sur opérations de prêts, eu égard aux risques particuliers inhé-

rents à ces opérations représentant l'activité principale de la Banque.

Note J — Ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés (poste 1 du compte de profits et pertes):

	31. 12. 1992	31. 12. 1991		230 501 349	206 130 793
Allemagne	438 348 590	321 408 613	Autres pays	6 595 797 829	5 723 835 584
France	897 409 282	787 678 692			
Italie	2 198 269 677	2 055 497 115	Résultats non ventilés (1)	567 887 388	497 701 668
Royaume-Uni	771 545 603	709 486 003		<u>7 163 685 217</u>	<u>6 221 537 252</u>
Espagne	813 459 957	601 140 524			
Belgique	67 386 141	53 799 131	(1) Résultats non ventilés:		
Pays-Bas	96 035 319	72 977 048	Intérêts et commissions sur placements	548 291 013	496 349 619
Danemark	316 380 498	250 678 477			
Grèce	190 273 755	182 251 984	Autres produits du portefeuille-titres	19 596 375	1 352 049
Portugal	347 553 686	269 646 273		<u>567 887 388</u>	<u>497 701 668</u>
Irlande	218 179 799	209 047 431			
Luxembourg	10 454 173	4 093 500			
	<u>6 365 296 480</u>	<u>5 517 704 791</u>			

Note K — **Ventilation par marché géographique des commissions perçues** (poste 3 du compte de profits et pertes)

	31. 12. 1992	31. 12. 1991			
Allemagne	38 020	40 658	Grèce	234 237	261 161
France	952 553	1 173 341	Portugal	26 684	30 558
Italie	1 481 044	1 958 110	Irlande	291 258	323 471
Royaume-Uni	276 547	304 017	Luxembourg	—	—
Espagne	90 163	115 836		3 878 684	4 760 530
Belgique	58 833	109 772	Institutions communau-		
Pays-Bas	3 070	2 334	taires	12 059 971	11 358 976
Danemark	426 275	441 272		15 938 655	16 119 506

Note L — **Dépenses et charges administratives**

	31. 12. 1992	31. 12. 1991	Frais généraux et charges administratives	18 606 431	16 950 825
Frais du personnel				106 510 146	94 242 745
Traitements et émoluments	67 785 427	59 523 784			
Dépenses sociales	13 796 015	12 098 999			
Autres frais du personnel	6 322 273	5 669 137			
	87 903 715	77 291 920	L'effectif du personnel employé par la Banque était de 785 au 31 décembre 1992 (751 au 31 décembre 1991).		

Note M — **Réserves et affectation du résultat de l'exercice**

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 9 juin 1992 d'affecter le solde du compte de résultat, soit 1 083 461 098, de la façon suivante:

- 124 559 359 au fonds de réserve, qui atteint ainsi 10 % du capital souscrit;
- le solde de 958 901 739 à la réserve supplémentaire.

État des mouvements des comptes de réserves au 31 décembre 1992

	Situation des comptes au 31. 12. 1991	Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1991	Situation des comptes au 31. 12. 1992
Fonds de réserve	5 635 440 641	+ 124 559 359	5 760 000 000
Réserve supplémentaire	—	+ 958 901 739	958 901 739
	5 635 440 641	+ 1 083 461 098	6 718 901 739

Le Comité de direction a décidé de proposer au Conseil d'administration de recommander au Conseil des gouverneurs d'affecter le résultat de l'exercice, obtenu après dotation au

fonds pour risques bancaires généraux de 150 millions d'écus, soit 969 105 409 à la réserve supplémentaire.

Note N — **Actions et autres titres à revenu variable**

Ce poste d'un montant de 36 000 000 représente les deux premières des cinq tranches annuelles égales, soit 90 000 000

au total, à libérer par la Banque au titre de sa souscription (300 000 000) au capital de la BERD.

Note O — **Dettes envers des établissements de crédits (à terme ou à préavis)**

	31. 12. 1992	31. 12. 1991
La répartition selon les échéances est la suivante:		
— jusqu'à trois mois	5 039 621	72 332 305
— plus de trois mois à un an	153 405 604	—
— plus d'un an à cinq ans	—	147 381 763
	158 445 225	219 714 068

Note P — **Montant global des éléments d'actif et de passif libellés en monnaies étrangères, convertis en écus**

		Actif		Passif
	31. 12. 1992	31. 12. 1991		31. 12. 1991
	69 307 984 493	60 191 097 962		61 803 259 174
				53 442 907 785

Note Q — **Dépôts spéciaux pour service d'emprunts**

Ce poste représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note R — **L'estimation du risque associé aux transactions sur contrats d'échange à terme** est faite conformément à la

directive du Conseil 89/647/CEE du 18 décembre 1989 relative au ratio de solvabilité des établissements de crédit.

Note S — **Relevé des opérations à terme non encore dénouées au 31 décembre 1992**

Le montant de 988 449 545 comprend un total de 869 991 291 qui représente les ventes que la Banque a effectuées sur le Matif (4 000 contrats sur l'ECU et 3 599 sur le FRF) et sur le

LIFFE (800 contrats sur le DEM et 1 562 sur le GBP) en vue de couvrir son portefeuille-titres en ECU, FRF, DEM et GBP contre les fluctuations de taux d'intérêt.

RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE

Monsieur le Président
Banque européenne d'investissement
Luxembourg

Nous avons vérifié les états financiers ci-annexés de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1992 et 1991 conformément aux normes internationales de révision.

À notre avis, ces états financiers, qui ont été établis selon les normes comptables internationales appliquées sur une base constante, donnent une image fidèle et régulière de la situation financière de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1992 et 1991, des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière des exercices 1992 et 1991. Les principes comptables essentiels utilisés dans la préparation de ces états financiers sont expliqués à la note A sur les états financiers.

Luxembourg, le 5 février 1993

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants:

Bilan
Situation de la section spéciale
Compte de profits et pertes
État des variations de trésorerie
État résumé des prêts et des garanties
État résumé des dettes représentées par un titre
État des souscriptions au capital
Notes sur les états financiers

PRICE WATERHOUSE

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification est composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs de la Banque pour une période de trois ans. Chaque année un membre du Comité voit son mandat renouvelé ou est remplacé. La présidence du Comité est exercée pour un an par le membre dont le mandat prend fin au cours de l'exercice. Le Comité s'assure que les opérations de la Banque ont été réalisées dans le respect des procédures prescrites par les statuts; il vérifie la régularité des opérations et des livres et confirme que le bilan et les états financiers reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Pour s'acquitter de cette tâche, le Comité de vérification se fonde sur les travaux continus de la division de l'Audit interne de la Banque et d'un cabinet international d'audit externe ainsi que sur les activités de contrôle des départements de la Banque.

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le rapport annuel et les comptes de fin d'exercice, entend la déclaration ci-après :

Déclaration du Comité de vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,
- ayant pris connaissance des rapports établis par Price Waterhouse, en date du 5 février 1993,

vu le rapport annuel 1992, le bilan de la Banque et la situation de la Section spéciale au 31 décembre 1992 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 23 mars 1993,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente:

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1992 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan, le compte de profits et pertes et la situation de la Section spéciale sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 4 mai 1993

Le Comité de vérification

J. PINTO RIBEIRO

C. THANOPOULOS

A. HANSEN

LISTE DES PROJETS FINANCÉS DANS LA COMMUNAUTÉ EN 1992 (1)

Le montant total des prêts pour des investissements dans la Communauté s'élève à 16 140 millions. Ces opérations, toutes financées sur ressources propres, relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan.

La BEI coopère étroitement avec un nombre croissant d'institutions financières et de banques commerciales. Elle conclut avec celles-ci des prêts globaux. Elle accorde, également, certains prêts individuels par l'intermédiaire d'instituts et de banques dont le relevé figure, pour chaque pays, en début de liste.

Les objectifs de politique communautaire auxquels répondent les prêts individuels figurent en marge. Sauf indication spécifique, les prêts globaux ont un caractère multisectoriel et multiobjectif (cf. encadré page 26).

Les symboles de ces objectifs sont les suivants:

- développement régional
- compétitivité des entreprises et intégration européenne
- infrastructures communautaires
- ◆ objectifs énergétiques
- ◀ protection de l'environnement et aménagements urbains

	millions d'écus		millions d'écus
BELGIQUE (16 466,7 millions de francs belges)	396,6	DANEMARK (5 494,2 millions de couronnes danoises)	690,8
<u>Prêts individuels</u>	<u>(131,3)</u>	<u>Prêts individuels</u>	<u>(636,6)</u>
Intermédiaires: <i>Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Banque Indosuez Belgique S.A.</i>		Intermédiaire: <i>I/S Elsam</i>	
Traitement et conditionnement de déchets solides nucléaires à Dessel, à proximité d'Anvers <i>ONDRAF — Organisation Nationale des Déchets Radioactifs et matières fissiles enrichies</i> 500,0 millions BEF	11,9 ■◆◀	Centrale au charbon de production combinée de chaleur et d'électricité à Odense <i>I/S Fynsværket</i> 296,0 millions DKK	37,3 ◆
Terminal à Zeebrugge pour la réception du gaz naturel norvégien et gazoduc jusqu'à Blaregnies (frontière française) <i>Distrigaz S.A.</i> 3 000,0 millions BEF	71,5 ◆	Modernisation de l'usine d'incinération de déchets urbains et production combinée de chaleur et d'électricité à Copenhague <i>I/S Amager Forbrændning</i> 60,0 millions DKK	7,9 ◆◀
Centre national de contrôle du trafic aérien <i>Régie des Voies Aériennes/Régie der Luchtwezen</i> 930,0 millions BEF	22,9 ●	Station de pompage à Filsø, pour l'oléoduc reliant des gisements du secteur danois de la Mer du Nord au terminal de Fredericia; gazoduc depuis Torslunde et réservoir de stockage de gaz à Stenlille <i>Dansk Naturgas A/S</i> 442,0 millions DKK	55,7 ◆
Construction du siège de l'organisme chargé de la sécurité du trafic aérien en Europe <i>Eurocontrol</i> 630,6 millions BEF	15,0 ●	Réseau de transport et de distribution de gaz naturel — dans le centre et le nord du Jutland <i>Naturgas Midt/Nord I/S</i> 400,0 millions DKK	50,4 ◆
Mise au point et harmonisation de systèmes européens de contrôle du trafic aérien <i>Eurocontrol</i> 406,1 millions BEF	10,0 ●	— dans l'agglomération de Copenhague <i>Hovedstadsregionens Naturgas I/S</i> 386,5 millions DKK	48,9 ◆
<u>Prêts globaux</u>	<u>(265,3)</u>	Collecte et traitement des eaux usées, construction et modernisation de stations d'épuration <i>Århus Kommune</i> 200,0 millions DKK	26,2 ◀
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Kredietbank N.V.</i> 3 000,0 millions BEF	72,3	Collecte et traitement des eaux usées; conduites de chauffage urbain <i>Odense Kommune</i> 88,0 millions DKK	11,1 ◆◀
<i>Banque Bruxelles Lambert S.A.</i> 3 000,0 millions BEF	71,5	Electrification et modernisation de la ligne de chemins de fer Nyborg-Odense <i>Danske Statsbaner - DSB</i> 859,9 millions DKK	110,0 ■●
<i>Société Nationale de Crédit à l'Industrie</i> 2 000,0 millions BEF	49,2	Sections d'autoroutes: Århus - Ålborg, Vejle - Horsens (Jutland du nord) et Ringsted - Skovse (Sjælland) de l'autoroute reliant Copenhague au Storebælt <i>Kongeriget Danmark</i> 207,4 millions DKK	26,2 ■●
<i>Générale de Banque S.A.</i> 1 000,0 millions BEF	24,6	Pont autoroutier suspendu sur la partie est de la liaison fixe du Storebælt <i>A/S Storebæltsforbindelsen</i> 1 177,3 millions DKK	148,5 ■●
<i>Cera Hoofdkantoor C.V.</i> 1 000,0 millions BEF	23,8		
<i>Crédit Général S.A. de Banque</i> 1 000,0 millions BEF	23,8		

(1) Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale

	millions d'écus		millions d'écus
Réfection du pont de Knippelsbro au centre de Copenhague <i>Københavns Havnevesen</i> 63,0 millions DKK	7,9 ◀	— dans la région de Bitterfeld et de Wolfen (Sachsen-Anhalt) <i>Abwasserzweckverband «Untere Mulde»</i> 19,9 millions DEM	10,1 ■◀
Modernisation et rationalisation du service de transbordeurs entre Helsingør (Danemark) et Helsingborg (Suède) <i>DSB</i> 350,0 millions DKK	45,2 ●	Nouveau terminal «est» à l'aéroport international de Francfort am Main <i>Flughafen Frankfurt Main AG</i> 125,0 millions DEM	62,2 ●
Renforcement du système de commutation numérique et de transmission par fibres optiques dans le Sjælland et à Bornholm <i>KTAS-Københavns Telefon A/S</i> 485,0 millions DKK	61,2 ■■	Nouvel aéroport international à Erding, au nord-est de Munich <i>Flughafen München GmbH</i> 200,0 millions DEM	97,9 ●
Prêts globaux	(54,2)	Nouveau terminal à l'aéroport international d'Hambourg; installations pour la révision des avions gros porteurs <i>Flughafen Hamburg GmbH</i> 33,0 millions DEM	16,2 ●
Financement, par des collectivités locales, d'infrastructures de petite ou moyenne dimension <i>Kommunekredit</i> 174,7 millions DKK	22,6	Mise en place du système Kopernikus-DFS de transmission par satellites et de centraux de télémessure <i>Deutsche Bundespost</i> 200,0 millions DEM	97,9 ●
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Finance for Danish Industry International S.A.</i> 250,0 millions DKK	31,6	Construction de centrales d'enrobage bitumineux et de centrales à béton pour la fabrication de matières premières destinées à la remise en état du réseau routier dans les Länder orientaux <i>Teerbau GmbH</i> 10,0 millions DEM	4,9 ■
ALLEMAGNE (3 373,2 millions de Deutsche Mark)	1 663,9	Modernisation de la raffinerie de Gelsenkirchen-Horst pour la production de produits pétroliers légers (Nordrhein Westfalen) <i>Ruhr Öl GmbH</i> 39,3 millions DEM	19,3 ■◆◀
Prêts individuels	(791,3)	Unité de montage automobiles 148,5 millions DEM	75,3 ■
Intermédiaires: <i>Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Kreditanstalt für Wiederaufbau, Südwestdeutsche Landesbank Girozentrale, Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale, IKB Deutsche Industriebank AG, Hamburgische Landesbank Girozentrale, Norddeutsche Landesbank Girozentrale, General Motors Coordination Center N.V., Commerzbank AG, Bayerische Vereinsbank</i>		Usine de moteurs automobiles 349,8 millions DEM	177,5 ■
Nouvelle chaudière à la centrale au charbon de production combinée de vapeur et d'électricité à Mannheim <i>Großkraftwerk Mannheim AG</i> 32,1 millions DEM	15,8 ◆◀	Abattoir et usine de transformation de viande à Eberswalde (Brandenburg) <i>Plumrose Schorfheider GmbH & Co</i> 25,0 millions DEM	12,7 ■
Conversion de l'actuel réseau de gaz de ville en réseau de distribution de gaz naturel dans les régions orientales <i>Verbundnetz Gas AG</i> 80,0 millions DEM	39,2 ■◆	Construction d'une usine de papier journal à Schwedt sur l'Oder (Brandenburg) <i>Zeitungsdruckpapierfabrik Haindl Schwedt GmbH</i> 100,0 millions DEM	48,8 ■
Extension du réseau de transport et de distribution de chaleur <i>Fernwärme-Verbund Saar GmbH</i> 12,0 millions DEM	6,1 ■◆	Prêts globaux	(872,6)
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées: — à Cologne <i>Stadt Köln</i> 130,0 millions DEM	63,5 ◀	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</i> 653,6 millions DEM	320,8
— dans le Brisgau (Baden-Württemberg) <i>Abwasserzweckverband Breisgauer Bucht</i> 10,0 millions DEM	4,9 ◀	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i> 381,5 millions DEM	186,5
— à Soers, près d'Aix-la-Chapelle <i>Stadt Aachen</i> 79,5 millions DEM	39,1 ◀	<i>Norddeutsche Landesbank Girozentrale</i> 230,7 millions DEM	112,6
		<i>IKB Deutsche Industriebank AG</i> 192,3 millions DEM	95,2
		<i>Bremer Landesbank Kreditanstalt Oldenburg Girozentrale</i> 183,7 millions DEM	90,2
		<i>Südwestdeutsche Landesbank Girozentrale</i> 73,4 millions DEM	35,8
		<i>Landesbank Schleswig Holstein Girozentrale</i> 32,1 millions DEM	15,8
		<i>Hamburgische Landesbank Girozentrale</i> 31,9 millions DEM	15,7

	millions d'écus		millions d'écus
GRÈCE (93 157,7 millions de drachmes)	377,5		
<u>Prêts individuels</u>	<u>(311,7)</u>		
Intermédiaire: <i>Ethniki Trapeza Ependiseon Viomichanikis Anap- tixeos A.E. (ETEBA)</i>		Modernisation et extension d'une fabrique de pan- neaux de particules à Chalkis (Grèce centrale et orientale) <i>Shelman S.A.</i> 1,0 milliard GRD	4,0 ■
Irrigation de 1 100 ha dans la plaine de Drama (Macédoine de l'Est) <i>Elliniki Demokratia</i> 1,4 milliard GRD	5,7 ■	<u>Prêts globaux</u>	<u>(65,8)</u>
Remplacement de filtres électrostatiques dans deux centrales au lignite de la région de Ptolémaïs (Macé- doine de l'Ouest) <i>Dimosia Epithirisi Ilektrismou DEI (Public Power Corpo- ration)</i> 3,0 milliards GRD	12,0 ■◀	Prêts cadres au titre de programmes communautaires de soutien du financement d'infrastructures <i>Elliniki Demokratia</i> — situées dans les régions frontalières (Interreg) 7,5 milliards GRD	30,0
Construction d'une petite centrale hydroélectrique à Pournari, près d'Arta (Épire) <i>DEI</i> 3,0 milliards GRD	12,0 ■◆	— visant à améliorer l'environnement (Envireg) 5,0 milliards GRD	20,0
Installation d'une unité à cycle combiné dans la cen- trale électrique de Chania (Crète) <i>DEI</i> 5,3 milliards GRD	20,9 ■◆	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Trapeza Pisteos A.E. (Credit Bank S.A.)</i> 4,0 milliards GRD	15,8
Conversion à la production en cycle combiné, au gaz ou au diesel, de deux turbines de la centrale de Lavron (Attique) <i>DEI</i> 5,1 milliards GRD	20,0 ■◆		
Installation d'un nouveau système de contrôle du réseau interconnecté de production et de transport d'électricité <i>DEI</i> 2,5 milliards GRD	10,0 ■◆	ESPAGNE (402 000 millions de pesetas)	3 020,6
Approvisionnement en eau potable d'Athènes <i>Elliniki Demokratia</i> 1,3 milliard GRD	4,9 ■◀	<u>Prêts individuels</u>	<u>(2 948,4)</u>
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées à Héraklion (Crète), Larissa (Thessalie), Corfou et Chios; renforcement et amélioration de l'alimentation en eau potable de Héraklion <i>Elliniki Demokratia</i> 4,5 milliards GRD	17,7 ■◀	Intermédiaire: <i>Instituto de Crédito Oficial</i>	
Modernisation des infrastructures ferroviaires sur la ligne Athènes-Ildomeni (frontière nord) <i>OSE — Organismos Sidirodromon Ellados</i> 11,4 milliards GRD	45,0 ■●	Renforcement et modernisation du réseau de trans- port et de distribution d'électricité: — sur l'ensemble du pays <i>Red Eléctrica de España S.A.</i> 5 000,0 millions ESP	38,2 ■◆
Transformation en autoroute de la section Varibobi- Yliki de l'axe Athènes-Thessalonique <i>Elliniki Demokratia</i> 5,0 milliards GRD	19,7 ■●	— en Catalogne <i>Fuerzas Eléctricas de Cataluña</i> 12 000,0 millions ESP	92,9 ■◆
Extension du métro d'Athènes <i>Attiko Metro A.E.</i> 24,7 milliards GRD	105,0 ■◀	— dans la zone de Barcelone <i>Hidroeléctrica de Cataluña S.A.</i> 5 000,0 millions ESP	36,1 ■◆
Amélioration du système de contrôle aérien <i>Elliniki Demokratia</i> 2,3 milliards GRD	9,0 ■●	— au Pays Basque, à Madrid, et dans la région de Castilla y León <i>Hidroeléctrica Ibérica Iberduero S.A.</i> 20 000,0 millions ESP	144,5 ■◆
Reconstruction, dans la zone de Kalamata (Pélopon- nèse), de bâtiments publics et industriels, d'ouvrages routiers et d'égouts endommagés lors du séisme de septembre 1986 <i>Elliniki Demokratia</i> 5,5 milliards GRD <i>Tameio Parakatathikon Kai Daneion (TPD)</i> 0,8 milliard GRD	22,4 ■ 3,4 ■	Installations de collecte et de traitement des eaux usées en Catalogne <i>Junta de Saneamiento de Cataluña</i> 5 000,0 millions ESP	36,1 ■◀
		Ouvrages d'adduction d'eau, de collecte et de traite- ment des eaux usées et de protection contre les inon- dations <i>Junta de Andalucía</i> 14 722,0 millions ESP	106,3 ■◀
		Extension des installations d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées dans l'agglomération de Madrid <i>Canal de Isabel II</i> 3 000,0 millions ESP	21,7 ■◀
		Construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Madrid et Séville <i>RENFE — Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles</i> 37 325,0 millions ESP	284,2 ■●
		Section d'autoroute entre Castelldefels et Sitges, au sud de Barcelone et de voies d'accès <i>Autopistas de Cataluña S.A.</i> 6 000,0 millions ESP	46,3 ■●

	millions d'écus		millions d'écus
Achèvement de la section ouest du périphérique de Barcelone et jonction avec l'autoroute de Sitges <i>Gestión de Infraestructuras S.A.</i> 5 900,0 millions ESP	45,6 ■●	Ouvrages d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées; amélioration du réseau routier régional; mise en œuvre de la 1 ^{ère} phase d'un plan de lutte contre les incendies de forêts <i>Comunidad Autónoma de Galicia</i> 10 000,0 millions ESP	77,4 ■◀
Aménagements sur près de 3 000 km de multiples tronçons de routes régionales <i>Junta de Andalucía</i> 25 000,0 millions ESP	193,6 ■	Modernisation de trois raffineries à Tarragona, Cartagena et Puertollano <i>Repsol Petróleo S.A.</i> 5 900,0 millions ESP	45,5 ■◆◀
<i>Comunidad Autónoma de Extremadura</i> 4 848,0 millions ESP	35,0 ■	Modernisation et rationalisation d'une raffinerie de pétrole à Bilbao pour la production d'essence sans plomb et installation d'une unité de production combinée de vapeur et d'électricité <i>Petróleos del Norte S.A.</i> 5 500,0 millions ESP	42,4 ■◆◀
<i>Comunidad Autónoma de Castilla y León</i> 8 965,0 millions ESP	64,8 ■	Modernisation d'une raffinerie à Huelva (Andalucía) pour la production de produits pétroliers légers <i>ERTOIL S.A.</i> 6 200,0 millions ESP	44,8 ■◆
<i>Comunidad Autónoma de Murcia</i> 5 000,0 millions ESP	38,7 ■	Construction d'une unité de fractionnement pour la fabrication de gaz industriels à El Morell (Taragona) <i>Carburos Messer Griesheim Gases Industriales S.A.</i> 2 000,0 millions ESP	15,5 ▶
Construction de plusieurs tronçons de routes express sur six des principaux axes espagnols <i>Ministerio de Obras Públicas y Transportes</i> 49 958,4 millions ESP	360,9 ■●	Modernisation et restructuration de six usines d'appareils électroménagers dans les zones de Barcelone et Madrid et dans la province de La Rioja <i>Electrolux Holding S.A.</i> 4 000,0 millions ESP	30,9 ■
Construction de l'axe routier Madrid-Valencia <i>Ministerio de Obras Públicas y Transportes</i> 20 832,0 millions ESP	150,5 ■●	<u>Prêts globaux</u>	<u>(72,2)</u>
Construction du périphérique autoroutier et de voies d'accès à Barcelone <i>Generalidad de Cataluña</i> 10 350,0 millions ESP	80,0 ●	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Banco Español de Crédito S.A.</i> 5 000,0 millions ESP	36,1
Construction de nouveaux terminaux pour conteneurs, automobiles et produits pétroliers; réaménagement du quartier du vieux port <i>Puerto Autónomo de Barcelona</i> 1 000,0 millions ESP	7,2 ●◀	<i>Banco Central Hispanoamericano S.A.</i> 5 000,0 millions ESP	36,1
Construction d'un centre multimodal de manutention de fret à Barcelone <i>Centro Intermodal de Logística S.A.</i> 1 000,0 millions ESP	7,2 ■●	FRANCE (12 889,2 millions de francs français)	1 895,1
Rénovation urbaine dans le centre historique de Barcelone <i>Promoción Ciudad Vieja S.A.</i> 8 000,0 millions ESP	62,0 ◀	<u>Prêts individuels</u>	<u>(1 159,2)</u>
Extension et modernisation du métro <i>Comunidad Autónoma de Valencia</i> 10 000,0 millions ESP	72,2 ■◀	Intermédiaires: <i>Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Paribas</i>	
Modernisation et renforcement du réseau téléphonique <i>Telefónica de España S.A.</i> 51 450,0 millions ESP	397,4 ■●	Centrale de production combinée de chaleur et électricité <i>Compagnie de chauffage intercommunale de l'agglomération grenobloise</i> 50,0 millions FRF	7,5 ◆
Extension et modernisation du réseau de transmission radio et télévision <i>Ente Pública de la Red Técnica de Televisión</i> 26 000,0 millions ESP	201,3 ■●	Tunnel sous la Manche <i>Eurotunnel plc</i> 1 117,2 millions FRF	160,9 ●
Acquisition, lancement et exploitation de deux satellites de télécommunications et de télévision assurant la couverture de la péninsule ibérique, des Canaries et des Baléares <i>HISPASAT S.A.</i> 8 050,0 millions ESP	60,8 ■●	Ligne de TGV-Nord entre Paris et la frontière belge, avec embranchement vers le Tunnel sous la Manche <i>Société Nationale des Chemins de Fer Français</i> 500,0 millions FRF	72,6 ■●
Traitement des eaux usées à Albacete; amélioration du réseau routier régional <i>Comunidad Autónoma de Castilla La Mancha</i> 4 000,0 millions ESP	30,9 ■◀	Nouveaux tronçons du réseau autoroutier: — A83, section Nantes - Niort <i>ASF — Société des Autoroutes du Sud de la France S.A.</i> 555,0 millions FRF	82,5 ■
Ouvrages de collecte, de traitement et d'évacuation des eaux usées et des déchets urbains et industriels; protection des côtes; amélioration du réseau routier régional; aménagement d'une zone industrielle <i>Comunidad Autónoma de Asturias</i> 10 000,0 millions ESP	77,3 ■◀	— A16, section l'Isle-Adam - Amiens <i>SANEF — Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France S.A.</i> 400,0 millions FRF	59,1 ■●

	millions d'écus		millions d'écus
— A39, section Dijon - Dôle <i>SAPRR — Société des Autoroutes Paris Rhin-Rhône S.A.</i> 300,0 millions FRF	43,1 ●	<u>Prêts globaux</u> Financement d'infrastructures publiques de petite ou moyenne dimension <i>Crédit Local de France — CAECL S.A.</i>	<u>(735,9)</u>
— A26, entre le Tunnel sous la Manche et le sud de la France: section Châlon-sur-Marne - Troyes Nord <i>SANEF</i> 280,0 millions FRF	40,3 ■●	— Rhône-Alpes 400,0 millions FRF	57,8
— A29, Le Havre - Amiens - Saint-Quentin, section Le Havre - Yvetot Est <i>SAPN — Société de l'Autoroutes Paris-Normandie</i> 200,0 millions FRF	29,5 ■●	— Bretagne 300,0 millions FRF	45,0
Aménagement routier entre Saint-Claude et Oyonnax <i>Département du Jura</i> 55,0 millions FRF	7,9 ■	— Pays de la Loire 250,0 millions FRF	36,1
Construction du boulevard périphérique nord <i>Communauté Urbaine de Lyon</i> 600,0 millions FRF	87,1 ◀	— Nord-Pas-de-Calais 250,0 millions FRF	36,1
Aménagement de la voirie (circulation et stationnement) <i>Communauté Urbaine de Lyon</i> 100,0 millions FRF	15,0 ◀	— Auvergne, Limousin et Poitou-Charentes 200,0 millions FRF	30,0
Construction d'un deuxième quai pour navires transbordeurs dans le port de Caen-Ouistreham <i>Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen</i> 60,0 millions FRF	8,7 ■●	— Lorraine 200,0 millions FRF	28,9
Construction d'une deuxième ligne de tramway <i>District de l'agglomération Nantaise</i> 600,0 millions FRF	90,1 ■◀	<i>CNCA — Caisse Nationale de Crédit Agricole S.A.</i> (collectivités locales pour la protection de l'environnement) 700,0 millions FRF	105,1
Construction du métro <i>Société du Métro de l'agglomération Rouennaise</i> 450,0 millions FRF	65,0 ◀	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Caisse Centrale des Banques Populaires</i> 750,0 millions FRF	107,9
Construction d'un tronçon de la première ligne de tramway <i>Compagnie des Transports Strasbourgeois</i> 300,0 millions FRF	45,0 ◀	<i>Locafrance S.A.</i> 500,0 millions FRF	75,1
Construction d'une usine d'aspartame à Dunkerque-Gravelines (Nord) <i>EURO-ASPARTAME S.A.</i> 400,0 millions FRF	59,5 ■	<i>Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A.</i> 400,0 millions FRF	60,0
Fabrication de véhicules de tourisme et utilitaires monocorps à Hordain-Valenciennes (Nord) <i>SEVELNORD S.A.</i> 750,0 millions FRF	112,6 ■▶	<i>Sociétés BTP — Bâtiments Travaux Publics</i> 350,0 millions FRF	50,3
Développement et fabrication d'inverseurs de poussée pour moteurs d'avions à Meudon La Forêt (et à Burnley, Angleterre) <i>Hurel-Dubois S.A. — Société de construction d'avions</i> 150,0 millions FRF	21,9 ▶	<i>Caisse Centrale de Crédit Coopératif</i> 300,0 millions FRF	45,0
Construction d'un atelier pour la réalisation des aménagements intérieurs des Airbus A330/340 à proximité de Toulouse-Blagnac <i>SNI Aérospatiale S.A.</i> 250,0 millions FRF	36,3 ■▶	<i>Bail Équipement S.A.</i> 300,0 millions FRF	43,5
Modernisation des procédés de développement et de fabrication de moteurs d'avions dans les établissements de Genevilliers et Villaroche <i>SNECMA — Société Nationale d'Étude et de Construction de Moteurs d'Aviation</i> 272,0 millions FRF	40,8 ▶	<i>Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bretagne</i> 100,0 millions FRF	15,0
Parc de loisirs à Marne-la-Vallée (Île de France) <i>Eurodisneyland SNC</i> 500,0 millions FRF	73,7 ▶	<u>IRLANDE (231,2 millions de livres irlandaises)</u>	<u>303,5</u>
		<u>Prêts individuels</u>	<u>(290,4)</u>
		Intermédiaires: <i>Barclays Bank plc</i>	
		Extension et renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité <i>Electricity Supply Board</i> 18,3 millions IEP	23,9 ■◆
		Amélioration du réseau routier <i>Ireland, Minister for Finance</i> 25,0 millions IEP	32,7 ■
		Construction d'un nouveau terminal pour navires porte-conteneurs à Belview <i>Waterford Harbour Commissioners</i> 10,0 millions IEP	13,0 ■●
		Renforcement de la flotte aérienne pour les liaisons intracommunautaires <i>AER Lingus plc</i> 14,7 millions IEP	19,1 ■●
		Extension et modernisation des réseaux de télécommunications <i>Irish Telecommunications Investments plc</i> 35,0 millions IEP	46,0 ■●

	millions d'écus		millions d'écus
Réhabilitation du quartier de Temple Bar à Dublin <i>Temple Bar Properties Ltd</i> 5,0 millions IEP	6,7 ■◀	Renforcement et extension des équipements de transport et de distribution d'électricité: <i>ENEL</i>	
Aménagements routiers; ouvrages d'adduction, de collecte et de traitement des eaux usées <i>Ireland, Minister for Finance</i> 37,3 millions IEP	99,6 ■◀	— Calabria et Sardegnia 70,0 milliards ITL	45,2 ■
Modernisation et extension d'instituts d'enseignement technique supérieur <i>Ireland, Minister for Finance</i> 37,9 millions IEP	49,4 ■	— Abruzzo, Molise, Latium-Sud, Puglia 40,0 milliards ITL	23,1 ■
Prêt global	(13,0)	— Sardegnia 20,0 milliards ITL	12,9 ■◆
Financements d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Allied Irish Banks plc</i> 10,0 millions IEP	13,0	Mise en valeur de gisements de gaz naturel: <i>AGIP SpA — Azienda Generale Industria Petroli</i>	
ITALIE (6 079,9 milliards de liras)	3 796,9	— Roseto Montestillo, sur terre, à l'ouest de Foggia (Puglia), Pisticci, sur terre, au sud de Matera (Basilicata) 15,0 milliards ITL	9,7 ■◆
Prêts individuels	(2 724,6)	— Annabella, au large de Pesaro (Marche), Amelia, Cervia, Porto Garibaldi/Agostino, au large de Ravenna (Emilia-Romagna), Correggio, sur terre, au nord-est de Reggio-Emilia (Emilia-Romagna) 235,0 milliards ITL	140,0 ◆
Intermédiaires: <i>Crediop (Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche) — ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) — Banca Commerciale Italiana — IMI (Istituto Mobiliare Italiano) — BNL (Banca Nazionale del Lavoro) — Ministero del Tesoro — IRI (Istituto per la Ricostruzione Industriale) — CIS (Credito Industriale Sardo) — Monte dei Paschi di Siena — Mediobanca (Banca di Credito Finanziario) — Banco di Sicilia — Efibanca (Ente Finanziario Interbancario) — Bayerische Vereinsbank — Istituto Bancario San Paolo di Torino — ISVEIMER (Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale) — Banca di Roma — Credito Italiano SpA — ICLE (Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro italiano all'Estero)</i>		Mise en valeur du gisement de pétrole Rospo Mare, en Mer Adriatique, au large de Vasto (Abruzzo) <i>AGIP SpA</i> 15,0 milliards ITL	9,7 ■◆
Centrale multi-combustible à Brindisi (Puglia) <i>ENEL — Ente Nazionale per l'Energia Elettrica</i> 250,0 milliards ITL	144,5 ■◆◀	Extension du réseau de transport de gaz naturel dans le Centre-Nord (Toscana, Emilia-Romagna, Veneto) <i>SNAM SpA — Società Nazionale Metanodotti</i> 100 milliards ITL	64,9 ■◆
Conversion au gaz naturel de la centrale électrique de Turbigo, près de Milan; réduction des émissions gazeuses polluantes <i>ENEL</i> 20,0 milliards ITL	12,9 ◀	Doublement du gazoduc Algérie-Tunisie-Italie: sections Mazara del Vallo-Messine (Sicilia), Palmi (Calabrie)-Oricola (Abruzzo) et traversée du détroit de Messine <i>SNAM SpA</i> 100,0 milliards ITL	57,8 ■◆
Installations de désulfuration, de dénitrification et d'élimination des cendres volantes dans la centrale de Porto Marghera, près de Venise <i>ENEL</i> 20,0 milliards ITL	11,9 ◀	Extension de trois réservoirs souterrains de stockage de gaz naturel à San Salvo (Abruzzo), Settala (Lombardie) et Minerbio (Emilia-Romagna); station de compression à San Salvo: <i>AGIP SpA</i> 114,0 milliards ITL	74,0 ■◆
Augmentation de la puissance des centrales thermo-électriques, de Levante et Azotati, près de Venise <i>Edison</i> 90,0 milliards ITL	58,1 ■◆	<i>SNAM SpA</i> 46,0 milliards ITL	29,8 ■◆
Centrales hydroélectriques: <i>ENEL</i>		Extension de réseaux de distribution de gaz naturel: — Milan <i>Azienda Energetica Municipale</i> 90,0 milliards ITL	58,4 ◆
— dans le Centre-Nord (cinq petites centrales) 120,0 milliards ITL	77,0 ◆	— agglomération de Naples <i>Napoletana Gas SpA</i> 20,0 milliards ITL	13,0 ■◆
— en Piemonte et Lombardia 130,0 milliards ITL	81,7 ◆	— agglomération de Rome <i>ITALGAS - Società Italiana per il Gas SpA</i> 50,0 milliards ITL	32,4 ◆
Extension de la centrale de production combinée de chaleur et d'électricité à Sesto San Giovanni (Milan) <i>Società Nordelettrica SpA</i> 20,0 milliards ITL	12,9 ◆	— 95 communes du Centre-Nord et 21 communes du Mezzogiorno <i>Metano Città SpA</i> 50,0 milliards ITL	31,8 ■◆
		Renforcement et rationalisation de l'approvisionnement en eau potable dans les provinces d'Alessandria, Asti, Cuneo et Torino <i>Regione Piemonte</i> 43,0 milliards ITL	27,9 ◀
		Amélioration de l'approvisionnement en eau potable et ouvrages d'assainissement à Rome, Ariccia et Aprilia <i>Regione Lazio</i> 8,0 milliards ITL	4,6 ■◀

	millions d'écus		millions d'écus
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées:		Ouvrages de protection contre l'érosion et les inondations	
— Rome-Nord et construction du collecteur d'amenée des eaux		— sur les cours inférieurs du Pô et du Livenza	
<i>Regione Lazio</i>		<i>Ministero dei Lavori Pubblici</i>	
13,0 milliards ITL	7,5 ◀	16,0 milliards ITL	10,4 ◀
— Lac de Garde et Lac Majeur		— dans les provinces de Matera et Potenza	
<i>Regione Veneto</i>		<i>Ministero dei Lavori Pubblici</i>	
16,0 milliards ITL	9,7 ◀	11,0 milliards ITL	6,4 ■◀
— Lagune de Venise et côte adriatique		<i>Regione Basilicata</i>	
<i>Regione Veneto</i>		23,0 milliards ITL	13,3 ■◀
18,0 milliards ITL	11,7 ◀	— dans les zones de Castellino del Biferno et de Tri- vento, dans la Province de Campobasso	
— Massa Carrara, Tirrenia, Lucques, Capannori et Orbetello		<i>Regione Molise</i>	
<i>Regione Toscana</i>		6,0 milliards ITL	3,9 ■◀
20,0 milliards ITL	13,0 ■◀	— sur le cours de la Fiumarella et à Catanzaro	
— Tortora-Diamante		<i>Regione Calabria</i>	
<i>Regione Calabria</i>		8,0 milliards ITL	5,2 ■◀
6,0 milliards ITL	3,9 ■◀	— sur le cours de la rivière Sacco	
— dans le bassin du Pô:		<i>Ministero dei Lavori Pubblici</i>	
<i>Regione Emilia-Romagna</i>		3,0 milliards ITL	1,9 ■◀
18,0 milliards ITL	10,4 ◀	Amélioration de l'alimentation en eau potable d'Asti et Vercelli; réhabilitation des forêts dans les zones montagneuses de la province de Torino; évacuation des déchets solides dans la vallée de Scrivia	
<i>Regione Lombardia</i>		<i>Regione Piemonte</i>	
20,0 milliards ITL	11,6 ◀	8,0 milliards ITL	5,2 ◀
<i>Regione Piemonte</i>			
20,0 milliards ITL	13,0 ◀	Autoroute des Tunnels; derniers tronçons en direction de Domodossola (frontière suisse) (Piemonte)	
Ouvrages de collecte et traitement des eaux usées et des déchets urbains:		<i>Autostrade — Concessioni e Costruzioni Autostrade SpA</i>	
— Pérouse, Assise, et Terni (incinération)		50,0 milliards ITL	32,4 ●
<i>Regione Umbria</i>		Aménagement de la darse «Toscana» du port de Livorno pour navires porte-conteneurs	
12,0 milliards ITL	7,8 ◀	<i>Ministero dei Lavori Pubblici</i>	
— Modena et Ravenna		11,0 milliards ITL	7,1 ■●
<i>Regione Emilia-Romagna</i>		Renforcement de la flotte assurant les liaisons aériennes régionales	
9,0 milliards ITL	5,2 ■◀	<i>ATI — Aero Trasporti Italiani SpA</i>	
— Novi Ligure et Tortona		46,0 milliards ITL	29,8 ■●
<i>Regione Piemonte</i>		Extension et modernisation du réseau téléphonique dans le Mezzogiorno	
2,5 milliards ITL	1,6 ◀	<i>SIP — Società Italiana per l'Esercizio Telefonico</i>	
— Sulmona et Teramo sur la côte adriatique (incinération et compostage)		800 milliards ITL	517,7 ■●
<i>Regione Abruzzo</i>		Modernisation et développement des télécommunica- tions interurbaines dans six régions du Centre-Nord	
15,0 milliards ITL	9,7 ■◆◀	<i>SIP</i>	
— agglomération de Florence (incinération avec récupération d'énergie)		350 milliards ITL	219,9 ●
— bassin de l'Arno et Livorno (incinération)		Restaurations des murs d'enceinte et de quatre bâti- ments publics du centre historique de Ferrara	
<i>Regione Toscana</i>		<i>Regione Emilia-Romagna</i>	
20,0 milliards ITL	12,9 ◆◀	8,0 milliards ITL	5,2 ◀
— Genova, sur la côte et dans l'arrière-pays (incinération)		Rénovation du centre historique et aménagements urbains à	
<i>Regione Liguria</i>		— Bologna et Ferrara	
10,0 milliards ITL	5,8 ◀	<i>Regione Emilia-Romagna</i>	
— provinces de Matera et Potenza (incinération)		9,0 milliards ITL	5,8 ◀
— dans le bassin du Mercure et à Matera (compos- tage)		— Macerata	
<i>Regione Basilicata</i>		<i>Regione Marche</i>	
15,0 milliards ITL	9,7 ■◀	6,0 milliards ITL	3,9 ■◀
— à Ancona, Macerata, Ascoli Piceno (incinération et compostage)		Restaurations de bâtiments historiques en Ombrie et de la forteresse de Priamar à Savona (Ligurie) à des fins de tourisme culturel	
<i>Regione Marche</i>		<i>Regione Umbria</i>	
25,0 milliards ITL	16,2 ■◀	7,1 milliards ITL	4,1 ■
Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et de protection contre l'érosion:		<i>Regione Liguria</i>	
— sur les zones côtières et dans la vallée de la Tenna		7,7 milliards ITL	5,0 ◀
<i>Regione Marche</i>		Modernisation d'une cimenterie à Guidonia (Lazio)	
9,0 milliards ITL	5,8 ■◀	<i>UNICEM SpA</i>	
— sur les zones côtières		30,0 milliards ITL	19,5 ■
<i>Regione Abruzzo</i>			
32,0 milliards ITL	18,5 ■◀		
— dans les provinces de Venezia, Belluno, Vicenza, Padova			
<i>Regione Veneto</i>			
15,0 milliards ITL	9,7 ◀		

	millions d'écus		millions d'écus
Modernisation d'une fabrique d'articles en cristal à Colle di Val d'Elsa (Toscana) <i>Cristalleria Artistica «La Piana» SpA</i> 15,0 milliards ITL	9,7 ■	Modernisation et renforcement d'une usine de tubes cathodiques à Anagni (Latium) <i>Videocolor SpA</i> 93,5 milliards ITL	60,6 ■
Conversion de la raffinerie de Sarroch pour la production de distillats à faible teneur en soufre et à plus haute valeur ajoutée <i>SARAS SpA — Raffinerie Sarde</i> 100,0 milliards ITL	64,8 ■◀	Modernisation et extension d'usines de chauffe-eau et de matériel pour salles de bains dans la région des Marches <i>Merloni Termosanitari SpA</i> 15,0 milliards ITL	8,7 ■
Conversion d'une raffinerie près de Syracuse pour la production de combustibles légers à faible teneur en soufre <i>ISAB — Industria Siciliana Asfalti Bitumi SpA</i> 26,0 milliards ITL	16,9 ■◀	Modernisation d'une fabrique de chocolat à Perugia (Umbria) et d'une usine de pâtes alimentaires à Sansepolcro (Toscana) <i>Nestlé Italiana SpA</i> 55,0 milliards ITL	35,5 ■
Construction d'une usine de polypropylène à Brindisi (Puglia) <i>Montepolimeri Sud SpA</i> 50,0 milliards ITL	28,9 ■	Modernisation et extension d'une usine d'aliments pour bébés à Latina <i>Plasmon Dietetici Alimentari SpA</i> 10,0 milliards ITL	6,5 ■
Modernisation de trois usines chimiques à Bussi (Pescara), Spinetta Marengo (Alessandria) et Porto Marghera (Venezia) <i>Ausimont SpA</i> 60,0 milliards ITL	34,7 ■▶◀	Modernisation et renforcement de trois fabriques de papier couché à Sora (Lazio), Avezzano et Chieti (Abruzzi) <i>Cartiera di Chieti SpA</i> 40,0 milliards ITL	26,0 ■
Modernisation d'installations de production de gaz industriels près de Livorno (Toscana) <i>Sol Industrie SpA</i> 19,0 milliards ITL	12,3 ■◆	<i>Cartiere Burgo SpA</i> 40,0 milliards ITL	26,0 ■
Construction d'une unité de production de gaz industriels à Ferrara (Emilia-Romagna) <i>Italiana Gas Industriali SpA</i> 5,0 milliards ITL	2,9 ◆	Modernisation et extension d'une usine de papier de soie à Castelnuovo di Garfagnana (Toscana) <i>Cartiere Unikay SpA</i> 30,0 milliards ITL	17,3 ■
Restructuration et modernisation d'une usine de cosmétiques à Settimo Torinese, près de Turin <i>Saipo SpA</i> 15,0 milliards ITL	9,7 ■◀	Laboratoires de recherche à Milan dans le domaine de la physique et du génie biomédical <i>Ministero dell'Università e della Ricerca Scientifica e Tecnologica</i> 9,8 milliards ITL	6,4 ▶
Modernisation d'une usine de poudre à laver, sans phosphates, à Ferentino (Lazio) <i>Henkel Sud SpA</i> 25,0 milliards ITL	14,4 ■	Centre de recherche et développement pharmaceutique à Nerviano (Lombardia) <i>Farmitalia Carlo Erba SpA</i> 30,0 milliards ITL	17,3 ▶
Mise au point et fabrication d'imprimantes et de têtes d'impression par jet d'encre sans impact (BJI) dans une usine de San Bernardo d'Ivrea, près de Turin <i>ING C. Olivetti & Co SpA</i> 100,0 milliards ITL	63,2 ■▶	Centre de recherche en biotechnologies à Gênes <i>Ministero della Sanità</i> 6,7 milliards ITL	3,9 ■▶
Modernisation et transformation d'ateliers de peinture dans quatre usines automobiles à Termini Imerese (Sicilia), Cassino (Lazio), Rivalta et Mirafiori (Piemonte) <i>Fiat Auto SpA</i> 100,0 milliards ITL	57,8 ■◀▶	<u>Prêts globaux</u>	(1 072,4)
Modernisation et introduction de nouvelles chaînes de production dans une usine de cyclomoteurs et de scooters à Pontedera, près de Pise <i>Piaggio Veicoli Europei SpA</i> 40,0 milliards ITL	23,1 ■	Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	
Modernisation et extension d'une usine d'entretien de moteurs d'avions à Pomigliano d'Arco, près de Naples <i>Alfa Romeo Avio Società Aeromotoristica pA</i> 70,0 milliards ITL	45,4 ■	<i>Mediocredito Centrale — Istituto Centrale per il Credito a Medio Termine</i> 455,2 milliards ITL	285,6
Modernisation de trois usines d'équipements de télécommunication et de télématique à l'Aquila (Abruzzi), Santa Maria Capua Vetere (Campania) et Palermo (Sicilia) <i>Italtel Sit SpA</i> 10,0 milliards ITL	6,5 ■	<i>IMI</i> 250,0 milliards ITL	151,5
Extension d'une usine de câbles à fibres optiques pour les télécommunications à Battipaglia (Campania) <i>F.O.S. — Fibre Ottiche Sud SpA</i> 18,0 milliards ITL	11,7 ■	<i>Banco di Napoli</i> 160,0 milliards ITL	96,6
		<i>BNL</i> 115,3 milliards ITL	69,4
		<i>Efibanca</i> 100,0 milliards ITL	61,3
		<i>ISVEIMER</i> 100,0 milliards ITL	60,6
		<i>Interbanca</i> 90,0 milliards ITL	58,3
		<i>ICLE</i> 90,0 milliards ITL	54,8
		<i>Istituto Regionale agrario Emilia-Romagna — Istituto Federale di Credito agrario per il Piemonte, la Liguria e la Valle d'Aosta</i> 60,0 milliards ITL	38,9
		<i>IRFIS — Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia</i> 60,0 milliards ITL	36,8
		<i>Mediocredito Lombardo</i> 50,0 milliards ITL	32,4

	millions d'écus		millions d'écus
<i>BIMER — Banca Emilia-Romagna per finanziamenti medio e lungo termine</i> 50,0 milliards ITL	28,9	Extension des réseaux d'adduction d'eau; ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dans la commune de Sintra <i>Serviços Municipalizados Água e Saneamento, Município de Sintra</i> 3 000,0 millions PTE	17,1 ■◀
<i>Crediop — Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche</i> 40,0 milliards ITL	25,9		
<i>CIS — Credito Industriale Sardo</i> 30,0 milliards ITL	19,4	Renforcement et rénovation du réseau ferroviaire sur les axes Lisbonne-Porto et en direction de l'Espagne, ainsi que sur les lignes de banlieue desservant Sintra et Póvoa do Varzim; renouvellement du matériel roulant <i>Caminhos-de-Ferro Portugueses, EP (CP)</i> 12 000,0 millions PTE	68,3 ■●
<i>Istituto Bancario San Paolo di Torino</i> 30,0 milliards ITL	17,3		
<i>Centrobanca — Banca Centrale di Credito Popolare</i> 20,0 milliards ITL	13,0	Elargissement de la section Sacavém-Vila Franca de Xira de l'autoroute A1 Lisbonne-Porto; construction des tronçons Cruz-Braga (A3) et Fomalição-Braga (A7) <i>Brisa, Auto-Estradas de Portugal, S.A.</i> 15 000,0 millions PTE	85,2 ■
<i>Banco Ambrosiano Veneto</i> 20,0 milliards ITL	12,9		
<i>Fonpiemonte — Istituto di Credito Fondiario del Piemonte e Valle d'Aosta</i> 15,0 milliards ITL	8,7		
LUXEMBOURG (1 795 millions de francs luxembourgeois)	42,8	Aménagements de divers tronçons du réseau de routes nationales <i>Junta Autónoma de Estradas</i> 7 300,0 millions PTE	41,6 ■●
<u>Prêts individuels</u>	<u>(42,8)</u>		
Acquisition et lancement d'un satellite de télédiffusion <i>SES — Société Européenne des Satellites S.A.</i> 1 295,0 millions LUF	30,9 ●	Nouveaux tronçons routiers en Algarve, de la frontière espagnole au pont sur le Guadiana et au nord-est de Villa Real <i>Junta Autónoma de Estradas</i> 6 000,0 millions PTE	34,2 ■●
Usine de cassettes audio et vidéo à Bascharage <i>TDK Recording Media Europe S.A.</i> 500,0 millions LUF	11,9 ■	Extension du métro de Lisbonne <i>Metropolitano de Lisboa, EP</i> 35 000,0 millions PTE	199,5 ■◀
PAYS-BAS (355,7 millions de florins)	154,4	Extension et modernisation du système de contrôle aérien et d'installations aéroportuaires à Lisbonne, Porto, Ponta Delgada, Horta <i>Aerportos e Navegação Aérea, EP (ANA)</i> 9 000,0 millions PTE	51,1 ■●
<u>Prêts individuels</u>	<u>(67,6)</u>	Aménagements routiers, portuaires et aéroportuaires <i>Região Autónoma dos Açores</i> 5 500,0 millions PTE	31,3 ■
Centrale au gaz naturel, ou au gaz synthétique, de production combinée de chaleur et d'électricité à Buggenum (Limbourg) <i>Demkolec BV</i> 95,7 millions NLG	41,6 ◆	Renforcement du réseau téléphonique: — dans les zones de Lisbonne et de Porto <i>Telefones de Lisboa e Porto, S.A. (TLP)</i> 14 000,0 millions PTE	77,8 ■●
Centrale à turbines à gaz de production combinée de chaleur et d'électricité à Ede (Gelderland) <i>Warmte/Kracht Centrale Ede V.O.F.</i> 30,0 millions NLG	13,0 ◆	— sur le reste du territoire <i>Correios e Telecomunicações de Portugal, SA (CTT)</i> 28 500,0 millions PTE	161,9 ■●
Gazoduc reliant le gisement de Markham (nord-est du plateau continental) à la côte <i>Elf Petroland Gas Transport BV</i> 30,0 millions NLG	13,0 ◆	Développement du réseau de radio-téléphone sur l'ensemble du territoire <i>TMN Telecomunicações Móveis Nacionais S.A.</i> 5 000,0 millions PTE	28,5 ■●
<u>Prêts globaux</u>	<u>(86,8)</u>	Modernisation d'une raffinerie de pétrole à Sinès pour la production de produits légers <i>Petrogal SA</i> 40 353,0 millions PTE	230,0 ■◆◀
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>FIGG — Financieringsmaatschappij industrieel (NIB) Garantiefonds N.V.</i> 100,0 millions NLG	43,5	Construction d'une usine de segments de pistons pour moteurs automobiles à Cantanhede, près de Coimbra <i>Cofapeuropa S.A.</i> 2 000,0 millions PTE	11,4 ■
<i>ING — Internationale Nederlanden Bank NV</i> 100,0 millions NLG	43,3	Modernisation de lignes de production de transformateurs électriques <i>EFACEC — Empresa Fabril de Máquinas Eléctricas S.A.</i> 1 600,0 millions PTE	9,1 ■
PORTUGAL (216 496 millions d'escudos)	1 230,4	Production de pâte à papier sans chlore <i>Celulose Beira Industrial SA (CELBI)</i> 2 000,0 millions PTE	11,4 ■
<u>Prêts individuels</u>	<u>(1 210,5)</u>		
Construction d'une centrale hydroélectrique sur le fleuve Douro <i>Electricidade de Portugal, EP — EDP</i> 12 000,0 millions PTE	68,4 ■◆		
Renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité <i>EDP</i> 14 743,0 millions PTE	83,7 ■		

	millions d'écus		millions d'écus
<u>Prêts globaux</u>	<u>(19,9)</u>	Aménagements routiers; approvisionnement en eau; collecte et traitement des eaux usées <i>Strathclyde Regional Council</i>	
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:		100,0 millions GBP	127,0 ■◀
— <i>Deutsche Bank de Investimento SA</i>			
1 500,0 millions PTE	8,5	Aménagements routiers; aménagements de zones industrielles; centre de formation pour ingénierie aérospatiale <i>South Glamorgan County Council</i>	
— <i>IAPMEI — Instituto de Apoio às Pequenas e</i> <i>Médias Empresas e ao Investimento</i>		50,0 millions GBP	70,8 ■
2 000,0 millions PTE	11,4		
ROYAUME-UNI (1 795,6 millions de livres sterling)	2 407,2	Aménagements routiers; extension de la piste de l'aéroport d'Humberside <i>Humberside County Council</i>	
<u>Prêts individuels</u>	<u>(2 407,2)</u>	24,0 millions GBP	30,5 ■
Construction de centrales électriques à turbines à gaz			
— dans le nord-est		Aménagements routiers; adduction d'eau et assainis- sement	
<i>Teesside Power Limited</i>		<i>Lothian Regional Council</i>	
200,0 millions GBP	254,0 ■◆	21,0 millions GBP	26,7 ■◀
— à l'est de Londres		Première phase de construction du métro urbain léger de l'agglomération de Manchester <i>Greater Manchester Transport Passenger Authority and</i> <i>Greater Manchester Transport Passenger Executive</i>	
<i>Barking Power Limited</i>		15,0 millions GBP	19,1 ■◀
200,0 millions GBP	279,3 ◆		
Mise en valeur des gisements de pétrole et de gaz de Dunbar et d'Ellon dans le secteur britannique de la Mer du Nord		Renouvellement de la flotte aérienne long courrier <i>British Airways plc</i>	
<i>Total Oil Marine plc</i>		58,8 millions GBP	82,1 ●
120,0 millions GBP	152,4 ◆		
Amélioration de l'alimentation en eau potable et ouvrages d'assainissement dans diverses zones:		Unités de production de gaz industriels dans diverses usines <i>BOC Ltd</i>	
— Nord-Ouest		30,0 millions GBP	42,0 ■◀
<i>North West Water Ltd</i>			
140,0 millions GBP	193,1 ■◀	Modernisation et extension d'installations de produc- tion de gaz industriels à Brinsworth (South Yorkshire) <i>BOC Ltd</i>	
— Est et Ouest des Midlands		20,0 millions GBP	25,4 ■
<i>Severn Trent Water Ltd</i>			
100,0 millions GBP	141,6 ■◀	Mise au point et fabrication d'un moteur automobile à Bridgend, Swansea (Wales) et Belfast (Northern Ire- land) <i>Ford Motor Company Ltd</i>	
— Est		200,0 millions GBP	254,0 ■
<i>Anglian Water Services Ltd</i>			
55,0 millions GBP	77,3 ◀	Production de plaquettes de silicium polies pour cir- cuits intégrés à Livingston (Scotland) <i>Shin-Etsu Handotai Europe Limited</i>	
— bassin de la Tamise		1,9 million GBP	2,7 ■
<i>Thames Water Utilities Ltd</i>			
50,0 millions GBP	66,7 ◀		
— Pays de Galles			
<i>DWR Cymru Cyfyngedig</i>			
45,0 millions GBP	62,8 ■◀		
— Sud-Est			
<i>Southern Water Services Ltd</i>			
35,0 millions GBP	49,0 ◀		
— Cornouailles et Devon			
<i>South West Water Services Ltd</i>			
30,0 millions GBP	42,5 ■◀		
— Nord-Est			
<i>Northumbrian Water Ltd</i>			
17,0 millions GBP	24,1 ■◀		
— Wessex			
<i>Wessex Water Services Ltd</i>			
16,2 millions GBP	22,7 ◀		
— Bristol			
<i>Bristol Water plc</i>			
8,0 millions GBP	11,2 ◀		
Tunnel sous la Manche			
<i>Eurotunnel plc</i>			
139,7 millions GBP	195,0 ●		
Pont autoroutier sur l'estuaire de la Severn			
<i>Severn River Crossing plc</i>			
66,0 millions GBP	83,8 ■●		
Aménagements routiers:			
<i>Gwent County Council</i>			
30,0 millions GBP	42,5 ■		
<i>West Glamorgan County Council</i>			
23,0 millions GBP	29,2 ■		
		AUTRES (¹)	159,7
		Mise en valeur des gisements de pétrole de Snorre et de Veslefrikk, dans le secteur norvégien de la Mer du Nord <i>Deminex (Norge) A/S</i>	71,1 ◆
		Acquisition, lancement et exploitation de satellites assurant les transmissions vers les navires, les avions et les véhicules terrestres <i>International Maritime Satellite Organization</i>	14,9 ●
		(opération de garantie)	73,7 ●

(¹) Financements assimilés à des opérations dans la Communauté (cf. note 5d
page 115)

LISTE DES FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ

Le montant total des financements de la BEI pour des investissements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 892,8 millions dont 252 millions dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer, 320,8 millions dans les pays du bassin méditerranéen et 320 millions dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Certains prêts globaux dits APEX seront rétrocédés à des intermédiaires financiers agréés par la BEI pour le financement d'investissements de PME (voir encadré page 50).

Les prêts sur ressources propres sont signalés par le signe ★. Ils sont le plus souvent bonifiés: dans les États ACP, sur les ressources du FED et dans certains pays du bassin méditerranéen, sur les ressources budgétaires de la Communauté.

Les financements sur ressources budgétaires sont signalés par le signe □. Ces financements sont accordés par la BEI sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté; ils sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale.

AFRIQUE

	millions d'écus	
NIGÉRIA	75,0	
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, du tourisme et des mines <i>Nigerian Industrial Development Bank Ltd</i>	75,0	★
ZIMBABWE	23,5	
Extension des installations d'assainissement des eaux usées de Harare <i>Gouvernement du Zimbabwe pour Harare City Council</i>	15,0	★
Prêt global au Gouvernement du Zimbabwe pour la <i>Zimbabwe Development Bank</i> pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, du tourisme, du transport et des mines	8,0	★
Étude pour l'exploitation d'une nouvelle mine de cuivre et de zinc à Sanyati (Est du pays) Prêt conditionnel à <i>Reunion Mining LTD</i>	0,45	□
Prise de participation directe au nom de la Communauté au capital de la <i>Zimbabwe Development Bank</i>	0,06	□
GUINÉE	20,0	
Extension de la centrale électrique au fuel de Tombo, à Conakry Prêt conditionnel à la <i>République de Guinée pour Entreprise Nationale d'Électricité de Guinée</i>	20,0	□
SIERRA LEONE	15,5	
Remise en état d'installations de production d'électricité à la centrale de King Tom à Freetown Prêt conditionnel à la <i>République de Sierra Leone pour la National Power Authority</i>	15,5	□
SÉNÉGAL	13,0	
Renouvellement et extension des équipements de télécommunication dans le nord (Saint-Louis et vallée du fleuve Sénégal) <i>Société Nationale des Télécommunications du Sénégal</i>	13,0	★
TANZANIE	11,3	
Agrandissement du terminal pour conteneurs du port de Dar es-Salaam Prêt conditionnel à <i>Tanzania Harbours Authority</i>	11,0	□
Prise de participation directe au capital de TDFL au nom de la Communauté Prêt conditionnel à la <i>Tanzania Development Finance Company Ltd</i>	0,25	□

ZAMBIE

10,2

Agrandissement et modernisation d'une usine de produits pharmaceutiques à Ndola Prêt conditionnel à <i>Gamma Pharmaceuticals Ltd</i>	3,0	□
Étude de faisabilité concernant la centrale électrique des chutes Victoria Prêt conditionnel à la <i>Zambia Electricity Supply Corporation Ltd</i>	0,18	□
Extension d'une filature de fils de coton peigné, cardé et de fils mélangés polyester/coton Prêts conditionnels à:		
— <i>Swarp Spinning Mills Ltd</i>	4,5	□
— <i>Swarp Ltd pour Swarp Spinning Mills Ltd</i>	2,5	□

MALI

10,0

Construction d'une nouvelle usine d'égrenage de coton à Koutiala et modernisation d'une usine existante à Dioila Prêt conditionnel à la <i>République du Mali pour la Compagnie Malienne de Développement des Textiles</i>	10,0	□
---	------	---

GUINÉE-BISSAU

7,0

Remise en état et extension des installations de production d'électricité Prêt conditionnel à la <i>République de Guinée-Bissau pour Electricidade e Aguas da Guinée-Bissau</i>	7,0	□
--	-----	---

CÔTE-D'IVOIRE

6,5

Modernisation et extension d'une unité de traitement du thon à Abidjan — <i>Société des conserves de Côte-d'Ivoire</i>	5,5	★
— Prêt conditionnel à la <i>Société des Conserves de Côte-d'Ivoire</i>	1,0	□

MADAGASCAR

6,5

Construction d'une ferme aquacole pour l'élevage et l'exportation de crevettes — Prêt conditionnel à <i>Aqualma</i>	4,8	□
— Prêt conditionnel à « <i>Pêcheries de Nossi Bé</i> » pour une prise de participation dans le capital d'Aqualma	1,7	□

ÉTHIOPIE

6,0

Remise en état de la section septentrionale du réseau de télécommunications Prêt conditionnel au <i>Gouvernement éthiopien pour l'office éthiopien des télécommunications</i>	6,0	□
--	-----	---

CAP-VERT

5,4

Accroissement de la capacité de production de la centrale de Mindelo par l'adjonction de deux groupes de 3 MW chacun Prêt conditionnel à la <i>République du Cap-Vert pour Empresa Pública de Electricidade e Água</i>	5,4	□
---	-----	---

UGANDA	4,6	
Étude pour l'établissement d'une ferme pilote pour l'élevage et la production d'anguilles au lac Victoria Prêt conditionnel à <i>Interfish Ltd</i>	0,6	□
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, du transport et du tourisme Prêt conditionnel à <i>Development Finance Corporation of Uganda</i>	4,0	□
BOTSWANA	4,0	
Prêts globaux pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie, du transport et du tourisme — <i>Botswana Development Corporation Ltd</i>	2,5	★
— Prêt conditionnel à la <i>Botswana Development Corporation Ltd</i>	1,5	□
SWAZILAND	3,5	
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme Prêt conditionnel à <i>Swaziland Industrial Development Company Ltd</i>	3,5	□
ANGOLA	3,1	
Mise en valeur de carrières de granit noir dans le sud du pays — Prêt conditionnel à <i>ANGOROCHAS</i>	2,7	□
— Prêt conditionnel à <i>ROREMINA</i> (financement partiel de la prise de participation de Roremina dans le capital de Angorochas)	0,38	□
MOZAMBIQUE	3,0	
Usine de traitement de noix de cajou Prêt conditionnel à la <i>Companhia do Caju de Nacala SARL</i>	3,0	□
MAURICE	2,6	
Nouvelle usine de produits laitiers — <i>Nouvelle Maurilait</i>	2,0	★
— Prêt conditionnel à <i>Management and Development Company Ltd</i> pour <i>Nouvelle Maurilait</i>	0,6	□
NAMIBIE	2,5	
Construction d'une tannerie à Okapuka, à 25 km au nord de Windhoek Prêt subordonné à <i>Meat Corporation of Namibia Limited</i>	2,5	□
KENYA	2,0	
— Prêt global pour le financement de prises de participation dans des entreprises de petite ou moyenne dimension — Prêt conditionnel à la <i>Kenya Equity Capital Ltd</i>	2,0	□
SÃO TOMÉ E PRINCIPE	0,25	
Étude de faisabilité sur le plan directeur électricité Prêt conditionnel au <i>Gouvernement de São Tomé e Príncipe</i>	0,25	□

GHANA	0,2	
Modernisation d'une usine de refonte d'aluminium et installation d'une nouvelle fonderie de déchets à Tema — Prêt conditionnel à <i>Ecobank Ghana Ltd</i> pour le financement partiel d'une prise de participation au capital d'Aluminium Enterprises Ltd (AEL)	0,035	□
— Prêt subordonné à <i>Ecobank Ghana Ltd</i> qui le rétrocède à AEL sous forme d'avance d'actionnaire	0,165	□
CARAÏBES		millions d'écus
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	3,0	
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme Prêt conditionnel à <i>Asociación para el Desarrollo de Microempresas</i>	3,0	□
DOMINIQUE	2,5	
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme Prêts conditionnels à: — <i>Agricultural Industrial and Development Bank</i>	2,0	□
— <i>Gouvernement de la Dominique</i>	0,5	□
JAMAÏQUE	0,3	
Étude de faisabilité concernant l'établissement d'une usine de soude caustique Prêt conditionnel à <i>Jamaica Bauxite Institute Ltd</i>	0,3	□
PTOM		millions d'écus
ANTILLES NÉERLANDAISES	7,0	
Extension et conversion au fuel lourd de la centrale électrique de l'île de Bonaire <i>Water- en Energiebedrijf WEB — Bonaire NV</i>	4,0	★
Construction d'une installation pour la prestation de services de restauration aérienne à l'aéroport de Curaçao <i>Antilliaanse Luchtvaartmaatschappij c.v.</i>	3,0	★
ÎLES FALKLAND	2,5	
Construction de nouvelles installations de stockage de combustibles (gazole, essence, kérosène) à Stanley <i>Stanley Services Ltd</i>	2,5	★
MAYOTTE	1,0	
Renforcement des moyens de production d'énergie électrique Prêt conditionnel à la <i>Collectivité Territoriale de Mayotte</i>	1,0	□
MONTSERRAT	0,15	
Étude sur les besoins de production d'électricité de Montserrat Prêt conditionnel à <i>Montserrat Electricity Services Ltd</i>	0,15	□

MÉDITERRANÉE

	millions d'écus	
ÉGYPTE	95,4	
Renforcement du réseau de transport d'électricité à moyenne tension dans le nord de la Haute-Égypte <i>Egyptian Electricity Authority</i>	50,4	★
Construction d'un nouveau réseau de collecte et de traitement des eaux usées au Caire <i>République Arabe d'Égypte (Ministère de la reconstruction, des nouvelles collectivités, du logement et des services publics)</i>	45,0	★
MAROC	80,0	
Renforcement de la capacité de télécommunications vers l'Europe par de nouveaux câbles sous-marins à fibres optiques et amélioration des communications locales <i>Office National des Postes et Télécommunications</i>	80,0	★
ALGÉRIE	53,0	
Construction d'un barrage à Taksebt, destiné à la fourniture d'eau à usage domestique et industriel à Alger et à la Wilaya de Tizi Ouzou <i>République algérienne démocratique et populaire représentée par la Banque Algérienne de Développement</i>	53,0	★
TUNISIE	49,0	
Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises <i>Banque de Développement Économique de Tunisie</i>	25,0	★
Prêt conditionnel à la <i>Banque de Développement Économique de Tunisie</i> pour le financement de prises de participation	7,0	□
Construction des stations d'épuration et des réseaux d'assainissement de Menzel Bourguiba, Monastir et M'saken <i>République Tunisienne</i>	17,0	★
JORDANIE	23,0	
Remise en état d'un tronçon de la route Amman-Aqaba <i>Royaume Hachémite de Jordanie pour le Ministère des Travaux Publics et du Logement</i>	15,0	★
Remise en état des réseaux d'adduction d'eau des villes d'Irbid et de Ramtha, dans le Nord <i>Royaume Hachémite de Jordanie pour Water Authority of Jordan</i>	5,0	★
Extension d'une zone industrielle à Sahab, près d'Amman <i>Royaume Hachémite de Jordanie pour Jordan Industrial Estates Corporation</i>	3,0	★

SYRIE

20,4

Construction d'un barrage sur le fleuve Snobar et aménagement d'un réseau d'irrigation sur 10 500 ha de terres agricoles dans la zone côtière de Lattakia
République arabe syrienne

20,4 ★

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

	millions d'écus	
BULGARIE	115,0	
Modernisation du réseau de télécommunications <i>Bulgarian Posts and Telecommunications Co Ltd</i>	70,0	★
Achèvement d'une unité de production au lignite à la centrale électrique de Maritsa Est II (Sud-Est), équipements de désulfuration des gaz de combustion et remise à neuf d'infrastructures communes à la centrale <i>République de Bulgarie pour la Nazionalna Electriciska Compania</i>	45,0	★
Ex-R.f. TCHÈQUE ET SLOVAQUE	85,0	
Prêt global APEX à la <i>Banque d'État de la République fédérale tchèque et slovaque</i> pour le financement d'entreprises du secteur industriel, touristique et des services, y compris ceux liés à des économies d'énergie et à la protection de l'environnement	85,0	★
HONGRIE	70,0	
Construction de contournements routiers à Sopron, près de la frontière autrichienne et à Szolnok, dans l'Est, et réhabilitation du réseau routier national <i>République de Hongrie</i>	50,0	★
Remise en état et modernisation des installations de contrôle de la sécurité du trafic aérien <i>République de Hongrie, Ministère des transports, des communications et de la gestion de l'eau pour Legiforgalmi és Repülöténi Igazgatóság (Administration de la navigation aérienne et des aéroports)</i>	20,0	★
POLOGNE	50,0	
Modernisation et amélioration des installations de l'aéroport de Varsovie-Okęcie <i>République de Pologne (Ministère des Transports et de l'Économie maritime) Przedsiębiorstwo Państwowe Porty Lotnicze</i>	50,0	★

Tableau A: Montants des contrats signés de 1959 à 1992

(millions d'écus)

Année	Total	Dans la Communauté				A l'extérieur de la Communauté		
		Total	Ressources propres	Mandats et garanties	Ressources du NIC	Total	Ressources propres	Ressources budgétaires
1959/1972	2 836,7	2 450,2	2 340,1	110,1	—	386,5	155,7	230,8
1973/1980	14 340,7	12 346,2	11 739,1	132,4	474,7	1 994,5	1 381,5	613,0
1981	3 531,4	3 063,7	2 523,8	—	539,9	467,7	377,9	89,8
1982	4 630,4	4 237,1	3 446,0	—	791,1	393,3	352,1	41,2
1983	5 921,1	5 443,1	4 145,9	97,6	1 199,6	478,0	426,0	52,0
1984	6 885,9	6 188,8	5 007,0	—	1 181,8	697,1	610,7	86,4
1985	7 176,2	6 524,4	5 640,7	—	883,7	651,8	575,9	75,9
1986	7 471,7	7 071,1	6 678,1	—	393,0	400,6	314,3	86,3
1987	7 758,3	7 392,3	6 967,1	—	425,2	366,0	184,4	181,6
1988	10 060,2	9 385,4	8 843,9	185,0	356,5	674,8	502,7	172,1
1989	12 194,8	11 584,9	11 506,6	—	78,3	609,9	483,9	126,0
1990	13 338,9	12 626,0	12 549,9	52,5	23,6	712,9	669,0	43,9
1991	15 393,3	14 477,3	14 438,1	—	39,2	916,0	781,5	134,5
1992	17 032,5	16 139,7	16 066,0	73,7	—	892,8	764,3	128,5
Total	128 572,0	118 929,9	111 892,3	651,3	6 386,3	9 642,1	7 580,1	2 062,0

Tableau B: Montants des contrats signés de 1988 à 1992 et de 1959 à 1992

Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

(millions d'écus)

	1988-1992			1959-1992		
	Total	Ressources propres ⁽¹⁾	Autres ressources	Total	Ressources propres ⁽¹⁾	Autres ressources
Pays membres	64 213,3	63 715,7	497,6	118 929,9	112 543,6	6 386,3
Belgique	821,3	797,7	23,6	1 643,6	1 620,0	23,6
Danemark	2 834,0	2 802,6	31,4	5 146,4	4 612,9	533,5
Allemagne	5 287,1	5 287,1	—	7 305,0	7 305,0	—
Grèce	1 378,6	1 378,6	—	3 616,7	3 310,6	306,1
Espagne	9 865,3	9 804,2	61,1	10 960,2	10 737,9	222,3
France	8 289,6	8 183,0	106,6	16 251,7	15 001,7	1 250,0
Irlande	1 099,7	1 099,7	—	4 001,5	3 577,5	424,0
Italie	18 748,1	18 605,1	143,0	43 385,8	40 277,8	3 108,0
Luxembourg	83,1	83,1	—	128,4	128,4	—
Pays-Bas	1 155,2	1 152,0	3,2	1 445,7	1 442,5	3,2
Portugal	4 343,3	4 343,3	—	4 923,5	4 883,7	39,8
Royaume-Uni	9 172,2	9 043,6	128,6	18 578,4	18 102,6	475,8
Autres ⁽¹⁾	1 135,7	1 135,7	—	1 543,0	1 543,0	—
ACP-PTOM	1 360,0	801,7	558,3	3 566,3	2 264,8	1 301,5
Méditerranée	1 626,4	1 579,7	46,7	5 255,8	4 495,3	760,5
PECO	820,0	820,0	—	820,0	820,0	—
Total	68 019,7	66 917,1	1 102,6	128 572,0	120 123,7	8 448,3

Les prêts en Espagne et au Portugal jusqu'à fin 1985 et ceux en Grèce jusqu'à fin 1980 sont comptabilisés à l'extérieur de la Communauté

⁽¹⁾ Financements assimilés à des opérations dans la Communauté (cf. note 5d page 115)⁽²⁾ Y compris prêts sur mandats et garanties

De l'Europe des Six à l'Europe des Douze

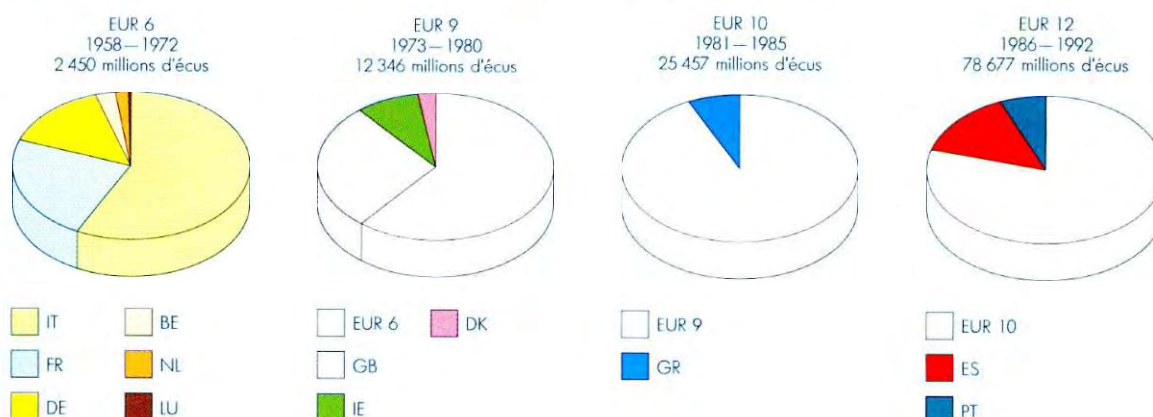


Tableau C: **Financements accordés dans la Communauté de 1988 à 1992**
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par pays et objectif

(millions d'écus)

	Développement régional	Infrastructures communautaires	Environnement Cadre de vie	Objectifs énergétiques	Objectifs industriels	
					Compétitivité internationale	Petites et moyennes entreprises
Belgique	199,4	74,9	22,2	83,4	—	533,0
Danemark	1 364,4	1 466,5	171,4	963,0	28,5	250,1
Allemagne	2 523,3	563,9	2 031,0	452,2	484,6	692,3
Grèce	1 183,1	159,8	322,3	300,9	—	197,3
Espagne	7 642,6	4 419,7	1 532,1	1 304,6	886,3	1 146,4
France	5 236,3	2 414,3	604,8	193,9	748,1	1 811,4
Irlande	1 082,7	390,4	230,0	114,8	3,4	22,0
Italie	11 646,7	2 473,0	3 251,2	4 219,2	1 567,4	4 125,3
Luxembourg	23,7	59,5	—	—	—	—
Pays-Bas	406,8	420,7	3,0	88,0	261,2	280,7
Portugal	4 261,4	943,6	523,4	744,2	237,7	544,8
Royaume-Uni	4 166,9	1 722,6	2 887,6	2 156,2	815,5	170,3
Autres	—	876,9	—	258,8	—	—
Total	39 737,3	15 985,8	11 579,0	10 879,2	5 032,6	9 773,6

Certains financements répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

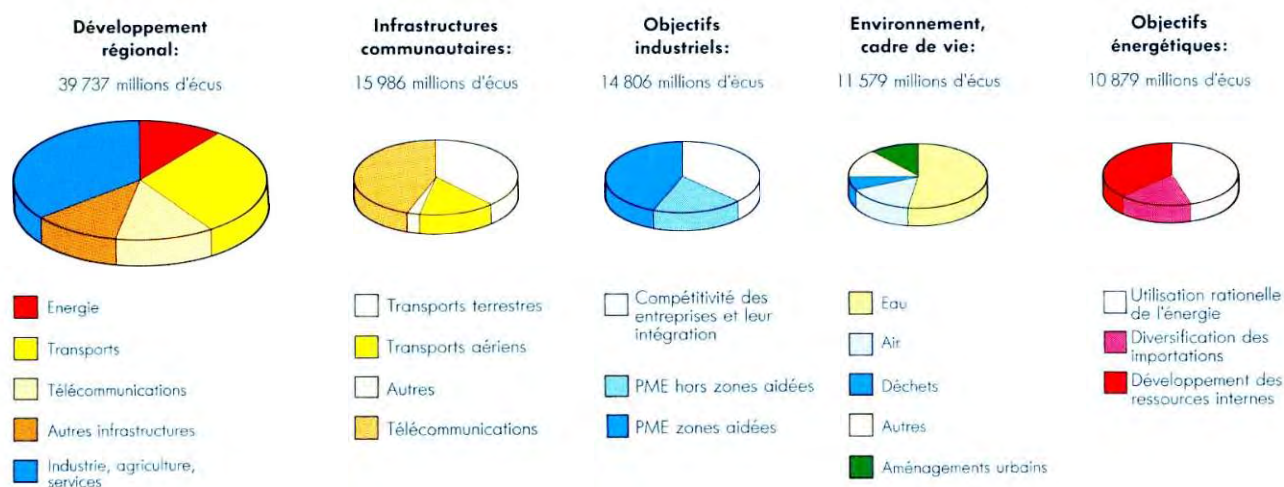


Tableau D: **Financements accordés dans la Communauté de 1988 à 1992**
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par pays et secteur

(millions d'écus)

	Total	Prêts	Crédits	Infrastructure				
				Transport	Télécommunication	Environnement et autres	Energie	Industrie Services Agriculture
Belgique	705,9	168,7	537,2	74,9	—	14,6	83,4	533,1
Danemark	2 833,7	2 526,3	307,5	1 116,3	365,2	133,7	937,2	281,3
Allemagne	4 966,3	2 459,2	2 507,2	688,6	146,8	1 332,2	534,4	2 264,3
Grèce	1 186,4	880,5	305,9	385,4	—	234,2	319,6	247,2
Espagne	9 957,6	8 525,9	1 431,7	2 972,9	2 440,6	1 147,5	1 029,3	2 367,4
France	7 518,7	4 507,2	3 011,5	4 094,9	34,4	308,7	166,2	2 914,6
Irlande	1 082,7	1 060,7	22,0	317,2	188,0	301,9	181,6	94,0
Italie	18 500,3	13 260,5	5 239,8	1 327,7	2 842,5	2 005,5	4 576,5	7 748,1
Luxembourg	83,1	83,1	—	—	59,5	—	—	23,7
Pays-Bas	1 104,9	821,4	283,5	425,9	—	2,8	88,0	588,2
Portugal	4 294,2	3 669,9	624,3	1 352,0	613,1	93,5	864,0	1 371,5
Royaume-Uni	8 956,0	8 782,1	173,9	1 672,7	562,3	2 530,7	2 126,8	2 063,5
Autres	1 135,7	1 135,7	—	—	876,9	—	258,8	—
Total	62 325,7	47 881,2	14 444,5	14 428,5	8 129,2	8 105,3	11 165,8	20 496,8

Tableau E: Financements accordés dans la Communauté en 1992
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Total		Prêts BEI	Crédits		
	montant	%		Total	BEI	NIC
Énergie et infrastructures.	12 371,1	73,0	10 729,2	1 642,0	1 642,0	—
Énergie	2 871,7	16,9	2 740,8	130,9	130,9	—
Production.	1 636,3	9,7	1 571,6	64,7	64,7	—
Centrales thermiques classiques	835,2	4,9	814,2	21,0	21,0	—
Centrales hydroélectriques	277,6	1,6	239,1	38,4	38,4	—
Centrales de production de chaleur	139,2	0,8	135,3	3,9	3,9	—
Exploitation d'hydrocarbures	384,2	2,3	383,0	1,2	1,2	—
Combustibles solides.	0,1	.	—	0,1	0,1	—
Transport, stockage, retraitement	592,6	3,5	592,6	—	—	—
Électricité	214,0	1,3	214,0	—	—	—
Gaz naturel, pétrole.	366,8	2,2	366,8	—	—	—
Combustibles nucléaires.	11,9	0,1	11,9	—	—	—
Distribution	642,8	3,8	576,6	66,2	66,2	—
Électricité	301,2	1,8	296,5	4,8	4,8	—
Gaz naturel	323,2	1,9	274,0	49,1	49,1	—
Chaleur	18,4	0,1	6,1	12,3	12,3	—
Transports	4 552,7	26,9	4 031,2	521,6	521,6	—
Chemins de fer	952,5	5,6	936,2	16,3	16,3	—
Routes, autoroutes	2 154,2	12,7	1 853,7	300,5	300,5	—
Transports maritimes.	98,5	0,6	81,3	17,2	17,2	—
Transports urbains	882,5	5,2	705,9	176,6	176,6	—
Transports aériens	426,4	2,5	415,4	11,0	11,0	—
Centres intermodaux et autres.	38,6	0,2	38,6	—	—	—
Télécommunications	1 990,0	11,7	1 990,0	—	—	—
Équipements classiques	1 481,9	8,7	1 481,9	—	—	—
Satellites, stations	278,2	1,6	278,2	—	—	—
Réseaux spécialisés	229,8	1,4	229,8	—	—	—
Eau, assainissement, déchets solides	2 148,8	12,7	1 300,8	848,0	848,0	—
Approvisionnement en eau potable	122,4	0,7	32,8	89,6	89,6	—
Traitement des eaux usées	981,7	5,8	387,1	594,6	594,6	—
Approvisionnement et assainissement.	784,3	4,6	739,4	44,9	44,9	—
Traitement des déchets solides et liquides	140,5	0,8	61,2	79,2	79,2	—
Aménagements à finalité multiple	120,0	0,7	80,3	39,7	39,7	—
Infrastructures urbaines	96,1	0,6	83,5	12,6	12,6	—
Rénovation urbaine	84,4	0,5	83,5	0,9	0,9	—
Bâtiments publics, administratifs	3,4	.	—	3,4	3,4	—
Exposition, foire et congrès.	6,6	.	—	6,6	6,6	—
Aménagements urbains composites	1,6	.	—	1,6	1,6	—
Infrastructures diverses	711,8	4,2	582,8	129,0	129,0	—
Infrastructures composites	705,6	4,2	577,1	128,5	128,5	—
Aménagements agricoles, forestiers	6,2	—	5,7	0,4	0,4	—
Industrie, agriculture, services	4 582,0	27,0	2 152,3	2 429,7	2 412,8	16,8
Industrie	3 897,7	23,0	1 992,5	1 905,1	1 889,1	16,0
Industries extractives.	21,0	0,1	—	21,0	20,7	0,3
Production, 1 ^{ère} transformation des métaux.	47,7	0,3	—	47,7	47,7	—
Ouvrages en métaux, mécanique	422,9	2,5	63,2	359,7	359,7	—
Construction de matériel de transport	925,3	5,5	856,1	69,2	69,2	—
Construction électrique	170,2	1,0	66,9	103,3	103,3	—
Électronique	87,1	0,5	75,2	11,9	11,9	—
Industrie chimique	813,0	4,8	709,1	104,0	104,0	—
Caoutchouc, matières plastiques	90,9	0,5	—	90,9	90,9	—
Verre et céramique	48,7	0,3	9,7	39,0	38,9	0,1
Matériaux de construction	151,2	0,9	24,4	126,8	126,5	0,3
Industrie du bois	111,9	0,7	4,0	107,9	107,9	—
Produits alimentaires.	410,1	2,4	54,7	355,3	352,2	3,2
Textiles, cuirs	126,9	0,7	—	126,9	126,7	0,2
Pâte à papier, papier, imprimerie	322,2	1,9	129,4	192,8	180,8	12,0
Industries manufacturières diverses	33,3	0,2	—	33,3	33,3	—
Génie civil, bâtiments	115,3	0,7	—	115,3	115,3	—
Services	677,3	4,0	159,8	517,5	517,0	0,4
Tourisme, loisirs, santé	264,5	1,6	82,8	181,6	181,6	—
Recherche, développement	27,8	0,2	27,6	0,3	0,3	—
Services aux entreprises et collectivités	255,7	1,5	—	255,7	255,5	0,3
Récupération, recyclage de déchets	13,6	0,1	—	13,6	13,6	—
Centres de formation et d'enseignement	50,3	0,3	49,4	0,9	0,9	—
Commerce de gros	65,5	0,4	—	65,5	65,3	0,2
Agriculture, pêche, sylviculture.	7,0	.	—	7,0	6,7	0,4
Total général	16 953,1	100,0	12 881,5	4 071,6	4 054,8	16,8

Tableau F: Financements accordés dans la Communauté de 1988 à 1992
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Total		Prêts		Crédits	
	montant	%	BEI + NIC	Total	BEI	NIC
Énergie et infrastructures.	41 828,8	67,1	38 515,6	3 313,3	3 306,6	6,7
Énergie	11 165,8	17,9	10 688,7	477,1	470,4	6,7
Production	5 725,1	9,2	5 565,9	159,2	154,8	4,4
Centrales thermiques classiques	1 880,3	3,0	1 852,3	28,1	28,1	—
Centrales hydroélectriques	860,8	1,4	755,7	105,2	101,3	3,9
Énergie géothermique, alternative	88,5	0,1	86,8	1,7	1,7	—
Centrales de production de chaleur	400,2	0,6	384,4	15,8	15,3	0,6
Exploitation d'hydrocarbures	2 439,1	3,9	2 431,6	7,4	7,4	—
Combustibles solides	56,2	0,1	55,2	1,0	1,0	—
Transport, stockage, retraitement	2 233,3	3,6	2 213,5	19,8	19,8	—
Électricité	711,2	1,1	708,3	2,8	2,8	—
Gaz naturel, pétrole	986,5	1,6	969,6	16,9	16,9	—
Combustibles nucléaires	535,6	0,9	535,6	—	—	—
Distribution	3 207,5	5,1	2 909,4	298,1	295,9	2,2
Électricité	1 676,8	2,7	1 638,5	38,3	38,3	—
Gaz naturel	1 431,8	2,3	1 205,3	226,5	224,3	2,2
Chaleur	98,8	0,2	65,5	33,3	33,3	—
Transports	14 428,5	23,2	13 334,3	1 094,2	1 094,2	—
Chemins de fer	3 481,1	5,6	3 420,9	60,2	60,2	—
Routes, autoroutes	5 293,1	8,5	4 721,6	571,5	571,5	—
Transports maritimes	576,7	0,9	532,5	44,2	44,2	—
Transports urbains	1 718,9	2,8	1 325,6	393,3	393,3	—
Transports aériens	3 151,8	5,1	3 136,6	15,2	15,2	—
Centres intermodaux et autres	207,0	0,3	197,2	9,8	9,8	—
Télécommunications	8 129,2	13,0	8 129,2	—	—	—
Équipements classiques	6 467,1	10,4	6 467,1	—	—	—
Réseaux spécialisés	235,7	0,4	235,7	—	—	—
Satellites, stations	1 088,2	1,7	1 088,2	—	—	—
Câbles internationaux	338,2	0,5	338,2	—	—	—
Eau, assainissement, déchets solides	6 323,7	10,1	4 940,7	1 383,0	1 383,0	—
Approvisionnement en eau potable	515,2	0,8	334,5	180,7	180,7	—
Traitement des eaux usées	2 290,7	3,7	1 383,9	906,7	906,7	—
Approvisionnement et assainissement	2 424,1	3,9	2 344,8	79,3	79,3	—
Traitement des déchets solides et liquides	562,7	0,9	426,2	136,5	136,5	—
Aménagements à finalité multiple	531,0	0,9	451,3	79,7	79,7	—
Infrastructures urbaines	370,0	0,6	318,1	51,9	51,9	—
Rénovation urbaine	105,8	0,2	103,9	1,9	1,9	—
Exposition, foire et congrès	231,0	0,4	206,7	24,3	24,3	—
Bâtiments publics, administratifs	12,5	—	7,5	4,9	4,9	—
Aménagements urbains composites	20,8	—	—	20,8	20,8	—
Infrastructures diverses	1 411,6	2,3	1 104,5	307,1	307,1	—
Infrastructures composites	1 254,2	2,0	951,3	303,0	303,0	—
Aménagements agricoles, forestiers	157,4	0,3	153,3	4,1	4,1	—
Industrie, services, agriculture	20 496,9	32,9	9 365,6	11 131,3	10 472,0	659,2
Industrie	17 333,8	27,8	8 496,7	8 837,0	8 242,5	594,6
Industries extractives	99,1	0,2	—	99,1	91,2	7,9
Production, 1 ^{re} transformation des métaux	240,8	0,4	37,0	203,8	193,1	10,7
Ouvrages en métaux, mécanique	1 874,2	3,0	208,7	1 665,5	1 558,2	107,4
Construction de matériel de transport	3 821,6	6,1	3 575,6	246,0	222,3	23,7
Construction électrique	892,5	1,4	464,3	428,1	405,4	22,8
Électronique	582,3	0,9	500,4	81,9	75,2	6,7
Industrie chimique	2 528,2	4,1	1 940,0	588,1	552,7	35,4
Caoutchouc, matières plastiques	654,0	1,0	136,3	517,7	480,2	37,5
Verre et céramique	475,1	0,8	154,8	320,3	284,4	35,9
Matériaux de construction	626,2	1,0	87,7	538,5	522,4	16,1
Industrie du bois	572,4	0,9	84,9	487,6	441,9	45,7
Produits alimentaires	1 907,5	3,1	419,4	1 488,1	1 405,9	82,2
Textiles, cuirs	698,8	1,1	14,6	684,2	620,3	63,9
Pâte à papier, papier, imprimerie	1 739,1	2,8	863,3	875,8	811,6	64,2
Industries manufacturières diverses	177,6	0,3	9,5	168,1	149,3	18,8
Génie civil, bâtiments	444,4	0,7	—	444,4	428,6	15,8
Services	2 976,0	4,8	865,8	2 110,2	2 049,7	60,6
Tourisme, loisirs, santé	1 203,4	1,9	337,0	866,3	860,5	5,8
Recherche, développement	159,4	0,3	130,3	29,1	29,1	—
Services aux entreprises et collectivités	1 063,3	1,7	46,7	1 016,6	967,1	49,5
Récupération, recyclage de déchets	66,1	0,1	—	66,1	61,7	4,5
Centres de formation et d'enseignement	103,6	0,2	101,7	1,9	1,6	0,2
Services avancés d'information	250,0	0,4	250,0	—	—	—
Commerce de gros	130,2	0,2	—	130,2	129,7	0,5
Agriculture, pêche, sylviculture	187,1	0,3	3,1	184,0	179,9	4,1
Total général	62 325,7	100,0	47 881,2	14 444,5	13 778,6	665,9

Tableau G: **Financements d'intérêt régional en 1992 et de 1989 à 1992**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(millions d'écus)

Pays	1992			1989-1992		
	Développement régional	Zones d'actions communautaires	Zones objectif 1	Développement régional	Zones d'actions communautaires	Zones objectif 1
Belgique	64,6	57,0	—	199,2	172,0	—
Danemark	370,4	224,5	—	1 204,4	675,7	—
Allemagne	1 135,1	990,4	707,4	2 295,5	1 767,0	1 087,7
Grèce	392,0	392,0	392,0	977,3	977,3	977,3
Espagne	2 970,2	2 929,1	2 023,4	6 946,5	6 696,0	4 277,5
France	1 371,0	1 094,8	67,0	4 749,6	3 569,2	95,5
Irlande	291,0	291,0	291,0	929,8	929,8	929,8
Italie	2 386,5	2 183,8	1 559,3	9 696,6	8 467,2	6 540,6
Luxembourg	11,9	11,9	—	23,7	23,7	—
Pays-Bas	25,3	15,6	—	204,0	135,4	—
Portugal	1 303,6	1 303,6	1 303,6	3 815,1	3 815,1	3 815,1
Royaume-Uni	1 471,5	1 431,2	27,9	3 753,5	3 434,0	156,4
Total	11 792,8	10 924,9	6 371,6	34 795,2	30 662,4	17 879,9

Tableau H: **Présentation des financements par région en 1992 et de 1989 à 1992**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Ce tableau présente une répartition des financements par région (Nuts 1 ou 2 selon les pays). Dans la mesure du possible, les prêts individuels concernant plusieurs régions ont été ventilés.

(montants en millions d'écus)

	PIB/hab.	Population	1992			1989-1992		
			Total	Prêts	Crédits	Total	Prêts	Crédits
Belgique	105	9 967	318,6	131,3	187,3	701,3	168,7	532,6
Bruxelles-Brussel	166	962	34,6	25,0	9,6	62,1	38,5	23,6
Vlaams Gewest	106	5 754	171,7	31,1	140,6	456,5	41,5	415,0
Région wallonne	85	3 251	37,1	—	37,1	94,0	—	94,0
Multirégionaux	—	—	75,2	75,2	—	88,7	88,7	—
Danemark	107	5 140	702,0	636,6	65,4	2 340,6	2 093,0	247,6
Hovedstadsregionen	-	1 720	176,4	169,9	6,5	521,7	479,7	41,9
Oest for Storebælt	-	587	218,3	210,2	8,2	376,8	358,8	18,0
Vest for Storebælt	-	2 833	221,5	170,7	50,7	959,1	771,5	187,7
Multirégionaux	—	—	85,8	85,8	—	483,0	483,0	—
Allemagne	117	63 232	2 164,2	791,3	1 372,9	4 449,1	2 112,2	2 336,9
Hamburg	183	1 641	21,6	16,2	5,4	102,8	77,2	25,6
Bremen	148	679	10,8	—	10,8	39,9	—	39,9
Hessen	135	5 718	80,9	62,2	18,6	146,4	86,5	59,9
Baden-Württemberg	123	9 729	93,8	20,7	73,1	359,3	146,8	212,5
Bayern	119	11 337	163,9	97,9	66,0	574,5	435,4	139,1
Berlin *	116	2 118	16,9	6,5	10,4	72,6	55,8	16,8
Nordrhein-Westfalen	112	17 248	753,1	121,8	631,2	1 357,4	368,6	988,8
Saarland	109	1 071	45,2	6,1	39,1	91,3	13,4	77,9
Rheinland-Pfalz	103	3 735	26,2	—	26,2	64,9	—	64,9
Niedersachsen	101	7 342	134,8	—	134,8	338,2	48,6	289,6
Schleswig-Holstein	99	2 615	21,8	—	21,8	70,6	17,9	52,7
Mecklenburg-Vorpommern *	-	2 000	46,0	7,4	38,6	57,9	15,6	42,3
Brandenburg *	-	2 600	132,4	69,2	63,2	146,2	77,4	68,8
Sachsen-Anhalt *	-	3 000	72,6	17,9	54,8	84,3	26,0	58,2
Sachsen *	-	4 900	306,5	185,6	120,9	536,8	407,5	129,3
Thüringen *	-	2 700	139,8	81,9	57,9	251,9	188,8	63,2
Multirégionaux	—	—	97,9	97,9	—	154,1	146,8	7,3

Tableau H: **Présentation des financements par région en 1992 et de 1989 à 1992 (suite)**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'euros)

	PIB/hab.	Population	1992			1989-1992		
			Total	Prêts	Crédits	Total	Prêts	Crédits
Grèce	47	10 123	391,9	311,8	80,2	972,6	730,1	242,5
Attiki	50	3 477	155,8	149,6	6,1	224,3	182,1	42,2
Kentriki Ellada	45	2 382	82,2	43,8	38,4	279,9	202,7	77,1
Voreia Ellada	46	3 286	34,9	19,7	15,2	177,9	122,4	55,5
Nisia	45	978	55,1	34,7	20,4	107,9	54,1	53,8
Multirégionaux	—	—	64,0	64,0	—	182,6	168,7	13,9
Espagne	75	38 959	3 195,3	2 948,4	246,9	8 977,9	7 830,1	1 147,8
Baleares	97	682	19,0	18,9	0,1	74,3	63,7	10,6
Navarra	98	521	12,7	8,0	4,7	142,0	127,4	14,6
Pais Vasco	90	2 129	135,0	126,3	8,7	302,9	254,8	48,1
Madrid	96	4 878	295,1	277,9	17,1	1 407,5	1 288,2	119,2
Cataluña	92	6 008	601,0	579,1	21,9	1 661,2	1 517,0	144,2
La Rioja	83	260	10,6	10,2	0,4	33,5	26,5	7,0
Aragón	83	1 213	24,6	20,6	4,0	100,9	71,1	29,8
Comunidad Valenciana	74	3 787	312,4	278,8	33,5	703,6	583,5	120,1
Canaries	76	1 485	34,9	27,8	7,0	163,4	131,8	31,6
Asturias	70	1 126	98,6	91,8	6,8	149,6	130,6	19,0
Cantabria	74	527	19,0	17,5	1,4	145,5	133,9	11,6
Murcia	74	1 027	154,0	146,3	7,7	261,8	209,7	52,1
Castilla-León	67	2 626	174,6	143,9	30,7	439,2	313,3	125,9
Castilla-La Mancha	63	1 714	277,4	260,8	16,6	568,2	496,5	71,7
Galicia	58	2 804	121,1	108,4	12,8	360,9	280,5	80,4
Andalucía	57	6 920	806,4	746,9	59,5	1 565,4	1 343,9	221,5
Extremadura	49	1 128	58,5	44,5	13,9	112,2	71,7	40,5
Multirégionaux	—	—	40,6	40,6	—	785,8	785,8	—
France	112	57 880	2 039,8	1 159,2	880,6	6 750,0	3 987,4	2 762,6
Île-de-France	166	10 633	175,3	142,4	32,9	536,5	292,9	243,6
Alsace	115	1 619	74,9	45,0	29,9	209,5	63,5	145,9
Haute-Normandie	106	1 731	105,6	94,5	11,1	133,9	94,5	39,3
Rhône-Alpes	109	5 338	229,6	109,6	120,0	906,9	582,5	324,4
Champagne-Ardenne	112	1 341	45,1	40,3	4,8	214,8	182,5	32,3
Centre	102	2 363	11,8	—	11,8	71,9	14,1	57,8
Franche-Comté	103	1 092	22,9	7,9	15,0	59,1	7,9	51,1
Aquitaine	101	2 787	12,6	—	12,6	207,1	50,8	156,3
Provence-Côte d'Azur	101	4 250	103,0	—	103,0	515,9	287,5	228,4
Bourgogne	100	1 602	50,7	43,1	7,6	78,5	44,1	34,4
Picardie	96	1 804	69,6	60,4	9,2	158,4	124,2	34,2
Basse-Normandie	97	1 385	13,0	8,7	4,4	71,2	8,7	62,5
Pays de la Loire	97	3 048	223,1	160,2	62,9	377,4	175,5	201,9
Lorraine	98	2 293	78,0	—	78,0	194,6	7,2	187,4
Midi-Pyrénées	91	2 423	103,3	36,3	67,0	407,7	271,4	136,3
Bretagne	93	2 784	93,7	—	93,7	278,4	11,0	267,5
Poitou-Charentes	90	1 588	32,8	12,4	20,4	62,8	12,4	50,4
Auvergne	91	1 314	23,9	—	23,9	81,3	22,4	59,0
Nord — Pas-de-Calais	91	3 945	483,0	398,4	84,7	1 509,2	1 292,9	216,2
Languedoc-Roussillon	87	2 113	3,3	—	3,3	148,9	28,7	120,2
Limousin	87	719	16,8	—	16,8	34,8	—	34,8
Corse	79	249	0,1	—	0,1	1,5	—	1,5
DOM	-	1 460	67,5	—	67,5	95,1	18,0	77,1
Multirégionaux	—	—	—	—	—	394,9	394,9	—

Tableau H: Présentation des financements par région en 1992 et de 1989 à 1992 (suite)

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'euros)

	PIB/hab.	Population	1992			1989-1992		
			Total	Prêts	Crédits	Total	Prêts	Crédits
Irlande	68	3 503	291,1	290,4	0,6	925,4	905,9	19,5
Italie	102	57 663	3 779,0	2 731,5	1 047,5	15 145,9	10 983,8	4 162,2
Lombardia	135	8 926	398,9	251,6	147,3	1 416,5	729,4	687,1
Emilia-Romagna	127	3 925	322,2	215,1	107,1	1 031,0	623,9	407,1
Valle d'Aosta	131	116	7,8	7,8	—	14,4	14,4	—
Piemonte	121	4 357	372,9	291,3	81,6	1 446,8	1 067,1	379,8
Trentino-Alto Adige	120	889	83,0	34,2	48,8	317,9	73,1	244,8
Veneto	117	4 392	239,8	160,1	79,7	813,4	455,4	357,9
Friuli-Venezia Giulia	122	1 202	32,9	22,7	10,3	400,4	334,1	66,4
Liguria	116	1 723	42,6	14,6	28,0	342,1	260,2	81,9
Lazio	115	5 181	250,5	196,2	54,2	1 159,1	920,7	238,4
Toscana	110	3 562	256,1	177,4	78,7	745,2	465,9	279,3
Marche	105	1 433	82,3	34,6	47,7	336,3	121,5	214,8
Umbria	99	822	72,1	38,3	33,8	200,3	79,9	120,4
Abruzzi	89	1 269	298,6	201,5	97,1	808,6	610,6	198,0
Molise	79	336	33,8	27,6	6,2	183,1	148,7	34,4
Sardegna	73	1 661	157,7	135,6	22,1	851,1	727,4	123,7
Puglia	74	4 076	316,1	278,5	37,7	1 115,0	952,1	162,8
Sicilia	66	5 185	195,7	153,2	42,5	1 007,0	827,5	179,5
Campania	69	5 831	256,3	159,2	97,2	1 176,4	905,7	270,6
Basilicata	64	624	127,9	106,4	21,5	505,4	434,8	70,6
Calabria	61	2 153	112,3	106,2	6,1	578,7	539,9	38,7
Multirégionaux	—	—	119,4	119,4	—	697,3	691,2	6,1
Luxembourg	124	381	42,8	42,8	—	83,1	83,1	—
Pays-Bas	101	14 947	151,9	67,7	97,3	871,7	604,8	267,0
West-Nederland	110	6 996	39,4	—	39,4	171,4	68,2	103,1
Noord-Nederland	102	1 596	7,1	—	7,1	28,0	—	28,0
Zuid-Nederland	95	3 306	67,9	41,6	26,3	215,0	153,5	61,5
Oost-Nederland	85	3 050	37,6	13,0	24,5	110,0	35,6	74,4
Multirégionaux	—	—	—	13,0	—	347,4	347,4	—
Portugal	56	9 377	1 303,6	1 210,5	93,1	3 806,0	3 266,1	539,9
Lisboa e Vale do Tejo	76	3 305	443,3	399,5	43,8	1 159,5	1 001,9	157,6
Alentejo	35	550	241,4	239,7	1,7	362,4	345,0	17,4
Algarve	49	338	32,2	32,2	—	76,5	64,7	11,8
Norte	49	3 453	279,6	250,9	28,7	884,1	705,3	178,7
Centro	41	1 732	101,5	83,0	18,5	629,6	469,0	160,6
Açores	—	254	39,2	39,2	—	154,2	150,1	4,2
Madeira	—	271	5,3	4,9	0,4	19,9	10,9	9,0
Multirégionaux	—	—	161,1	161,1	—	519,8	519,2	0,7
Royaume-Uni	101	57 411	2 407,2	2 407,2	—	7 905,0	7 733,1	171,9
South East	121	17 458	624,3	624,3	—	1 817,6	1 777,3	40,3
East Anglia	102	2 059	33,5	33,5	—	130,5	123,9	6,6
South West	96	4 667	84,4	84,4	—	447,6	439,9	7,6
East Midlands	97	4 019	62,0	62,0	—	207,6	187,3	20,3
Scotland	93	5 102	163,0	163,0	—	1 241,4	1 223,4	18,0
North West	91	6 389	206,4	206,4	—	735,6	709,3	26,3
West Midlands	92	5 219	81,1	81,1	—	390,3	375,6	14,7
Yorkshire and Humberside	92	4 952	69,6	69,6	—	458,6	448,5	10,1
North	87	3 075	301,1	301,1	—	745,6	732,9	12,6
Wales	84	2 881	519,4	519,4	—	676,2	660,8	15,4
Northern Ireland	74	1 589	27,9	27,9	—	156,6	156,6	—
Multirégionaux	—	—	234,5	234,5	—	897,5	897,5	—
Autres	—	—	159,7	159,7	—	850,7	850,7	—
Total	—	—	16 960,3	12 888,5	4 071,8	53 779,4	41 349,0	12 430,4

Estimations EUROSTAT 1990 du PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat (CE = 100)

Population 1990 en milliers d'habitants

*: Estimations des populations concernées non reprises dans le total

- : données non disponibles

Tableau I: **Crédits accordés en 1992 sur des prêts globaux en cours**

Présentation synthétique

(montants en millions d'écus)

	Total		Ressources propres		Ressources NIC	
	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant
Total crédits 1992 (*)	8 788	4 071,6	8 770	4 054,8	18	16,8
Développement régional	5 903	2 547,2	5 903	2 547,2	—	—
Infrastructures	1 121	1 084,1	1 121	1 084,1	—	—
PME zones assistées	4 782	1 463,1	4 782	1 463,1	—	—
Objectifs énergétiques	77	165,6	77	165,6	—	—
Technologies avancées	3	7,5	3	7,5	—	—
PME hors zones assistées	2 529	802,8	2 511	785,9	18	16,8
Environnement	589	1 090,2	589	1 090,2	—	—
Infrastructures communautaires	8	5,8	8	5,8	—	—

(*) Certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

Tableau J: **Crédits accordés en 1992 sur des prêts globaux en cours**

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'écus)

Régions	Total		Développement régional		Hors zones assistées Ressources NIC	Technologies avancées	Énergie	Environnement	Infrastructures communautaires
	nombre	montant	Infrastructures	Industrie					
Belgique	288	187,2	4,2	48,5	134,6	—	—	—	—
Vlaams Gewest	186	140,6	4,2	25,0	111,4	—	—	—	—
Région Wallonne	90	37,1	—	23,5	13,6	—	—	—	—
Bruxelles-Brussel	12	9,6	—	—	9,6	—	—	—	—
Danemark	160	65,4	—	24,5	27,9	—	—	8,6	4,8
Vest for Storebælt	123	50,7	—	24,5	21,4	—	—	0,4	4,8
Hovedstadsregionen	31	6,5	—	—	6,0	—	—	0,5	—
Oest for Storebælt	6	8,2	—	—	0,4	—	—	7,8	—
Allemagne	900	1 372,7	357,2	384,1	44,6	—	3,7	54,5	950,7
Nordrhein-Westfalen	318	631,2	157,0	19,0	29,8	—	3,7	19,8	550,0
Niedersachsen	66	134,8	61,0	34,6	4,8	—	—	13,5	87,8
Sachsen	145	120,9	14,7	106,2	—	—	—	—	31,7
Baden-Württemberg	43	73,1	9,8	2,0	3,3	—	—	1,2	67,7
Bayern	29	66,0	—	21,0	1,6	—	—	5,2	41,0
Brandenburg	54	63,2	17,8	45,5	—	—	—	—	25,7
Thüringen	63	57,9	14,3	43,5	—	—	—	—	23,7
Sachsen-Anhalt	56	54,8	6,6	48,1	—	—	—	—	20,9
Saarland	16	39,1	36,6	2,5	—	—	—	—	32,2
Mecklenburg-Vorpommern	38	38,6	12,9	25,7	—	—	—	2,4	14,8
Rheinland-Pfalz	20	26,2	2,0	3,0	3,8	—	—	2,0	19,4
Schleswig-Holstein	21	21,8	17,6	2,4	—	—	—	10,4	9,6
Hessen	11	18,6	—	13,2	1,3	—	—	—	17,3
Bremen	4	10,8	6,8	4,0	—	—	—	—	1,1
Berlin	13	10,4	—	10,4	—	—	—	—	2,5
Hamburg	3	5,4	—	3,0	—	—	—	—	5,4

Tableau J: Crédits accordés en 1992 sur des prêts globaux en cours (suite)

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'eus)

Régions	Total		Développement régional		Hors zones assistées		Technologies avancées	Énergie	Environnement	Infra-structures communautaires
	nombre	montant	Infra-structures	Industrie	propres	Ressources NIC				
Grèce	64	80,2	32,0	48,1	—	—	—	—	27,2	—
Kentriki Ellada	25	38,4	18,6	19,8	—	—	—	—	15,3	—
Nisia	16	20,4	11,0	9,3	—	—	—	—	9,9	—
Voreia Ellada	18	15,2	2,4	12,8	—	—	—	—	1,9	—
Attiki	5	6,1	—	6,1	—	—	—	—	—	—
Espagne	705	246,9	84,9	101,6	43,6	16,8	—	—	—	—
Andalucía	100	59,5	18,8	30,2	—	10,5	—	—	—	—
Comunidad Valenciana	137	33,5	10,2	22,7	—	0,6	—	—	—	—
Castilla León	70	30,7	11,9	17,7	—	1,1	—	—	—	—
Cataluña	98	21,9	—	0,7	18,6	2,6	—	—	—	—
Madrid	73	17,1	—	—	17,1	—	—	—	—	—
Castilla la Mancha	58	16,6	7,5	9,1	—	—	—	—	—	—
Extremadura	18	13,9	12,2	1,8	—	—	—	—	—	—
Galicia	27	12,8	9,2	3,4	—	0,2	—	—	—	—
País Vasco	38	8,7	—	6,5	2,3	—	—	—	—	—
Murcia	18	7,7	3,4	2,8	—	1,5	—	—	—	—
Canarias	11	7,0	5,0	2,0	—	—	—	—	—	—
Asturias	19	6,8	4,1	2,4	—	0,3	—	—	—	—
Navarra	8	4,7	1,9	—	2,8	—	—	—	—	—
Aragón	21	4,0	0,4	1,1	2,6	—	—	—	—	—
Cantabria	5	1,4	—	1,4	—	—	—	—	—	—
La Rioja	3	0,4	0,2	—	0,1	—	—	—	—	—
Baleares	1	0,1	—	—	0,1	—	—	—	—	—
France	4 433	880,6	552,2	220,3	103,2	—	—	—	56,3	1,0
Rhône-Alpes	652	120,0	79,4	20,5	15,6	—	—	—	8,8	—
Provence-Côte d'Azur	315	103,0	75,9	25,1	2,0	—	—	—	—	0,2
Bretagne	469	93,7	61,6	32,2	—	—	—	—	8,7	—
Nord — Pas-de-Calais	348	84,7	60,9	23,7	—	—	—	—	0,8	0,1
Lorraine	316	78,0	47,8	30,2	—	—	—	—	6,7	—
Midi-Pyrénées	168	67,0	55,1	11,2	0,7	—	—	—	1,6	—
Pays de la Loire	220	62,9	50,9	10,5	1,5	—	—	—	6,6	—
Île-de-France	488	32,9	—	—	32,5	—	—	—	—	0,4
Réunion	79	34,6	31,2	3,4	—	—	—	—	—	—
Alsace	248	29,9	1,9	10,3	17,6	—	—	—	3,2	—
Auvergne	78	23,9	19,3	4,3	0,4	—	—	—	0,4	—
Poitou-Charentes	64	20,4	17,0	3,4	—	—	—	—	2,1	0,1
Martinique	44	19,2	11,5	7,7	—	—	—	—	—	—
Limousin	51	16,8	13,0	3,8	—	—	—	—	2,2	—
Franche-Comté	127	15,0	5,1	3,3	6,6	—	—	—	5,1	—
Aquitaine	135	12,6	4,4	8,0	0,3	—	—	—	4,4	—
Centre	128	11,8	0,2	2,9	8,6	—	—	—	0,6	0,2
Haute-Normandie	98	11,1	—	4,3	6,8	—	—	—	—	—
Picardie	115	9,2	—	3,6	5,6	—	—	—	1,4	—
Guadeloupe	27	8,8	8,6	0,3	—	—	—	—	—	—
Bourgogne	56	7,6	2,7	3,1	1,8	—	—	—	2,7	—
Champagne-Ardenne	77	4,8	—	2,8	2,0	—	—	—	—	—
Guyane	6	4,8	4,8	—	—	—	—	—	—	—
Basse-Normandie	77	4,4	0,3	2,9	1,2	—	—	—	0,3	—
Languedoc-Roussillon	44	3,3	0,7	2,6	—	—	—	—	0,7	—
Corse	3	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—	—
Irlande	1	0,6	—	0,6	—	—	—	—	—	—

Tableau J: Crédits accordés en 1992 sur des prêts globaux en cours (suite)

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'écus)

Régions	Total		Développement Régional		Hors zones Assistées		Techno-logies avancées	Énergie	Envi-ronnement	Infra-structures commu-nautaires
	nombre	montant	Infra-structures	Industrie	propres	Ressources NIC				
Italie	1 927	1 047,5	9,2	561,6	360,1	—	3,9	102,2	35,0	—
Lombardia	140	147,3	—	—	107,1	—	—	28,5	15,2	—
Emilia-Romagna	114	107,1	—	0,8	82,7	—	3,9	12,4	10,6	—
Campania	247	97,2	1,9	95,2	—	—	—	1,9	—	—
Abruzzi	139	97,1	—	97,1	—	—	—	—	—	—
Piemonte	91	81,6	—	—	58,5	—	—	20,8	2,3	—
Veneto	85	79,7	—	13,7	56,4	—	—	17,7	0,6	—
Toscana	122	78,7	—	37,4	35,7	—	—	—	5,5	—
Lazio	72	54,2	2,3	47,6	4,4	—	—	2,3	—	—
Trentino-Alto Adige	80	48,8	2,3	43,1	—	—	—	5,7	—	—
Marche	130	47,7	—	47,6	0,1	—	—	—	—	—
Sicilia	144	42,5	—	42,5	—	—	—	—	—	—
Puglia	199	37,7	2,6	35,0	—	—	—	2,6	—	—
Umbria	58	33,8	—	30,4	2,7	—	—	—	0,8	—
Liguria	53	28,0	—	15,2	7,0	—	—	5,9	—	—
Sardegna	115	22,1	—	22,1	—	—	—	—	—	—
Basilicata	52	21,5	—	21,5	—	—	—	—	—	—
Friuli-Venezia Giulia	39	10,3	—	0,1	5,7	—	—	4,5	—	—
Molise	16	6,2	—	6,2	—	—	—	—	—	—
Calabria	31	6,1	—	6,1	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	202	97,3	—	25,3	72,0	—	—	—	—	—
West-Nederland	91	39,4	—	4,8	34,6	—	—	—	—	—
Zuid-Nederland	47	26,3	—	5,8	20,5	—	—	—	—	—
Oost-Nederland	49	24,5	—	9,2	15,3	—	—	—	—	—
Noord-Nederland	15	7,1	—	5,4	1,7	—	—	—	—	—
Portugal	108	93,1	44,5	48,6	—	—	—	8,8	12,4	—
Lisboa e Vale do Tejo	27	43,8	16,2	27,6	—	—	—	—	12,4	—
Norte	44	28,7	17,2	11,5	—	—	—	4,1	—	—
Centre	28	18,5	10,7	7,7	—	—	—	4,8	—	—
Alentejo	8	1,7	0,4	1,3	—	—	—	—	—	—
Madeira	1	0,4	—	0,4	—	—	—	—	—	—
Total général	8 788	4 071,6	1 084,1	1 463,1	785,9	16,8	7,5	165,6	1 090,2	5,8

Tableau K: **Crédits accordés de 1988 à 1992 sur des prêts globaux en cours**

Présentation synthétique							(montants en millions d'écus)	
	Total		Ressources propres		Ressources NIC			
	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant		
Total crédits 1988-1992 (*)	40 678	14 444,5	38 946	13 778,6	1 732	665,9		
Développement régional	25 664	8 818,7	25 664	8 818,7	—	—		
Infrastructure	2 328	2 426,2	2 328	2 426,2	—	—		
PME zones assistées	23 336	6 392,5	23 336	6 392,5	—	—		
Objectifs énergétiques	429	489,8	420	482,5	9	7,3		
Technologies avancées	550	436,7	550	436,7	—	—		
PME hors zones assistées	13 369	3 635,9	11 646	2 977,3	1 723	658,6		
Environnement	1 404	1 988,4	1 404	1 988,4	—	—		
Infrastructures communautaires	39	31,5	39	31,5	—	—		

(*) Certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

Tableau L: **Crédits accordés de 1988 à 1992 sur des prêts globaux en cours**

Répartition par région et par objectif											(montants en millions d'écus)
Régions	Total		Développement régional		Hors zones assistées		Technologies avancées	Énergie	Environnement	Infrastructures communautaires	
	nombre	montant	Infrastructures	Industrie	Ressources propres	NIC					
Belgique	708	537,2	4,2	183,3	326,1	23,6	—	—	—	—	
Vlaams Gewest	459	418,5	4,2	113,2	283,0	18,1	—	—	—	—	
Région Wallone	209	94,5	—	70,1	20,8	3,5	—	—	—	—	
Bruxelles-Brussel	40	24,3	—	—	22,3	2,1	—	—	—	—	
Danemark	767	307,5	32,8	89,5	99,1	62,6	—	—	44,9	4,8	
Vest for Storebælt	560	236,9	23,5	85,4	72,8	46,0	—	—	24,3	4,8	
Hovedstadsregionen	153	51,1	7,8	—	25,0	14,4	—	—	10,2	—	
Oest for Storebælt	54	19,5	1,6	4,1	1,3	2,1	—	—	10,4	—	
Allemagne	2 400	2 507,1	698,6	658,3	230,9	—	58,4	111,7	1 539,0	—	
Nordrhein-Westfalen	701	1 116,4	348,7	110,9	102,0	—	4,6	26,2	821,4	—	
Niedersachsen	206	302,7	147,5	101,8	9,4	—	—	16,4	179,6	—	
Baden-Württemberg	572	226,2	9,9	3,3	53,0	—	53,8	12,9	117,2	—	
Bayern	124	146,9	—	29,3	22,4	—	—	14,8	87,0	—	
Sachsen	188	129,3	14,7	114,6	—	—	—	—	31,7	—	
Saarland	34	78,5	62,8	15,6	—	—	—	—	71,0	—	
Rheinland-Pfalz	65	70,6	5,4	20,4	11,1	—	—	2,6	38,6	—	
Brandenburg	84	68,8	17,8	51,0	—	—	—	—	25,7	—	
Hessen	75	66,8	—	16,5	31,2	—	—	—	33,2	—	
Thüringen	84	63,2	14,3	48,9	—	—	—	—	25,9	—	
Sachsen-Anhalt	79	58,2	6,6	51,6	—	—	—	—	20,9	—	
Schleswig-Holstein	50	53,9	36,1	6,7	1,2	—	—	21,9	30,3	—	
Mecklenburg-Vorpommern	73	42,3	12,9	29,4	—	—	—	2,4	14,8	—	
Bremen	19	39,9	21,2	18,7	—	—	—	14,4	18,5	—	
Hamburg	26	26,5	0,7	22,9	0,6	—	—	—	15,8	—	
Berlin	20	16,8	—	16,8	—	—	—	—	7,3	—	

Tableau L: **Crédits accordés de 1988 à 1992 sur des prêts globaux en cours (suite)**

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'eus)

Régions	Total		Développement régional		Hors zones assistées		Technologies avancées	Énergie	Environnement	Infrastructures communautaires
	nombre	montant	Infra-structures	Industrie	Ressources propres	NIC				
Grèce	429	305,9	108,0	194,7	—	3,3	—	14,6	27,9	—
Kentriki Ellada	105	84,3	28,2	55,2	—	0,9	—	1,5	15,3	—
Voreia Ellada	113	74,7	33,9	40,7	—	0,1	—	5,3	2,6	—
Nisia	128	66,0	36,4	29,3	—	0,3	—	6,4	9,9	—
Attiki	79	45,7	9,4	34,3	—	2,0	—	1,4	—	—
Multirégionaux	4	35,2	0,1	35,1	—	—	—	—	—	—
Espagne	3 359	1 431,7	280,7	737,7	225,9	119,1	—	—	3,5	—
Andalucía	593	280,5	51,5	213,8	1,3	13,5	—	—	—	—
Cataluña	446	178,2	—	38,9	93,1	30,1	—	—	—	—
Madrid	329	151,1	1,9	9,4	75,0	33,0	—	—	2,1	—
Comunidad Valenciana	401	145,2	18,5	95,6	11,3	13,3	—	—	—	—
Castilla León	359	140,5	45,7	82,5	5,9	6,4	—	—	—	—
Galicia	137	101,3	70,4	28,5	0,1	2,3	—	—	—	—
Castilla la Mancha	249	85,1	29,4	45,4	3,1	7,1	—	—	—	—
Canarias	112	67,9	5,6	60,6	—	1,7	—	—	—	—
Murcia	146	65,6	16,9	45,0	1,5	2,2	—	—	1,3	—
País Vasco	130	56,8	0,9	45,8	4,3	2,9	—	—	—	—
Extremadura	137	47,1	26,0	21,0	—	0,1	—	—	—	—
Aragón	107	37,5	1,2	15,1	13,0	3,2	—	—	—	—
Asturias	70	22,8	9,7	12,6	0,2	0,3	—	—	—	—
Navarra	55	19,1	1,9	0,9	11,6	1,4	—	—	—	—
Cantabria	38	14,1	1,0	12,6	0,1	0,4	—	—	—	—
Baleares	14	10,6	—	8,7	0,4	0,3	—	—	—	—
La Rioja	36	8,4	0,2	1,0	4,8	1,0	—	—	—	—
France	20 059	3 011,6	1 161,4	1 119,4	613,1	103,2	2,5	2,2	118,3	10,6
Rhône-Alpes	2 833	343,6	141,0	75,2	100,5	17,9	0,3	—	16,5	0,6
Bretagne	1 324	289,8	108,6	176,3	—	4,9	—	—	10,2	—
Île-de-France	3 232	277,9	—	1,8	254,1	18,6	0,9	1,0	1,2	0,4
Provence-Côte d'Azur	1 287	251,0	134,3	111,4	2,0	2,6	0,6	—	1,3	0,2
Nord — Pas-de-Calais	1 001	236,7	127,1	107,6	—	2,0	—	—	0,8	3,4
Pays de la Loire	1 086	209,3	89,2	101,8	13,5	4,8	0,2	—	7,5	0,4
Lorraine	1 200	197,3	65,9	122,5	0,5	8,4	—	—	23,7	1,3
Alsace	1 377	184,7	11,8	82,2	88,0	2,7	0,1	—	16,7	—
Aquitaine	827	179,9	104,0	72,4	0,6	1,9	0,3	1,0	10,4	0,6
Midi-Pyrénées	669	146,0	91,9	51,3	2,1	0,7	—	—	3,8	0,2
Languedoc-Roussillon	431	123,5	84,0	39,1	—	0,4	—	—	0,7	0,7
Basse-Normandie	512	68,1	36,1	18,6	9,6	3,8	—	—	0,3	—
Auvergne	337	62,0	34,8	21,7	3,1	2,5	—	—	0,4	—
Centre	718	61,9	0,8	5,9	40,7	14,3	—	0,3	0,6	0,8
Poitou-Charentes	328	54,3	28,4	25,0	—	0,9	0,1	—	7,1	0,9
Franche-Comté	496	52,2	7,7	11,3	28,3	4,8	—	—	8,5	—
Haute-Normandie	530	47,6	2,3	17,9	24,3	3,1	—	—	—	—
Réunion	113	39,9	31,2	8,7	—	—	—	—	—	—
Picardie	491	38,7	7,0	9,1	21,7	0,9	—	—	1,4	—
Limousin	185	36,6	24,4	12,1	—	0,2	—	—	2,2	—
Bourgogne	470	36,5	5,7	12,1	16,8	1,9	0,1	—	5,1	0,6
Champagne-Ardenne	480	35,5	0,5	22,5	7,3	5,1	0,1	—	—	0,5
Martinique	70	23,6	11,5	11,8	—	0,3	—	—	—	—
Guadeloupe	28	8,9	8,6	0,3	—	—	—	—	—	—
Guyane	7	4,8	4,8	0,0	—	—	—	—	—	—
Corse	27	1,6	—	1,1	—	0,5	—	—	—	—

Tableau L: Crédits accordés de 1988 à 1992 sur des prêts globaux en cours (suite)

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'eus)

Régions	Total		Développement régional		Hors zones assistées		Technologies avancées	Énergie	Environnement	Infra-structures communautaires
	Nombre	Montant	Infra-structures	Industrie	Ressources propres	NIC				
Irlande	88	22,0	—	22,0	—	—	—	—	—	—
Italie	10 145	5 239,8	68,3	2 677,3	1 283,7	247,4	375,8	543,9	242,2	16,1
Lombardia	847	845,2	—	2,6	398,5	84,7	161,5	129,5	106,8	—
Emilia-Romagna	595	491,9	—	9,2	276,4	48,2	37,3	85,4	39,6	—
Veneto	633	481,8	8,8	71,8	232,8	60,7	43,2	52,6	16,6	16,1
Piemonte	420	443,3	—	0,4	214,2	25,1	89,2	90,9	33,4	—
Campania	1 137	375,3	2,0	373,3	—	—	—	9,5	0,7	—
Toscana	649	356,7	—	175,6	116,4	21,5	18,1	38,7	27,7	—
Trentino-Alto Adige	570	354,0	5,9	332,9	—	0,3	—	21,6	—	—
Lazio	342	293,2	5,1	246,7	8,4	0,7	14,1	16,3	7,1	—
Marche	613	263,6	4,7	253,8	0,3	—	5,0	9,4	—	—
Abruzzi	471	228,8	5,2	223,6	—	—	—	6,7	—	—
Sicilia	929	222,7	8,6	214,1	—	—	—	11,2	6,2	—
Puglia	1 047	194,8	14,6	180,1	—	—	—	14,6	—	—
Sardegna	705	175,1	—	175,1	—	—	—	—	—	—
Umbria	255	157,0	1,3	147,6	2,7	—	7,3	13,7	0,8	—
Liguria	207	99,0	4,5	53,1	26,7	4,3	—	14,9	—	—
Basilicata	255	86,4	0,3	86,1	—	—	—	1,6	—	—
Friuli-Venezia Giulia	176	80,7	0,6	55,2	7,3	—	—	14,8	3,4	—
Calabria	211	45,3	6,7	38,6	—	—	—	6,7	—	—
Molise	76	36,9	—	36,9	—	—	—	—	—	—
Multirégionaux Nord	3	7,6	—	—	—	1,9	—	5,6	—	—
Multirégionaux Mezzogiorno	4	0,7	—	0,7	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	344	283,5	1,1	93,0	189,4	—	—	—	—	—
West-Nederland	146	106,3	—	20,8	85,4	—	—	—	—	—
Oost-Nederland	88	77,0	—	31,1	45,9	—	—	—	—	—
Zuid-Nederland	77	72,3	—	19,6	52,6	—	—	—	—	—
Noord-Nederland	33	28,0	1,1	21,5	5,4	—	—	—	—	—
Portugal	2 102	624,3	71,2	520,3	—	31,5	—	17,4	12,7	—
Norte	684	197,7	29,0	163,8	—	4,9	—	10,9	—	—
Centre	696	197,1	15,8	163,2	—	16,9	—	6,4	0,2	—
Lisboa e Vale do Tejo	530	178,4	19,0	153,1	—	6,3	—	0,05	12,4	—
Alentejo	105	18,6	1,3	16,9	—	0,4	—	—	—	—
Algarve	44	14,1	—	9,1	—	2,4	—	—	—	—
Madeira	11	9,7	2,7	9,0	—	0,8	—	—	—	—
Multirégionaux	13	4,4	—	4,4	—	—	—	—	—	—
Açores	19	4,2	3,3	0,9	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	277	173,9	—	96,9	9,0	67,9	—	—	—	—
South East	75	40,3	—	—	—	40,3	—	—	—	—
North West	35	26,3	—	22,6	2,3	1,4	—	—	—	—
East Midland	32	20,3	—	10,6	—	9,7	—	—	—	—
Scotland	17	18,0	—	16,7	1,3	—	—	—	—	—
Wales	23	17,3	—	17,3	—	—	—	—	—	—
West Midlands	29	14,7	—	9,2	—	5,5	—	—	—	—
North	15	12,6	—	10,5	1,7	0,5	—	—	—	—
Yorkshire and Humberside	18	10,1	—	8,4	—	1,7	—	—	—	—
South West	18	7,6	—	1,7	0,2	5,8	—	—	—	—
East Anglia	15	6,6	—	—	3,5	3,1	—	—	—	—
Total général	40 678	14 444,5	2 426,2	6 392,5	2 977,3	658,6	436,7	689,7	1 988,4	31,5

Tableau M: Financements dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1992
(Conventions de Lomé)

Répartition selon la localisation

(millions d'écus)

	Total			Ressources propres			Ressources budgétaires		
	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV
AFRIQUE	2 672,9	2 229,9	443,0	1 664,5	1 385,0	279,5	1 008,4	844,9	163,5
<i>Occidentale</i>	<i>1 220,0</i>	<i>944,8</i>	<i>275,2</i>	<i>863,2</i>	<i>664,7</i>	<i>198,5</i>	<i>356,8</i>	<i>280,1</i>	<i>76,7</i>
Régional	30,3	30,3	—	15,0	15,0	—	15,3	15,3	—
Nigéria	436,0	306,0	130,0	433,0	303,0	130,0	3,0	3,0	—
Côte-d'Ivoire	198,1	191,6	6,5	191,2	185,7	5,5	6,9	5,9	1,0
Ghana	98,3	78,3	20,0	57,0	37,0	20,0	41,3	41,3	—
Sénégal	82,0	69,0	13,0	46,0	33,0	13,0	36,0	36,0	—
Mauritanie	78,5	53,5	25,0	40,0	25,0	15,0	38,5	28,5	10,0
Guinée	77,7	34,7	43,0	26,9	11,9	15,0	50,8	22,8	28,0
Mali	40,3	30,3	10,0	—	—	—	40,3	30,3	10,0
Burkina Faso	38,3	35,3	3,0	8,0	8,0	—	30,3	27,3	3,0
Togo	37,8	37,8	—	20,7	20,7	—	17,1	17,1	—
Bénin	31,9	31,9	—	13,5	13,5	—	18,4	18,4	—
Niger	31,2	31,2	—	16,0	16,0	—	15,2	15,2	—
Sierra-Leone	15,5	7,5	8,0	—	—	—	15,5	7,5	8,0
Guinée-Bissau	14,3	7,3	7,0	—	—	—	14,3	7,3	7,0
Libéria	14,0	14,0	—	10,9	10,9	—	3,1	3,1	—
Cap-Vert	13,8	8,4	5,4	—	—	—	13,8	8,4	5,4
Gambie	12,4	8,1	4,3	—	—	—	12,4	8,1	4,3
<i>Centrale et équatoriale</i>	<i>403,4</i>	<i>394,9</i>	<i>8,5</i>	<i>239,9</i>	<i>238,4</i>	<i>1,5</i>	<i>163,5</i>	<i>156,5</i>	<i>7,0</i>
Régional	8,1	8,1	—	7,6	7,6	—	0,5	0,5	—
Cameroun	135,8	134,3	1,5	129,8	128,3	1,5	6,0	6,0	—
Zaïre	95,7	88,7	7,0	50,0	50,0	—	45,7	38,7	7,0
Congo	57,9	57,9	—	28,1	28,1	—	29,8	29,8	—
Gabon	34,5	34,5	—	32,0	32,0	—	2,5	2,5	—
Burundi	20,6	20,6	—	—	—	—	20,6	20,6	—
Tchad	17,7	17,7	—	—	—	—	17,7	17,7	—
Rwanda	17,7	17,7	—	—	—	—	17,7	17,7	—
Centrafrique	15,1	15,1	—	—	—	—	15,1	15,1	—
Guinée équatoriale	6,0	6,0	—	—	—	—	6,0	6,0	—
São Tomé e Príncipe	2,4	2,4	—	—	—	—	2,4	2,4	—
<i>Orientale</i>	<i>420,9</i>	<i>369,7</i>	<i>51,2</i>	<i>193,4</i>	<i>173,4</i>	<i>20,0</i>	<i>227,5</i>	<i>196,3</i>	<i>31,2</i>
Régional	6,5	6,5	—	6,0	6,0	—	0,5	0,5	—
Kenya	199,9	177,9	22,0	186,9	166,9	20,0	13,0	11,0	2,0
Tanzanie	64,5	45,3	19,2	5,0	5,0	—	59,5	40,3	19,2
Ethiopie	50,0	44,0	6,0	—	—	—	50,0	44,0	6,0
Soudan	38,5	38,5	—	—	—	—	38,5	38,5	—
Ouganda	29,9	25,9	4,0	—	—	—	29,9	25,9	4,0
Somalie	25,2	25,2	—	—	—	—	25,2	25,2	—
Seychelles	7,6	7,6	—	1,5	1,5	—	6,1	6,1	—
Djibouti	5,4	5,4	—	—	—	—	5,4	5,4	—
<i>Australe</i>	<i>577,5</i>	<i>483,4</i>	<i>94,1</i>	<i>354,0</i>	<i>308,5</i>	<i>45,5</i>	<i>223,5</i>	<i>174,9</i>	<i>48,6</i>
Zimbabwe	151,9	110,8	41,1	146,0	105,0	41,0	5,9	5,8	0,1
Zambie	81,9	71,9	10,0	42,0	42,0	—	39,9	29,9	10,0
Malawi	77,8	63,0	14,8	32,5	32,5	—	45,3	30,5	14,8
Botswana	67,8	65,3	2,5	62,0	59,5	2,5	5,8	5,8	—
Madagascar	61,1	54,6	6,5	—	—	—	61,1	54,6	6,5
Maurice	55,9	50,8	5,1	46,5	44,5	2,0	9,4	6,3	3,1
Swaziland	36,7	33,2	3,5	25,0	25,0	—	11,7	8,2	3,5
Mozambique	18,0	15,0	3,0	—	—	—	18,0	15,0	3,0
Lesotho	12,6	12,6	—	—	—	—	12,6	12,6	—
Angola	7,1	4,0	3,1	—	—	—	7,1	4,0	3,1
Comores	4,2	2,2	2,0	—	—	—	4,2	2,2	2,0
Namibie	—	—	—	—	—	—	2,5	—	2,5
<i>Projet multirégional</i>	<i>51,0</i>	<i>37,0</i>	<i>14,0</i>	<i>14,0</i>	<i>—</i>	<i>14,0</i>	<i>37,0</i>	<i>37,0</i>	<i>—</i>
CARAÏBES	259,5	202,5	57,0	197,7	147,7	50,0	61,8	54,8	7,0
Régional	5,0	5,0	—	3,0	3,0	—	2,0	2,0	—
Trinité et Tobago	94,9	56,9	38,0	92,0	54,0	38,0	2,9	2,9	—
Jamaïque	57,6	45,6	12,0	50,3	38,3	12,0	7,3	7,3	—
Barbade	25,4	25,4	—	24,3	24,3	—	1,1	1,1	—
Bahamas	17,6	17,6	—	17,6	17,6	—	—	—	—
Guyane	11,2	11,2	—	—	—	—	11,2	11,2	—
Sainte-Lucie	9,6	9,6	—	6,0	6,0	—	3,6	3,6	—
St-Vincent-Grenadines	9,0	9,0	—	3,0	3,0	—	6,0	6,0	—
Dominique	7,3	4,8	2,5	—	—	—	7,3	4,8	2,5
Surinam	7,3	7,3	—	—	—	—	7,3	7,3	—
Grenade	6,6	5,1	1,5	—	—	—	6,6	5,1	1,5
Belize	6,1	6,1	—	4,5	4,5	—	1,6	1,6	—
République dominicaine	3,0	—	3,0	—	—	—	3,0	—	3,0
St-Christophe-Nieves	2,5	2,5	—	—	—	—	2,5	2,5	—
Antigua	1,5	1,5	—	—	—	—	1,5	1,5	—

Tableau M: Financements dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1992 (suite)
(Conventions de Lomé)

Répartition selon la localisation

(millions d'écus)

	Total			Ressources propres			Ressources budgétaires		
	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV	Total	Lomé I + II + III	Lomé IV
PACIFIQUE	217,1	210,1	7,0	169,4	164,4	5,0	47,7	45,7	2,0
Papouasie-Nelle Guinée	109,1	107,1	2,0	87,9	87,9	—	21,2	19,2	2,0
Fidji	88,9	83,9	5,0	79,5	74,5	5,0	9,4	9,4	—
Samoa Occidentales	7,5	7,5	—	—	—	—	7,5	7,5	—
Tonga	6,1	6,1	—	2,0	2,0	—	4,1	4,1	—
Vanuatu	3,0	3,0	—	—	—	—	3,0	3,0	—
Salomon	2,2	2,2	—	—	—	—	2,2	2,2	—
Kiribati	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2	—
Tuvalu	0,1	0,1	—	—	—	—	0,1	0,1	—
Totale ACP	3 149,5	2 642,5	507,0	2 031,5	1 697,0	334,5	1 117,9	945,4	172,5
PTOM	78,8	63,8	15,0	55,5	42,0	13,5	23,3	21,8	1,5
Antilles néerlandaises	22,6	15,6	7,0	19,8	12,8	7,0	2,8	2,8	—
Polynésie française	15,9	15,9	—	11,0	11,0	—	4,9	4,9	—
Nouvelle Calédonie	11,0	11,0	—	7,0	7,0	—	4,0	4,0	—
Îles Caïmans	8,0	6,0	2,0	8,0	6,0	2,0	—	—	—
Aruba	6,7	4,2	2,5	3,3	1,3	2,0	3,4	2,9	0,5
Îles Vierges britanniques	4,0	4,0	—	3,0	3,0	—	1,0	1,0	—
Montserrat	3,3	3,3	—	0,9	0,9	—	2,4	2,4	—
Îles Falkland	2,6	0,1	2,5	2,5	—	2,5	0,1	0,1	—
Mayotte	2,2	1,2	1,0	—	—	—	2,2	1,2	1,0
Anguilla	1,5	1,5	—	—	—	—	1,5	1,5	—
Indes occidentales	1,0	1,0	—	—	—	—	1,0	1,0	—
Total général ACP et PTOM	3 228,2	2 706,2	522,0	2 087,0	1 739,0	348,0	1 141,2	967,2	174,0

Tableau N: États ACP et PTOM de 1976 à 1992

(financements et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Répartition par secteur				Lomé I + II + III			
	Financements		nombre	Crédits montant	Financements		Crédits montant	
	montant	%			montant	%		
Énergie	150,9	28,9	—	—	664,6	24,1	9	5,5
Production	120,4	23,1	—	—	420,2	15,2	6	2,5
Centrales thermiques classiques	45,4	8,7	—	—	158,4	5,7	3	1,8
Centrales hydroélectriques et géothermiques	20,0	3,8	—	—	229,3	8,3	3	0,7
Hydrocarbures	55,0	10,5	—	—	32,5	1,2	—	—
Transport et distribution	30,5	5,8	—	—	214,4	7,8	3	3,0
Électricité	28,0	5,4	—	—	201,4	7,3	3	3,0
Pétrole	2,5	0,5	—	—	13,0	0,5	—	—
Restructuration du secteur	—	—	—	—	30,0	1,1	—	—
Infrastructures	87,8	16,8	—	—	443,1	16,1	5	2,0
Transports	30,0	5,7	—	—	116,6	4,2	4	1,0
Chemins de fer	—	—	—	—	10,0	0,4	—	—
Transports maritimes	11,0	2,1	—	—	68,1	2,5	3	0,8
Transports aériens	19,0	3,6	—	—	38,5	1,4	1	0,2
Télécommunications	19,0	3,6	—	—	140,0	5,1	1	1,0
Eau (captage, distribution, épuration)	37,3	7,1	—	—	185,5	6,7	—	—
Aménagements agricoles, forestiers	1,5	0,3	—	—	1,0	0,0	—	—
Industrie, agriculture, services	283,3	54,3	39	16,6	1 648,4	59,8	1 087	442,0
Industrie	124,7	23,9	26	10,7	1 007,2	36,5	765	358,0
Industries extractives	28,1	5,4	1	1,0	248,7	9,0	22	11,1
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	15,0	2,9	—	—	47,5	1,7	9	4,0
Industrie chimique	41,0	7,9	3	1,2	66,7	2,4	54	30,6
Produits alimentaires	18,6	3,6	6	2,7	350,2	12,7	185	87,4
Textiles et cuirs	22,0	4,2	—	—	112,8	4,1	114	75,4
Industries manufacturières diverses	—	—	16	5,8	156,3	5,7	381	149,5
Soutien à l'industrie	—	—	—	—	25,0	—	—	—
Agriculture, forêts, pêche	—	—	2	0,7	3,5	0,1	31	10,8
Services	4,5	0,9	11	5,2	64,3	2,3	279	68,8
Prêts globaux	153,5	29,4	—	—	538,3	19,5	—	—
Banques de développement	0,6	0,1	—	—	35,1	1,3	12	4,4
Total	522,0	100,0	39	16,6	2 756,1	100,0	1 101	449,5

Tableau O: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen du 1988 à 1992**

Répartition par pays

(montants en millions d'écus)

	Total		Ressources propres	Ressources budgétaires
	Montant	%	Montant	Montant
Ex-Yougoslavie	450,0	28,0	450,0	—
Algérie	238,0	14,8	234,0	4,0
Maroc	242,0	15,1	231,0	11,0
Tunisie	211,0	13,1	198,0	13,0
Egypte	279,5	17,4	270,3	9,2
Jordanie	80,0	5,0	78,0	2,0
Syrie	20,4	1,3	20,4	—
Israël	57,0	3,5	57,0	—
Malte	28,5	1,8	26,0	2,5
Chypre	20,0	1,2	15,0	5,0
Total	1 606,4	100,0	1 564,7	41,7

Tableau P: **Pays du bassin méditerranéen de 1988 à 1992**

(financements et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

	Financements		Crédits	
	Montant	%	Nombre	Montant
Énergie et infrastructures	1 244,1	76,5	6	14,2
Énergie	187,7	11,5	—	—
Production	45,0	2,8	—	—
Centrales thermiques classiques	45,0	2,8	—	—
Centrales hydroélectriques	—	—	—	—
Hydrocarbures	—	—	—	—
Transport, distribution	142,7	8,8	—	—
Électricité	117,7	7,2	—	—
Gaz naturel	25,0	1,5	—	—
Transports	569,0	35,0	2	0,4
Chemins de fer	77,0	4,7	—	—
Routes	476,0	29,3	2	0,4
Transports maritimes	—	—	—	—
Transports aériens	16,0	1,0	—	—
Télécommunications	80,0	4,9	—	—
Eau, assainissement, déchets solides	192,0	11,8	4	13,8
Infrastructures diverses	215,4	13,2	—	—
Industrie, agriculture, services	382,3	23,5	1 437	199,1
Industrie	84,0	5,2	281	110,5
Agriculture, forêt, pêche	—	—	1 020	44,2
Services	3,0	0,2	136	44,5
Prêts globaux	293,0	18,0	—	—
Banques de développement	2,4	0,1	—	—
Total	1 626,4	100,0	1 443	213,3

Tableau Q: **Financements dans les pays d'Europe centrale et orientale de 1990 à 1992**

Répartition par pays et secteur

(montants en millions d'écus)

	Total		Secteur			
	Montant	%	Énergie	Transports	Télécom- munications	Industrie (prêts globaux)
Bulgarie	115,0	14,0	45,0	—	70,0	—
Hongrie	305,0	37,2	50,0	70,0	80,0	105,0
Pologne	290,0	35,4	50,0	70,0	70,0	100,0
Roumanie	25,0	3,0	25,0	—	—	—
Ex-R.f. tchèque et slovaque	85,0	10,4	—	—	—	85,0
Total	820,0	100,0	170,0	140,0	220,0	290,0

Tableau R: Ressources collectées en 1992

(montants en millions)

Mois d'émission	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant en monnaie (en millions)	Montant en écu (en millions)	Durée (années)	Taux nominal (%)
I. Opérations à long et moyen terme (avant échanges)						
EMPRUNTS PUBLICS						
Janvier	Allemagne	DEM	500	245,6	10	8,000
	Luxembourg	ITL	500 000	324,2	10	10,500
	Luxembourg	USD	400	298,3	10	7,125
	Royaume-Uni	GBP	100	139,6	5	10,000
Février	Espagne	ESP	15 000	115,7	10	10,125
	Luxembourg	ECU	500	500,0	10	variable
	Luxembourg	FRF	3 000	431,4	10	8,500
	Luxembourg	SEK	1 000	134,2	7	10,000
	Luxembourg	USD	500	372,9	7	7,125
	Luxembourg	JPY	60 000	358,1	3	5,000
	Suisse	CHF	200	110,0	6	6,500
Mars	Espagne	ESP	20 000	154,2	5	10,200
	Luxembourg	CAD	500	322,4	10	8,875
	Luxembourg	JPY	20 000	119,4	3	5,000
Avril	France	FRF	2 000	288,8	8	8,800
	Luxembourg	ECU	400	400,0	12	8,500
	Luxembourg	USD	500	402,0	5	7,000
Mai	Espagne	ESP	25 000	193,6	5	10,000
	Luxembourg	JPY	35 000	211,6	16	variable
	Portugal	PTE	15 000	85,2	7	10,400
	Royaume-Uni	GBP	200	279,8	10	9,000
Juin	Allemagne	DEM	300	146,9	6	8,000
	Belgique	BEF	10 000	237,9	10	8,750
	Luxembourg	JPY	50 000	302,3	8	5,875
	Royaume-Uni	GBP	200	279,8	10	9,000
Juillet	Allemagne	DEM	1 000	487,9	5	8,000
	Luxembourg	ECU	550	550,0	10	9,000
	Luxembourg	FRF	2 000	290,3	5	8,875
	Luxembourg	ITL	500 000	322,6	10	11,250
	Royaume-Uni	CAD	450	280,1	10	8,125
Août	Allemagne	DEM	300	146,4	10	variable
	Pays-Bas	NLG	500	216,5	10	variable
	Australie	AUD	350	194,7	7	7,750
Octobre	Allemagne	DEM	1 000	507,3	10	7,500
	Luxembourg	FRF	2 000	300,2	10	8,750
	Luxembourg	USD	400	286,1	10	variable
	Luxembourg	JPY	50 000	299,0	5	4,500
	Suisse	CHF	300	174,4	12	6,750
Novembre	Luxembourg	LUF	2 000	49,2	5	8,000
	Luxembourg	ITL	150 000	86,7	5	12,750
	Luxembourg	USD	100	71,5	10	variable
	Royaume-Uni	CAD	200	114,4	5	7,250
Décembre	Luxembourg	FRF	1 000	150,1	10	8,750
	Luxembourg	USD	120	85,8	4	5,750
	Luxembourg	JPY	25 000	149,5	5	4,500
	Royaume-Uni	GBP	200	254,0	5	7,000
	Suisse	CHF	500	290,7	8	6,250
	Suisse	CHF	500	290,7	5	6,000
48 opérations				12 052,1		
EMPRUNTS PRIVÉS						
	2	ECU	180	180,0	2—7	8,500—8,800
	1	DEM	100	48,8	10	8,300
	1	NLG	200	86,6	15	7,8195
	1	ITL	100 000	64,9	10	10,500
	1	CHF	150	81,1	10	7,250
	1	USD	100	74,6	5	4,880
7 opérations				535,9		
NOTES À MOYEN TERME						
6 opérations		USD	305	219,8	2—8	4,280—6,520
Total (I)				12 807,8		
II. Opérations à court terme						
Papier commercial		ITL	200 000	111,9		
Total général (I + II)				12 919,7		

Tableau S: Ressources collectées de 1988 à 1992

(montants en millions d'écus)

	1988		1989		1990		1991		1992	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Monnaies communautaires										
ECU	1 329	17,3	1 839	20,4	1 765	16,1	2 500	18,3	1 937	14,9
DEM	1 545	20,2	959	10,6	1 124	10,2	1 198	8,8	1 583	12,2
FRF	854	11,1	1 164	12,9	1 114	10,1	1 378	10,1	1 461	11,3
GBP	752	9,8	1 769	19,6	1 331	12,1	1 837	13,4	1 428	11,0
ITL	652	8,5	626	6,9	851	7,7	1 466	10,7	1 326	10,2
BEF	473	6,2	346	3,8	330	3,0	166	1,2	238	1,8
NLG	500	6,5	317	3,5	528	4,8	369	2,7	303	2,3
DKK	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—
IEP	32	0,4	52	0,6	—	—	—	—	—	—
LUF	85	1,1	92	1,0	52	0,5	24	0,2	49	0,4
GRD	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ESP	237	3,1	701	7,8	614	5,6	813	5,9	648	5,0
PTE	29	0,4	86	1,0	124	1,1	250	1,8	85	0,7
Total	6 488	84,6	7 954	88,0	7 833	71,2	10 002	73,2	9 058	69,8
dont fixe	5 657	73,8	7 206	79,8	6 055	55,1	6 812	49,8	5 962	46,0
dont variable	831	10,8	748	8,3	1 778	16,2	3 190	23,3	3 096	23,9
Monnaies non communautaires										
USD	308	4,0	385	4,3	1 574	14,3	2 262	16,5	1 529	11,8
CHF	556	7,3	264	2,9	818	7,4	782	5,7	947	7,3
JPY	314	4,1	432	4,8	771	7,0	627	4,6	1 440	11,1
ATS	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	1 178	15,4	1 080	12,0	3 163	28,8	3 670	26,8	3 916	30,2
dont fixe	1 101	14,4	1 080	12,0	3 084	28,0	3 413	25,0	2 924	22,5
dont variable	77	1,0	—	—	79	0,7	257	1,9	992	7,6
Total général	7 666	100,0	9 034	100,0	10 996	100,0	13 672	100,0	12 974	100,0
dont fixe	6 758	88,2	8 286	91,7	9 139	83,1	10 225	74,8	8 886	68,5
dont variable	908	11,8	748	8,3	1 857	16,9	3 447	25,2	4 087	31,5

Tableau T: Collecte en écu de 1981 à 1992

(montants en millions d'écus)

Année	Emprunts à taux fixe		Emprunts à taux variable				Collecte en écu (A)	Collecte totale (B)	A/B en %
	Avant échanges	Après échanges	Après échanges	Papier commercial	Certificats de dépôt	Total			
1981	85,0	85,0	—	—	—	—	85,0	2 309,7	3,7
1982	112,0	112,0	—	—	—	—	112,0	3 205,2	3,5
1983	230,0	230,0	—	—	—	—	230,0	3 619,4	6,4
1984	455,0	455,0	—	—	100,0	100,0	555,0	4 360,9	12,7
1985	720,0	720,0	—	—	—	—	730,6	5 709,1	12,8
1986	827,0	897,0	—	—	—	—	897,0	6 785,5	13,2
1987	675,0	807,4	—	—	—	—	807,4	5 592,7	14,4
1988	959,0	993,0	82,9	—	252,5	335,4	1 328,4	7 666,1	17,3
1989	1 395,0	1 526,0	75,1	200,0	37,5	312,6	1 838,6	9 034,5	20,4
1990	1 271,8	1 254,9	—	500,0	10,0	510,0	1 764,9	10 995,6	16,1
1991	1 550,0	1 550,0	450,0	500,0	—	950,0	2 500,0	13 672,3	18,3
1992	1 130,0	1 130,0	806,5	—	—	806,5	1 936,5	12 973,6	14,9
Total	9 409,8	9 760,3	1414,6	1 200,0	400,0	3 014,6	12 785,5	85 924,6	14,9

Pour 1985, y compris 10,6 millions de participations de tiers au financement des prêts.

NOTES AU LECTEUR

1. **Écu:** Tous les montants cités dans le rapport sont, sauf indications contraires, exprimés en écus.

2. **Unité de compte:** Conformément à l'article 4 des statuts, l'unité de compte de la BEI est définie comme étant l'écu utilisé par les Communautés européennes, cf. aussi États financiers, note A point 1.

3. **Normes ISO:** La BEI utilise comme abréviations les normes retenues par l'International Organization for Standardization (ISO). Pour les références aux pays et pour l'expression des unités monétaires, voir les tableaux ci-après.

Belgique	BE	Grèce	GR	Irlande	IE	Pays-Bas	NL	États-Unis	US
Danemark	DK	Espagne	ES	Italie	IT	Portugal	PT	Suisse	CH
Allemagne	DE	France	FR	Luxembourg	LU	Royaume-Uni	GB	Japon	JP

4. Taux de conversion

a) **Statistique:** Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement, signatures et versements, comme de collecte des ressources, la BEI utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1992:

		1 ^{er} trimestre (au 31. 12. 1991)	2 ^{ème} trimestre (au 31. 03. 1992)	3 ^{ème} trimestre (au 30. 06. 1992)	4 ^{ème} trimestre (au 30. 09. 1992)
1 écu =	ÉCU				
Franc belge	BEF	41,9308	42,0371	42,1743	40,6118
Couronne danoise	DKK	7,92945	7,92670	7,87581	7,63446
Deutsche Mark	DEM	2,03553	2,04206	2,04966	1,97117
Drachme	GRD	235,065	237,167	249,382	253,890
Peseta	ESP	129,668	129,129	129,385	138,434
Franc français	FRF	6,95338	6,92420	6,88923	6,66145
Livre irlandaise	IEP	0,766332	0,766969	0,768949	0,750078
Lire italienne	ITL	1 542,40	1 541,37	1 550,13	1 730,69
Franc luxembourgeois	LUF	41,9308	42,0371	42,1743	40,6118
Florin hollandais	NLG	2,29352	2,29965	2,30992	2,22030
Escudo	PTE	179,886	176,072	171,041	175,448
Livre sterling	GBP	0,716117	0,714742	0,706461	0,787381
Dollar des États-Unis	USD	1,34093	1,24379	1,34228	1,39800
Franc suisse	CHF	1,81763	1,86320	1,84966	1,72023
Yen japonais	JPY	167,549	165,425	168,993	167,200

b) **Comptable:** Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion au 31 décembre de l'exercice concerné.

5. Activité dans la Communauté

a) **Statistiques:** la BEI accorde des prêts individuels, des garanties et des prêts globaux. Ces derniers sont conclus avec des instituts financiers qui utilisent les fonds sous forme de crédits en faveur d'investissements de petite ou moyenne dimension.

Afin de compléter les informations sur l'activité de la BEI dans la Communauté, les statistiques du Rapport annuel portent, depuis 1988:

- d'une part, comme par le passé, sur les financements signés : prêts individuels (et garanties, le cas échéant) et prêts globaux;
- d'autre part, sur des données de caractère opérationnel : prêts individuels et crédits affectés sur les prêts globaux en cours.

Pour assurer une continuité statistique, les comparaisons avec les périodes antérieures sont faites selon des critères identiques; de ce fait, certaines données des rapports annuels publiés depuis 1988 diffèrent de celles figurant dans les rapports précédents.

b) **Objectifs de politique communautaire:** les financements dans la Communauté doivent répondre à un ou plusieurs de ces objectifs; les données des tableaux correspondant à des objectifs différents ne peuvent donc être cumulées.

c) **Pays:** en règle générale, les tableaux sur l'activité dans la Communauté présentent les pays dans l'ordre alphabétique sur base de leur dénomination dans leur langue.

d) **Autres:** financements assimilés à des opérations dans la Communauté. Les projets localisés en dehors du territoire européen des États membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des projets dans la Communauté. Le Conseil des gouverneurs peut en autoriser, cas par cas, le financement en vertu de l'article 18 (1) deuxième alinéa des statuts de la Banque. Cet article permet également les financements en dehors de la Communauté, dans le cadre d'accords et protocoles spécifiques.

e) **Ressources propres:** le produit des emprunts sur les marchés des capitaux constitue pour l'essentiel ce que la BEI appelle ses ressources propres, qui comprennent également les fonds propres (capital versé et réserves). Ce libellé, «ressources propres», a été adopté pour distinguer ces fonds des ressources mises en œuvre sur mandat de la Communauté ou des pays membres. Alors que les opérations sur ressources propres sont inscrites au bilan, les opérations sur mandat, qui font également partie intégrante de l'activité de la Banque, figurent dans un compte de gestion fiduciaire: la «Section spéciale».

6. **Ajustements, cumuls et arrondis:** Du fait d'ajustements statistiques, les montants concernant des exercices passés peuvent comporter de légères différences avec ceux publiés antérieurement.

Les montants sont donnés aux prix et aux taux de change courants; leur cumul, sur une longue période, doit être interprété avec prudence. En effet, la signification des données relatives aux différentes années est affectée par le mouvement des prix et par les variations des taux de change intervenues au cours des années.

Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux qui s'obtiennent par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondi.

7. **Déflateur:** Le déflateur applicable à l'activité de la Banque est un indice synthétique de la variation des indices nationaux de prix dérivés de la formation brute de capital fixe (FBCF) corrigés par l'indice de variation des taux de conversion, des monnaies nationales en écus et pondérés par la part de chacun des pays membres dans les financements de la Banque sur ressources propres. Ce déflateur est estimé à 1,8 % pour l'année 1992.

Abréviations et sigles utilisés dans le texte

<i>Communauté ou CE</i>	<i>= Communauté européenne</i>
<i>Commission</i>	<i>= Commission des Communautés européennes</i>
<i>Conseil</i>	<i>= Conseil des Communautés européennes</i>
<i>BERD</i>	<i>= Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i>
<i>OCDE</i>	<i>= Organisation de coopération et de développement économiques</i>
<i>FEDER</i>	<i>= Fonds européen de développement régional</i>
<i>NIC</i>	<i>= Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts</i>
<i>JO</i>	<i>= Journal officiel des Communautés européennes</i>
<i>FBCF</i>	<i>= Formation brute de capital fixe</i>
<i>PIB/PNB</i>	<i>= Produit intérieur brut/Produit national brut</i>
<i>PME</i>	<i>= Petites et moyennes entreprises</i>
<i>ACP</i>	<i>= Afrique, Caraïbes, Pacifique</i>
<i>ALA</i>	<i>= Amérique latine, Asie</i>
<i>LIFFE</i>	<i>= London International Financial Futures Exchanges</i>
<i>PTOM</i>	<i>= Pays et territoires d'outre-mer</i>
<i>PECO</i>	<i>= Pays d'Europe centrale et orientale</i>
<i>METAP</i>	<i>= Programme d'assistance technique pour l'environnement dans la Méditerranée</i>

. = donnée non significative

— = sans objet

n.d. = donné non disponible

p.m. = pour mémoire

Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

100, Bd Konrad Adenauer — L-2950 Luxembourg

Tél. 4379-1 — Télex 3530 bnkeu lu

Télécopieur 43 77 04

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie

Via Sardegna, 38 — I-00187 Rome

Tél. 4719-1 — Télex 611130 bankeu i

Télécopieur 487 34 38

Bureau d'Athènes

Amalias, 12, GR-10557 Athènes

Tél. 3220 773 ou 3220 774 ou 3220 775 — Télex 222126 bkeu gr

Télécopieur 3220 776

Bureau de Lisbonne

Avenida da Liberdade, 144-156, 8º, P-1200 Lisbon

Tél. 342 89 89 ou 342 88 48 — Télex 15576 bnkeu p

Télécopieur 347 04 87

Bureau de Londres

68, Pall Mall — London SW1Y 5ES

Tél. 071-839 3351 — Télex 919159 bankeu g

Télécopieur 071-930 99 29

Bureau de Madrid

Calle José Ortega y Gasset, 29 — E-28006 Madrid

Tél. 431 13 40 — Télex 44670 bnkeu e

Télécopieur 431 13 83

Bureau de Représentation à Bruxelles

Rue de la Loi 227 — B-1040 Bruxelles

Tél. 230 98 90 — Télex 21721 bankeu b

Télécopieur 230 58 27

qui tiennent également à disposition les publications suivantes:

Statuts

1991; 40 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Rapports annuels

depuis 1958

(DE, EN, FR, IT, NL, depuis 1972 en danois, depuis 1980 en grec et depuis 1985 en espagnol et en portugais)

BEI-Informations

Bulletin périodique d'informations

(DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Banque européenne d'investissement: 35 ans

1993; 24 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Des prêts pour construire la Communauté européenne

1990, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Possibilités de financement au titre de la quatrième Convention de Lomé

1991, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Possibilités de financement dans les pays tiers méditerranéens

1992, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Protection de l'environnement (série thématique)

1990, 8 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Les Communications (série thématique)

1991, 12 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Financer l'avenir de l'Europe (rôle et activités de la BEI — dépliant)

1992; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Banque européenne d'investissement présente ses remerciements aux promoteurs d'investissement qui ont bien voulu autoriser les prises de vues illustrant ce rapport.

Auteurs des photos: couverture: The Image Bank (J. Smith); p. 54: La Vie du Rail (C. Recouro) (1); Storebælt Billedarkiv (J. K. Winther) (2); Nouvelle Maurilait (3); Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles (4).

Imprimé par:

Saarbrücker Druckhaus der Saarbrücker Zeitung Verlag und Druckerei GmbH, Saarbrücken

DEN EUROPÆISKE INVESTERINGSBANK
EUROPÄISCHE INVESTITIONSBANK
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΤΡΑΠΕΖΑ ΕΠΕΝΔΥΣΕΩΝ
EUROPEAN INVESTMENT BANK
BANCO EUROPEO DE INVERSIONES
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
BANCA EUROPEA PER GLI INVESTIMENTI
EUROPESE INVESTERINGSBANK
BANCO EUROPEU DE INVESTIMENTO